

VIII-245

HISTOIRE POPULAIRE

DE LA

RÉVOLUTION FRANÇAISE

PAR

A. RASTOUL



PARIS

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE LIBRAIRIE CATHOLIQUE

VICTOR PALMÉ, DIRECTEUR GÉNÉRAL

76, rue des Saints-Pères, 76

BRUXELLES

J. ALBANEL, Dr de la Succursale

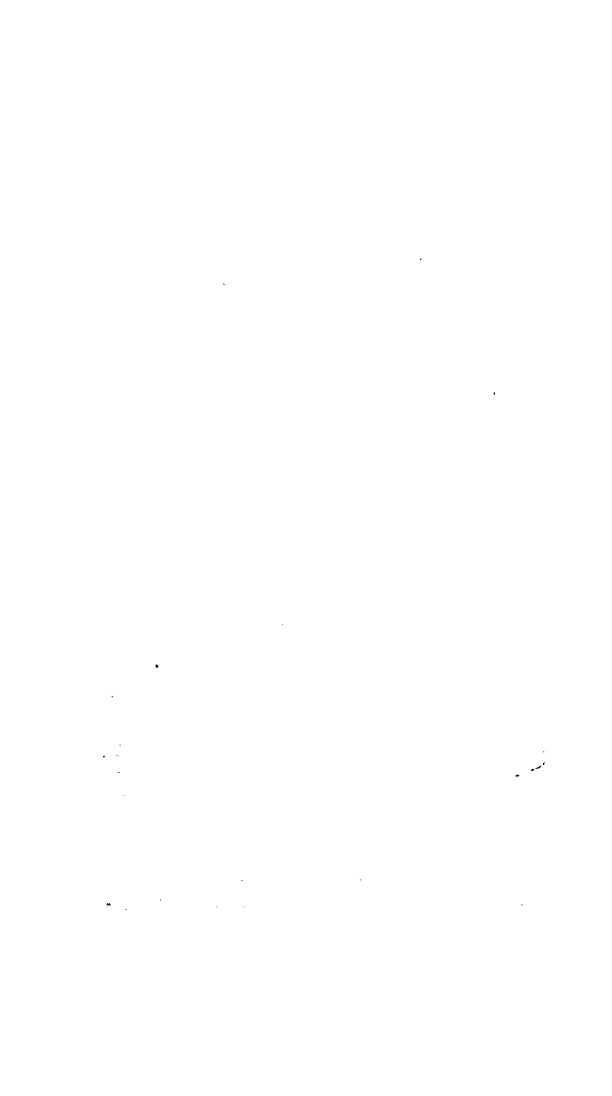
12, RUE DES PAROISSIENS

GENÈVE

H. TREMBLEY, Dr de la Succursale

RUE CORRATERIE, 4

L'auteur et l'éditeur se réservent tous les droits.



AVANT-PROPOS.

Pourquoi une histoire populaire de la Révolution française, alors que déjà il existe tant d'histoires de la Révolution? La réponse sera courte.

En effet, il existe de nombreuses histoires de la Révolution, qui, du reste, n'empêchent pas d'en publier chaque année de nouvelles; mais ces histoires, généralement très-étendues, rebutent beaucoup de lecteurs par leur longueur. De plus, trop souvent ce sont, non des histoires impartiales, mais des apologies. Les uns, à l'exemple de MM. Thiers et Mignet, présentent la Révolution comme une crise fatale, dont personne ne pouvait empêcher les excès, et qui était nécessaire pour les progrès de la France et de l'humanité tout entière; cette théorie, sans glorifier les crimes, excuse au

moins les coupables qui ne sont plus que des agents irresponsables et inconscients de la fatalité. Les autres, comme MM. Quinet, Michelet, Louis Blanc, font l'apologie, sinon des hommes, au moins des doctrines de la Révolution. D'autres enfin, plus logiques ou plus hardis, comme M. Esquiros, glorifient hautement et les choses et les hommes de la Révolution. L'immonde Marat lui-même a trouvé des panégyristes, et tout récemment l'anniversaire de la proclamation de la République a servi de prétexte à la glorification de la période de la Révolution comprise entre le 22 septembre 1792 et le 9 thermidor, c'est-à-dire de la Terreur.

A ces dangereuses histoires, nous voulons opposer un simple exposé des faits, présentant impartialement ce qui s'est passé. Sans nous interdire à l'occasion une rapide appréciation, nous laisserons généralement au lecteur le soin de juger, lorsque nous lui aurons mis sous les yeux les pièces du procès. Notre impartialité n'ira pas cependant jusqu'à tenir

la balance égale entre le mal et le bien, entre les assassins et les victimes; ce ne serait pas là de l'impartialité, mais une désertion de la cause de la vérité.

Comprenant les inconvénients des histoires trop étendues, qui ne s'adressent qu'à la catégorie restreinte des lecteurs ayant du loisir, nous avons cherché à être aussi bref que possible sans cependant omettre rien d'important. Il en résultera peut-être une certaine sécheresse à cause de la multiplicité des faits sur lesquels nous serons obligé de passer rapidement; mais cet inconvénient sera, croyons-nous, compensé par l'avantage de réunir en un seul volume un récit suffisamment complet de la Révolution.

La plupart des historiens de cette période de notre histoire arrêtent leur récit au 18 brumaire; nous n'avons pas cru devoir les imiter, et nous avons consacré quelques pages au consulat. En lui-même et dégagé des événements qui l'ont suivi, le 18 brumaire n'est qu'une date révolutionnaire, un coup d'État après

d'autres ; pour lui donner sa signification contre-révolutionnaire, peut-être plus apparente que réelle, car le premier consul Bonaparte régularisa la Révolution plutôt qu'il ne la termina, il nous a paru nécessaire de rappeler très-sommairement les mesures réparatrices du gouvernement consulaire, et surtout le Concordat qui, dans une certaine mesure, fermait la Révolution, ouverte par la constitution civile du clergé.

En terminant cet avant-propos, nous répétons cette phrase dont on a beaucoup abusé ; mais que nous pouvons redire en toute vérité : Ceci est un livre de bonne foi.

HISTOIRE

DE LA

RÉVOLUTION FRANÇAISE

INTRODUCTION.

CHAPITRE I.

Les causes de la Révolution. — Abus de l'ancien régime. — Féodalité. — Droits féodaux. — Droit du seigneur. — Ancienne constitution de la France. — Royauté. — Le clergé. — La noblesse. — Les parlements. — Le tiers état. — Le protestantisme. — Le jansénisme. — Le gallicanisme. — Le philosophisme.

D'après les panégyristes de la Révolution française, toutes les causes se résumeraient dans une seule, les abus de l'ancien régime, qui avaient provoqué dans toute la nation une légitime indignation. C'est bientôt dit, et il est singulier que cette indignation apparaisse si tard.

D'abord, qu'est-ce que l'ancien régime?

Nombre d'historiens répondent en évoquant la féodalité et les droits féodaux. La féodalité, organisation peu connue, n'existait plus à la fin du xviii^e siècle. S'il subsistait encore quelques droits féodaux, ils étaient sans importance et peu vexatoires. On se plaît à rappeler certaines obligations qu'on trouve humiliantes; on oublie que ces obligations étaient souvent l'unique redevance imposée par un seigneur à son fermier. Que de cultivateurs aujourd'hui échange-raient volontiers contre ces obligations le lourd fermage qu'ils doivent payer, bon an mal an! On parle également d'autres droits essentiellement attentatoires à la dignité humaine, comme le fameux droit du seigneur, par exemple; seulement ces droits avaient disparu, si même ils avaient existé. Pour le droit du seigneur notamment, il a été établi d'une manière irréfutable qu'on n'en trouvait pas trace dans l'histoire. Cela n'a pas empêché un récent historien de la Révolution d'en parler encore, se délivrant ainsi un brevet d'ignorance ou de mauvaise foi.

L'ancien régime, dans ses parties essentielles, consistait en ceci : le roi, ayant un pouvoir absolu en apparence, mais limité en fait par

les lois et par les droits des provinces, des parlements, des corporations, etc.; la nation, divisée en trois ordres, le clergé, la noblesse, le tiers état; les parlements, enregistrant les édits royaux et ayant droit de remontrances; les provinces, ayant leur vie propre et s'administrant en grande partie elles-mêmes. Cette constitution qui, pour n'être pas écrite sur une feuille de parchemin, n'en existait pas moins, en valait bien une autre. Elle avait l'avantage de s'être formée peu à peu d'après les besoins et les idées. Nos constitutions, votées au lendemain d'une révolution, parfois à une voix de majorité, sont très-belles sur le papier; mais elles durent peu, et, depuis 1789, nous n'en avons pas eu moins de dix-neuf, ce qui donne pour chacune une durée moyenne de moins de cinq ans, tandis que la vieille constitution de la France, inscrite seulement *es cœur des Français*, a duré dix siècles et a fait la France.

Maintenant, que la royauté ait parfois abusé de ses pouvoirs et failli à sa mission, que Louis XIV se soit trop souvenu des Césars païens, que Louis XV ait laissé périliter les affaires publiques, on ne peut le nier; mais c'étaient

des abus auxquels il était facile de porter remède, et Louis XVI avait commencé à réagir dès les premières années de son règne.

Le clergé, incontestablement le meilleur des trois ordres, possédait de grands biens dont il faisait généralement un très-charitable usage. Grâce à ces biens, il n'y avait ni budget des cultes, ni budget de l'assistance publique, ni budget de l'instruction publique; au clergé de subvenir à toutes ces dépenses, et il le faisait. Ses biens n'étaient pas soumis à l'impôt : mais dans des moments de besoin, jamais l'aide du clergé n'avait manqué, et, à l'époque de la Révolution, il était encore endetté par les dons gratuits qu'il avait faits. A côté de cela, il y avait des abus. Il s'était produit des scandales, moins nombreux qu'on ne s'est plu à le dire, mais réels. Les prêtres scandaleux furent plus tard d'excellents révolutionnaires. Les doctrines du jansénisme et du gallicanisme avaient séduit beaucoup de prêtres et les disposaient à accepter la constitution civile du clergé. Quoique les rangs du clergé fussent parfaitement accessibles à tous en droit et en fait, peut-être la protection, la naissance, avaient-elles trop d'influence. Mais pour remédier à ces abus, il y

avait une autorité toute prête et qu'il suffisait de laisser agir, celle du pape.

La noblesse n'était pas un corps fermé, comme on le croit communément; on y arrivait facilement, et par les services militaires, et par les offices judiciaires, et par de nombreuses charges municipales ou autres: il n'y avait pas moins de quatre mille charges en France donnant accès dans la noblesse. Depuis la disparition progressive des droits féodaux, en dehors de l'exemption d'impôts, restreinte à ses biens nobles, il ne restait guère à la noblesse que des privilèges honorifiques, comme le droit de porter l'épée, le droit de colombier, le droit d'avoir une girouette sur sa gentilhommière. Ces privilèges n'étaient-ils pas compensés par le service militaire que devaient les gentilshommes, et à propos duquel on disait, non sans raison, qu'en temps de paix la noblesse servait avec ses revenus, et en temps de guerre avec son capital? Cela est si vrai que, dans le cahier de la noblesse d'Auvergne, on demandait le maintien de l'exemption d'impôts en alléguant la détresse des gentilshommes ruinés par le service militaire. Il faut reconnaître du reste, que dans la noblesse plus que partout

ailleurs, il s'était glissé des abus. Si la noblesse de province, la plus nombreuse se rappelait que noblesse oblige, la noblesse de cour, la plus en vue, semblait l'oublier. Nombre de gentils-hommes s'étaient laissé prendre aux idées nouvelles et déclamaient contre des privilèges qu'ils ne comprenaient plus, parce qu'ils se refusaient aux devoirs qui en étaient l'origine.

A côté de la noblesse d'épée était la noblesse de robe, les parlementaires. Les membres des parlements distribuaient gratuitement la justice et, en dépit de critiques passionnées, ils avaient un haut renom d'intégrité. Leur vie était des plus régulières et digne de magistrats. Appelés à enregistrer les édits royaux, ils avaient parfois résisté avec fermeté à des ordres qu'ils considéraient comme injustes. Mais trop souvent aussi leur opposition n'était pas justifiée. Imbus des doctrines jansénistes, ils avaient prétendu régenter l'Église, et avaient fini par arracher au faible Louis XV l'expulsion des jésuites, qui était une odieuse iniquité. A la veille de la Révolution, ce sera leur obstination déraisonnable qui rendra nécessaire cette convocation des états généraux dont ils seront les premières victimes.

Le tiers état n'était pas aussi annihilé qu'on l'a prétendu. Le fameux mot de Sieyès : *Qu'est le tiers état ? Rien*, n'est qu'un jeu d'esprit contredit par la réalité. Depuis Colbert, nombre de bourgeois avaient occupé de hautes positions, et l'on en comptait dans les conseils de Louis XVI. De plus, comme cela a été dit, il était facile au bourgeois riche d'arriver à la noblesse et de servir gratuitement l'État. Dans sa masse, la bourgeoisie, riche, influente, était satisfaite ; mais il y avait une partie remuante, imbue des idées des encyclopédistes et qui aspirait à jouer un grand rôle. C'est malheureusement dans cette fraction que seront choisis la plupart des représentants du tiers aux états généraux.

Dans cet exposé de l'état social en France, rien ne montre la nécessité, ni même la probabilité d'une révolution. S'il y a des abus, ils peuvent disparaître ; des mécontents, on peut les tenir en respect. Rien donc n'explique suffisamment cette terrible explosion dont il faut chercher les causes ailleurs.

Certains historiens sont remontés jusqu'à la création, ou au moins jusqu'au déluge ; c'est un peu loin. M. Louis Blanc s'arrête au protestantisme ; pour lui, la Révolution française des-

cend directement de Luther; elle n'est que l'application, dans le domaine politique, du principe du libre examen que Luther a fait triompher dans le domaine religieux. Cette appréciation est très-exacte. Seulement Luther avait eu des précurseurs dans les hérétiques et même dans les empereurs et rois qui, à l'autorité divine de l'Église, opposaient les doctrines du césarisme païen. Au xvii^e siècle, le jansénisme continua l'œuvre de Luther, et par les parlements il étendit son action sur le terrain politique. Le gallicanisme, qui en paraissant augmenter le pouvoir royal l'affaiblissait en réalité, contribua également, pour sa bonne part, à préparer la Révolution. La déclaration de 1682 devait amener, le moment venu, la constitution civile du clergé. Au xviii^e siècle, un nouvel agent de décomposition se montra. le philosophisme, qui mettait tout en question. Divisées entre elles, les diverses écoles philosophiques s'entendaient pour tout attaquer, et on leur laissait le champ libre. Elles trouvaient des complices jusque sur les trônés. Voltaire avait la faveur des princes; Rousseau recevait les épreuves de l'*Émile*, ouvrage interdit, sous le couvert du directeur de la librairie, l'honnête

Malesherbes; Diderot, d'Alembert, et jusqu'aux moindres grimauds frottés de philosophie, étaient adulés et pensionnés par des grands seigneurs. Les doctrines devaient se répandre et se répandirent, sinon dans le peuple, au moins dans la partie remuante du tiers état, celle qui faisait l'opinion. Seul, le clergé essaya de lutter, mais il perdit bientôt ses meilleurs soldats par la suppression des jésuites, et lui-même était atteint.

Cela ne suffit pas cependant pour expliquer la Révolution : la France avait une constitution, œuvre du temps; le roi Louis XVI ne pensait qu'à faire le bonheur de son peuple; la majeure partie du clergé, quoique imbue des idées gallicanes, était saine; la noblesse de province, dans une grande portion, comprenait encore ses devoirs; du tiers état lui-même il n'y avait qu'une partie qui se fût laissé prendre aux doctrines des encyclopédistes; c'était, il est vrai, la plus remuante, la plus agissante. Ce n'est certainement pas assez pour faire comprendre le rapide écroulement de la vieille monarchie française; on dirait un château de cartes. La plupart des historiens se sont arrêtés devant cette difficulté sans pouvoir la résoudre. Quelques-uns ont

trouvé dans leur foi une très-sérieuse explication, la seule, en définitive, qui ait été donnée. Se reportant à la grande loi de l'expiation, soit volontaire par le repentir, soit forcée, ils ont rappelé que si l'homme pouvait rester impuni en ce monde, parce qu'il trouvera son expiation dans l'autre, il n'en est pas de même des nations; celles-ci n'ont qu'une existence temporelle, pendant laquelle elles doivent expier. Les livres saints nous montrent Israël heureux et récoltant en paix les fruits de ses champs tant qu'il est à peu près fidèle à la loi du Sinaï: mais dès que les prévarications se multiplient, le châtiment arrive sous la forme d'une oppression étrangère, dont Dieu le délivre lorsque, repentant, il a crié vers le ciel. Dans une certaine mesure, la France remplit, sous la loi nouvelle, la mission du peuple élu. Née d'un acte de foi sur le champ de bataille de Tolbiac, elle est la fille aînée de l'Église. Lorsqu'elle est infidèle à sa mission, Dieu l'y rappelle par des châtiments. La Révolution française est justement l'un de ces châtiments, le plus terrible, parce que la déviation avait été plus grave. Pendant le xviii^e siècle, la France, en tant que nation, avait pour ainsi dire cessé

d'être chrétienne; elle était le centre des doctrines encyclopédistes qui empoisonnaient l'Europe le duc de Choiseul et le cardinal de Bernis avaient mené la campagne contre les jésuites, et les ordres religieux étaient menacés dans leur ensemble; les parlements s'étaient faits les instruments des sectaires jansénistes; la royauté, moins coupable au point de vue des idées, s'était avilie par les scandales du Régent et de Louis XV. La punition devait venir et elle est venue. Les hommes clairvoyants la prévoyaient; l'abbé Debeauvais, dans un discours très-courageux, pour lequel les courtisans demandaient une punition que le roi refusa, le P. de Beauregard, dans des prédications qu'on pourrait dire prophétiques, annonçaient les désastres de la fin du siècle; le P. de Beauregard devinait même les saturnales du culte de la Raison dans l'église Notre-Dame où il prêchait. Lorsque le Dauphin, père de Louis XVI, prince dont on admirait la vertu et connaissait la fermeté, fut enlevé par la petite vérole à l'âge de trente-six ans, sa mort fut considérée comme une punition divine, Dieu laissant à la France un vieillard et un enfant.

Cette explication de la Révolution française a

été rejetée comme entachée de mysticisme par des gens qui chassent la Providence de l'histoire ; mais elle n'en reste pas moins, et seule elle explique un cataclysme dont la soudaineté demeure sans cela inexplicable.

CHAPITRE II.

Règne de Louis XVI. — Situation de la France. — Caractère de Louis XVI. — Marie-Antoinette. — Renvoi de Maupeou et de l'abbé Terray. — Maurepas, Choiseul et Machault. — Turgot et Malesherbes. — Rappel du parlement. — Guerre d'Amérique. — Necker. — Calonne. — Réunion des notables. — Loménie de Brienne. — Résistance des parlements. — Les états généraux.

Louis XVI monta sur le trône en 1774, à l'âge de vingt ans; Marie-Antoinette avait dix-sept ans. Leur premier acte en apprenant la mort de Louis XV, qui leur donnait le trône, fut une prière à Dieu; ils lui demandaient sa protection parce qu'ils régnaient très-jeunes et dans une situation difficile.

Le long règne de Louis XV (1715-1774) avait produit des effets désastreux; le pouvoir s'était affaibli en perdant toute considération, et les désastres à l'extérieur avaient augmenté le mécontentement. La situation était telle qu'un écrivain n'a pas craint d'intituler une histoire du règne de Louis XVI : *Louis XVI détrôné avant d'être roi*. C'est une exagération, mais il

est incontestable que la situation demandait des remèdes prompts et énergiques, et malheureusement le jeune roi n'avait aucune des qualités nécessaires pour appliquer ces remèdes.

Très-instruit, d'une grande honnêteté, d'un jugement droit, rempli de bonnes intentions, désireux de faire le bonheur de son peuple, Louis XVI manquait de deux qualités essentielles : la décision et la fermeté. Il voyait juste, mais faute d'oser imposer ses vues, il laissait faire des choses dont il comprenait le danger, ou du moins ne réalisait pas les améliorations dont la nécessité lui était démontrée. Cela le faisait paraître encore plus irrésolu qu'il ne l'était.

Marie-Antoinette, jeune, gaie, aimant les distractions, n'avait pas, en 1774, ce qu'il fallait pour suppléer à la faiblesse de Louis XVI. Ce n'était pas la reine du 20 juin et du 10 août, ni surtout la grande martyre du Temple et de la Conciergerie. Habitée à la simplicité autrichienne, elle n'avait pas compris la nécessité en France de l'étiquette. Elle ne voyait qu'une gêne dans ce qui était avant tout une force, une sauvegarde. Forte de la pureté de ses intentions, elle ne tarda pas à se former une petite cour intime, ce qui excita bien des

jalousies. Ses amusements, même les plus innocents, lui furent imputés à crime, et elle fut calomniée par ceux-là mêmes qui auraient dû la défendre. Ces calomnies ont été répétées et grossies à plaisir par les historiens révolutionnaires qui désiraient laver la Révolution de l'assassinat juridique du 16 octobre 1793. On a accusé Marie-Antoinette dans sa conduite, inventant des crimes là où l'écrivain impartial ne trouve que des imprudences. On l'a traitée d'Autrichienne, elle qui était devenue si Française que sa mère, Marie-Thérèse, et son frère, Joseph, lui reprochaient d'oublier sa patrie. On l'a accusée d'avoir causé par son influence néfaste toutes les fautes de Louis XVI, et pendant longtemps elle n'a eu aucune influence; c'est seulement quand les mauvais jours sont arrivés qu'elle s'est occupée des affaires, et malheureusement son influence n'a pas été assez prépondérante pour donner au roi la fermeté qui lui manquait. Dans les premières années, tout ce que la reine demandait, c'étaient quelques faveurs pour les personnes de son entourage, faveurs qui n'étaient pas toujours méritées.

Le premier acte de Louis XVI fut de renoncer

au don de joyeux avènement; c'était un heureux début. Puis il renvoya les deux ministres de Louis XV, le chancelier Maupeou et l'abbé Terray, qui étaient universellement détestés; mais il fallait les remplacer. Trois noms étaient mis en avant: le duc de Choiseul, le marquis de Maurepas et M. de Machault. Le premier, qui avait négocié le mariage du dauphin avec Marie-Antoinette, avait les sympathies de celle-ci, mais le roi ne voulut jamais prendre pour ministre l'homme qui avait insulté son père. Certains historiens le regrettent, oubliant que Choiseul, homme très-superficiel, n'était certainement pas de taille à dominer la situation. M. de Machault était plus sérieux, mais janséniste sectaire, il était disposé à abuser du pouvoir contre le clergé qui était opposé à sa nomination. Restait Maurepas, longtemps ministre et auquel sa disgrâce, venue de M^{me} de Pompadour, avait donné un certain prestige. Louis XVI le choisit, mais le vieillard octogénaire était resté un personnage léger, sans consistance, gouvernant avec des bons mots.

Des autres ministres, deux surtout méritent l'attention, Turgot et Malesherbes. Le premier arrivait avec un plan de réforme complet, trop

complet, et son caractère cassant ne lui permettait pas d'agir progressivement. De ces réformes, les unes, comme la libre circulation des grains dans tout le royaume, étaient bonnes, mais demandaient à être préparées; les autres, comme la suppression des corporations, étaient dangereuses; il fallait réformer et non supprimer les corporations. De plus Turgot, ami des encyclopédistes, passait pour athée, et Voltaire annonçant à Frédéric de Prusse sa nomination au poste de contrôleur général, ce qui revenait au ministère des finances, se félicite de l'arrivée au pouvoir d'un philosophe avec lequel la superstition aurait à compter. Quant à Malesherbes, ses faiblesses pour les encyclopédistes et pour Turgot étaient notoires.

Pendant les dernières années de Louis XV, le chancelier Maupeou, suivant son expression, avait retiré la couronne du greffe, en exilant le Parlement. Louis XVI s'empessa de détruire l'œuvre de Maupeou. Cela lui valut les félicitations générales, mais c'était une faute, toute réforme un peu importante étant presque impossible du moment qu'il fallait compter avec l'opposition trop souvent tracassière des parlements. Cette opposition, du reste, ne tarda pas à se

manifeste et ne contribua pas peu à la retraite de Turgot. On a beaucoup blâmé Louis XVI d'avoir permis cette retraite. Outre que le roi manquait de fermeté, il était impossible de maintenir Turgot au pouvoir, sans risquer un bouleversement général. Malesherbes, qui n'est pas suspect et qui suivit Turgot dans sa retraite, reconnaît qu'avec les meilleures intentions, ils ne firent que bouleverser l'administration et agiter l'opinion. Turgot était à peine tombé du ministère que la plupart de ses réformes prématurées ou imprudentes furent retirées.

Le grand événement des premières années du règne de Louis XVI fut la guerre d'Amérique. Les colonies anglaises de l'Amérique du Nord s'étaient soulevées contre leur métropole, et réclamaient l'appui de la France. Louis XVI hésitait; il lui répugnait d'appuyer des rebelles, et il redoutait les dépenses d'une guerre. L'opinion était avec les insurgés, qui pour les uns représentaient la liberté, et pour les autres fournissaient l'occasion de se venger des revers de la guerre de Sept Ans et de déchirer le triste traité de Paris. Avant que Louis XVI ne se fût décidé, bien des jeunes gentilshommes, entre autres le colonel marquis de La Fayette, étaient partis

pour combattre sous le drapeau américain. Le roi finit par céder. La guerre fut glorieuse, le traité de Versailles remplaça le traité de Paris; mais cette guerre eut une double influence également désastreuse : elle tourna encore davantage les têtes déjà affolées de liberté, et elle causa un déficit de quatorze cent cinquante millions. Grâce à l'habileté du banquier Necker, protestant genevois, chargé des finances de 1778 à 1781, on avait pu faire face aux dépenses; mais le déficit restait, quoique Necker eût dit le contraire dans un fameux compte rendu qui passionna l'opinion.

A Necker succéda Calonne, esprit brillant, qui trouva aussi de l'argent dans les premiers temps. Mais un moment écartés, les embarras financiers revenaient bientôt plus forts. Pour y remédier, on demandait les états généraux, qui ne s'étaient pas réunis depuis 1614, et que redoutaient le roi et son ministre. Calonne imagina de convoquer une assemblée des notables, à laquelle il soumettrait un plan complet de réforme, dont l'une des principales prescriptions était la soumission de tous les biens à l'impôt, dont les biens nobles et ceux du clergé étaient exempts. Les notables se réunirent en sept

bureaux présidés chacun par un prince du sang; après avoir entendu l'exposé du plan de Calonne, ils se déclarèrent incompétents et renvoyèrent la décision aux états généraux. Cet échec détermina la chute de Calonne qui fut remplacé par le cardinal Loménie de Brienne, dont le rôle avait été très-important aux notables.

C'était un triste personnage que Loménie de Brienne; évêque, il était lié avec les encyclopédistes et passait pour athée. Ses débuts furent assez heureux; la haine contre Calonne, qu'on brûlait en effigie, le rendait presque populaire. Cela dura peu, et les embarras financiers l'ayant forcé à reprendre les plans de son prédécesseur, il se heurta à l'opposition du Parlement. Un exil à Troyes rendit le Parlement plus souple; désireux de revenir à Paris, il promit d'enregistrer les édits pour les nouveaux impôts, moyennant promesse d'une convocation des états généraux dans cinq ans. Cinq ans, c'est long, et le cardinal de Brienne devait se croire victorieux, lorsqu'il fut arrêté par l'opposition des parlements provinciaux et du clergé. Dans certaines provinces, notamment en Dauphiné, il y eut de graves désordres. Le clergé refusa un

don de 1,800,000 livres et réclama les états généraux. Le roi céda; et, le 8 août 1788, était signé le décret de convocation des états généraux. Quelques jours après, le cardinal de Brienne tombait, plus détesté encore que Calonne dont il n'avait pas les qualités.

La Révolution commençait sur une question d'impôt, car là est la cause occasionnelle de ce grand cataclysme. Ce fut le déficit, annuellement de 56 millions, qui amena la convocation des états généraux; et par un fait singulier les états généraux, devenus assemblée constituante, s'occupèrent de tout, sauf du déficit





LIVRE PREMIER.

L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE.

CHAPITRE I.

Les élections. — Retour de Necker. — Les notables. — Les brochures. — Doublement du tiers. — Cahiers des bailliages. — Vœux dangereux. — Désordres. — Pillage de la maison de Reverchon.

Necker avait pris la place de Brienne; sa popularité l'avait désigné au choix du roi. Mais le banquier genevois, financier habile, n'était pas un homme d'État.

Les notables furent convoqués pour résoudre certaines questions relatives aux états généraux. Toutes ces questions étaient débattues avec beaucoup d'ardeur dans une foule de brochures. Toute licence était donnée aux écrivains. C'était dangereux et ils en abusaient; on connaît la fameuse brochure de Sieyès, avec son mot sur le tiers état qui, étant tout dans la nation, n'était rien dans l'État et demandait à

être quelque chose. L'antithèse était fausse, car le tiers état était plus que quelque chose, il était beaucoup et nombre de ministres sortaient de ses rangs; elle n'en réussit pas moins. On a accusé le cardinal de Brienne d'avoir autorisé et même provoqué ce débordement de brochures pour exciter l'opinion et pour se venger des ordres privilégiés dont la résistance avait fait échouer ses plans et amené sa chute du ministère. Le caractère de Brienne permet de tout croire; mais il peut avoir agi de bonne foi.

La principale question posée aux notables était celle du doublement des députés du tiers état. Necker, qui, n'ayant aucun tact politique, n'attribuait pas d'importance aux récriminations passionnées des écrivains du tiers état, croyait par ce doublement donner pleine satisfaction au tiers. Les notables voyaient plus juste, et, par 112 voix contre 33, ils se prononcèrent contre le doublement. Un seul bureau, celui de Monsieur, grâce à la voix prépondérante du président, appuya le doublement.

Le roi passa outre au vœu de la majorité des notables. Ce doublement du tiers fut arrêté dans le *résultat du conseil tenu le 27 décembre 1788*. On dit qu'au moment où le roi prit

cette décision, on lui montra un portrait de Charles 1^{er}, décapité par les révolutionnaires anglais. Quoi qu'il en soit, ce doublement était une faute, à quelque point de vue qu'on se plaçât. Si le vote avait lieu par ordre comme dans les états généraux précédents, à quoi bon doubler la représentation du tiers? Si, au contraire, les ordres devaient se réunir, le tiers, avec sa double représentation, devenait le maître absolu, car il était toujours sûr de rallier quelques membres de la noblesse et beaucoup de membres du clergé. D'autres fautes furent commises : ainsi, les princes du sang furent invités à ne pas se présenter, et ils laissèrent ainsi le champ libre au duc d'Orléans. Surtout on négligea de trancher à l'avance les questions les plus importantes, comme celle du vote par tête ou par ordre; on oublia de modifier un cérémonial suranné qui devait blesser les députés du tiers. Toutes ces fautes eurent de graves conséquences.

Les élections eurent lieu au mois de mars 1789, non sans quelques désordres : pour le tiers état elles étaient à deux degrés; les assemblées paroissiales nommaient les électeurs qui se rendaient au chef-lieu du bailliage pour nom-

mer les députés et rédiger le cahier des doléances. Moins nombreux, le clergé et la noblesse éalisaient directement leurs députés. Dans le clergé, un grand nombre de curés furent nommés.

En même temps qu'elles éalisaient leurs députés, les populations exposaient dans des cahiers leurs doléances ou vœux. C'était comme un mandat impératif. On a beaucoup vanté les cahiers des bailliages en 1789, et on a opposé la sagesse des cahiers aux folies des mandataires. Il y a certainement beaucoup de vrai dans cette opposition, mais aussi un peu d'exagération. Les cahiers des bailliages, dans certaines phrases, dans certaines tendances, semblent préparer le mouvement révolutionnaire.

Les demandes générales des bailliages peuvent se résumer ainsi :

Monarchie héréditaire dans la famille des Bourbons;

La religion catholique religion de l'État;

Responsabilité des ministres;

Vote des impôts par les états généraux;

Périodicité des états généraux;

Garanties pour la liberté individuelle et pour la propriété.

Tous ces vœux étaient bons, et la France aurait gagné à ce qu'on ne les dépassât pas.

Dans les cahiers du tiers état, on demandait en outre :

L'égle admissibilité à tous les emplois ;

La suppression des privilèges nobiliaires ;

L'abolition de la vénalité des charges judiciaires ;

La réforme du clergé par l'intervention de l'État ;

La suppression des milices provinciales, qui se recrutaient par la voie du tirage au sort.

La noblesse demandait :

Le maintien de certains privilèges, que justifiait l'obligation du service militaire. Dans certaines provinces, notamment en Auvergne, on invoquait, pour maintenir l'exemption d'impôts sur les biens nobles, la détresse des gentilshommes, ruinés par le service militaire.

Dans les cahiers de la noblesse se retrouvait le vœu relatif à la réforme du clergé.

Le clergé se plaignait de l'indifférentisme religieux ; il réclamait une limite à la licence de la presse, dont la noblesse et le tiers demandaient la liberté absolue. Il insistait sur les droits de l'Église sur l'enseignement.

Dans quelques provinces, il demandait une réforme par les mains de l'État.

Cette dernière note, qui se retrouve plus ou moins explicite dans les vœux des trois ordres, est fort grave. Elle montre que l'opinion était mûre pour une atteinte aux droits de l'Église, qui se réforme par elle-même, et non par les princes. C'était un legs du gallicanisme et du jansénisme, legs qui aboutira à la constitution civile du clergé.

Après les élections et avant la réunion des états généraux, il y eut des désordres sur divers points, outre ceux déjà signalés au moment du vote. L'hiver avait été très-froid, les récoltes mauvaises, et la population souffrait de la cherté des vivres, peut-être un peu artificielle. A Paris, la maison d'un industriel du faubourg Saint-Antoine, Reverchon, fut pillée, et l'émeute ne s'apaisa qu'après plusieurs décharges des soldats. D'autre part, les dames de la cour, revenant d'une fête, étaient insultées dans le même quartier, surtout celles qui passaient pour hostiles aux réformes. C'était de mauvais augure pour la future assemblée.

CHAPITRE II.

Réunion des états généraux. — Journée du 5 mai. — Discours de M^{re} de la Fare. — L'étiquette. — Discours du roi. — Discours de Barentin et de Necker. — La question du vote. — Attitude des trois ordres. — Usurpations du tiers. — Mirabeau. — Serment du Jeu de Paume. — Martin d'Agde. — Séance royale du 23 juin. — La déclaration royale. — Résistance du tiers. — Paroles prêtées à Mirabeau. — Le roi cède. — Réunion des ordres et constitution de l'Assemblée nationale.

On fait généralement dater la Constituante du 5 mai 1789, jour de la réunion des états généraux; c'est anticiper sur les événements; la Constituante n'exista en fait qu'après le serment du Jeu de Paume, en droit qu'après la réunion des trois Ordres.

La journée du 5 mai 1789 à Versailles fut réellement imposante. Suivant l'habitude, les états généraux s'ouvrirent par une cérémonie religieuse. On se rendit processionnellement à l'église Saint-Louis où devait être dite la messe du Saint-Esprit. Les députés du tiers état, en nombre double, venaient les premiers; ils étaient vêtus de noir, avec le manteau de laine,

le rabat blanc et le tricorne. Puis venaient les députés de la noblesse en manteau de soie brodé d'or, l'épée au côté, avec une écharpe à la Henri IV. Les députés du clergé étaient en habits de chœur, précédant le Saint-Sacrement que portait le vénérable archevêque de Paris, monseigneur de Juigné. Monsieur, le comte d'Artois, les ducs d'Angoulême et de Berry tenaient les cordons du dais. Le roi suivait avec la reine et toute la cour.

Sur le passage du cortège, les cris de « Vive le Roi » étaient nombreux et en apparence tout était bien. On aurait pu remarquer cependant que les députés du tiers avaient été salués par de très vifs applaudissements, et que la députation du Dauphiné avait été l'objet d'une ovation toute particulière, qui s'adressait à la province dont l'opposition était allée jusqu'à la révolte. On aurait également pu remarquer que le duc d'Orléans, député de la noblesse, affectait de marcher un peu en avant de son ordre, de manière à se confondre avec les derniers députés du tiers. Comme Mirabeau figurait parmi ceux-ci et qu'il était dans les derniers rangs, les deux complices pouvaient marcher ensemble.

L'évêque de Nancy, monseigneur de La Fare,

prononça le sermon d'usage, qui était un discours sur la nécessité de la religion, seule capable de faire la force des empires. Dans ce discours, il prononça le mot de libertés publiques, et des applaudissements éclatèrent sans respect pour le lieu saint.

A l'issue de la cérémonie religieuse, les députés se rendirent dans la salle des Pas-Perdus. Dès cette première réunion, l'imprévoyance du gouvernement apparut ; rien n'avait été prévu pour le cérémonial ; personne n'avait songé à apporter aux anciennes coutumes des changements nécessités par l'état des mœurs. Ainsi les députés du clergé et de la noblesse passèrent par la grande porte avec le roi, les députés du tiers état par une porte latérale. Avant la présentation au roi, les deux battants de la porte de la salle furent ouverts pour la noblesse et le clergé, un seul pour le tiers. La noblesse et le clergé furent reçus dans une salle, le tiers dans une autre. Au moment où le roi se couvrit, il se produisit un incident regrettable : la noblesse et le clergé l'imitèrent pendant que le tiers devait rester découvert ; les députés du tiers n'acceptèrent pas cette différence, et ils allaient se couvrir malgré les protestations des députés de la

noblesse, lorsque le roi mit tout le monde d'accord en se découvrant et en gardant son chapeau à la main. Tous ces inutiles froissements n'étaient pas de nature à maintenir l'entente entre les divers ordres.

Le roi prit le premier la parole ; son discours très-court, résume bien la situation :

« La dette de l'État, déjà immense à mon avènement au trône, s'est encore accrue sous mon règne : une guerre dispendieuse, mais honorable, en a été la cause ; l'augmentation des impôts en a été la suite nécessaire, et a rendu plus sensible leur inégale répartition. Une inquiétude générale, un désir exagéré d'innovation, se sont emparés des esprits et finiraient par égarer totalement les opinions, si on ne se hâtait de les fixer par une réunion d'avis sages et modérés. C'est dans cette confiance, messieurs, que je vous ai rassemblés, et je vois avec sensibilité qu'elle a été justifiée par les dispositions que les deux premiers ordres ont montrées à renoncer à leurs privilèges pécuniaires. L'espérance que j'ai conçue de voir tous les ordres, réunis de sentiments, concourir avec moi au bien général de l'État, ne sera point trompée. »

Lorsque Louis XVI termina sa courte haran-

gue, il fut salué par le cri unanime de « Vive le roi ! » Il y avait dans ce discours une déclaration importante, celle qui était relative aux deux premiers ordres prêts à renoncer à leurs « privilèges pécuniaires ». C'était un grand point, mais à côté de cela, dans les paroles de Louis XVI on ne sentait pas assez le roi.

Le garde des sceaux, M. de Barentin, exposa les projets dont les États seraient saisis ; au premier rang figuraient la réforme de la législation, l'unification de l'impôt et le vote du budget. M. de Barentin toucha à la grave question du vote. Cette question aurait dû être tranchée par le roi avant la réunion des états. Il était encore temps de la trancher le premier jour, quoique déjà bien tard. Au lieu de faire connaître la volonté du roi, devant laquelle tout le monde se serait incliné, si elle avait été nettement présentée, le garde des sceaux se borna à dire que, quoique regardant le vote par tête comme meilleur, parce qu'il indiquait mieux la volonté générale, le roi laissait aux états le soin de décréter. C'était une faute irréparable.

Le discours de Necker eut peu de succès, même auprès du tiers état ; c'était un long exposé financier, œuvre d'un banquier et non

d'un homme d'État. Necker accusait un déficit annuel de 56 millions : il faisait très-longuement son éloge ; il recommandait aux députés la sagesse, et pas plus que M. de Barentin il ne tranchait la question du vote, tout en laissant voir qu'il penchait pour le vote par tête.

Ce fut aux cris répétés de « Vive le roi ! » que fut levée cette séance d'inauguration, mais dès le soir même la lutte commençait. Les meneurs du tiers état avaient compris au discours du roi qu'ils n'avaient rien à craindre de ce prince et qu'ils pouvaient tout oser. Ils déclarèrent que le tiers état se réunirait, non dans la salle qui lui était destinée, mais dans la salle des états généraux, comme s'il constituait à lui seul la représentation de la nation. En même temps, le tiers état demanda que la vérification des pouvoirs se fît en commun. C'était trancher en sa faveur la question du vote. Réunis pour vérifier les pouvoirs, les trois ordres n'auraient pu se séparer pour délibérer isolément. Le clergé et la noblesse le comprirent et se refusèrent à la demande du tiers.

Du reste la noblesse et le clergé n'étaient pas complètement d'accord sur la conduite à tenir ; si la grande majorité de la noblesse était réso-

lûment opposée au vote par tête qui la livrait à la discrétion du tiers, beaucoup de membres du clergé parmi les curés penchaient pour une réunion avec le tiers état auquel ils appartenaient par leurs familles. Dès les premiers jours, il y eut des défections, notamment celle du curé d'Embermesnil. Grégoire, plus tard évêque constitutionnel de Loir-et-Cher.

La situation menaçant de se prolonger, le tiers état résolut de brusquer les événements. Le 16 juin, sur la proposition de l'abbé Sieyès, un des membres du clergé qui s'étaient ralliés à lui, il se constitua en assemblée nationale. Pour se mettre à l'abri d'une dissolution, l'Assemblée nationale décida que la levée des impôts ne serait autorisée que pendant qu'elle existerait. C'était une double usurpation, et malgré la faiblesse de Louis XVI, la nouvelle Assemblée nationale n'était pas certaine d'obtenir l'assentiment du roi. « Si, ce que je ne crois pas possible, écrivait Mirabeau, le roi donnait sa sanction au nouveau titre que nous nous sommes arrogé, il resterait vrai que les députés du tiers ont joué le royaume au trente et quarante. » A cette époque, le député d'Aix n'était pas éloigné d'un rapprochement avec la cour; il eut même des entrevues

avec les ministres Montmorin et Necker, mais le premier ne le comprit pas et le second le blessa. Or il n'était pas homme à pardonner une offense, et il voulait se rendre nécessaire.

Malgré sa longanimité, Louis XVI, s'effrayant des usurpations du tiers, voulut y mettre un terme en se présentant aux états généraux et en leur faisant une déclaration à laquelle ils n'oseraient pas résister et qui donnerait satisfaction aux vœux des bailliages. L'idée était bonne, mais il fallait agir immédiatement et ne pas laisser aux meneurs du tiers le temps de parer le coup. On perdit du temps; la déclaration fut annoncée pour le 22, puis remise au 23. En attendant, les réunions des trois ordres étaient suspendues. Le clergé et la noblesse se soumirent, mais le tiers résista. Au lieu de réprimer par la force cette résistance, on prit un biais ridicule; le 20 juin, la salle des états généraux fut fermée sous prétexte de la préparer pour la séance royale. C'est alors que les députés du tiers se rendirent dans la salle du Jeu de Paume où eut lieu la fameuse scène du serment.

Le président du tiers, Bailly, met en délibération ce que l'on doit faire. Un député du

Dauphiné, Mounier, propose de ne pas se séparer avant d'avoir terminé la constitution et régénéré l'ordre public. La motion est acceptée d'enthousiasme. Bailly prête serment le premier, et tous de répéter : Nous le jurons. Tous, sauf un député courageux, Martin d'Agde, qui au-dessous de sa signature inscrit : *opposant*. Son courage lui fit courir un véritable danger de la part de ses collègues exaltés.

Le 23 juin eut lieu la séance royale ; le tiers n'était pas sans appréhension. Le roi se présenta dans l'Assemblée avec tout l'appareil royal. Necker, qui cependant avait fait la déclaration, ne l'avait pas accompagné de peur de perdre sa popularité ; c'était un élément de succès de moins. Louis XVI, dans une courte harangue, se plaint de la mésintelligence qui existe entre les ordres et paralyse leurs travaux. Le garde des sceaux lit une première déclaration qui annule les décrets du tiers et autorise la réunion des ordres en fixant aux deux tiers des voix le chiffre de la majorité. C'était faire la partie belle au tiers qui, avec les membres dissidents du clergé et de la noblesse, réunissait plus que ce chiffre.

A cette première déclaration en succède une

seconde qui accordait la plupart des demandes contenues dans les cahiers des bailliages ; c'est celle qui est connue sous le nom de déclaration royale du 23 juin. En voici quelques dispositions :

« Art. 1^{er}. — Aucun nouvel impôt ne sera établi, aucun ancien ne sera prorogé au delà du terme fixé par les lois, sans le consentement des représentants de la nation.

« Art. 9. — Lorsque les dispositions formelles annoncées par le clergé et la noblesse de renoncer à leurs privilèges pécuniaires auront été réalisées par leurs délibérations, l'intention du roi est de les sanctionner, et qu'il n'existe plus, dans le paiement des contributions pécuniaires, aucune espèce de privilèges ni de distinctions.

« Art. 10. — Le roi, désirant assurer la liberté personnelle de tous les citoyens d'une manière solide et durable, invite les états généraux à chercher et à lui proposer les moyens les plus convenables de concilier l'abolition des ordres connus sous le nom de *lettres de cachet* avec le maintien de la sûreté publique.

« Art. 11. — Les états généraux examineront et feront connaître à Sa Majesté le moyen le plus convenable de concilier la liberté de la presse

avec le respect dû à la religion, aux mœurs et à l'honneur des citoyens.

« Art. 12. — Il sera établi, dans les diverses provinces ou généralités du royaume, des *états provinciaux*, composés de deux dixièmes de membres du clergé, dont une partie sera nécessairement choisie dans l'ordre épiscopal, de trois dixièmes de l'ordre de la noblesse, et de cinq dixièmes de l'ordre du tiers état.

« Art. 13. — Les états généraux s'occuperont du projet, conçu depuis longtemps par Sa Majesté, de porter les douanes aux frontières du royaume, afin que la plus parfaite liberté règne dans la circulation intérieure des marchandises nationales ou étrangères. »

Cette déclaration donnait satisfaction au tiers, d'autant que, avec la réunion des ordres et avec la majorité des deux tiers, il restait le maître. Il devait donc, à l'exemple de la noblesse et du clergé, se retirer, conformément à l'ordre du roi. Mais la Révolution était déjà dans les esprits; les membres du tiers restèrent en séance, et lorsque le marquis de Dreux-Brézé, grand maître des cérémonies, vint leur rappeler les ordres du roi, ils se refusèrent à partir. M. de Dreux-Brézé se retira, et les députés se déclara-

rèrent inviolables. Ils savaient qu'avec Louis XV ils risquaient peu en résistant. On a prêté à Mirabeau, en cette circonstance, des paroles théâtrales qu'il n'a pas prononcées; c'est un de ces mensonges comme on en rencontre beaucoup dans l'histoire de la Révolution.

Les députés du tiers avaient bien calculé; Louis XVI, ne pouvant se décider à sévir, dit de les laisser tranquilles; trois jours après, il donnait à son *fidèle* clergé et à sa *fidèle* noblesse l'ordre de se réunir au tiers. Vainement le duc de Montmorency-Luxembourg, président de la noblesse, lui fit les représentations les mieux fondées, le roi persista; il aimait mieux « faire tous les sacrifices » que de voir « un seul homme périr pour sa querelle ». Que d'hommes cette faiblesse a fait périr.

Les états généraux étaient finis; l'Assemblée constituante les remplaçait, et la Révolution était faite.

CHAPITRE III.

Les électeurs à Paris. — Les brigands. — Tentatives auprès de l'armée. — Les gardes françaises. — Mesures de précaution du roi. — Démarche de l'assemblée. — Réponse du roi. — Trahison de Necker. — Manifestation au Palais-Royal. — Camille Desmoulins. — Journée du 14 juillet. — Prise de la Bastille. — Massacres. — Les prisonniers de la Bastille.

A l'usurpation du tiers état répondait une autre usurpation. On avait nommé à Paris, comme dans les provinces, des électeurs chargés de choisir les députés et de préparer les cahiers des bailliages. Dès qu'ils virent la marche que prenaient les événements, les électeurs se constituèrent en assemblée, et un certain nombre d'entre eux restaient en permanence à l'Hôtel de Ville; ils constituaient un pouvoir en face de l'autorité régulière. Après la réunion des trois ordres, ces électeurs envoyèrent une députation féliciter, au nom de la ville de Paris, l'Assemblée constituante, et au lieu de leur répondre qu'ils n'avaient aucun pouvoir, on les admit aux honneurs de la séance.

Du reste, le désordre était partout, et l'on voyait, à Paris et en province, apparaître des bandes de brigands, prêts à tous les excès. D'où venaient-ils? Quel était leur rôle? Qui les soudoyait? Il est difficile de répondre d'une manière précise à ces questions. Mais ce que l'on peut dire, c'est que ces brigands, en entretenant partout l'agitation et en fournissant des prétextes pour instituer les gardes nationales, servaient les vues des meneurs de la Révolution. Parfois cependant ils étaient mal reçus, et les paysans dauphinois leur donnèrent une rude leçon.

Le grand obstacle à la Révolution était dans l'armée; il fallait la gagner. Des émissaires nombreux la travaillaient, et des mémoires du temps nous montrent même des femmes de haut rang allant jusque dans les casernes. On cite notamment M^{me} de Staël, la fille du ministre Necker, qui ne dédaignait pas de verser de l'eau-de-vie aux gardes françaises. C'étaient les gardes françaises qui, un peu tardivement, avaient réprimé l'émeute le jour de l'incendie de la fabrique de Réveillon. Ils constituaient une troupe d'élite comptant 3,000 hommes et fort aimée à Paris. On s'occupa de les gagner

et on y parvint. Dans les premiers jours de juillet, onze gardes françaises refusèrent de défendre M^{sr} de Juigné, assailli par des gens que sa charité avait nourris pendant l'hiver; ils furent enfermés à la prison militaire de l'Abbaye. Immédiatement il se fit un mouvement en leur faveur. Une députation alla demander leur délivrance à l'assemblée. Celle-ci n'avait qu'à répondre que cela ne la regardait pas, mais elle saisit avec empressement cette occasion de détruire la discipline de l'armée et d'achever de gagner les gardes françaises. Malgré les efforts des quelques députés qui comprenaient tous les dangers de la voie dans laquelle on s'engageait, malgré les réserves de Mirabeau lui-même qui, ayant le sens du gouvernement, répugnait à intervenir en faveur de soldats indignes, il fut décidé qu'il serait envoyé une députation au roi pour demander la grâce des onze gardes françaises. Louis XVI céda, et les prisonniers, à leur sortie de l'Abbaye, furent portés en triomphe par une foule où l'on voyait les Maillard, les Théroigne de Méricourt et d'autres héros des journées révolutionnaires.

Les désordres devenant chaque jour plus graves, et les gardes françaises se faisant l'ar-

mée de l'émeute, le roi fit venir à Versailles quelques troupes qu'il plaça sous le commandement du maréchal de Broglie. Cette résolution produisit une vive émotion dans la Constituante, dont tous les membres n'étaient pas rassurés. Plusieurs députés, parmi lesquels Mirabeau, insistèrent pour qu'on demandât au roi le retrait de ses troupes, qui paraissaient une menace à l'assemblée et à la population parisienne si dévouée. Louis XVI, faisant trêve à sa faiblesse, refusa de faire partir les troupes; il les avait fait venir à cause des désordres qui continuaient, il ne pouvait les renvoyer. Du reste, si ces troupes effrayaient l'assemblée, il pouvait la rassurer en la transportant dans une autre ville, à Noyon ou à Soissons, par exemple, pendant que lui-même se rendrait à Compiègne. Les députés n'avaient garde d'accepter leur éloignement de Paris, et ils n'insistèrent pas. L'idée de Louis XVI était bonne, et il est regrettable qu'il ne l'ait pas mise à exécution pendant qu'il en était temps encore.

Le ministre Necker n'avait pas paru à la séance du 23 juin, son absence avait été très-remarquée. Par faiblesse ou par connivence, il laissait le champ libre à l'assemblée. Le roi,

comprenant le danger de cette conduite, lui fit demander sa démission, qu'il donna. Sur la prière de Louis XVI, il partit avant que sa démission ne fût connue, et il fut remplacé par le maréchal de Broglie et par M. de Breteuil qu'on croyait plus fermes. On a blâmé ce renvoi de Necker comme un acte impolitique; on oubliait que ce ministre était complètement incapable, et qu'il laissait tout faire.

La nouvelle du départ de Necker produisit une profonde émotion sur l'assemblée et à Paris. Le Palais-Royal était le centre d'action des révolutionnaires, autant à cause de sa situation que parce que c'était la demeure du duc d'Orléans. Necker était parti le 11 juillet; le 12 il y eut au Palais-Royal une espèce d'émeute dont Camille Desmoulins donna le signal; on porta en triomphe les bustes du duc d'Orléans et de Necker, voilés d'un crêpe en signe de deuil. Dans la soirée, les dragons du prince de Lambesc, qui gardaient les Champs-Élysées, furent assaillis; après bien des hésitations, le prince voyant qu'on voulait lui couper la retraite, dut charger; tout se borna, du reste, à quelques personnes légèrement contusionnées. Les gardes françaises, qu'on avait fait sortir,

prirent parti pour l'élémente et croisèrent la baïonnette sur les cavaliers du prince de Lambesc.

Le lendemain, nouveaux désordres; un couvent fut pillé et incendié; des boutiques d'armuriers furent dévalisées. Une garde bourgeoise de soixante bataillons fut formée, non pour rétablir le calme, mais pour aider les émeutiers. Cette garde bourgeoise prit pour couleurs le rouge et le bleu. Quelques jours après, le blanc fut ajouté et constitua le drapeau tricolore.

Dans la nuit du 13 au 14, des milliers d'hommes des faubourgs se mirent en marche pour prendre l'Hôtel de Ville; mais il y avait là un électeur énergique, Le Grand de Saint-René; il déclara que si l'Hôtel de Ville était forcé, il le ferait sauter; cela calma les plus ardents. Dans la matinée, les émeutiers furent plus heureux; ils entrèrent aux Invalides, malgré le commandant, M. de Sombreuil, et y trouvèrent vingt mille fusils. Ils venaient de s'armer ainsi, lorsque l'idée de prendre la Bastille fut mise en avant.

Les historiens révolutionnaires ne tarissent pas sur ce glorieux exploit, mais les faits ne

confirment pas leurs récits enthousiastes. La Bastille, commandée par M. de Launay, un vieillard, ne comptait que 111 défenseurs, dont 82 invalides et 32 Suisses ; ces défenseurs étaient insuffisamment armés et manquaient de munitions ; les canons n'avaient qu'un coup à tirer. L'attaque ne présentait donc pas grand danger, et la seule difficulté était de franchir les fossés et d'escalader les murs, les ponts-levis étant levés.

Une première attaque eut lieu le matin, qui ne produisit aucun résultat : deux décharges en l'air mirent en déroute les assaillants. Une seconde colonne pénétra dans les ouvrages extérieurs que M. de Launay, ayant trop peu de monde, avait dû abandonner ; elle s'arrêta au second pont levis. La troisième attaque, la plus sérieuse, quoiqu'elle ne le fût guère, fut faite par 300 gardes françaises, qui avaient six petits canons. Ils n'auraient certainement pas pris la place, si M. de Launay n'avait perdu la tête, et si la faible garnison avait voulu faire son devoir. Il suffisait d'écarter à coups de fusil ceux qui tenteraient de baisser le pont-levis. Mais les invalides voulaient capituler. Ils le firent ; le pont-levis fut baissé : les assaillants entrèrent

dans la vieille citadelle et les invalides furent pour la plupart massacrés, malgré les efforts des gardes françaises pour les sauver. M. de Launay, le major de Losme, M. de Miray, M. de Persan furent assassinés, ainsi que le malheureux prévôt des marchands, M. de Flesselles.

On a résumé ainsi le glorieux exploit du 14 juillet : « Une forteresse mal (ou pas) défendue, ouvrant elle-même ses portes à une émeute; des scélérats profitant d'une capitulation pour massacrer des hommes désarmés. » Voilà tout. Le chiffre même des pertes des assaillants, 40 hommes, d'après un récit révolutionnaire de l'époque très-probablement exagéré, montre combien la défense a été peu sérieuse.

Quant aux prisonniers que renfermait cette terrible prison, ils étaient au nombre de sept, parmi lesquels quatre faussaires, et le marquis de Sade, un personnage immonde, dissimulé sous un faux nom, et qui fut conduit à Charenton comme fou.

CHAPITRE IV.

Mot du duc de La Rochefoucauld. — Proposition Sillery. — Paroles de Mirabeau. — Le roi à l'Assemblée. — Son discours. — Rappel de Necker. — Satisfaction des émeutiers parisiens. — Bailly et La Fayette. — Premier projet de départ du roi. — Commencement de l'émigration. — Ses causes. — Ce qu'elle a été. — Le roi à Paris. — Paroles de Bailly. — Assassinat de Foullon et de Berthier. — Faiblesse de La Fayette. — Paroles de Barnave. — Retour de Necker. — Fin du directoire de Paris. — Désordres en province. — Nuit du 4 août. — Louis XVI restaurateur de la liberté française.

Le duc de La Rochefoucauld-Liancourt réveilla le roi dans la nuit du 14 au 15 juillet, pour lui annoncer la prise de la Bastille. « Mais c'est donc une révolte? dit Louis XVI. — Non, sire, répliqua le duc, c'est une révolution. » Le mot était juste.

Dans sa séance du 15 juillet, la Constituante ne pouvait pas ne pas s'occuper des événements de la veille; elle suivait les progrès de l'émeute avec une attention anxieuse, qui s'était changée en joie en voyant le triomphe des révolutionnaires et l'inaction des troupes. Un député de

la faction d'Orléans, le marquis de Sillery, mari de M^{me} de Genlis, proposa une adresse qui blâmait, non les émeutiers, mais le roi et ses conseillers, et qui engageait le roi « à cesser de combattre le peuple ». Les ministres du roi, ces « pestes publiques », étaient accusés de tout le mal, et l'adresse finissait ainsi : « Les flots de sang qui ont coulé ont empoisonné la vie du meilleur des rois, et la nation, sire, va prononcer l'anathème contre ceux qui vous ont donné des conseils sanguinaires. » C'était, en même temps, odieux et grotesque, et cependant l'adresse, combattue par quelques députés de la droite comme une glorification de l'émeute, le fut par certains députés de la gauche, notamment par Mirabeau, comme trop faible. Elle fut écartée et l'Assemblée se borna à voter l'envoi d'une députation pour demander le renvoi des troupes et des mesures pour assurer la subsistance de Paris. Mirabeau, dictant à la députation ce qu'elle devait dire, tonna contre « les hordes étrangères », contre les « princes, les princesses, les favoris et les favorites » ; il les accusa de préparer la destruction de l'Assemblée nationale et une *Saint-Barthélemy* de patriotes. C'était absurde, mais cela n'en portait

pas moins coup, et l'on préparait ainsi les journées d'octobre.

Au moment où la députation allait partir, le duc de La Rochefoucauld-Liancourt annonça l'arrivée du roi, qui venait avec ses frères. C'était la première fois qu'il venait ainsi sans l'appareil royal déployé dans la séance du 23 juin; c'était comme une reconnaissance implicite de la déchéance de la royauté. A son entrée, Louis XVI fut acclamé, malgré l'opposition de Mirabeau, qui demandait un « morne silence » jusqu'à ce qu'on fût fixé sur les intentions royales. Le roi adressa aux députés le petit discours suivant :

« Messieurs, je vous ai assemblés pour vous consulter sur les affaires les plus importantes de l'État. Il n'en est pas de plus instante et qui affecte plus sensiblement mon cœur que les désordres affreux qui règnent dans la capitale. Le chef de la nation vient avec confiance au milieu de ses représentants leur témoigner sa peine et les inviter à trouver les moyens de ramener l'ordre et le calme. Je sais qu'on a donné d'injustes préventions; je sais qu'on a osé publier que vos personnes n'étaient pas en sûreté. Serait-il donc nécessaire de vous rassu-

rer sur des bruits aussi coupables, démentis d'avance par mon caractère connu? Eh bien, c'est moi qui ne suis qu'un avec ma nation; c'est moi qui me lie à vous. Aidez-moi, dans cette circonstance, à assurer le salut de l'État. Je l'attends de l'Assemblée nationale; le zèle des représentants de mon peuple, réunis pour le salut commun, m'en est un sûr garant: et, comptant sur la fidélité de mes sujets, j'ai donné ordre aux troupes de s'éloigner de Paris et de Versailles. Je vous autorise et je vous invite même à faire connaître mes dispositions à la capitale. »

C'était toujours la même désespérante faiblesse et le même encouragement donné aux révolutionnaires. Le roi fut très-applaudi, et le président, M^{re} Lefranc de Pompignan, archevêque de Vienne, lui demanda au nom de l'Assemblée le rappel de Necker, qui fut immédiatement promis.

Le roi était à peine parti qu'une députation de vingt-huit membres de l'Assemblée se rendait à Paris pour annoncer aux Parisiens la nouvelle victoire et leur faire savoir que leur conduite était pleinement approuvée. Les députés furent reçus avec d'autant plus d'enthous-

siasme qu'à Paris l'on était médiocrement rassuré sur les suites de la journée du 14 juillet. Les vainqueurs n'étaient pas fiers de leur victoire, et ils craignaient fort que la patience de Louis XVI ne se lassât. Le message de l'Assemblée les rassura et ce fut un titre de gloire que d'avoir fait partie des vainqueurs de la Bastille. Bailly fut proclamé maire de Paris et La Fayette général de la garde nationale. Un *Te Deum* fut même chanté sur la proposition, assez singulière, de l'archevêque de Paris, M^{sr} de Juigné. Toutes les têtes étaient affolées.

A la cour cependant, on comprenait la gravité des événements, et dans un conseil des ministres tenu le soir même, 15 juillet, on examina la question du départ du roi. La majorité des ministres se prononça pour la négative, en grande partie parce qu'on redoutait de laisser le champ libre aux intrigues du duc d'Orléans. Dès qu'il fut décidé que le roi resterait, quelques seigneurs partirent et l'émigration commença. Le comte d'Artois partit des premiers; il était très-impopulaire à cause de son opposition au mouvement révolutionnaire et pouvait se trouver exposé à bien des dangers. Son impopularité rejaillissait jusque sur le roi et sur la reine,

et Louis XVI lui aurait lui-même donné l'ordre de partir. L'émigration a été vivement attaquée; on a reproché aux gentilshommes d'avoir quitté leur patrie et d'avoir porté leur concours à ses ennemis. On oublie que la noblesse fidèle était exposée à de graves dangers; à Paris comme en province, les gentilshommes étaient en butte à d'incessantes menaces, qui parfois se traduisaient en voies de fait; dans les campagnes, des brigands, venus on ne sait d'où, excitaient les paysans; le seigneur voyait brûler son château, très-heureux quand il pouvait s'échapper; ce sont là des circonstances très-atténuantes. Quant à donner leur concours aux ennemis de la France, si les émigrés le firent dans le but de délivrer Louis XVI, réellement prisonnier dans son palais des Tuileries, avant de l'être au Temple, ils entendaient maintenir l'intégrité du pays. Une ville d'Alsace avait proposé au prince de Condé, commandant des émigrés, de lui ouvrir ses portes à condition que le drapeau blanc, le drapeau français, et non le drapeau autrichien, flotterait sur les murs; le général autrichien ayant refusé, le prince de Condé prévint les habitants et la ville ferma ses portes aux alliés. Aurait-il agi ainsi, s'il n'avait

pas voulu conserver les provinces françaises. Quelles qu'aient été les fautes des émigrés, ils n'ont jamais cessé d'être Français de cœur.

Un reproche plus grave a été fait aux gentilshommes qui ont donné le signal de l'émigration dès le mois de juillet 1789; on a dit que, s'ils étaient restés, ils auraient constitué une armée dévouée qui, aux jours de crise, eût pu se ranger autour du roi. L'observation serait très juste avec un autre roi que Louis XVI. Mais ce prince ne cessait de répéter qu'il ne voulait pas qu'une goutte de sang fût versée pour sa cause; il paralysait ainsi les efforts de sa « fidèle noblesse », qui restait exposée sans utilité possible aux coups des assassins. Dès lors, pourquoi les gentilshommes seraient-ils restés, puisqu'ils ne pouvaient ni défendre le roi ni être défendus par lui? Ils devaient d'autant moins hésiter à partir que le roi lui-même avait invité le comte d'Artois à passer à l'étranger. En somme l'émigration, qui souvent ne fut pas volontaire, ne fut certainement pas un crime, et si elle fut une faute, la responsabilité n'en est pas aux seuls émigrés.

On pressait le roi de se rendre à Paris pour

confirmer les bonnes nouvelles portées aux Parisiens par la députation de l'Assemblée. C'était s'exposer, mais Louis XVI avait au suprême degré le courage passif; il céda. Le 17 juillet, il se mit en route; il avait communiqué le matin, et comme il n'était pas certain de revenir, il avait délégué ses pouvoirs à Monsieur, pour le cas où il serait tué ou retenu prisonnier. Quatre cents gardes du corps formaient l'escorte royale; au Point-du-Jour, ils durent s'arrêter, la garde nationale leur refusant le passage. Le roi n'hésita pas à se confier aux gardes nationaux et continua sa route. On connaît la ridicule harangue du maire de Paris, Bailly, qui l'attendait avec les clefs de la ville. « Sire, j'apporte à Votre Majesté les clefs de sa bonne ville de Paris; ce sont les mêmes qui ont été présentées à Henri IV. Il avait reconquis son peuple, et c'est le peuple qui a reconquis son roi. » Ces quelques mots, qui ressemblent à une insulte, étaient pure sottise dans la bouche de Bailly.

Le roi « reconquis » se dirigea vers l'Hôtel de Ville, après avoir confirmé La Fayette dans son commandement de la garde nationale. Il ne fut salué par aucun cri; le silence avait été

recommandé. En arrivant à l'Hôtel de Ville, il dut passer sous une voûte maçonnique formée par les épées des électeurs. Ce n'était pas fait pour rassurer. La Fayette lui remit la cocarde nationale, formée depuis la veille des trois couleurs : le blanc, couleur de la France, avait été ajouté au bleu et au rouge. Lorsque Louis XVI se montra avec la cocarde tricolore, il fut salué d'une immense acclamation ; mais cette acclamation était achetée par une humiliation. Le retour fut moins triste que la venue ; ce n'était plus le glacial silence du matin, la glace était rompue. Cependant, sur la place de la Concorde, une femme fut tuée d'un coup de fusil très-près de la voiture du roi, qui ne s'en aperçut pas. Ce fait est constaté par Bailly, témoin peu suspect, qui ajoute qu'on ignore si c'était un simple accident ou une tentative de régicide. Arrivé à Versailles, le roi se félicita de nouveau de ce que, dans cette belle journée, personne n'était mort à cause de lui. C'était vrai, sauf pour la femme tuée, et le 14 juillet. Du reste, le sang ne tarda pas à être versé de nouveau.

Un des membres du ministère qui devait remplacer Necker, l'intendant Foullon, fort honnête homme, fut arrêté aux environs de Paris.

On a dit qu'il se cachait et qu'il s'était même fait passer pour mort. C'est un double mensonge. Il fut amené à Paris; on lui avait mis un collier de chardon; une botte de foin était devant sa bouche; on prétendait qu'il avait dit que la populace était bonne à manger du foin; c'était encore un mensonge; il fut accablé d'insultes et de mauvais traitements. Lorsqu'il arriva à l'Hôtel de Ville, La Fayette essaya de le sauver, en proposant de le faire conduire à l'Abbaye en attendant qu'il fût jugé. Mais la populace voulait sa proie, et La Fayette laissa faire. Le malheureux fut assassiné avec des raffinements de cruauté.

Le même jour, on arrêtait le gendre de Foulon, Berthier de Sauvigny, intendant de Paris. C'était un électeur qui, sans droit, faisait cette arrestation. On oublie trop que les illégalités commencèrent dès les débuts de la Révolution, et plus tard la Commune de Paris ne fit que continuer, en les amplifiant, les traditions de l'assemblée des électeurs. Accablé d'insultes, Berthier ne faiblit pas. « Je croirais sans exemple, dit-il à l'électeur qui l'accompagnait, les avanies dont je suis l'objet, si Jésus-Christ n'en avait éprouvé de plus sanglantes... Il était Dieu

et je ne suis qu'un homme. » Bailly, à l'Hôtel de Ville, ne montra pas plus de fermeté que La Fayette pour Foullon ; il annonça qu'il allait faire conduire le prisonnier à l'Abbaye, mais l'escorte le laissa enlever par la populace. Berthier, lâchement abandonné, s'empara d'un fusil et fit reculer ses assassins ; il tomba bientôt percé de coups. Sa tête et celle de son beau-père furent promenées dans Paris au bout d'une pique.

En apprenant l'arrestation de son père, un fils de Berthier se rendit chez Lally-Tolendal, auquel ses efforts pour la réhabilitation du général Lally, injustement condamné, avaient fait une grande réputation. Lally-Tollendal fit de vains efforts ; quand, le lendemain de l'assassinat, il demanda la répression de ces crimes, Barnave répondit par ces sanguinaires paroles : « Le sang versé était-il donc si pur ? » Quelque temps après, le député de Grenoble, dont l'enthousiasme révolutionnaire commençait à se calmer, reçut la visite d'un inconnu qui le pria de prendre connaissance d'un manuscrit ; Barnave le fit et vit que c'était un mémoire dans lequel on engageait le roi à faire les concessions inscrites dans la déclaration du 23 juin.

Lorsqu'il eut terminé sa lecture, l'inconnu se nomma : c'était un fils de Foullon, et le mémoire était de son père. Barnave lui demanda pardon et il regretta amèrement des paroles qu'il devait plus tard expier sur l'échafaud. Un fait peu connu, c'est que l'on essaya de voler la famille de Berthier en la portant sur la liste des émigrés ; il lui fut très-difficile de se faire rayer après la Terreur.

Quant à La Fayette, il donna avec éclat sa démission de général de la garde nationale le soir de l'assassinat ; mais il la reprit le lendemain.

Necker avait été rappelé le 18 juillet et son retour à Versailles avait été un long triomphe. Le 30, il vint à Paris ; usant de son ascendant sur les électeurs, il obtint la mise en liberté du baron de Bezenval et une déclaration d'amnistie générale, qui fut lue au prône dans toutes les églises. Mais c'était le dernier acte des électeurs ; ils disparurent pour faire place à un conseil de commune composé de cent vingt membres élus par les districts ; ils étaient devenus trop modérés et voulaient arrêter le mouvement auquel ils avaient tant contribué.

Dans les provinces, les exemples de la popu-

lace parisienne étaient fidèlement suivis; à Strasbourg, l'hôtel de ville était enlevé; à Rennes et à Saint-Malo, l'arsenal; à Cherbourg, Dumouriez parvenait à sauver l'arsenal; à Troyes, à Étampes, le maire était tué; dans le Languedoc, le marquis de Barras était coupé en morceaux sous les yeux de sa femme enceinte; dans le Maine, M. de Montesson était fusillé sur le corps de son beau-père; en Franche-Comté, le baron de Montjustin était suspendu au-dessus d'un puits; des femmes et des jeunes filles nobles étaient outragées et ensuite tuées. Tout cela explique bien un peu l'émigration.

Et l'Assemblée, quand on lui signalait ces désordres et lui demandait des mesures énergiques de répression, ne daignait pas s'en occuper. Elle se perdait dans des divagations philosophiques ou faisait ce qu'elle appelait des sacrifices patriotiques. Dans la fameuse nuit du 4 août, sur l'initiative de quelques membres de la noblesse engagés dans le mouvement révolutionnaire et familiers du Palais-Royal, tous les privilèges étaient abolis, même ceux des provinces qui certainement n'avaient pas donné à leurs députés mandat pour cette abolition.

Cette nuit du 4 août a exalté jusqu'au lyrisme les écrivains révolutionnaires ; ils l'ont présentée comme la nuit des sacrifices. D'autres historiens plus froids, examinant les suites, l'ont appelée la nuit des dupes, car de tous les sacrifices il ne fut tenu aucun compte, et cela ne fit qu'accélérer la marche de la Révolution. Le dernier nom est le vrai, et la nuit du 4 août fut bien la nuit des dupes.

Cette nuit fameuse se termina par la proclamation de Louis XVI comme le restaurateur de la liberté française, et par le chant d'un *Te Deum*. Nouvelles duperies.

CHAPITRE V.

Refus du roi de sanctionner les décrets du 4 août. — Plans financiers de Necker. — Négociations de Mirabeau avec la cour. — La déclaration des droits de l'homme. — Observations du roi.

Si Louis XVI manquait de fermeté, il voyait juste. Lorsqu'on lui présenta les décrets de la nuit des dupes, il refusa de les sanctionner; il comprenait que la voie était dangereuse. Mais on lui dit que, pour sa constitution, la nation n'avait besoin que de sa seule volonté; quant au rôle du roi, il se bornait à promulguer des décrets qui n'avaient pas besoin de sa sanction. C'était l'annihilation complète du pouvoir royal. Louis XVI s'inclina.

Les embarras financiers qui avaient causé la réunion des états généraux n'avaient pas disparu. Necker, après divers expédients, était aux abois; il demanda que chacun fit le sacrifice du quart de ses revenus. Le sacrifice était dur, et malgré la grande réputation et la popularité du ministre, le projet fut vivement combattu.

il aurait même été repoussé, sans l'appui de Mirabeau. Le fougueux orateur était en négociation avec la cour par l'intermédiaire de son ami Lamarek, qui remettait ses mémoires à Marie-Antoinette; il espérait le ministère qu'il devait toujours poursuivre sans jamais l'atteindre; il était donc dans de bonnes dispositions, et comprenant la nécessité de la mesure demandée par Necker, il la fit accepter. Le clergé avait bien donné un moyen d'éviter cette mesure extrême; il offrait un emprunt de 400 millions, pour lequel il donnerait ses biens en garantie. Mais on refusait, on voulait plus, et la spoliation du clergé était déjà arrêtée dans bien des esprits.

L'Assemblée avait décidé, dès les premières séances, avant même la réunion des ordres, qu'elle ferait une constitution dont le préambule serait une déclaration des droits de l'homme. Le moment était venu de tenir parole. La déclaration des droits de l'homme fut votée, après d'oiseuses discussions; elle avait été repoussée par 28 bureaux sur 30, et en séance publique elle obtint une grande majorité par suite de la pression des tribunes, à laquelle beaucoup de députés n'osaient pas résister. Le texte de cette déclara-

tion est assez important pour être donné en entier.

« Les représentants du peuple français, constitués en assemblée nationale, considérant que l'ignorance, l'oubli ou le mépris des droits de l'homme sont les seules causes des malheurs publics ou de la corruption des gouvernements, ont résolu d'exposer, dans une déclaration solennelle, les droits naturels, inaliénables, et sacrés de l'homme, afin que cette déclaration, constamment présente à tous les membres du corps social, leur rappelle sans cesse leurs droits et leurs devoirs; afin que les actes du pouvoir législatif et ceux du pouvoir exécutif pouvant être, à chaque instant, comparés avec le but de toute institution politique, en soient plus respectés; afin que les réclamations des citoyens, fondées désormais sur des principes simples et incontestables, tiennent toujours au maintien de la constitution et au bonheur de tous.

« En conséquence, l'Assemblée nationale reconnaît et déclare, en présence et sous les auspices de l'Être suprême, les droits suivants de l'homme et du citoyen :

« I. Les hommes naissent et demeurent li-

bres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.

« II. Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme. Ces droits sont : la liberté, la prospérité, la sûreté et la résistance à l'oppression.

« III. Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation. Nul corps, nul individu, ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément.

« IV. La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne peut pas nuire à autrui : ainsi l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance des mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la loi.

« V. La loi n'a le droit de défendre que les actions nuisibles à la société. Tout ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché, et nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne pas.

« VI. La loi est l'expression de la volonté générale. Tous les citoyens ont droit de concou-

rir personnellement ou par leurs représentants à sa formation. Elle doit être la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. Tous les citoyens étant égaux à ses yeux, sont également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leur capacité, et sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leurs talents.

« VII. Nul homme ne peut être accusé, arrêté, ni détenu que dans les cas déterminés par la loi, et selon les formes qu'elle a prescrites. Ceux qui sollicitent, expédient, exécutent ou font exécuter des actes arbitraires doivent être punis, mais tout citoyen appelé ou saisi en vertu de la loi, doit obéir à l'instant; il se rend coupable par la résistance.

« VIII. La loi ne doit établir que des peines strictement et évidemment nécessaires, et nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie et promulguée antérieurement au délit, et légalement appliquée.

« IX. Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de sa personne doit être sévèrement réprimée par la loi.

« X. Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, lorsque leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi.

« XI. La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme; tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi.

« XII. La garantie des droits de l'homme et du citoyen nécessite une force publique; cette force est donc instituée pour l'avantage de tous, et non pour l'utilité particulière de ceux auxquels elle est confiée.

« XIII. Pour l'entretien de la force publique et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable; elle doit être également répartie entre tous les citoyens en raison de leurs facultés.

« XIV. Tous les citoyens ont droit de constater par eux-mêmes et par leurs représentants la nécessité de la contribution publique; de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la qualité, l'assiette, le recouvrement et la durée.

« XV. La société a droit de demander compte à tout agent public de son administration.

« XVI. Toute société dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée, ni la séparation des pouvoirs déterminée, n'a pas de constitution.

« XVII. La propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut être privé de ses propriétés, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité. »

Voilà la fameuse déclaration des droits de l'homme, dont on parle beaucoup, souvent sans la bien connaître; elle renferme quelques vérités noyées dans une phraséologie inutile et mêlées à de nombreuses erreurs.

Après la déclaration vint la constitution votée par acclamation; il fut décrété que le pouvoir royal était héréditaire dans la famille régnante, de mâle en mâle, par ordre de primogéniture. La personne du roi était déclarée inviolable.

Des débats très-vifs eurent lieu sur les deux Chambres et sur le droit de *veto* du roi. Les deux Chambres furent écartées, malgré les efforts des partisans de la Constitution anglaise.

Le droit de *veto* fut seulement suspensif; Mirabeau essaya inutilement de faire donner au roi le *veto* absolu, 673 voix contre 32 décidèrent qu'après deux législatures le *veto* suspensif prendrait fin. Ce vote important eut lieu le 11 septembre.

Les premiers articles de la Constitution furent soumis à la sanction du roi, en même temps que la déclaration des droits de l'homme. Ce prince fit de très sages observations, il demanda que « le pouvoir exécutif eût son entier essor entre les mains du monarque. » Il fit ressortir l'impossibilité où il était de protéger la perception des impôts, la circulation des grains, la liberté individuelle. Il approuvait les articles présentés, non qu'il les trouvât parfaits, mais afin de « ne pas différer d'avoir égard au vœu présent des représentants de la nation, et aux circonstances alarmantes qui invitaient à vouloir par-dessus tout le rétablissement de la paix et de l'ordre. » Enfin, sur la déclaration des droits de l'homme, il disait :

« Je ne m'explique pas sur la déclaration des droits de l'homme, elle contient de très-bonnes maximes, propres à guider vos travaux ; mais elle renferme des principes susceptibles d'ap-

plications et même d'interprétations différentes, qui ne peuvent être justement appréciés qu'au moment où leur véritable sens sera fixé par les lois auxquelles la déclaration servira de base. »

Le roi ne dépassait pas ses droits, puisqu'on lui avait reconnu le droit de *veto* suspensif; malgré cela, on trouva sa réserve mauvaise, et il plia; le 5 octobre, il accepta tout ce qui avait été fait, y compris la dangereuse déclaration des droits de l'homme.

•

CHAPITRE VI.

Craintes des constituants. — Projet de ramener le roi à Paris. — Les grenadiers de la garde nationale. — Avis de La Fayette à Saint-Priest. — Le régiment de Flandre. — Repas de bienvenue. — Acclamations au roi. — Mensonges des patriotes. — Journée du 3 octobre. — Famine factice. — Réunion au Palais-Royal. — L'huissier Maillard. — Départ pour Versailles. — Hésitations et départ de La Fayette. — Projets de départ du roi. — Attitude de d'Estaing. — Ordre d'éviter toute effusion de sang. — Arrivée des bandes parisiennes. — Le mot de Mounier. — Arrivée de La Fayette. — Invasion du château pendant la nuit. — Dévouement des gardes du corps. — Sommeil de La Fayette. — Retour à Paris. — Instruction contre les auteurs des désordres.

Malgré la bonté excessive et l'irrésolution du roi, les constituants, partisans de la Révolution, n'étaient pas sans appréhension ; le prince pouvait leur échapper. Écoutant les conseils énergiques de la reine et du ministre Saint-Priest, il pouvait s'appuyer sur l'armée, dont la plus grande partie était encore fidèle, et en quelques heures détruire une œuvre factieuse. Pour éviter ce danger, il fallait que Louis XVI et sa famille fussent dans les mains de la Révolution, et un moyen sûr se présentait, le forcer

à quitter Versailles et à rentrer dans Paris. Tel fut le but des organisateurs des journées des 5 et 6 octobre. Peut-être quelques-uns d'entre eux allaient-ils plus loin. Dans des journées de désordre comme celles là, un malheur est bientôt arrivé; la famille royale pouvait disparaître, et le duc d'Orléans se trouvait plus rapproché du trône.

Pour ramener le roi à Paris, le moyen était tout trouvé; il fallait une nouvelle émeute; les meneurs du mouvement révolutionnaire savaient comment on les prépare. Ils n'attendaient qu'une occasion; le banquet des gardes du corps et des officiers du régiment de Flandre la leur fournit.

Les gardes françaises, devenus, après la prise de la Bastille, les soldats de la Révolution, constituaient les bataillons de grenadiers de la garde nationale. Traîtres à leur devoir, ils poursuivaient d'une haine violente les troupes restées fidèles et surtout les gardes du corps. La Fayette, dont l'honnêteté native se révoltait parfois contre les excès de la Révolution, apprit que ses grenadiers se proposaient de marcher sur Versailles et d'exterminer les gardes du corps; il en prévint le ministre Saint-Priest. Le

régiment de Flandre venait d'arriver à Versailles, escortant un important convoi de farine destiné à assurer dans Paris le service des subsistances : le ministre garda ce régiment, dont la fidélité paraissait assurée, pour renforcer la garnison de Versailles. C'était son droit et même son devoir.

Suivant une habitude militaire qui existe encore, les gardes du corps offrirent aux officiers du régiment de Flandre un repas de bienvenue. Au dessert la famille royale parut ; le dauphin était porté par un grenadier. La présence de la reine et du dauphin excita chez des hommes dévoués une émotion bien naturelle ; on cria *vive le roi, vive la reine* ; des officiers de la garde nationale qui avaient été invités, ce qui montre que le banquet n'avait aucun caractère politique, partagèrent l'émotion de leurs camarades. Il n'y avait rien là que de fort simple ; mais les journaux s'emparèrent des faits et les dénaturèrent ; ils racontèrent que, dans une orgie, la cocarde nationale avait été foulée aux pieds ; que les sicaires de la tyrannie avaient juré la mort des patriotes et la destruction de Paris, etc. C'était absurde ; mais la crédulité populaire est sans bornes, surtout

au temps de révolution, et les agitateurs ne l'ignoraient pas.

Cependant cette fantasmagorie du banquet n'aurait pas suffi; mais des gens experts en émeutes savaient comment on achève d'exciter la populace. Dans la matinée du 5 octobre, on vit paraître aux environs du Palais-Royal, toujours le quartier général de l'émeute, ces figures sinistres qui avaient épouvanté Paris aux diverses journées révolutionnaires. En même temps, le pain manquait chez les boulangers, grâce à des mesures habilement prises; toute la journée était enlevée dès le matin, et l'enquête faite plus tard par le Châtelet établit que des boulangers avaient reçu des offres d'argent à condition de ne pas cuire. A leur honneur on doit constater qu'ils les avaient repoussées. Vers midi, une jeune fille, Louise Clabry, s'empara d'un tambour et se mit à battre le rappel; bientôt les figures sinistres se groupèrent; un chef se présenta, c'était l'huissier Maillard, un des vainqueurs de la Bastille, qui donna le mot d'ordre en disant qu'il fallait aller chercher du pain à Versailles. Lorsque Maillard eut réuni un groupe suffisant dans lequel les femmes dominaient, il se mit en marche sur Versailles;

on s'était procuré des armes en pillant les boutiques des armuriers; il y avait même deux petits canons appartenant à la garde nationale. En route quelques hommes déterminés auraient arrêté cette multitude; mais aucun ordre ne fut donné ni par la municipalité, ni par le commandant de la garde nationale. Certes, Bailly et La Fayette n'avaient aucune sympathie pour les bandes de Maillard, et ils repoussaient les excès qui allaient se commettre; mais ils laissaient faire autant par crainte de perdre leur popularité, que par un secret désir de voir le roi à Paris sous la main de la Révolution, qu'ils se flattaient d'arrêter à temps.

Après les bandes de Maillard, les grenadiers de la garde nationale, anciennes gardes françaises, se réunirent sans qu'aucun ordre eût été donné par La Fayette; ils voulaient marcher sur Versailles pour soutenir les patriotes contre les gardes du corps et les soldats du régiment de Flandre. La Fayette arriva à l'Hôtel de Ville, lorsqu'ils étaient déjà réunis; ils le sommèrent de se mettre à leur tête; le général, monté sur son légendaire cheval blanc, hésitait; il demandait un ordre ou au moins une autorisation de la Commune. Les grenadiers, pour triompher

de ses hésitations, le menacèrent de mettre le premier grenadier venu à cheval et d'en faire leur chef.

La Fayette hésitait encore, lorsqu'un ordre de la Commune lui fut délivré; il se mit en route, ramassant le plus de bourgeois qu'il pouvait pour faire contre-poids aux grenadiers, dont l'exaltation l'effrayait. Qu'allait-il faire à Versailles? Il ne le savait pas trop lui-même, désireux d'empêcher les excès, mais plus désireux encore de ne pas compromettre sa chère popularité et de ne pas servir les plans de la contre-révolution. Du reste, à quelque point de vue qu'on se place, ces hésitations de La Fayette sur la place de Grève sont coupables : ou la marche des grenadiers de la garde nationale sur Versailles constituait un danger pour la famille royale, et alors La Fayette devait s'y opposer; ou il comptait sur ces grenadiers pour maintenir les bandes de Maillard, et alors il devait hâter le départ. Dans ces circonstances, on n'attend pas un ordre de la Commune pour couvrir sa responsabilité. Un fait qui ne doit pas être oublié, c'est que La Fayette faisait dire au ministre Saint-Priest de ne pas s'inquiéter, attendu qu'il répondait de l'ordre. Il était donc

maître de ses grenadiers. Pourquoi n'est-il pas parti plus tôt?

Que se passait-il à Versailles pendant que Maillard et La Fayette marchaient sur cette ville? Le roi, qui était à la chasse, et la reine, qui était à Trianon, avaient été rappelés en toute hâte. C'était la dernière chasse du roi, et Marie-Antoinette ne devait plus revoir sa résidence favorite de Trianon; le lendemain allait commencer leur captivité. Un conseil des ministres fut tenu; Saint-Priest, le seul homme de tête, proposa de se saisir des ponts, et d'envoyer la reine et la famille royale à Rambouillet, pendant que le roi, à la tête des troupes, irait au-devant des rebelles. Necker, toujours plein d'illusions, combattit ce plan, que Louis XVI n'osait accepter. Saint-Priest, alors, insista pour la retraite de la famille royale tout entière; il disait avec raison au roi que s'il allait à Paris, sa couronne était perdue. Le danger était d'autant plus grand qu'on ne pouvait compter sur la garde nationale de Versailles, dont le commandant, le comte d'Estaing, était acquis aux révolutionnaires. Il ne prit, en effet, aucune mesure, et comme Saint-Priest le lui reprochait, il objecta qu'il n'avait pas d'ordre. « Quand le

roi n'ordonne rien, répondit le ministre avec indignation, un général doit se décider en homme de guerre. » D'Estaing courba la tête, mais ne fit rien. Un moment on put croire que les conseils de ses plus dévoués partisans avaient décidé le roi, et l'on fit des préparatifs pour se retirer à Rambouillet; mais bientôt Louis XVI retomba dans ses irrésolutions et attendit les événements avec ce courage passif qu'il possédait au suprême degré, mais qui, dans un prince, ne suffit pas. Quant à l'Assemblée, les royalistes avaient proposé qu'on se rendît en masse auprès du roi; mais Mirabeau fit rejeter la motion comme attentatoire à la dignité des représentants de la nation; on se contenta d'envoyer une députation de trente-six membres, à laquelle se joignirent beaucoup de constituants du côté droit.

Pendant ces hésitations, Maillard avançait avec ses bandes. Il dut être fort surpris de trouver les ponts libres; un simple poste, avec une pièce d'artillerie, aurait arrêté le mouvement et donné à La Fayette le temps d'arriver. Sur l'ordre du roi, les gardes du corps se retirèrent dans les cours du palais, dont les grilles furent fermées; Louis XVI avait défendu même de

repousser la force par la force; c'était livrer à la mort ses fidèles gardes du corps. La foule hurlante arriva sur la place du palais et parut d'abord vouloir enfoncer les grilles; mais l'attitude résolue des gardes du corps en imposa, et d'Estaing dut réunir la garde nationale, qui vint s'interposer entre les gardes et les émeutiers. Elle était favorable au mouvement et avait dirigé ses canons contre le palais; mais il lui répugnait de livrer à Maillard le roi et même les gardes du corps. Bien commandée, elle aurait fait son devoir. Du reste, elle ne faisait pas grande vigilance, et elle laissait insulter et même blesser les gardes du corps.

L'Assemblée recevait également la visite des bandes émeutières qui se mêlaient aux députés. Mirabeau, qui n'aimait pas la populace, trouva que c'était trop de liberté; il s'approcha de Mounier, qui présidait, et lui dit : « Levez la séance. — Pourquoi? — Ne voyez-vous pas ce peuple furieux? — Est-ce moi qui l'ai conduit ici? — On veut égorger une partie des membres de l'Assemblée. — Si l'on nous tue tous, mais tous, vous m'entendez! bien des honnêtes gens périront; mais la France ne peut qu'y gagner.

— Le mot est joli ! » dit Mirabeau en regagnant sa place.

Enfin La Fayette arriva avec ses grenadiers et tout ce qu'il avait pu ramasser de gardes nationaux ; il fit prendre position à ses hommes. Les grenadiers, si montés contre les gardes du corps, se rappelèrent que jadis la maison du roi avait sauvé les gardes françaises ; ils ne voulurent pas livrer des soldats aux bandes de Maillard, qui furent écartées du palais, non sans vigueur. On pouvait croire que tout était terminé.

Telle était certainement la conviction de La Fayette qui, oubliant qu'un général doit veiller à tout, alla se coucher sans s'assurer que les mesures de précaution avaient été bien prises. Quelques misérables profitèrent de cette faute. Guidés par des gens qui connaissaient l'intérieur du palais, ils se glissèrent jusqu'à une porte dérobée par laquelle ils pouvaient arriver aux appartements de la reine. Quelques gardes du corps, Deshottes, Varicourt, Miomandre, du Repaire, se dévouèrent et retardèrent leur marche ; la reine put se réfugier en toute hâte dans les appartements du roi ; les assassins criblèrent de coups son lit vide. Cet acharnement

a paru justement suspect. La Fayette, enfin réveillé, arriva, mais bien tard; il fit évacuer le palais, délivra quelques gardes du corps faits prisonniers; mais une foule immense restait autour du palais, poussant des cris menaçants et demandant le retour du roi à Paris. La garde nationale n'était pas sûre; elle ne voulait retourner qu'avec le roi; Louis XVI céda; La Fayette annonça la bonne nouvelle, et lorsque le roi parut sur le balcon, il fut acclamé. La reine vint ensuite, le dauphin dans les bras : « Pas d'enfant ! » cria-t-on. Elle parut seule, calme et fière. La Fayette lui baisa la main, et la foule cria : Vive la reine ! Les gardes du corps eux-mêmes furent acclamés, après que La Fayette, devant la foule, en eut embrassé un et lui eut donné sa cocarde. L'influence du général était donc grande, et cela augmente sa responsabilité.

A une heure, le cortège se mit en marche pour revenir à Paris; les grenadiers entouraient la voiture royale; derrière venaient les gardes du corps sans armes, « menant le deuil de la monarchie ». Dans le cortège on pouvait voir, portées sur des piques les têtes des gardes du corps assassinés; on avait contraint un mal-

heureux perruquier de Sèvres de les coiffer et de les poudrer; il mourut de frayeur.

La reine aurait voulu descendre aux Tuileries; on n'osa pas le lui permettre, et il lui fallut suivre le roi à l'Hôtel de Ville. « J'espère, dit un électeur, Moreau de Saint-Merry, que la reine reviendra sauve de l'Hôtel de Ville; mais je doute qu'elle puisse arriver seule aux Tuileries. » Après ces paroles, comme le maire Bailly était bienvenu à faire l'éloge du peuple et à féliciter Louis XVI de sa rentrée dans Paris! Le roi, qui se retrouvait pleinement dès qu'il ne s'agissait que de braver passivement un danger, reçut bien les compliments de Bailly; il déclara qu'il « venait toujours avec bonheur et confiance au milieu des habitants de sa bonne ville de Paris ». Bailly, en répétant ces paroles, oubliait le mot confiance; la reine le lui rappela. « Messieurs, dit-il, en l'entendant de la bouche de la reine, vous êtes plus heureux que si je ne m'étais pas trompé. » Ce marivaudage n'empêchait pas que la royauté était finie; derrière la captivité dorée des Tuileries, on pouvait apercevoir celle du Temple.

Et maintenant, à qui remonte la responsabilité de ces néfastes journées? A la suite d'une

enquête judiciaire, le Châtelet demanda l'autorisation de poursuivre le duc d'Orléans et Mirabeau; l'autorisation fut refusée, parce que l'accusation manquait de précision; pour des faits de ce genre, la « précision » manque toujours, et le vote de la Constituante n'a pas lavé le duc d'Orléans et Mirabeau des soupçons qui pesaient sur eux. Quant à La Fayette, il fut, comme toujours, au-dessous de son rôle et ne sut pas remplir son devoir; il laissa faire, moitié par infatuation de lui-même, moitié par amour de la popularité. Son retard, le 5 octobre, son imprévoyance dans la soirée, son sommeil dans la nuit, sont des faits dont l'histoire a le droit de demander un compte sévère au « héros des deux mondes ».

1793 - Orie

CHAPITRE VII.

Le roi au comité des subsistances. — Une députation de femmes chez la reine. — Le boulanger François. — La loi martiale. — Émigration des constituants. — Les orateurs : Clermont-Tonnerre, Virieu, l'abbé Maury, Cazalès, Mirabeau, Barnave, Robespierre. — Les clubs : jacobins, cordeliers, feuillants. — Fermeture du club des impartiaux. — Les journalistes : Loustalot, Camille Desmoulins, Marat, Rivarol, Champcenetz, Suleau. — Propositions de Mirabeau. — Projets de Monsieur. — Favras. — Disparition des parlements. — Suppression des provinces.

Dès le lendemain de sa triste rentrée à Paris, Louis XVI assistait à une réunion du comité des subsistances; il fallait assurer l'approvisionnement de Paris et faire cesser une famine un peu factice. Au sortir de la séance, le rapporteur, qui appartenant à la majorité ne peut être suspect, disait : « De bonne foi, le roi en savait plus que nous. »

Le même jour, la reine recevait une députation de femmes; à leur aspect, le dauphin, effrayé, se cachait dans les bras de sa mère en disant : « Est-ce encore hier ! » Marie-Antoinette montra à ces femmes beaucoup de bien-

veillance; à l'une d'elles qui lui parlait allemand, peut-être pour lui tendre un piège, elle répondit que, devenue française, elle ne parlait que la langue de son nouveau pays. Ces paroles et les explications de la reine émurent les femmes mêmes les plus prévenues et elles se retirèrent en criant : Vive la reine ! mais cela ne durait pas.

Malgré les efforts du roi et du comité des subsistances, la pénurie des vivres continuait ; le pain manquait parfois. On savait faire la famine quand cela était nécessaire. Un malheureux boulanger, du nom de François, fut victime d'une des émeutes ainsi provoquées. Il fut pendu, puis on lui coupa la tête qu'on promena au bout d'une pique, et que des misérables mirent sous les yeux de sa femme. La Fayette, si placide, finit par s'émouvoir, il comprit que, général de la garde nationale et idole des Parisiens, il était responsable de ces horreurs ; il demanda et obtint que les coupables seraient châtiés, et fit voter la loi martiale qui donnait tout pouvoir aux municipalités pour réprimer les désordres.

L'Assemblée nationale avait naturellement suivi le roi dans sa bonne ville de Paris, où

elle avait tant contribué à le conduire. Elle siégeait dans la salle du manège, près de la terrasse des Feuillants. Ses rangs s'étaient bien éclaircis; à la suite du vote de certains articles de la constitution et surtout des journées d'octobre, cent quatre-vingts membres de la droite dite constitutionnelle étaient partis; dans le nombre étaient Mounier, Lally-Tollendal et M^{re} de La Luzerne, évêque de Langres. On a blâmé cette retraite qui réduisait les forces déjà trop restreintes de la droite; on s'est montré d'autant plus sévère pour ces députés qu'ils avaient, pour la plupart, contribué à déchaîner la Révolution. A ce titre, ils méritent des reproches et on peut leur dire : *Patere legem quam ipse fecisti*. Mais il faut reconnaître aussi qu'ils étaient impuissants, surtout avec l'attitude hésitante du roi sur la fermeté duquel il était impossible de compter, dès qu'au lieu de souffrir, il fallait agir. Après ce départ, le parti monarchique comptait encore comme orateurs dans l'Assemblée, Malouet, administrateur distingué, le comte de Clermont-Tonnerre, le marquis de Virieu, tous les trois partisans déterminés de l'organisation anglaise qu'ils avaient cru pouvoir appliquer à la France; les deux derniers

payèrent cher leurs illusions. Clermont-Tonnerre fut assassiné le 10 août 1792, et Virieu tomba dans les rangs des Lyonnais. Les orateurs monarchiques qui n'avaient jamais rien concédé à la Révolution étaient l'abbé Maury, fils d'un cordonnier de Valréas, et Cazalès, un officier de dragons qui se révéla orateur dans une discussion de bureau. « Mais, monsieur, vous êtes orateur », lui dit Mirabeau qu'il venait de combattre. Ce mot fut une révélation et Cazalès ne cessa de lutter, souvent contre Mirabeau lui-même, tant que la lutte fut possible.

Dans la gauche on trouvait d'abord Mirabeau, qui parfois appuyait la droite, soit par conviction, soit qu'il se crût sur le point de s'arranger avec la cour et de saisir le ministère; Barnave, Adrien Dupont, tous les deux avocats; les deux Lameth; ils devaient leur éducation à la famille royale, qui les avait comblés de bienfaits; La Fayette; le janséniste Camus, haïssant l'Église d'une haine de sectaire; l'évêque d'Autun, Talleyrand, qui, d'abord ultra-royaliste, s'était tourné du côté du plus fort dès qu'il avait compris que la faiblesse du roi perdait tout. Aucun de ces orateurs ne se disait et n'était encore républicain. Quelques députés obscurs seule-

ment, sans se dire républicains, proposaient les mesures les plus radicales, c'était Pétion; le Pelletier de Saint-Fargeau, riche parlementaire, qui avait tourné comme Talleyrand et que la cour avait jadis opposé à La Fayette; l'abbé Grégoire, le premier membre du clergé qui se fût rallié au tiers état; Buzot; Barrère de Vieuzac, parleur disert, et enfin Robespierre, toujours malheureux à la tribune et jouant un rôle presque ridicule. Tous reparaitront à la Convention, où ils seront des personnages importants.

En dehors de l'Assemblée, il s'était créé deux pouvoirs : les clubs et la presse. Le premier club fut le club breton, fondé à Versailles par Chapelier et par les autres députés bretons du tiers état; bientôt il prit du développement et compta des députés de toutes les provinces. Lorsque l'Assemblée se transporta à Paris, il changea de nom et devint le club des amis de la Constitution; il tenait ses séances dans une salle du couvent des Jacobins; il finit par en prendre le nom. Duport, Barnave, les deux Lameth y dominaient; d'abord ils avaient eu à lutter contre des députés plus modérés, mais ceux-ci leur avaient laissé le champ libre et

avaient fondé le club des Feuillants, dévoué à la Constitution. Ouverts aux seuls députés à leurs débuts, les clubs ne tardèrent pas à s'ouvrir à tout le monde et devinrent de véritables puissances. A côté et au-dessous du club des Jacobins, il y avait le club des Cordeliers, beaucoup plus violent; là régnaient Danton, Camille Desmoulins, Marat. Les royalistes avaient essayé de fonder le club des Impartiaux; mais les réunions furent dispersées par la populace, sans que La Fayette ni Bailly, dont c'était pourtant le devoir, se missent en peine de faire respecter la liberté de leurs adversaires; le club des Impartiaux disparut dès la fin de l'année 1789. Les jacobins avaient créé toute une organisation savante qui leur donnait une force immense. Ils avaient formé des groupes de dix hommes qui recevaient un mot d'ordre et le transmettaient chacun à dix autres hommes appartenant à dix bataillons différents de la garde nationale, et ceux-ci à leur tour agissaient. De cette façon, chaque bataillon et même chaque compagnie de la garde nationale recevait à temps les ordres du club, et l'on pouvait ainsi susciter presque à l'improviste des émeutes qui paraissaient toutes spontanées. La Fayette, dans

ses *Mémoires*, donne de curieux et tristes détails sur cette savante organisation par laquelle il se trouvait comme paralysé.

Les journaux n'étaient pas moins puissants que les clubs. Mirabeau, le jour même de la réunion des états généraux, créait le premier journal sous le titre de *Lettre à mes commettants*; l'administration arrêta la publication; Mirabeau se plaignit et comme toujours le gouvernement recula. Le député d'Aix renonça promptement à son journal, mais il en surgit d'autres. Loustalot publiait ses *Révolutions de Paris*, qui étaient d'une grande violence et portaient pour épigraphe : « Les grands ne nous paraissent grands que parce que nous sommes à genoux; levons-nous. » Camille Desmoulins adressait d'abord aux Parisiens ses *Discours de la lanterne*, et se glorifiait du titre de procureur général de la lanterne, puis il lançait les *Révolutions de France et de Brabant*. Marat, dans son *Ami du peuple*, demandait des têtes; à son début il lui en fallait quelques centaines, il arriva plus tard à des centaines de mille. La Fayette, désigné par lui parmi les hommes à tuer, le fit décréter de prise de corps, mais il se cachait bien et on ne put le trouver. Fréron, indigné fils du vail-

lant critique, qui avait lutté avec tant de courage contre Voltaire, dirigeait l'*Orateur du peuple*; Carra, les *Annales patriotiques*; Condorcet et Gerutti, la *Feuille villageoise*; Laclos, pour le compte du duc d'Orléans, le *Journal des amis de la Constitution*; l'abbé Fauchet, futur évêque constitutionnel, la *Bouche de fer*, puis le *Journal des amis* dans lesquels il accommodait l'Évangile au gré des passions révolutionnaires; Brissot, le *Patriote français*, etc. Ces journaux, partisans violents de la Révolution, étaient combattus par le *Chant du coq*, d'Esménard; le *Journal politique*, de Rivarol; le *Mercur politique*, de Mallet-Dupan; les *Actes des Apôtres*, de Champcenetz et Suleau. Au point de vue du talent, les royalistes étaient bien supérieurs; aucun journaliste révolutionnaire ne pouvait lutter d'esprit avec Rivarol ou Champcenetz, de verve avec Suleau; mais les uns flattaient les plus basses passions, pendant que les autres les combattaient. La lutte, dès lors, était trop inégale.

Cet exposé de la situation était nécessaire pour expliquer la suite des événements: il faut maintenant revenir à l'Assemblée. Mirabeau était toujours en pourparlers avec la cour; par-

fois les négociations étaient rompues, mais elles ne tardaient pas à être reprises. Il y avait à cela un double motif : dans une certaine mesure, Mirabeau était homme de gouvernement, il avait le sens de l'autorité, et il lui répugnait de n'être qu'un tribun destructeur. De plus, criblé de dettes, il avait grand besoin d'argent, et il obtenait des sommes considérables qui lui permettaient de continuer sa vie luxueuse et de faire patienter ses créanciers. Dans un mémoire, remis à cette époque par M. de Lamark, il proposait une « coalition immédiate du roi avec ses peuples, hors de Paris qui engloutit tout, qui veut être tout le royaume, qui se perd et qui perd tout. » Pour exécuter ce plan, il recommandait de ne pas sortir de France, ce qui serait une abdication, mais il engageait le roi à se retirer à Rouen sous la protection d'un camp de 20,000 hommes formé entre cette ville et Paris et commandé par un général sûr, qui aurait de l'action sur les soldats. Ainsi délivré, le roi, par une proclamation, ferait appel à la nation : il dirait qu'on lui avait fait violence, qu'il n'était pas libre. Il appellerait l'Assemblée auprès de lui, et sur son refus, il en réunirait une nouvelle pour

résoudre les questions pendantes. Ce plan ne manquait pas de hardiesse, et il avait des chances de succès, quoiqu'il fût déjà bien tard, mais il fallait un roi résolu.

En même temps, le frère du roi, Monsieur, que la marche des événements effrayait, voulait entraîner le roi à Péronne, où il s'appuierait, sans quitter la France, sur les Pays-Bas autrichiens. Ici se place l'affaire Favras. Thomas Mahi, marquis de Favras, ancien capitaine des gardes de Monsieur, fut accusé d'avoir formé, sous l'inspiration de ce dernier, un complot pour enlever Louis XVI. Il fut jugé et condamné; il ne cessa de protester de son innocence, et on ne put obtenir de lui aucun aveu. Quoique gentilhomme, Favras fut pendu; il mourut avec une grande fermeté. Il avait par devers lui, d'après plusieurs historiens, des pièces fort compromettantes pour Monsieur, et qui le couvraient; il refusa de les produire et les remit en secret à M. Talon, dont plus tard la fille, M^{me} du Cayla, les rendit cachetées à Louis XVIII. Le cachet avait été respecté par M. Talon et par sa fille.

Des deux projets de départ, aucun n'aboutit; Mirabeau ne devint pas ministre; il obtint seule-

ment une pension, et continua son double jeu, négociant avec la cour et appuyant les mesures les plus révolutionnaires, notamment dans la discussion relative aux biens du clergé, dont il sera question plus tard.

Parmi les mesures prises par l'Assemblée, il faut mentionner la disparition des parlements et la division de la France en départements. Les parlements, par leur opposition même à des réformes justifiées, avaient nécessité la réunion des états généraux; ils en furent les premières victimes. Le 2 novembre 1789, l'Assemblée vota la prolongation indéfinie de leurs vacances; ils protestèrent, non sans dignité, et surent au moins tomber avec honneur; mais leurs protestations ne trouvèrent pas d'écho; mandés à la barre de l'Assemblée, les magistrats furent traités avec rigueur, personne ne prit leur défense. Dès cette époque, les parlements cessèrent d'exister, quoique le décret d'abolition définitive ne soit que du 6 septembre 1790. La division de la France en départements avait pour but, comme la destruction des parlements, de faire disparaître toute possibilité de résistance aux volontés souveraines de l'Assemblée. Les provinces étaient vastes; elles formaient comme

de petites patries dans la grande (la France); elles avaient des traditions, des liens communs. C'étaient autant d'obstacles qui durent disparaître. Il a été longtemps de mode d'admirer la nouvelle division qui découpait la France en petites circonscriptions à peu près égales; on disait que l'esprit provincial avait disparu pour ne laisser de place qu'au patriotisme. Mais l'expérience a diminué cet engouement; on a vu, par les diverses invasions, que l'esprit provincial, l'esprit de clocher, loin de faire obstacle au patriotisme, s'y ajoutait et lui donnait plus de force; la puissance des provinces ne permettait pas à Paris de disposer à son gré du sort de la France, et si l'on n'a pas essayé de revenir aux anciennes provinces, bien des bons esprits les regrettent avec raison.

CHAPITRE VIII.

Le roi à l'Assemblée. — Applaudissements des députés. — Serment civique. — Proposition de dissolution. — Sophismes de Mirabeau. — Le droit de paix et de guerre. — La grande trahison du comte de Mirabeau. — Désordres en province. — Suppression des distinctions nobiliaires. — Mirabeau et son valet de chambre. — Le nom de Capet.

Le 4 février 1790, le roi se présenta inopinément à la Chambre ; il était seulement escorté de deux officiers de la garde nationale. Il s'assit sur le siège du président, sur lequel on avait jeté un tapis de velours. Il prononça un discours qui lui valut des acclamations enthousiastes. Tout en acceptant, et même en voulant la suppression des différences d'ordre et d'état, il défendait timidement la noblesse et le clergé contre d'envieuses attaques.

« Tout ce qui rappelle à une nation désabusée l'ancienneté et la continuité des services d'une race honorée, est une distinction que rien ne peut détruire et comme elle s'unit aux devoirs de la reconnaissance, ceux qui, dans toutes les classes de la société aspirent à servir efficace-

ment leur patrie et ceux qui ont eu déjà l'honneur de réussir ont intérêt à respecter cette transmission de titres et de souvenirs, le plus beau de tous les héritages qu'on puisse faire passer à ses enfants. Le respect dû aux membres de la religion ne pourra non plus s'effacer, et lorsque leur considération sera principalement unie aux saintes vérités qui sont la sauvegarde de l'ordre et de la morale, tous les citoyens honnêtes, éclairés, auront un égal intérêt à la maintenir et à la défendre. »

Le roi parla ensuite des inquiétudes qui se répandaient dans les provinces, des excès commis. « Joignez-vous à moi pour les arrêter, dit-il, et empêchons de tous nos efforts que des violences criminelles ne viennent souiller ces jours où le bonheur de la nation se prépare. Vous qui pouvez influencer par tant de moyens sur la puissance publique, éclairez sur ses véritables intérêts le peuple qu'on a égaré, ce bon peuple qui m'est si cher et dont on m'assure que je suis aimé quand on veut me consoler de mes peines. » Ces paroles émurent l'Assemblée ; le roi ému lui-même, s'interrompit un instant, puis il termina en faisant appel à l'esprit de concorde et en invitant tous les députés, à « ne

professer, d'après son exemple, qu'une seule opinion, qu'un seul intérêt, qu'une seule volonté, *l'attachement à la constitution nouvelle*, et le désir ardent de la paix, du bonheur et de la prospérité de la France ».

Dans ce discours, qui fut accueilli avec enthousiasme, on retrouve toutes les qualités, mais aussi tous les défauts de Louis XVI; il voit juste; il fait comprendre à l'Assemblée les fautes qu'elle a commises et qu'elle va commettre; mais il le fait d'une manière détournée et en laissant voir d'avance qu'il subira ce qu'on voudra lui imposer. Avec une assemblée comme la Constituante, c'était ouvrir la voie à de nouveaux excès.

Quoi qu'il en soit, la séance du 4 février fut belle en apparence. Après les applaudissements enthousiastes qui avaient accueilli la fin du discours du roi, fut prêté le serment civique. « Je jure d'être fidèle à la nation, à la loi, au roi, et de maintenir de tout mon pouvoir la Constitution décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par le roi. » Chaque député répéta ce serment, qui fut prêté à Paris le soir même, et ensuite dans toutes les communes. Le roi, cette clef de voûte de l'ancienne constitution

française, se trouvait relégué au troisième rang et devenait presque inutile; de là à la suppression de la royauté il n'y avait pas loin.

La Constitution était terminée, au moins dans ses parties essentielles; il fallait maintenant l'appliquer. Les royalistes essayèrent de profiter du moment d'enthousiasme qu'avait produit l'attitude du roi, pour lui obtenir une dictature de trois mois pour mettre en vigueur la Constitution. Ils se heurtèrent à Mirabeau auquel une dictature aurait fait perdre toutes ses espérances d'arriver au pouvoir, et ils échouèrent. L'abbé Maury demanda alors de nouvelles élections, le mandat des députés étant terminé; ils l'avaient même singulièrement dépassé; il fallait que la nation fût consultée et prononçât sur la constitution qu'une nouvelle chambre appliquerait. C'était logique, mais cela ne convenait pas à la plupart des députés fort désireux de rester, ni surtout à Mirabeau. Celui-ci prétendit que la nation et l'Assemblée c'était tout un; sur les mandats violés, il s'écria, parodiant Scipion et Cicéron : « Je jure que vous avez sauvé la chose publique. » Il fut décidé que de nouvelles élections n'auraient lieu qu'après l'achèvement complet de la Constitution et les mandats

impératifs furent déclarés nuls. Les députés oubliaient qu'ils les avaient acceptés et même sollicités.

Souvent les historiens se demandent si, à tel moment donné, il n'aurait pas été possible d'arrêter le mouvement. Voilà certainement un des moments les plus favorables. Si Maury et Mirabeau avaient été d'accord pour demander le départ de la Constituante, ils auraient pu l'obtenir, et de nouvelles élections pouvaient donner une Chambre meilleure. Dans tous les cas, la royauté n'avait pas encore perdu tout prestige, comme lorsque l'Assemblée législative fut réunie.

S'étant imposé le devoir de compléter la Constitution, l'Assemblée continua ses travaux ; elle s'occupa de la magistrature ; des juges élus remplacèrent les parlements ; peu s'en fallut que le jury ne fût étendu aux causes civiles. Ensuite vint la grave question du droit de paix et de guerre. Une grande partie de la Chambre voulait réserver à la nation le droit de faire la paix et de déclarer la guerre. Barnave se fit le défenseur de cette opinion que Mirabeau combattit avec une grande énergie. Celui-ci l'emporta, et le droit de paix et de guerre fut délégué au roi et à l'Assemblée. Seulement cette victoire

lui coûta sa popularité; on cria dans les rues la grande trahison du comte de Mirabeau et lui-même déclara qu'il « n'avait pas besoin de cette leçon pour savoir qu'il était peu de distance du Capitole à la roche Tarpéienne ». Il continuait, du reste, ses pourparlers avec la Cour, et il fit demander au roi une entrevue; Louis XVI refusa absolument de le voir, et Mirabeau fut seulement reçu deux fois par la reine, « le seul homme que le roi eût près de lui ».

Il est impossible de s'attarder aux interminables discussions de l'Assemblée; pendant que les orateurs péroraient, les désordres continuaient dans les provinces. La constitution civile du clergé, dont il sera plus tard question, était venue apporter un nouvel élément de trouble en frappant les catholiques dans le plus intime de leur conscience. Dans certaines villes les troubles eurent de la gravité: à Marseille, le fort Saint-Jean fut pris et le commandant de Beausset fut tué; à Aix, l'avocat Pascalis, une des gloires de la Provence, coupable d'aimer sa province, fut pendu. A tous ces désordres, l'Assemblée assistait impassible; elle réservait sa *sensibilité* (expression très à la mode alors) pour Franklin dont elle prenait le deuil pendant

trois jours. Quant aux personnes assassinées, leur sang n'était pas suffisamment pur.

Dans son discours du 4 février, le roi avait dit à l'Assemblée qu'elle devait respecter les distinctions nobiliaires, récompenses des services rendus par les aïeux ; il avait donné les meilleures raisons. Mais que pouvaient les raisons sur des esprits affolés ? Le 19 juin 1790, l'œuvre de la nuit du 4 août fut complétée ; les titres de noblesse furent abolis. On vit ce spectacle singulier : le fils d'un cordonnier, l'abbé Maury, défendant les titres de noblesse contre un Noailles et un Montmorency, pauvres esprits égarés. Le lendemain du vote, Mirabeau était M. Riquetti l'aîné. « Vous avez désorienté l'Europe pendant deux jours », s'écria-t-il. Du reste, il entendait bien rester le comte de Mirabeau, au moins pour ses gens. Après la suppression des titres, pendant qu'il prenait un bain, son valet de chambre, obéissant au décret de la Constituante, l'appela simplement Monsieur ; il lui prit la tête et la trempa dans l'eau en lui disant qu'il entendait bien être pour lui Monsieur le comte. Que de démocrates dans le même cas ! Il y aurait du reste un relevé curieux à faire, en prenant les noms des votants du 19 juin qui

sont devenus barons ou comtes de l'Empire. Si pour son valet de chambre, Mirabeau ne cessait d'être comte, pour Camille Desmoulins le roi devenait M. Capet l'aîné, et la reine, la femme du roi ou Madame Capet. C'est alors que parut pour la première fois le nom de Capet.



CHAPITRE IX.

Fédération du 14 juillet. — Enthousiasme pour les préparatifs. — Arrivée des fédérés des départements. — Discours du roi. — Messe au Champ de Mars. — Serment de La Fayette. — Serment du roi. — Mouvement de la reine. — Acclamations. — Les jacobins et les délégués militaires. — Révolte de Nancy. — Le marquis de Bouillé. — Mort de Desilles. — Réaction à Nancy. — Offres à Bouillé. — Départ de Necker, deux fois arrêté. — Duels des députés. — Jeu de dominos offert au dauphin par les grenadiers de la garde nationale. — Départ des tantes du roi. — Leur arrestation. — Discussion à l'Assemblée. — Mirabeau et Maury. — Le mot de Menou. — Proposition contre les émigrés. — Mirabeau. — Sa mort.

L'anniversaire de la prise de la Bastille approchait; il fut décidé qu'on le célébrerait par une fête nationale; c'est la grande fédération du 14 juillet 1790. Cette fête a excité l'enthousiasme de presque tous les historiens. Ils ont montré 200,000 personnes de tout rang, de tout âge, travaillant confondues pour suppléer à l'insuffisance des ouvriers; le petit collet de l'abbé se croisait avec le costume du militaire; la blouse de l'ouvrier était à côté des vêtements élégants du petit maître. Pour égayer les tra-

vaux, on entonnait des chœurs patriotiques, parmi lesquels se glissait quelquefois le *Ça ira*. Cette dernière circonstance doit refroidir l'enthousiasme et disposer à voir dans ces travailleurs fraternellement mêlés beaucoup de dupes et de victimes.

25,000 fédérés avaient été envoyés par les départements ; ils furent conduits par La Fayette d'abord à l'Assemblée, ensuite chez le roi, auquel on donnait de plus en plus le second rang. La Fayette a conservé le récit de cette double présentation ; il en fait un tableau d'autant plus enchanteur qu'il était, en somme, le héros de la journée. Le roi adressa aux fédérés une allocution pleine de cœur : « Redites à vos citoyens, leur dit-il, que j'aurais voulu leur parler à tous comme je vous parle ici ; redites que leur roi est leur père, leur frère, leur ami, qu'il ne peut être heureux que de leur bonheur, grand que de leur gloire, puissant que de leur liberté, riche que de leur prospérité, souffrant que de leurs maux ; faites surtout entendre les paroles ou plutôt les sentiments de mon cœur dans les humbles chaumières et dans les réduits des infortunés ; dites-leur que, si je ne puis me transporter avec eux dans leur

déjà indiqués montrent que les municipalités s'arrogeaient tous les pouvoirs et, à l'occasion, entraient en lutte avec l'Assemblée nationale qui, en révolte elle-même, n'avait guère le droit de se plaindre. La question des émigrés se présenta de nouveau quelques jours plus tard, le 28 février. On demandait une loi contre les émigrés; Mirabeau s'y opposa. « Si vous faites une loi contre l'émigration, s'écria-t-il, je jure de n'y obéir jamais. » Comme un petit groupe très-avancé l'interrompait, il lui imposa silence par cette apostrophe dédaigneuse : « Silence aux trente voix ! » Il triompha, mais le lendemain, Fréron lui disait dans l'*Orateur du peuple* : « Mirabeau, moins de talent et plus de vertu, sinon gare la lanterne ! » Sur la question de la régence, il soutint la cour, faisant écarter l'élection que demandait la gauche; *toutefois il laissa prononcer l'exclusion de la reine, l'animadversion était trop forte.*

La carrière du tribun était finie; malade, il prit la parole dans une discussion pour défendre les intérêts de son ami Lamark, ce fut son coup de grâce. Sa mort fut celle d'un païen; il reçut pour la forme l'évêque constitutionnel du Rhône, Lamourette, mais cette

démarche ne trompa personne. Avant de mourir, pour ne pas compromettre le roi, il consentit à laisser brûler les notes qu'il avait soumises à Louis XVI; il tenait à leur conservation pour ne pas laisser le souvenir d'un démolisseur. Dans ses derniers instants, il s'occupait de la situation. « J'emporte dans mon cœur, disait-il, le deuil de la monarchie, dont les débris vont être la proie des factieux. » N'avait-il pas été le premier et le plus actif de ces factieux? Il mourut le 2 avril 1791, à l'âge de 42 ans. On lui fit de magnifiques funérailles, et l'église Sainte-Geneviève, transformée en Panthéon, reçut ses cendres. Ce fut lui qui inaugura les caveaux où devait trouver place Marat lui-même.

On s'est souvent demandé si Mirabeau aurait pu sauver la monarchie. La question maintenant est oiseuse, mais il n'est nullement prouvé que cet homme, puissant pour détruire, le fût également pour reconstruire, et tout semble indiquer le contraire. Il reste et restera un tribun, dont l'éloquence surfaite avait une grande action, surtout dans l'attaque.

CHAPITRE X.

Le roi prisonnier aux Tuileries. — Il assiste à la messe d'un prêtre constitutionnel. — Lettre de l'abbé Raynal. — Adoption de la guillotine. — Projet d'évasion du roi. — Plans de Bouillé. — Difficultés du départ. — La fuite à Varennes, 20 juin. — Retards. — Drouet reconnaît le roi et prévient la municipalité de Varennes. — Le roi est arrêté. — Bouillé arrive trop tard. — Il passe à l'étranger. — Retour du roi. — Le marquis de Dampierre. — Les commissaires Pétion et Barnave. — Un mot de Pétion. — Arrivée aux Tuileries.

Les révolutionnaires proclamaient très-haut que la famille royale était libre; ils s'indignaient contre les émigrés qui osaient parler de la captivité du roi. Cette liberté cependant n'était pas bien grande. Ainsi, le 18 avril, le roi voulut se rendre à Saint-Cloud dans le but de faire ses pâques des mains d'un prêtre fidèle; il monta en voiture et prit la route de Saint-Cloud; mais il dut attendre une heure et demie l'ouverture des grilles qu'on avait fermées et fut forcé de revenir sans avoir pu sortir. La Fayette, dans ses *Mémoires*, prétend que Louis XVI s'est hâté de monter en voiture pour bien constater

qu'on le retenait violemment à Paris, et qu'il n'a pas voulu attendre. Une attente d'une heure et demie était plus que suffisante. Du reste, La Fayette lui-même n'ayant pu faire sortir le roi, donna sa démission, qu'il retira ensuite, suivant son habitude. Quelques jours après le jour de Pâques, Louis XVI, qui n'avait pu communier à Saint-Cloud des mains d'un prêtre fidèle, assista publiquement à la messe d'un prêtre constitutionnel à l'église Saint-Germain-l'Auxerrois ; c'était une faiblesse inutile.

Dans le but d'arrêter la Constituante, quelques royalistes eurent l'idée de lui faire écrire une lettre par un des demeurants de la secte encyclopédique, l'abbé Raynal, que les premiers excès de la Révolution avaient éclairé. Le vieux philosophe se prêta à cette idée ; il adressa aux députés une longue lettre, un peu déclamatoire, mais dont certains passages étaient fort justes. Comme on devait s'y attendre, la lettre ne produisit aucun effet. Ce n'étaient pas quelques pages de l'abbé Raynal qui pouvaient arrêter la Révolution. Quelques jours après cette tentative avortée, l'Assemblée adoptait pour instrument de supplice la guillotine, après une discussion dans laquelle Robespierre demanda l'abolition

de la peine de mort; puis elle licenciait les officiers de l'armée, après un discours de Robespierre, plus heureux cette fois, et malgré les efforts de Cazalès; on voulait se débarrasser d'officiers dont on craignait le dévouement au roi.

Captif, Louis XVI formait des projets pour mettre fin à cette captivité; il était en correspondance suivie avec Bouillé, dont il connaissait le dévouement et l'énergie. Le roi désirait gagner une des places du commandement de Bouillé; le général avait un autre plan; il aurait voulu la présence sur la frontière d'une armée autrichienne; réunissant ses meilleures troupes, Bouillé se serait dirigé vers le point menacé par cette armée, et en même temps il aurait fait demander par les départements frontières que le roi vînt se mettre à la tête de l'armée. Mirabeau aurait appuyé la demande, et Bouillé ne doutait pas de l'assentiment de l'Assemblée, qui n'aurait pas osé refuser. Louis XVI repoussait ce plan, qui faisait intervenir l'étranger; il ne voulait avoir recours qu'à des Français. D'ailleurs, la mort de Mirabeau rendait le plan inexécutable; il fallait son ascendant sur l'Assemblée

Alors Bouillé offrit à Louis XVI trois places de refuge : Besançon, Valenciennes et Montmédy ; ce fut celle-ci qui fut choisie. Dès la fin de janvier 1791, le roi annonça son départ pour mars et avril ; c'était trop tôt et une indiscretion était à craindre. Deux routes se présentaient, l'une par Reims et Stenay traversait peu de grandes villes, et une grande voiture pouvait attirer l'attention ; l'autre, par Châlons, Sainte-Menehould et Verdun, était dangereuse dans sa dernière partie, l'esprit de la population de Verdun étant très-mauvais ; on pouvait tourner Verdun par Varennes ; mais cette dernière petite ville n'avait pas de poste. En février, Mirabeau soumit au roi un nouveau plan : il s'agissait de faire dissoudre l'Assemblée et de faire rendre la liberté au roi par la nation ; Mirabeau se faisait fort d'avoir le consentement du peuple à Paris et dans trente-six départements ; Bouillé disposait de six. Mirabeau devait conduire le roi à Compiègne ou à Fontainebleau. Ce plan avait obtenu l'approbation de Bouillé, qui ne désespérait pas de le faire accepter par La Fayette, lorsque la mort de Mirabeau arrêta tout. Il fallait revenir au projet de fuite à Montmédy, et Bouillé s'occupâ de tout préparer. Les

lettres qu'il écrivit à cette occasion, les précautions qu'il recommandait, tout cela est émouvant sous la plume d'un soldat. Le départ, fixé d'abord au 19 juin, entre minuit et une heure du matin, n'eut lieu que le lendemain à cause d'une femme de chambre suspecte dont c'était le jour de service. Le roi s'était privé d'un utile auxiliaire en n'emmenant pas le comte d'Agoult, que lui recommandait Bouillé; M^{me} de Tourzel, gouvernante des enfants de France, réclama les privilèges de sa charge, et le roi céda; un intrépide soldat aurait mieux valu. Le départ était difficile, car la garde nationale faisait le service aux Tuileries; les fidèles gardes du corps n'existaient plus. Grâce au comte de Fersen, la famille royale put gagner le Carrousel. M^{me} de Tourzel était M^{me} la baronne de Korff; Madame et le Dauphin étaient ses filles Amélie et Aglaé; la reine, M^{me} Rochet, gouvernante; le roi, le valet de chambre Durand; Madame Élisabeth, la demoiselle de compagnie Rosalie; deux gardes du corps en laquais étaient sur le siège; un autre était dans un cabriolet qui suivait avec deux femmes de chambre; ces trois gardes du corps dévoués étaient MM. de Valory, de Maldan et de Moustier.

Cette grande voiture et ce pêle-mêle de la baronne avec son valet de chambre étaient déjà de nature à donner des soupçons. Deux heures furent perdues à Montmirail à cause d'un harnais cassé. A Châlons, le maître de poste reconnut le roi, mais il ne dit rien. Le détachement de Pont de Sommeville, qui n'avait pas été prévenu du retard, après avoir vainement attendu, était parti; il prévint les détachements de Sainte-Menehould et de Clermont-en-Argonne que le roi ne passerait pas, et il s'égara en se rendant à Varennes. A Sainte-Menehould, le fils du maître de poste Drouet reconnut le roi; il partit immédiatement pour Varennes. Un maréchal de logis, du nom de Lagache, le poursuivit inutilement. A Varennes, il n'y avait pas de relais; Drouet avait commencé avec quelques hommes à barrer le passage; on pouvait encore le forcer, mais le roi, toujours dans cette idée qu'aucune goutte de sang ne devait être versée pour sa cause, ne permit pas d'employer la force. Il essaya d'obtenir de l'épicier *Sausse, procureur-syndic de la commune*, la liberté de passer. Celui-ci déclara qu'il attendrait les ordres de l'Assemblée. Ces ordres arrivèrent portés par un aide de camp de La

Fayette, M. de Romeuf ; il fallait ramener le roi à Paris. Bouillé, prévenu trop tard, accourait ; quand il arriva à Varennes, le roi en était parti depuis une heure et demie sous l'escorte de quatre mille gardes nationaux. Désolé, le fidèle général, abandonnant son commandement, prit la route de la frontière, où des gardes nationaux essayèrent de l'arrêter ; il força le passage, essuyant quelques coups de fusil auxquels il ne répondit pas.

Le retour de la famille royale fut triste ; partout le roi était accueilli par des injures ; un vieillard, M. de Dampierre, qui était venu saluer le roi, fut lâchement massacré. A Épernay, cependant, un officier du nom de Cazotte sut faire respecter le roi. Dans cette ville, la famille royale fut rejointe par les deux commissaires de l'Assemblée, Pétion et Barnave. Ces deux députés ne se ressemblaient pas ; autant le second fut respectueux pour l'infortune, autant le premier fut grossier. Il s'est vanté lui-même, dans ses *Mémoires*, d'avoir dit, avant de partir de Paris, que le « gros cochon » serait bien embarrassant ; il ajoute même, mais on peut ne pas l'en croire, que La Fayette aurait trouvé le mot charmant. A la Ferté-sous-Jouarre, la reine

était chez une dame nommée M^{me} Renard, qui se présentait en tablier : « Pourquoi donc ce costume? — Du moment que Votre Majesté est entrée dans cette maison, je n'ai pu en être que la servante. » Le dimanche 25 juin, à sept heures du soir, la famille royale rentrait à Paris; on refusa au roi le salut des armes; les gardes du corps, enchaînés, échappèrent par miracle à la mort. La Fayette reçut le roi aux Tuileries; il fut moins convenable que Barnave.



CHAPITRE XI.

Envoi de l'Assemblée. — Rôle de La Fayette. — Suspension du roi. — Lettre de Bouillé. — Départ de Cazalès. — Pétition contre la royauté. — Dépôt sur l'autel de la patrie au *Champ de Mars*. — *Journée du 17 juillet*. — Rassemblement des jacobins. — Proclamation de la loi martiale. — Le drapeau rouge. — La Fayette et Bailly assaillis à coups de pierres. — Le premier fait tirer sur la foule. — Effets de cette fermeté. — Annexion du comtat Venaissin et de la principauté d'Avignon. — Acceptation de la constitution par le roi. — Fêtes publiques. — Décret de l'Assemblée déclarant ses membres inéligibles.

La nouvelle du départ du roi avait jeté l'Assemblée dans une grande émotion, quoiqu'elle eût affecté de ne pas tenir compte du manifeste dans lequel Louis XVI exposait les motifs de sa conduite. Le président de l'Assemblée, Beauharnais, le maire de Paris, Bailly, voyaient la guerre civile en perspective. La Fayette prit sur lui d'envoyer dans toutes les directions, à tous les gardes nationaux, l'ordre d'empêcher ce qu'on affectait d'appeler l'enlèvement du roi. C'est donc à lui qu'est due l'arrestation du roi, et il doit en porter la responsabilité.

Lorsqu'elle apprit l'arrestation du roi, l'As-

semblée désigna les deux commissaires dont il a déjà été parlé, Pétion et Barnave. Le 25, elle décréta la suspension du roi et prit tous les pouvoirs jusqu'à l'acceptation définitive de la Constitution. La majorité ne voulait ni la déchéance du roi, ni l'abolition de la monarchie; elle tenait seulement à être maîtresse du roi pour le soumettre à ses volontés. Une lettre du marquis de Bouillé, dont Barnave se servit habilement, lui facilita l'exécution de ses plans. Bouillé, prenant sur lui, autant qu'il le pouvait, la responsabilité du voyage de Varennes, s'efforçait de dégager le roi. On affecta de le croire, et Barnave fit décider en même temps que le roi, inviolable, ne pouvait être recherché pour la fuite à Varennes, et que les auteurs et complices de cet enlèvement seraient renvoyés devant la haute cour d'Orléans. Avant cette décision, l'Assemblée avait perdu son dernier orateur royaliste, Cazalès, qui avait donné sa démission après avoir soutenu la lutte jusqu'au bout.

Si dans l'Assemblée on ne voulait pas la déchéance, il y avait dans Paris un parti remuant qui la demandait. Une pétition fut rédigée par Danton, qui représentait le club des cordeliers,

par Brissot pour le club des jacobins, par Laclos pour la faction d'Orléans; on annonça que cette pétition serait déposée au Champ de Mars sur l'autel de la patrie, où l'on était invité à aller la signer le 17 juillet. Dans la matinée, deux malheureux furent surpris sous les degrés qui conduisaient à l'autel de la patrie; une indécente curiosité les avait conduits là; ils furent massacrés. Bientôt la foule devint immense; toutes les sociétés patriotiques s'étaient donné rendez-vous au Champ de Mars, et la pétition avait recueilli six mille signatures. La Fayette et Bailly, prévenus par l'appel audacieux qu'avaient fait les promoteurs de la pétition, avaient pris leurs précautions; la loi martiale avait été proclamée. Bailly et La Fayette parurent au Champ de Mars avec des détachements de troupes et de gardes nationaux; le drapeau rouge était déployé. Des coups de feu furent tirés sur Bailly et sur La Fayette; un dragon fut atteint; des pierres furent lancées sur les troupes et sur la garde nationale. Pour effrayer les émeutiers, la garde nationale fit une première décharge en l'air; l'audace des émeutiers s'accrut, les pierres arrivaient plus nombreuses; une décharge eut lieu qui jeta

par terre une centaine d'individus; la foule s'enfuit de toutes parts. Il y a loin de là au récit des journaux de l'époque, qui parlent d'épouvantables massacres, de dix mille tués, etc. Il y eut une première décharge en l'air, et comme elle n'avait rien fait, une deuxième décharge, qui fit une centaine de victimes. Voilà tout. C'est à cette journée que faisait allusion Lamar tine, lorsqu'il disait, le 24 février 1848, que le drapeau rouge avait fait le tour du Champ de Mars dans le sang.

C'était la première fois, depuis le 14 juillet 1789, qu'une émeute était réprimée; au premier moment, l'effet moral fut immense; les meneurs ordinaires des émeutes prirent peur et disparurent; Robespierre, quoique couvert par son inviolabilité de député, ne fut pas le dernier à se cacher. Cette frayeur salutaire ne tarda pas à se dissiper. Ni La Fayette, ni Bailly, ni l'Assemblée ne pouvaient tirer parti de cette victoire; seul Louis XVI aurait pu le faire, et ses pouvoirs étaient suspendus. Aussi, au bout de quelques jours, les orateurs des jacobins et des cordeliers avaient repris toute leur audace et ils insultaient les deux vainqueurs du 17 juillet, La Fayette et Bailly.

Avant de se séparer, l'Assemblée consacra une iniquité qu'elle avait quatre fois repoussée. Le pape possédait en France le comtat Venaissin et la principauté d'Avignon ; c'était une possession parfaitement régulière, remontant à plusieurs siècles ; les populations ne se plaignaient pas de la domination pontificale, car il a toujours *fait bon vivre sous la crosse*. Des désordres avaient été provoqués par une minorité turbulente, qui aboutirent aux massacres de la Glacière ; mais il suffisait de ne pas soutenir cette minorité, et l'ordre se serait rétabli. Ces raisons avaient jusque-là décidé l'Assemblée à repousser une annexion évidemment injuste, car on n'était pas en guerre avec le pape ; à ses derniers jours, elle se déjugea. L'annexion fut votée, *en grande partie sans doute parce que* les auteurs de la constitution civile du clergé voulaient se venger de ce que Pie VI avait condamné leur œuvre.

Le 3 septembre, la Constitution, enfin achevée, fut présentée au roi. Il l'accepta par une lettre à l'Assemblée en date du 13 septembre, et le lendemain il vint renouveler verbalement son acceptation. Ce fut l'occasion de fêtes publiques qui n'eurent pas l'éclat des fêtes précé-

dentes; les illusions étaient parties, et l'on se trouvait entre les tristesses du passé et les incertitudes de l'avenir.

Le roi reprit alors en apparence l'exercice du pouvoir et, le 30, il prononça la clôture de l'Assemblée, qui avait duré un peu plus de deux ans. Ce court laps de temps lui avait suffi pour amonceler les ruines, et elle n'avait rien édifié, car sa Constitution n'était pas viable, comme un très-prochain avenir allait le démontrer. Avant de se séparer, l'Assemblée avait mis le comble à ses fautes en décidant que ses membres ne seraient pas rééligibles; c'était confier la mise en œuvre d'une constitution à des hommes qui ne la connaissaient pas. Cette faute couronnait dignement l'œuvre de destruction de la Constituante.



CHAPITRE XII.

La Constituante et l'Église. — Le clergé n'était pas hostile à la Révolution. — Offre d'un emprunt de 400 millions. — Proposition de Talleyrand. — Discussion. — Maury et Mirabeau. — Résolution votée, consacrant la spoliation de l'Église. — Création d'assignats. — Projet de suppression des ordres religieux et des vœux monastiques. — Proposition de Dom Gerle. — Constitution civile du clergé. — Faiblesse du roi. — Serment à la constitution civile. — Refus. — Mesures oppressives. — Prêtre assassiné. — Condamnation par le pape de la constitution civile. — Désordres causés par la constitution civile.

Les entreprises de la Constituante contre le clergé ont été assez multipliées et assez importantes pour demander un chapitre spécial.

Au début, le clergé n'était nullement hostile aux réformes. En 1787, une assemblée du clergé refusait un subside de 1,200,000 livres, à moins que les états généraux ne fussent convoqués. Lors des élections, les cahiers du clergé concordaient sur plusieurs points avec ceux du tiers; ils demandaient notamment la suppression des privilèges nobiliaires et l'égale admission des citoyens à tous les emplois. A Ver-

sailles, dès les premiers jours, beaucoup de députés du clergé voulaient se réunir aux députés du tiers, et quelques-uns n'attendirent pas la séance royale du 23 juin; les autres vinrent dès que le roi l'eut permis. Peut-être eurent-ils tort d'aller aussi vite; mais cela prouve au moins qu'ils n'étaient pas hostiles.

Lorsque la question financière fut posée par Necker, qui demandait à chacun le sacrifice du quart de son revenu, le clergé offrit un emprunt de 400 millions pour lequel il donnerait ses biens en garantie. Cette offre généreuse fut refusée; on voulait plus. Les biens du clergé avaient excité la convoitise de bien des gens, et on voulait les prendre. On évaluait ces biens à quatre milliards, et cela faisait envie. On oubliait qu'il s'agissait d'une spoliation, et que ces biens, mis en vente en même temps, subiraient une énorme dépréciation; c'est ce qui n'a pas manqué d'arriver. On peut se demander si des biens du clergé l'État a réellement retiré les 400 millions qu'on lui offrait.

Ce fut un évêque, Talleyrand, qui le premier proposa d'affecter aux besoins du royaume une partie des biens du clergé. Il n'y avait qu'à accepter l'emprunt de 400 millions. Mais Tal-

leyrand trouvait que ce n'était pas assez. Il évaluait les revenus du clergé à 150 millions, chiffre évidemment exagéré, surtout avec une réalisation immédiate, et il proposait d'en laisser les deux tiers au clergé et de prendre le reste. Ce qu'il y avait de plus grave dans sa proposition, c'est qu'il niait que le clergé fût un propriétaire comme un autre, et qu'il mettait en avant les prétendus droits de l'État sur les biens des corps publics. D'avance Sieyès avait répondu à toute cette argumentation par cette simple phrase : « Ils veulent être libres et ne savent pas être justes. » La proposition de Talleyrand souleva une très-vive discussion. Maury, pour le clergé, Mirabeau, pour les révolutionnaires, furent les principaux orateurs. « La propriété est une et sacrée pour nous comme pour vous, disait Maury. Nos propriétés garantissent les vôtres. » La noblesse, spoliée à son tour, les condamnés des tribunaux révolutionnaires dont les biens étaient confisqués, purent voir que Maury disait vrai. Il ajoutait : « Le peuple aura sur vous tous les droits que vous exercerez sur nous; il dira aussi qu'il est la nation, qu'on ne prescrit pas contre lui. » Ces paroles sont prophétiques, et toute une

école révolutionnaire combat l'héritage avec les arguments invoqués contre les propriétés ecclésiastiques. En terminant, Maury présentait l'exemple de l'Angleterre avec sa taxe des pauvres. Mirabeau s'efforça d'écarter cette idée de spoliation, qui pouvait effrayer certains députés, et il proposa de déclarer « qu'il était de principe que toute nation est seule et véritable propriétaire des biens de son clergé ». C'était un sophisme; on ne « déclare » pas un « principe » à la majorité des voix. Maury objecta avec raison que c'était la destruction du droit de propriété; il rappela que le clergé avait payé la rançon de François 1^{er} et les dettes de Charles IX; qu'il était encore endetté à cause des subsides donnés sous le règne de Louis XV; c'étaient des faits indéniables. « Le plus terrible despotisme, dit-il, est celui qui porte le masque de la liberté. » Dans cette discussion, un député encore inconnu, le comte de Montlosier, prononça une grande et belle parole; il rappela que jadis, avec une croix de bois, les apôtres avaient conquis le monde, et que cette croix de bois resterait aux évêques qu'on voulait spolier. La cause du droit succomba, et le 2 décembre 1789, 568 voix contre 346 votèrent la

résolution suivante : « Tous les biens ecclésiastiques sont à la disposition de la nation, à charge de pourvoir d'une manière convenable aux frais du culte, à l'entretien de ses ministres et au soulagement des pauvres, sous la surveillance et d'après les instructions des provinces. Dans les dispositions pour subvenir à l'entretien des ministres de la religion, il ne pourra être assuré à la dotation d'aucun curé moins de 1,200 livres, non compris le presbytère. » Là est le fondement du budget des cultes, qui est une véritable restitution ; le décret de l'Assemblée constituante emploie même le mot de *rente*, qui est significatif. Le 17 décembre, un décret créait 400 millions d'assignats, hypothéqués sur la vente des biens du clergé pour la même somme ; par suite de la dépréciation inévitable, il fallut en vendre beaucoup plus.

Mais on n'en voulait pas qu'aux biens du clergé, on en voulait au clergé lui-même. Le 13 février 1790, le comité des affaires ecclésiastiques, où dominaient les jansénistes et les encyclopédistes, saisit la Chambre de la suppression des ordres religieux et des vœux monastiques. Cela ne le regardait pas ; tout ce qu'un État peut faire, c'est de ne pas tenir

compte des vœux monastiques, comme cela se passe actuellement en France. Le comité n'avait pas proposé la suppression absolue; il avait fait quelques réserves. L'abbé Grégoire demandait également qu'on ne supprimât que certains établissements. Barnave, La Rochefoucauld, qui devaient l'un et l'autre expier par la mort leur zèle révolutionnaire, demandèrent et obtinrent la suppression absolue. Afin qu'on ne pût pas accuser l'Assemblée de passions anticatholiques, un chartreux un peu fou, Dom Gerle, demanda que la religion catholique fût seule autorisée comme culte public; la proposition, d'abord ajournée, finit par être rejetée.

Mais la grande usurpation de l'Assemblée constituante, ce fut la constitution civile du clergé. Par cette constitution, l'Assemblée, sans aucun droit, remaniait les diocèses, supprimait les canonicats, les bénéfices, etc. Elle prescrivait que les évêques seraient élus par les membres de l'assemblée du département, et leur interdisait de demander leur confirmation au pape; les curés devaient être élus par les fidèles; le métropolitain confirmait l'évêque, et celui-ci le curé. Enfin on forçait le prêtre à prêter serment à cette constitution schisma-

tique. C'était une double atteinte à la foi catholique et à la liberté de conscience. Cette constitution était l'œuvre de jansénistes comme Camus, sectaires haineux que M. Thiers qualifie de chrétiens des plus « pieux » et d'hommes qui, comme Mirabeau, voulaient décatholiciser la France. Dès le commencement, la constitution civile du clergé causa des troubles dans plusieurs départements, et surtout dans le Midi; les populations protestaient énergiquement, mais on n'en tenait aucun compte.

Le roi consulta secrètement le pape, qui lui indiqua le caractère schismatique de la constitution civile. En même temps, il le renvoyait aux conseils de monseigneur Lefranc de Pompignan, archevêque de Vienne, et de monseigneur de Cicé, archevêque d'Aix. Ces deux prélats, par une faiblesse qu'expliquent, sans la justifier, leurs opinions gallicanes, conseillèrent au roi d'accepter la Constitution. Le prince suivit leurs conseils; mais monseigneur de Pompignan, désolé, mourut de chagrin, confessant hautement sa faute. Le 27 décembre 1790, le curé d'Embermesnil, Grégoire, le premier prêta serment à la constitution civile; il fut imité par la plupart des curés révolution-

naires. Quant aux évêques, ils refusèrent tous un serment schismatique, sauf le cardinal Loménie de Brienne, archevêque de Sens, l'ancien ministre, Talleyrand, d'Autun, Saurine, de Viviers, qui était à moitié fou, Jarente, d'Orléans, et Gobel, évêque de Lyddah, *in partibus*. Dans toute la France, sur peut être 100,000 prêtres, il n'y en eut pas 20,000 à prêter serment, et dans certains diocèses, à peine en compta-t-on quelques-uns. Et cependant les mesures avaient été bien prises pour effrayer les prêtres; on les obligeait à monter en chaire devant leurs paroissiens qu'on avait excités, et là à déclarer s'ils refusaient ou prêtaient le serment. Certains prêtres furent menacés; d'autres furent maltraités; un fut tué d'un coup de fusil, en chaire, au moment où il expliquait pourquoi il refusait le serment; un autre n'échappa à la mort que parce que l'amorce ne prit pas feu. En même temps que les prêtres, les religieuses étaient maltraitées, et des sœurs de charité qui refusaient un prêtre constitutionnel étaient fouettées par des mégères et même par des hommes qu'excitait ce prêtre lui-même. Un bref du pape Pie VI, en date du 13 avril 1791, condamna comme schismatique la constitution

civile du clergé; ce bref fut lacéré au Palais-Royal, et le pape fut brûlé en effigie. Pie VI prescrivait aux prêtres assermentés de se rétracter; un certain nombre lui obéirent.

Le 16 juin 1791 fut marqué par une parade plus grotesque peut-être qu'odieuse : Gobel, évêque constitutionnel de la Seine, mena au club des jacobins et à l'Assemblée des enfants auxquels il avait fait faire la première communion; un de ces enfants prononça deux discours révolutionnaires, et l'Assemblée eut la faiblesse de leur accorder les honneurs de la séance.

Au moment où la Constituante finissait, après avoir amoncelé dans la question religieuse autant de ruines que partout ailleurs, deux députés, Gallois et Gensonné, étaient en mission dans l'ouest, où les mesures antireligieuses avaient produit une grande surexcitation, qui plus tard amena la guerre de Vendée. Ils ne rendirent compte de leur mission qu'à l'Assemblée législative, et il sera plus tard question de leur rapport.



LIVRE II.

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

CHAPITRE PREMIER.

Proclamation de Louis XVI. — Réunion de l'Assemblée législative. — Situation. — Les partis. — Radiation puis rétablissement des mots de Sire et de Majesté. — Démission de La Fayette et de Bailly que remplacent Santerre et Pétion. — Les bataillons de piquiers. — Dernière ovation au roi. — Mesures contre l'émigration. — Le roi oppose son veto. — Lettre du roi aux émigrés. — Massacres de la Glacière, à Avignon. — Amnistie accordée aux assassins. — Perte de Saint-Domingue. — Ministère Narbonne. — Fermeture du club des feuillants. — Amnistie accordée aux révoltés de Nancy. — Fête en leur honneur.

En acceptant la Constitution, Louis XVI avait adressé à la nation la proclamation suivante :
« J'ai accepté la Constitution ; j'emploierai tous mes efforts à la maintenir et à la faire exécuter. *Le terme de la Révolution est arrivé ; il est temps que le rétablissement de l'ordre vienne donner à la Constitution l'appui qui lui est maintenant le plus nécessaire, il est temps de*

fixer l'opinion de l'Europe sur la destinée de la France et de montrer que les Français sont dignes d'être libres. » Le surlendemain, pour la clôture de l'Assemblée, Thouret disait au roi : « Sire, votre Majesté a fini la Révolution. » Louis XVI était évidemment de bonne foi ; sans se faire grande illusion sur la Constitution qui lui avait été imposée, il l'avait acceptée et par devoir il entendait la faire exécuter. Mais la bonne foi était-elle aussi grande chez les Constituants ? On peut en douter, au moins pour certains et d'ailleurs en se déclarant inéligibles, les auteurs de la Constitution s'enlevaient tout moyen de la faire respecter. C'était une haute imprudence en temps de révolution, de charger de mettre une Constitution en vigueur des hommes nouveaux qui n'avaient pas contribué à la faire et qui, comme leurs devanciers, pouvaient se croire le droit de tout changer à leur tour.

Dès la réunion de l'Assemblée législative, on put voir combien la situation était changée. Sauf quelques hommes ayant une certaine notoriété, comme l'abbé Fauchet et Condorcet, la plupart des nouveaux députés étaient complètement inconnus. L'élément royaliste pur avait complètement disparu ; les royalistes constitu-

tionnels de la nuance Virieu, Clermont-Tonnerre et même La Fayette, étaient très-peu nombreux et se confondaient avec des constitutionnels plus avancés comme Vaublanc, Jaucourt, qui représentaient les mêmes idées que dans la Constituante les Lameth et Barnave ; entre ces deux nuances constitutionnelles, un mot expliquera la différence : les premiers voulaient la royauté avec une Constitution, les seconds acceptaient la royauté parce qu'elle était dans la Constitution. A proprement parler, il n'y avait pas de républicains avoués dans la Législative, mais un groupe nombreux et brillant se rangeait autour de Brissot et voulait, avec le pouvoir, une organisation telle que la royauté n'aurait plus existé que de nom. Quelques députés, plus avancés, avec Danton, avec l'ex-capucin Chabot et Bazire, représentaient les idées de la fraction extrême des jacobins et des cordeliers. A côté de ces divers groupes se trouvaient beaucoup de députés, les plus nombreux peut-être, sans idées arrêtées et tout disposés à subir la loi du plus fort.

Les plus forts, au début, étaient les constitutionnels ; ils éprouvèrent cependant un grave échec à la première séance. Sur la demande de

quelques députés de la gauche, les mots de Sire et de Majesté furent supprimés comme entachés de servilisme. Le roi se montra justement blessé de cette suppression inconvenante; les constitutionnels comprirent qu'ils étaient débordés s'ils laissaient faire; ils réclamèrent, ils invoquèrent, sinon le texte, au moins l'esprit de la Constitution qui maintenait la royauté, et ils firent rapporter, non sans peine, le vote de la veille. Ils avaient triomphé, mais c'était une de ces victoires qui coûtent cher.

En même temps que la Chambre changeaient les deux maîtres de Paris, Bailly et La Fayette. Celui-ci donnait sa démission de commandant de la garde nationale; il se sentait dépassé, et n'ayant pas le courage de lutter contre une situation dont il était l'un des principaux auteurs, il se retirait, laissant sa succession à Santerre, le brasseur du faubourg Saint-Antoine, connu pour sa participation à toutes les émeutes. Bailly fatigué, désillusionné, usé, se retirait également *et était remplacé par Pétion*, qui l'emportait sur La Fayette et sur d'André, deux constituants. Il obtint 6,000 voix sur 80,000 électeurs inscrits, dont 10,000 seulement prirent part au vote. On a reproché à la Cour d'avoir appuyé

Pétion, dont elle croyait n'avoir rien à redouter, à cause de sa complète insignifiance, contre La Fayette, et d'avoir ainsi contribué à hâter la marche de la Révolution. Outre que l'appui de la Cour n'aurait probablement pas suffi pour faire triompher La Fayette, pouvait-on compter sur celui-ci pour arrêter le mouvement révolutionnaire? En même temps que Pétion, arrivaient à l'Hôtel de Ville, Manuel comme procureur-syndic de la Commune, et Danton, compromis dans les journées des 5 et 6 octobre, comme son substitut. L'un des premiers soins de la nouvelle administration fut d'armer la masse des citoyens en leur donnant des piques. Jusque-là les bourgeois seuls formaient la garde nationale ; la populace y entraît à son tour et formait les bataillons de sans-culottes, armée toute prête de l'émeute. Le roi, qui voyait juste, comprit de prime abord l'illégalité et les dangers de cette organisation ; il fit quelques observations à Pétion ; ce n'était pas assez.

Le 7 octobre, Louis XVI se rendit au sein de l'Assemblée législative et prononça un discours très-conciliant ; cela lui valut des applaudissements et des cris : « Vive le roi ! » Le soir, au théâtre il reçut une ovation, dernier souvenir

de celles qu'il avait reçues jadis : mais tout cela ne lui donnait pas la force dont il avait besoin, et la lutte allait commencer avec l'Assemblée. Elle s'engagea sur la question des émigrés. C'était un terrain habilement choisi par les meneurs de la gauche, les Vergniaud, les Isnard, les Brissot ; ils n'avaient guère de contradiction à craindre, les violents, toujours les plus forts en temps de révolution, étaient avec eux. On demanda donc des mesures violentes contre l'émigration. Vergniaud présenta un tableau exagéré des rassemblements d'émigrés aux portes de la France ; Mirabeau n'était plus là pour combattre une loi inique et jurer de ne pas y obéir. L'orateur de la Gironde triompha : le 28 octobre fut voté un décret qui obligeait Monsieur, frère du roi et régent en cas de mort de Louis XVI, à rentrer en France dans un délai de deux mois, sous peine de déchéance de tous ses droits. Quelques jours après, le 9 novembre, tous les émigrés étaient déclarés suspects de conjuration et menacés d'être frappés de la peine de mort, s'ils n'étaient pas rentrés en France avant le 1^{er} janvier ; les princes eux-mêmes étaient atteints par ce décret, qui plaçait les biens des émigrés sous le séquestre au profit

de la nation. Le roi, qui désapprouvait l'émigration, avait déjà invité ses frères à rentrer; mais blessé des mesures votées par l'Assemblée il opposa son *veto* . C'était son droit. Le mécontentement n'en fut pas moins très-grand, et après quelques jours de résistance, il consentit à accepter le décret du 28 octobre concernant Monsieur, maintenant son refus pour celui du 9 novembre; mais, en même temps, par une lettre rendue publique, il invitait de nouveau et avec beaucoup d'insistance les émigrés à rentrer. On les a beaucoup blâmés de ne pas avoir obéi; on oublie trop que, si Louis XVI pouvait dire aux émigrés de revenir, il n'était pas capable de les protéger. Les désordres continuaient en province; chaque jour c'étaient des incendies et des pillages, souvent des meurtres; on ne peut guère reprocher aux gentilshommes d'avoir cherché un abri.

Dans les désordres des provinces, une mention spéciale est due aux massacres de la Glacière à Avignon. L'injuste annexion votée pour la Constituante mourante n'avait pas calmé les esprits; les révolutionnaires, dont cette annexion avait augmenté l'influence, traitaient Avignon en pays conquis; ils mirent

la main sur les églises. Ce vol sacrilège excita une grande indignation et un de leurs chefs fut tué. Ce meurtre amena les terribles massacres de la Glacière où plus de cent personnes furent tuées. Le principal auteur de ces massacres était Jourdan Coupe-Tête. L'arrivée de compagnies de la garnison d'Orange rétablit l'ordre; Jourdan fut arrêté avec quelques-uns de ses complices, mais il trouva de chaleureux défenseurs à la Législative. Malgré l'opposition des constitutionnels, malgré l'horreur des crimes commis, l'Assemblée décida à une vingtaine de voix de majorité que les assassins de la Glacière seraient *amnistiés. C'était un encouragement à l'assassinat*; il ne sera pas perdu.

A la même époque, les doctrines révolutionnaires faisaient perdre à la France, après d'épouvantables massacres, la plus belle de ses colonies, Saint-Domingue. « Périssent les colonies plutôt qu'un principe », disait un orateur de la Constituante. La colonie française périt en effet. Le mouvement dirigé d'abord contre les blancs comme en France contre la noblesse, fit de nombreuses victimes. Sans avoir complètement rompu avec la France, Toussaint-Louverture était de fait indépendant. Plus tard, une

expédition envoyée par le premier consul échoua, et la reine des Antilles cessa définitivement de porter le drapeau français.

Un ministère feuillant avait fait place à un ministère plus royaliste dont les principaux membres étaient MM. de Lessard, Bertrand de Molleville et de Narbonne. Celui-ci, esprit brillant mais chimérique, conseillé par M^{me} de Staël, la fille de Necker, espérait diriger la Révolution et il pensait qu'avec une guerre, qui détournerait l'attention des événements intérieurs, l'œuvre serait plus facile ; il préparait donc activement la guerre attendant une occasion favorable pour la déclarer. Pour les préparatifs il avait fait émettre 100 millions d'assignats. La guerre était populaire ; les uns la voulaient dans le même but que M. de Narbonne pour donner un dérivatif à l'opinion ; les autres pour faire de la propagande républicaine. Au club des Jacobins, Brissot et ses amis poussaient à la guerre ; Robespierre les combattait, craignant le pouvoir qu'une guerre heureuse donnerait au roi. Le parti de la guerre l'emporta et Guadet fit déclarer que celui-là était infâme et traître à la partie française qui prendrait part à des actes de conciliation.

Sur ces entrefaites, le club des Feuillants, qui prétendait faire contre-poids aux Jacobins et aux Cordeliers, disparut; des désordres eurent lieu à la suite desquels il fut fermé; on ne pouvait ni ne voulait protéger ses membres. En même temps, l'Assemblée accordait les honneurs de la séance aux soldats révoltés du régiment de Châteaueux, qui amnistiés revenaient du bagne. Les constitutionnels protestèrent contre une ovation qui était une glorification de la révolte à la veille de la guerre; ils insistèrent sur ce qu'une amnistie ne devait pas se transformer ainsi en apothéose; on passa outre. Un député de la droite, Gouvion, dont le frère, officier, avait été assassiné par les révoltés de Nancy, déclara qu'il serait obligé de sortir si l'on accordait les honneurs de la séance aux assassins de son frère: « Sortez », lui fut-il répondu. Et l'ovation de l'Assemblée fut suivie d'une fête publique organisée par les soins de la municipalité en l'honneur des révoltés. C'était une singulière manière de se préparer à la guerre.

CHAPITRE II.

Dumouriez ministre. — Ses collègues girondins. — Roland de la Platière, Servan et Clavières. — Plan de Dumouriez. — Déclaration de guerre à l'Autriche. — A qui incombe la responsabilité de la guerre. — Mesures de Pétion contre le roi. — Licenciement de la garde constitutionnelle du roi. — Servan propose un camp de 20,000 hommes sous Paris. — Vote de l'Assemblée. — Louis XVI oppose son veto. — Il est appuyé par le Directoire et par une partie de la garde nationale. — Retraite de Roland, Servan et Clavières. — Lettre de Roland. — Vote de l'Assemblée. — Le roi oppose son veto à la loi contre les prêtres réfractaires. — Retraite de Dumouriez. — Lettre de La Fayette. — Journée du 20 juin. — Rôle de Pétion. — Les fédérés dans l'Assemblée. — Pétition d'Huguenin. — Invasion des Tuileries. — Fermeté de Louis XVI et de Marie-Antoinette. Arrivée tardive de Pétion. — Sa justification.

Le ministère Narbonne avait fait place à un ministère girondin, dont les principaux membres étaient Dumouriez, ministre des affaires étrangères; le colonel Servan, de la guerre; Clavières, des contributions; Roland de la Platière, de l'intérieur. Celui-ci avait pour Égérie, sa femme, M^{me} Roland, qui avait fait son élévation par son influence sur le parti girondin, auquel son salon servait de lieu de

réunion. Dans tout ce ministère, il n'y avait qu'un homme, Dumouriez; Servan n'avait aucune portée politique; Clavières était un financier; Roland, personnage prétentieux, rappelant de loin Necker, subissait l'influence désastreuse de sa femme, qui haïssait tout ce qui était au-dessus d'elle. Dumouriez, sans opinion bien arrêtée, acceptait la constitution et voulait sincèrement sauver le roi. Son plan était d'aller, s'il le fallait, jusqu'aux Jacobins pour s'emparer d'eux et les diriger. A peine ministre, il se rendit à une de leurs réunions; il se coiffa du bonnet rouge et obtint leurs applaudissements.

L'un des premiers actes du ministère fut de déclarer la guerre à l'empereur d'Autriche. Dumouriez força la main au roi, qui répugnait à cette déclaration, dont il comprenait le danger, prévoyant une guerre générale et peut-être devinant que l'on s'armerait contre lui des événements heureux ou malheureux. La déclaration de guerre fut accueillie avec enthousiasme par l'Assemblée; sept députés seulement osèrent voter contre. On a dit et répété que la guerre était inévitable, que la France était provoquée par l'Europe coalisée. Certainement la

Révolution était vue d'un mauvais œil; elle multipliait les provocations aux tyrans; mais de ces mauvaises dispositions à déclarer la guerre, il y avait loin. Un seul prince était tout disposé à prendre les armes pour Louis XVI : c'était le chevaleresque roi de Suède, Gustave III, et il venait de tomber sous le poignard d'Ankars-troem. L'empereur d'Autriche, Léopold, était par tempérament très-moderé; il se demandait si la guerre ne rendrait pas plus dangereuse la situation de sa sœur, Marie-Antoinette. Il est vrai qu'il venait de mourir et de faire place à son fils François; mais la politique d'attermoisement continuait. Le roi de Prusse avait contracté une alliance avec l'empereur d'Allemagne contre la France; mais les deux alliés se jalouaient mutuellement, et cette jalousie paralysait leurs décisions. L'alliance était si peu considérée comme sérieuse, même en France, que la guerre ne fut déclarée d'abord qu'à l'Autriche; on ménageait la Prusse dans l'espérance d'obtenir sa neutralité; on rêvait même de donner le commandement de l'armée française au plus illustre des généraux prussiens, le duc de Brunswick, celui-là même dont le manifeste eut un si terrible retentissement. De

tous ces faits, on est donc en droit de conclure que la guerre a été provoquée par la Législative. Du reste, les Girondins, alors maîtres de l'Assemblée, voulaient depuis longtemps la guerre, soit pour lier la cause révolutionnaire à la cause nationale, soit parce qu'ils y voyaient un moyen de s'assurer le pouvoir. Un de leurs ministres, Clavières, dans une lettre curieuse récemment publiée, écrivait quelques mois plus tard à un général qu'il fallait se maintenir en état de guerre, attendu que c'était le seul moyen de conserver la République.

L'accord entre les Girondins et Dumouriez ne pouvait longtemps durer; les avocats de la Gironde, infatués de leur éloquence boursoufflée, prétendaient être les maîtres, et Dumouriez n'était pas homme à accepter d'être leur instrument. N'osant encore s'attaquer directement à lui, les Girondins s'en prirent au roi, et Pétion, toujours maire de Paris, prescrivit des mesures humiliantes pour la garde du roi. Louis XVI se plaignit, et Pétion répondit par une lettre blessante qu'il s'empressa de publier. Cependant les mesures furent retirées, mais l'opinion avait été amentée contre le roi. Quelques jours après, l'Assemblée vota, malgré les

efforts de Dumouriez et sur l'initiative des Girondins, le licenciement de la garde que la constitution donnait au roi et qui portait le nom de garde constitutionnelle. Cette garde, commandée par le loyal duc de Brissac, était bien composée; les royalistes, soit purs, soit constitutionnels, étaient nombreux; c'est pour cela qu'on la licenciait, en affectant de dire qu'on en constituerait une nouvelle. Après quelques hésitations, Louis XVI accepta le décret; Dumouriez le pressait de reconstituer immédiatement une nouvelle garde; il n'en fit rien, et cela facilita les journées du 20 juin et du 10 août.

Une crise ministérielle était inévitable; elle éclata à l'occasion de la proposition d'un camp de vingt mille hommes sous Paris, faite par le ministre de la guerre, Servan. Celui-ci, sans prévenir Dumouriez, et après s'être entendu seulement avec Roland et Clavières, saisit directement l'Assemblée du projet, qui fut voté immédiatement. Ce camp, composé de vingt mille fédérés, répondait dans l'esprit des Girondins à un double but : c'était à la fois une garantie contre toute tentative de réaction royaliste et une sûreté contre la populace parisienne.

sienne, dont le pouvoir croissant inquiétait la majorité de l'Assemblée. Louis XVI opposa son *veto*. Il fut appuyé par une partie de la garde nationale de Paris, qui voyait avec raison dans le camp projeté une mesure de suspicion contre elle. Les officiers de la garde nationale présentèrent une pétition revêtue de huit mille signatures et demandant que le camp ne fût pas formé. Cela causa une vive émotion dans l'Assemblée, et un homme hardi aurait pu profiter de ce moment; mais Louis XVI le laissa passer; Dumouriez lui-même, un moment déconcerté, laissa faire. Vergniaud obtint qu'aucune résolution ne fût prise immédiatement; d'autres pétitions en sens contraire arrivèrent, et le vote ne fut pas rapporté. Seulement Dumouriez reprocha sa conduite au ministre Servan en termes très-durs. Le résultat fut la retraite des trois Girondins Servan, Roland et Clavières. L'Assemblée déclara qu'ils emportaient ses regrets, et M^{me} Roland dicta à son mari une lettre au roi d'une excessive insolence sous un masque de modération; la lettre fut immédiatement communiquée à l'Assemblée, aux clubs, aux journaux; elle eut un grand retentissement et fit beaucoup de mal

au roi. « Je suis convaincue, écrivait M^{me} Roland, et je crois que l'événement a démontré que celle lettre a beaucoup servi à éclairer le pays », et à amener la Terreur dont elle fut la victime non innocente. Dumouriez parut à l'Assemblée le jour même où on déclarait que ses anciens collègues emportaient les regrets de la nation; interpellé de toutes parts, il fit face à l'orage et fit taire ceux qui l'attaquaient; l'un d'eux, Guadet, le traita de Cromwell; c'était à la mode.

Dumouriez voulut continuer son rôle, qui consistait à diriger la Révolution par les jacobins; mais ceux-ci étaient furieux du refus du roi de sanctionner le décret pour ce camp de vingt mille hommes, dont ils espéraient bien se rendre les maîtres. Sur l'insistance du ministre, Louis XVI céda et sanctionna le décret; il comprenait bien qu'il se mettait à la discrétion de l'armée révolutionnaire, mais cette considération ne pouvait l'arrêter. Seulement il y avait un autre décret portant des peines contre les prêtres réfractaires, c'est-à-dire fidèles à l'Église. Sur ce point, Louis XVI fut inflexible; sa conscience était en jeu. Vainement Dumouriez, qui ne croyait à rien, et Barnave, qui

était protestant, insistèrent-ils auprès du roi; on dit que Dumouriez se mit même à genoux devant lui; Louis XVI persista. Dès lors, ne pouvant poursuivre son plan et se considérant comme inutile, Dumouriez donna sa démission et alla prendre un commandement à l'armée du Nord. Un ministère formé d'hommes sans notoriété et sans influence le remplaça dans les circonstances les plus critiques.

Le décret contre les prêtres réfractaires avait été voté à la suite de la mission que Gensonné et Gallois avaient remplie dans l'ouest, où la constitution civile du clergé soulevait de graves désordres. Les deux députés, qui n'étaient pas suspects, concluaient à la tolérance; ils disaient que les populations de l'ouest n'étaient pas hostiles à la Révolution, si elle voulait leur laisser leurs « bons prêtres ». Ces conclusions furent combattues avec une grande violence par Fauchet, évêque constitutionnel du Calvados; il déclara que, pour lui, les insermentés étaient pires que des athées, et il fit miroiter devant les yeux de l'Assemblée l'économie qu'on réaliserait en supprimant les rentes attribuées aux prêtres réfractaires. Fauchet l'emporta; les prêtres insermentés, sans être immédiatement

proscrits, furent livrés à la discrétion des municipalités et des directoires, auxquels on recommandait l'énergie; rebelles à la loi, ils n'avaient pas droit aux garanties constitutionnelles et ils étaient déclarés suspects. On comprend que le roi, qui déjà se reprochait la faiblesse qu'il avait commise en sanctionnant la constitution civile du clergé, ne pouvait accepter ces mesures de persécution, d'autant plus odieuses qu'elles autorisaient les vexations les plus arbitraires.

Le jour même où Dumouriez quittait le ministère, l'Assemblée recevait une lettre de La Fayette; celui-ci dénonçait les violations continues de la constitution, accusait les jacobins de n'être qu'une « faction » conduite par des chefs remuants et voulant s'imposer au peuple; il maltraitait fort les ministres girondins et même Dumouriez qu'il n'aimait pas et dont il ignorait encore la retraite, et terminait en demandant le retour au décret du 29 septembre. Quoique bien diminué, le prestige de La Fayette était encore grand. Les Girondins sentirent vivement le coup; ils essayèrent de le parer en exprimant des doutes sur l'authenticité de la lettre; le moyen était maladroit. Il se ravisèrent

et se plaignirent de ce qu'un général osait écrire une lettre comminatoire pour l'Assemblée. La droite soutint La Fayette dont elle avait applaudi la lettre, et parut triompher ce jour-là. Mais c'était un triomphe sans lendemain.

Les Girondins voulaient revenir au pouvoir, et ils étaient décidés à ne reculer devant aucun moyen. Par Pétion, ils étaient maîtres de Paris; ils allaient en user. Déjà ils commençaient à parler de république, non qu'ils fussent républicains, mais parce qu'ils se croyaient assurés du pouvoir avec la république. Des concilia-bules se tenaient entre Girondins et jacobins; l'approche de l'anniversaire du Jeu de Paume, la nouvelle des déroutes par lesquelles avait débuté la campagne, fournissaient une occasion favorable pour soulever la populace, déjà irritée par le refus du roi de sanctionner le décret contre les prêtres réfractaires. Le 19 juin, l'Assemblée reçut, malgré l'opposition de la droite, une députation de Marseillais; l'orateur parla de la colère du peuple prête à déborder, des conspirateurs qu'il fallait punir. La gauche fit voter séance tenante les honneurs de la séance pour cette députation; nombre de députés votèrent par peur. Le même jour une réunion avait lieu

chez Santerre; Legendre, un des hommes de Danton, y assistait. On décidait d'aller le lendemain, anniversaire du serment du Jeu de Paume, planter un arbre de liberté dans le jardin des Tuileries. Huit mille gardes nationaux devaient déposer une pétition demandant le retour des trois ministres girondins et l'acceptation du décret contre les prêtres. Santerre rassurait les timides en leur disant qu'il était d'accord avec Pétion et avec Danton, et que la garde nationale ne bougerait pas. Le directoire du département, encore constitutionnel, était prévenu; il voulut prendre des mesures et força Pétion à signer des ordres pour la garde nationale; mais le maire révoqua ces ordres dès qu'il fut libre. De son côté, Vergniaud endormait l'Assemblée; quelques députés signalaient ce qui se passait et demandaient des précautions; Vergniaud persuada à l'Assemblée qu'elle ne devait pas empiéter sur les attributions du directoire, qui était seul chargé du maintien de l'ordre; d'ailleurs il garantit la tranquillité et rappela qu'on pouvait avoir confiance dans le vertueux Pétion. Aux Tuileries, la cour, prévenue, s'attendait à tous les malheurs. Depuis le licenciement de la garde constitutionnelle qu'on n'avait

pas remplacée, le roi était sans autre défense que la garde nationale, mal disposée et mal commandée. Le 19 au soir, il disait à Malesherbes : « Qui sait si je verrai coucher le soleil de demain ? »

Dès le point du jour, le 20 juin, des milliers d'hommes armés descendaient du faubourg Saint-Antoine; Santerre les a rassurés en leur garantissant que la garde nationale ne les gênerait pas; Pétion l'a promis. Cette tourbe, où se trouvaient tous les émeutiers, était divisée en trois corps dirigés par Santerre, Saint-Huruges et Théroigne de Méricourt, celle-ci à cheval sur un canon. Un des corps demanda à défilér devant l'Assemblée. Le procureur-syndic de la commune, Rœderer, qui déjà la veille avait prévenu Vergniaud, insista pour qu'on refusât; si l'on cédait, personne ne serait plus maître de cette multitude; tout essai de résistance serait inutile. Vergniaud fit décider que la foule défilerait; quelques députés de droite demandèrent qu'au moins on la fit défilér désarmée. Il était trop tard; des hommes et des femmes armés étaient déjà dans la salle. Le défilé dura trois heures, arrêté parfois par les danses des femmes au milieu de l'Assemblée. Une pétition très-vio-

lente fut lue par Huguenin; elle demandait que le pouvoir exécutif fût anéanti s'il osait résister à la nation; elle parlait de la cruelle nécessité de tremper sa main dans le sang des conspirateurs.

Le défilé fini, la foule se porta, par un détour, sur le palais des Tuileries; elle amenait des canons pour forcer les portes. La garde nationale était insuffisante et n'avait pas d'ordre. Après quelques tentatives de négociation pour obtenir qu'une vingtaine de délégués entrassent seuls, la porte fut forcée, et la foule envahit les escaliers; un canon était traîné pour forcer les autres portes au besoin. Ce fut inutile; Louis XVI donna lui-même l'ordre d'ouvrir et se trouva en présence de la foule, à laquelle son attitude pleine de calme en imposa. Le roi se rendit dans le salon de l'OEil-de-Bœuf, et la multitude défila devant lui. Il y avait autour de lui le vieux maréchal de Mouchy, MM. d'Hervilly, de Bougainville, Aclouque, commandant du bataillon de Saint-Marceau, et quelques grenadiers du bataillon des Filles-Saint-Thomas. Il dut coiffer le bonnet rouge et accepter un verre de vin; mais son calme ne se démentit pas. A un garde national qui lui disait de ne pas s'effrayer,

il prit la main et la mit sur son cœur, en lui disant : « Voyez s'il bat plus vite que d'habitude. » Le boucher Legendre, l'homme de Danton, lut une pétition insolente. En même temps, la reine se trouvait dans une autre pièce, et assistait elle aussi au défilé. Elle avait avec elle ses deux enfants : on avait coiffé le dauphin d'un bonnet rouge sous lequel il étouffait. Une simple table la séparait de la multitude, et quelques hommes de cœur s'étaient placés auprès d'elle pour la protéger. Ce fut inutile ; tout se borna à quelques grossièretés. Madame Élisabeth, rencontrée seule dans une salle quand elle allait rejoindre son frère, faillit être assassinée par des furieux qui la prenaient pour la reine. « Pourquoi les détromper ? » dit-elle à la personne qui leur avait signalé leur erreur ; l'angélique princesse aurait accepté la mort pour sauver sa belle-sœur.

Ce fut Santerre qui vint délivrer la reine et ses enfants ; les commissaires de la législative n'arrivèrent que plus tard. Vergniaud harangua vainement la foule ; elle ne commença à se retirer que lorsque Pétion parut, à six heures du soir, et encore la retraite ne fut-elle définitive que sur une nouvelle intervention de San-

terre. Pétion, dont le rôle avait été si méprisable, prétendit faire son apologie. Mal écouté par le roi, il publia le lendemain une proclamation dans laquelle il rendait hommage à sa vertu; il déclarait que toute autre conduite aurait présenté des dangers graves, tandis qu'on n'avait pas eu à regretter une seule mort. Personne n'était mort, en effet; mais, comme le dit Røderer, le prestige royal était tué; le peuple s'était assis sur le trône, et la royauté était finie.

•

CHAPITRE III.

Réaction après le 20 juin. — Revue de la garde nationale. — Protestations des directoires des départements. — La Fayette vient à Paris. — Les Girondins se rapprochent des jacobins. — Perfide attaque de Vergniaud contre le roi. — L'abbé Lamourette. — Pétion suspendu par le roi et maintenu par l'Assemblée. — Fête de la Fédération. — Dernière tentative de La Fayette. — Proposition de déchéance. — Tentative de Condorcet pour rendre le pouvoir aux Girondins. — Vote de la déchéance par les sections. — Arrivée des Marseillais et des Brestois. — Rejet de la mise en accusation de La Fayette. — Préparatifs du 10 août. — Forces dont disposait le roi. — Rôle de Pétion. — Nouveau conseil de commune. — Assassinat de Mandat. — Matinée du 20 août. — Arrivée des insurgés. — Roederer décide le roi à se retirer à l'Assemblée. — Attaque des Tuileries. — Massacres et pillage. — Louis XVI dans la loge du logographe. — Suspension provisoire de la royauté. — La famille royale au Temple.

•

Comme cela arrive souvent, les excès du 20 juin provoquèrent une réaction; des protestations surgirent de toutes parts. Le directoire accusa formellement Pétion, en même temps que Bigot de Préameneu faisait voter par l'Assemblée un décret interdisant l'entrée de groupes armés. Pétion, qui payait d'audace, vint aux Tuileries et à l'Assemblée le 21 juin au

soir; il n'eut aucun succès ni d'un côté ni de l'autre; le roi ne daigna pas faire attention à ses explications embarrassées, et le bataillon des Filles-Saint-Thomas qui, royaliste, s'était massé dans le jardin des Tuileries par précaution, l'accueillit par des huées. Le *vertueux* Pétion adressa au peuple une proclamation nouvelle, dans laquelle il l'invitait à rester sage et à éviter les pièges qui lui seraient tendus. Le roi passa une revue de la garde nationale par laquelle il fut très-acclamé; on l'invita à revêtir le costume de garde national; il s'y refusa par scrupule constitutionnel et par suite de la tendance de son caractère. C'était une faute. Soixante-douze directoires de département protestèrent; quelques-uns avec une grande énergie; beaucoup de villes les imitèrent. D'autre part, les révolutionnaires multipliaient les adresses, et une pétition du faubourg Saint-Antoine demandait que le roi fût frappé du glaive de la loi. Entre ces pétitions contradictoires, l'Assemblée ne sut pas prendre un parti; elle se borna à des discussions très-violentes.

Le 28 juin, La Fayette arriva de l'armée du Nord au moment où on ne l'attendait pas et parut à la barre de l'Assemblée. Il s'éleva avec

vivacité contre les fauteurs de désordres; mais il manqua de fermeté dans la conclusion, se bornant à dire qu'il « osait supplier » l'Assemblée de veiller au respect de la constitution et de punir les coupables, quels qu'ils fussent. Il n'obtint que les honneurs de la séance, accordés aux derniers pétitionnaires, et le renvoi de sa pétition à une commission de douze membres qui venait d'être créée pour réprimer les projets contre la constitution. La Fayette se rendit ensuite aux Tuileries, où il fut reçu par Madame Élisabeth. Il aurait proposé de nouveaux plans que la méfiance de la cour aurait fait échouer. Il avait convoqué la garde nationale pour une revue que Pétion contremanda, et ne se sentant pas appuyé par les royalistes, il n'osa passer outre, et il partit, laissant à l'Assemblée une lettre inutile. Cette tardive démarche fut plus nuisible qu'utile. On a dit que, sans l'opposition de la reine et l'hésitation du roi, La Fayette aurait agi et qu'il aurait réussi. Ce n'était guère un homme d'action cependant, et il hésitait toujours. De plus, son prestige était-il suffisant pour soulever encore la garde nationale et triompher des nouveaux bataillons que Pétion avait armés? La Fayette était parti le

30 juin; le 2 juillet, l'état-major de la garde nationale était supprimé à Paris et dans les grandes villes; l'Assemblée enlevait cette dernière garantie à la tranquillité publique et achevait la désorganisation de la garde nationale. Cette suppression fut votée sur l'initiative de Brissot et d'Isnard. Les Girondins n'avaient pas pu reprendre le pouvoir le 20 juin comme ils l'espéraient; ils se rapprochaient des jacobins. Dans la discussion, Isnard, dont la violence était excessive, traita La Fayette de « soldat factieux ».

Le lendemain, 3 juillet, Vergniaud, le meilleur orateur de la Gironde, lança contre Louis XVI un réquisitoire d'une perfide habileté. Ce réquisitoire aurait dû avoir pour conclusion logique, sinon la mise en jugement, au moins la déchéance, mais l'orateur girondin ne conclut pas; il avait soulevé les haines, cela lui suffisait pour le moment. C'est dans la longue discussion que provoqua ce discours qu'eut lieu l'incident connu sous le nom de baiser Lamourette. Ce Lamourette était l'évêque constitutionnel de Rhône-et-Loire; il fit appel à l'union de tous les Français et réussit si bien que les députés des camps les plus opposés

tombèrent dans les bras l'un de l'autre. Cette patriotique réconciliation fut annoncée aux départements, aux villes et au pouvoir exécutif. Le roi vint à l'Assemblée : « La nation et nous, dit-il aux députés, ne faisons qu'un ; l'un et l'autre ont le même but ; leur réunion sauvera la France. » La réunion ne devait pas être de plus longue durée que la réconciliation des membres de l'Assemblée dans le baiser Lamourette.

Le directoire de Paris avait continué son examen de la conduite de Pétion. Ayant acquis la preuve de la complicité du maire avec le mouvement du 20 juin, il le suspendit. Le roi sanctionna le décret de suspension, mais l'Assemblée maintint le maire, malgré le directoire et malgré le roi. Quelques jours après, Pétion triomphait à la fête de la fédération. Les fédérés étaient arrivés des divers points de la France ; les Marseillais se rendirent à l'Assemblée et demandèrent la déchéance au nom de la ville de Marseille ; la pétition fut écartée, et le maire de Marseille, Martin, qui était député, protesta ; mais les pétitionnaires n'en furent pas moins admis aux honneurs de la séance. La fédération du 14 juillet 1792 fit peu d'impression ; l'on commençait à se blaser sur

les fêtes de cette nature. Le roi y assistait avec la reine ; il recueillit quelques maigres cris de vive le roi, presque aussitôt couverts par le cri de vive Pétion ; il y eut même quelques cris de vive Pétion ou la mort.

La Fayette, dont on demandait la mise en accusation, fit une dernière tentative auprès du roi ; Duport et Lally-Tolendal furent chargés de soumettre à Louis XVI un plan analogue à celui de Bouillé que jadis avait repoussé La Fayette lui-même. Il s'agissait pour le roi de se retirer à Compiègne sous la protection des troupes, de casser ce qu'avait fait la Législative et de réunir une nouvelle assemblée. Le roi refusa, soit qu'il ne voulût pas se confier à La Fayette, soit plutôt qu'il ne crût pas à la réussite de ce plan. C'était en effet bien tard, et la situation avait empiré depuis l'époque où le marquis de Bouillé proposait un plan de cette nature. Du reste, Louis XVI n'avait plus d'illusions, et il écrivait à son confesseur : « J'ai fini avec les hommes ; je dois me tourner vers Dieu. » Cette conviction explique l'inaction absolue du roi du 20 juin au 10 août ; il prévoyait et attendait la captivité, jugeant la lutte impossible. Son courage passif, augmenté par sa foi, lui

faisait accepter cette pénible situation. C'est ce que n'ont pas compris certains historiens, même bien intentionnés, qui cherchent à cette inaction les motifs les plus invraisemblables.

Si, du reste, le roi avait conservé des illusions, elles auraient été bientôt dissipées. Déjà les fédérés marseillais avaient demandé la déchéance ; le 23, le député Choudieu renouvelle la proposition ; mais les Girondins, qui d'abord avaient paru disposés à la déchéance, changèrent d'attitude. Espéraient-ils obtenir le pouvoir sans cela ? Craignaient-ils d'être débordés par les jacobins et les cordeliers, plus puissants qu'eux à Paris ? Ils n'appuyèrent pas Choudieu, et le 26, trois jours après, Condorcet faisait voter une adresse qui invitait le roi à prendre des ministres ayant la confiance de l'Assemblée et de la nation, c'est-à-dire à reprendre Rolan, Clavières et Servan. De plus, Gensonné, Vergniaud et Guadet faisaient auprès du roi une démarche directe ; le peintre de Boze était chargé par eux de lui remettre une lettre dans laquelle ils l'engageaient à s'appuyer sur eux, et protestaient de leur dévouement à la royauté. Cependant Pétion continuait à prêter son concours à des complots destinés à compléter la manifes-

tation du 20 juin. Le 26 juillet au soir une nouvelle tentative avait été préparée pour le lendemain, lorsqu'il la contremanda. Était-ce pour ne pas aller à l'encontre des projets de Vergniaud, Gensonné et Guadet? Était-ce par crainte d'un échec, et le maire jugeait-il prudent d'attendre l'arrivée annoncée des Marseillais? Ou enfin, Pétion agissait-il un peu pour son compte? Il ne serait pas impossible que les Girondins, désireux avant tout du pouvoir, le poursuivissent en même temps par des démarches auprès du roi et par l'émeute.

Les demandes de déchéance se multipliaient, et le 28 juillet, des 48 sections de Paris, 47 se prononçaient pour la déchéance, quelques-unes, comme celle de Mauconseil, avec une violence excessive. L'Assemblée avait eu la faiblesse de déclarer les sections en permanence, ce qui leur donnait une dangereuse autorité. Le 30, arrivaient les Marseillais conduits par Barbaroux, un sot bellâtre, et par Rébecqui, un amnistié déjà gravement compromis dans des journées révolutionnaires. Leurs premiers pas dans Paris furent marqués par des rixes où le sang coula; ils furent bientôt suivis par les Brestois; les uns et les autres ajoutèrent leur

pétition de déchéance à celles des sections, et le 3 août Pétion se chargeait de lire ces pétitions à l'Assemblée. Mais les Girondins avaient peur, et si les honneurs de la séance furent accordés aux Marseillais, leur pétition fut écartée : celle de la section Mauconseil fut cassée, mais Pétion se refusa à transmettre le décret de l'Assemblée. Le 8 eut lieu une discussion très-violente sur la mise en accusation de La Fayette ; malgré l'acharnement de ses adversaires, le général eut une très-forte majorité, 406 voix contre 224. Ce chiffre de 406 montre de quelle majorité aurait disposé le parti constitutionnel sans la pression des tribunes. Dans la séance du 9 août, nouvelles violences dans la discussion ; des députés de la droite furent maltraités par des révolutionnaires. Dans la soirée, Rœderer vint prévenir la Chambre du mouvement qui se préparait publiquement pour le lendemain. L'Assemblée ne voulut prendre aucune précaution.

Depuis le 20 juin, les meneurs du parti révolutionnaire n'avaient cessé de préparer un nouveau mouvement : un plan d'attaque avait été longuement élaboré par un officier allemand, Westermann ; plusieurs fois, l'exécution en

avait été remise ; elle fut fixée au 10 août ; les meneurs voulurent profiter de l'excitation produite par le maladroit manifeste du duc de Brunswick et par la déclaration des princes émigrés. La distinction entre le peuple révolté et le roi captif était soigneusement exploitée contre le roi.

Le commandant des Tuileries, le 9 août, était un commandant de la garde nationale, militaire expérimenté et loyal, Mandat de Grancey ; il avait pris ses mesures pour une sérieuse défense ; il disposait des Suisses, au nombre de 900 ; 300 étaient en Normandie ; de 500 gentilshommes dévoués, mais mal armés ; de deux bataillons sûrs de la garde nationale, les Filles-Saint-Thomas et la Butte-des-Moulins ; d'autres bataillons douteux ; de la gendarmerie, également douletuse, et enfin de quelques centaines d'artilleurs de la garde nationale, très-mal disposés. Il avait placé ses troupes de manière à confier la défense de l'intérieur du château à celles dont il était sûr. Le 9, dans la soirée, il fit venir Pétion, qui n'osa pas résister ; il en obtint l'ordre de repousser la force par la force. Cet ordre était à peine donné que le maire aurait voulu le retirer, mais Mandat le gardait,

et Pétion s'esquiva, se rendit à l'Assemblée et de là chez lui, où il se fit consigner et garder à vue par un détachement qu'envoyait le nouveau conseil de commune. Pétion prenait ses précautions comme au 20 juin. Il raconte lui-même, dans ses *Mémoires*, que ce fut lui qui hâta l'envoi du détachement destiné à le garder. L'ancien directoire, dévoué à la constitution, fut chassé de l'Hôtel de Ville ; un conseil de commune se forma, qui comptait les révolutionnaires les plus avancés. L'un des premiers actes de ce conseil fut d'inviter Mandat à venir à l'Hôtel de Ville ; celui-ci hésitait, mais Rœderer, qui ignorait le changement survenu, le décida. Le conseil se proposait un double but ; retirer l'ordre de Pétion et désorganiser la défense des Tuileries en la privant de son chef ; Mandat ayant refusé de livrer l'ordre et de promettre qu'il ne se défendrait pas, fut d'abord retenu prisonnier dans une chambre, puis assassiné. C'était une perte irréparable.

La nuit fut triste aux Tuileries ; personne ne se coucha ; Rœderer resta auprès de la famille royale. Dans la matinée, Louis XVI passa, en habit de soie, la revue des troupes. Les Suisses étaient décidés ; les bataillons des Filles-Saint-

Thomas et de la Butte-des-Moulins aussi ; les autres hésitaient, et les canonniers déclaraient qu'ils ne tireraient pas sur leurs frères : ils firent même entendre quelques cris de : A bas le *veto*. De plus, ni le costume, ni l'attitude du roi n'étaient faits pour encourager ; il fallait un soldat, et Louis XVI n'avait que le courage passif ; il était toujours préoccupé de l'idée d'éviter toute effusion de sang. Dans ces conditions, la lutte était impossible.

Les directeurs du mouvement, rassurés par l'assassinat de Mandat, avaient tracé leur plan en conséquence ; Westermann et Santerre commandaient la principale colonne, dont les Marseillais formaient l'avant-garde. Ils se mirent en marche à 7 heures du matin, non sans hésitation, et Westermann dut forcer Santerre à marcher. Chemin faisant, une patrouille royaliste fut cernée et perdit six hommes parmi lesquels le jeune journaliste Suleau, froidement assassiné par Théroigne de Méricourt. Les têtes de ces malheureux furent portées au bout des piques.

L'attaque était imminente, lorsque Rœderer, qui n'avait pas cessé ses instances auprès de Louis XVI pour le décider à éviter toute lutte

et à se retirer au sein de l'Assemblée, réussit ; sans oser garantir au roi la vie sauve, il lui montrait cette décision comme une dernière chance de salut. La famille royale se rendit à l'Assemblée, accueillie sur sa route par des insultes, et laissant en présence les assaillants et ses défenseurs abandonnés à eux-mêmes. Ceux-ci n'avaient aucun ordre ; les Suisses se replièrent dans le palais, pendant que les gardes nationaux se retiraient ou se rangeaient avec les assaillants ; les Suisses songeaient si peu à se défendre qu'ils jetaient leurs cartouches à la foule ; mais lorsque les portes eurent été enfoncées, ils virent massacrer leurs camarades ; réduits au désespoir, ils firent feu et une décharge suffit pour mettre les émeutiers en déroute. S'ils avaient été plus nombreux et qu'ils eussent profité de leurs succès, ils seraient restés maîtres du terrain. Mais leur petit nombre ne leur permettait pas de tirer parti de leur victoire, et ils reçurent du roi l'ordre de cesser toute défense. Ils durent se retirer de nouveau dans le palais ; les vaillants Marseillais reprirent courage : les portes du palais furent enfoncées à coups de canon, et il se passa d'effroyables scènes de carnage et de pillage ; sauf quelques

femmes, tout fut lâchement massacré. Après leur facile victoire, les vainqueurs du 10 août poursuivirent partout les partisans de la royauté ; nombre de personnes furent tuées, parmi lesquelles M. de Clermont-Tonnerre, un des gentilshommes qui avaient acclamé la révolution à ses débuts.

Il faut revenir à Louis XVI et à sa famille. En arrivant à l'Assemblée, non sans difficulté, le roi fut reçu par le président Vergniaud. Louis XVI lui dit qu'il était venu pour éviter un grand crime. « Sire, lui répondit Vergniaud, vous pouvez compter sur l'Assemblée. » Et en exécution de cette promesse, invoquant un article du règlement qui ne permettait pas de délibérer devant le roi, on relégua la famille royale dans la petite loge du logographe où elle étouffait. Un moment les députés purent craindre que les vainqueurs n'envahissent la salle des séances, comme ils avaient envahi les Tuileries ; l'effroi fut grand, mais on parvint à faire respecter le sanctuaire de la représentation nationale ; seulement on dut subir les ordres de l'émeute triomphante. 225 députés — la plupart des constitutionnels, au nombre de 400 environ, étaient absents — prononcèrent la suspension

provisoire du pouvoir exécutif, laissant à la convention qu'on allait élire le soin de prendre une résolution définitive ; ils décidèrent qu'un gouverneur serait donné au dauphin et ce gouverneur fut Condorcet. Les Girondins se demandèrent sans doute si la royauté ne serait pas maintenue malgré le triomphe de la Révolution, et par précaution ils plaçaient un des leurs auprès du jeune prince.

La famille royale resta trois jours aux Feuillants ou dans la loge du logographe ; on avait décidé d'abord qu'on lui donnerait le Luxembourg pour résidence ; mais les événements marchaient, il fallait au roi, non un palais, mais une prison, et le 13, Pétion conduisit Louis XVI et sa famille au Temple.

CHAPITRE IV.

Les Girondins reprennent le pouvoir. — Danton, ministre de la justice. — La Commune. — Destruction des bustes de Bailly et de La Fayette. — Résistance des départements au 20 août. — Roland fait casser les arrêtés des directoires. — Projet de La Fayette. — Il passe à l'étranger et est fait prisonnier par les Autrichiens. — Mesures de la Commune. — Robespierre et Marat. — Pétion conservé comme maire. — Loi électorale. — L'Assemblée essaye de réagir contre la Commune. — Création des tribunaux populaires. — L'Assemblée refuse de se dissoudre.

Les Girondins profitèrent de la révolution du 10 août pour reprendre le pouvoir; les trois ministres renvoyés par Louis XVI, Roland, Servan et Clavières, revinrent mais ils n'étaient pas seuls. La Gironde avait laissé faire le 10 août plutôt qu'elle ne l'avait fait elle était complice, mais non auteur principal; les meneurs, les jacobins et les cordeliers, n'étaient pas hommes à perdre les fruits de leur victoire. Avec les trois ministres qui revenaient, Danton entra au ministère; il prit le portefeuille de la justice: c'était un maître que recevaient là les

ministres girondins, et un maître moins commode que Dumouriez, et d'autant plus exigeant qu'il se sentait appuyé par la Commune. Le directoire avait disparu dans la tourmente et avait fait place à une commune révolutionnaire qui s'était nommée elle-même. Elle entendait bien agir en toute indépendance et se souciait peu de l'Assemblée; elle prenait d'innombrables arrêtés, parfois jusqu'à deux cents par jour; un de ces arrêtés prescrivait de briser les bustes de Bailly et de La Fayette. En même temps, elle se mettait en communication avec les directoires ou les municipalités des départements. C'était une usurpation flagrante que l'Assemblée était incapable d'empêcher.

Le 10 août fut assez mal accepté par les départements et par l'armée; les directoires des départements, dans leurs adhésions, firent des réserves significatives. Roland, ministre de l'intérieur, pour couper court à ces blâmes qui se multipliaient, et pour soumettre les départements, fit casser quelques délibérations où les réserves étaient très-accentuées. Cela lui réussit, mais plus tard, lorsque les Girondins vaincus furent proscrits par les jacobins, les

traditions de Roland servirent contre lui; il avait fait annuler les protestations contre la révolution du 10 août, on fit annuler les protestations contre la proscription d'un certain nombre de députés; il subit la loi qu'il avait faite. Aux armées, La Fayette, que suivait Lückner, voulut résister; au contraire, Dumouriez, très-mal avec le premier, accueillit la révolution avec empressement, et par son exemple, entraîna bien des hésitants. La Fayette avait la pensée de s'appuyer sur les directoires des départements pour faire une contre-révolution; le directoire des Ardennes entra pleinement dans ses vues; d'autres directoires se montraient disposés à faire de même; mais le directoire de l'Aisne déconcerta tous les plans en mettant à prix la tête du général. Celui-ci qui, avec son caractère hésitant, était peu disposé au rôle qu'il voulait jouer, comprit qu'il était perdu, et le 19 août il franchissait la frontière avec une partie de son état-major; il n'avait pas l'autorité qu'il fallait pour entraîner une armée. Son désir était de gagner la Hollande, mais il tomba dans les mains des Autrichiens qui l'enfermèrent dans une citadelle; son rôle était fini. Le vieux Lückner sans

même attendre son départ, s'était bassement humilié devant les commissaires de l'Assemblée et avait fait montre d'un enthousiasme qui ne lui épargna pas l'échafaud. De cette époque date l'envoi aux armées de commissaires de l'Assemblée; les premiers avaient surtout pour but de faire accepter la révolution du 10 août. Ils ne tardèrent pas à s'immiscer dans les opérations militaires, et les apologistes de la Révolution en ont profité pour attribuer à leur impulsion des succès que bien souvent ils ont amoindris et même compromis.

La résistance était domptée, la révolution était acceptée, et Paris imposait sa volonté à la France; mais, pour être maîtresse, l'Assemblée avait besoin de soumettre Paris où elle se trouvait en lutte presque ouverte avec la Commune. Celle-ci continuait à agir en souveraine : elle supprimait les journaux royalistes et donnait leurs presses aux journalistes jacobins; elle faisait fermer les portes de Paris pour retenir les ennemis de la République, qui n'était pas encore proclamée, et les passeports étaient méticuleusement examinés. Derrière la Commune était Robespierre, qui, suivant son habitude, menait les choses sans paraître. On avait formé

un comité de surveillance, véritable comité de dénonciations et d'arrestations dont faisaient partie Panis et Sergent, et auquel Marat s'adjoignit de son autorité privée. Dès le 11 août, Robespierre pérorait aux Jacobins; il sortait de la cachette dans laquelle il s'était tenu coi le 10; il déclarait que la Révolution avait été publiquement préparée. C'était la condamnation du maire Pétion qui, manquant à tous ses devoirs, avait au moins laissé faire, s'il n'avait pas aidé. Du reste, la Commune reconnaissante le maintint maire de Paris, tandis que les autres administrateurs étaient remerciés avec le directoire.

L'Assemblée législative se sentait dépassée; elle voulut réagir. L'un de ses premiers actes fut une nouvelle loi électorale. Cédant à la pression de la Commune, elle fit disparaître la distinction qui existait entre les citoyens actifs, les censitaires, et les autres citoyens; afin de faire voter tout le monde, elle accorda même une indemnité aux électeurs pauvres. Elle faisait ainsi les affaires des jacobins, qui s'organisaient activement pour les élections; il leur fallait à tout prix la majorité. Toutefois, au grand mécontentement des jacobins, l'élec-

tion à deux degrés fut maintenue. Les assemblées primaires devaient se réunir le 26 août pour nommer les électeurs, qui choisiraient, le 2 septembre, les membres de la Convention. La date de la réunion de la Convention fut le 20 septembre. Robespierre blâma la loi électorale; il n'osa cependant demander le suffrage direct.

Des pouvoirs étendus furent donnés aux directoires des départements; mais, en même temps, on accordait aux municipalités le droit de dénonciation; c'était préparer la terreur. Les directoires furent bientôt réduits à un fantôme de pouvoir, les municipalités étant maîtresses. C'était, sur une plus petite échelle, ce qui se passait à Paris pour l'Assemblée et la commune. Dans les premiers jours, l'Assemblée avait essayé de rappeler à l'Hôtel de Ville le directoire, illégalement dissous; il fallut plier. Elle essaya également de supprimer le comité de surveillance; elle échoua, et toute son action se borna à faire écarter Marat, au moins en apparence. Le 10 août, elle avait placé les Suisses survivants sous la protection de la nation; quelques jours après, la main forcée, elle les déclara justiciables des cours martiales. Elle créa un

tribunal populaire dans le but d'assurer au moins des juges à ceux que menaçait la Commune. Le moyen était mauvais, et les tribunaux populaires, étendus à toute la France, devinrent les épouvantables tribunaux révolutionnaires qui ont laissé de si néfastes souvenirs. Dans le projet de l'Assemblée, le tribunal populaire se composait de deux jurys, l'un d'accusation, l'autre de jugement; le premier devait être composé des jurys en fonctions; les membres du second devaient être élus. Mécontente, la Commune menaça d'une insurrection, et l'Assemblée s'empressa de déclarer que les deux jurys seraient élus. L'élection eut lieu. Robespierre, nommé président, refusa; il n'aimait pas ces rôles au grand jour, toujours compromettants. Le 25 août, le tribunal commença à fonctionner en condamnant à mort d'Anglemont, comme agent des émigrés, et Laporte, intendant du roi. L'échafaud fut dressé en permanence; la place de Grève fut laissée aux crimes de droit commun, la place du Carrousel réservée aux crimes politiques. Malgré sa sévérité, le tribunal était accusé de faiblesse; il acquitta M. de Montmorin, cousin de l'ancien ministre; il fallut le garder en prison pour le

mettre à l'abri des violences. En même temps, les biens des émigrés étaient mis sous le séquestre; un décret expulsait de France, dans un délai de quinze jours, les prêtres réfractaires, sous peine de déportation à la Guyane; et les prêtres ainsi frappés, on ne les laissait pas partir, on les mettait en prison, et ils se trouvaient en contradiction avec la loi. Dès qu'il s'agissait du clergé fidèle, la Commune et l'Assemblée rivalisaient de haine et de violence. Le comité de surveillance de la Commune profita des décrets de proscription de l'Assemblée pour faire arrêter tous les prêtres qu'on put trouver, et le sang de ces prêtres, massacrés dans les journées de septembre, retombe aussi bien sur les Vergniaud, les Isnard et autres orateurs de la législative, que sur les Marat, les Robespierre, les Danton, organisateurs avoués des massacres.

Le 26 août, la Commune somma l'Assemblée législative de s'en aller; ce jour-là les députés de toutes les nuances se réunirent pour refuser; ils le firent avec une emphase théâtrale, déclarant qu'ils resteraient jusqu'à la réunion de la Convention; une proclamation emphatique fut envoyée aux directoires des départements pour leur annoncer ce grand fait.

CHAPITRE V.

Préparatifs des massacres de septembre. — La Commune ordonne les visites domiciliaires. — L'Assemblée autorise. — Recommandation de Roland à Pétion et à Santerre. — Paroles de Danton. — Déclaration de la patrie en danger. — 2 septembre. — Commencement des massacres. — Maillard à l'Abbaye. — Massacre des prêtres aux Carmes. — Refus du président de la section de s'y opposer. — M^{lle} de Sombreuil et Cazotte. — La princesse de Lamballe. — Sa tête. — Chiffre des victimes. — Faiblesse des girondins. — Payement aux assassins. — Billaud-Varennes. — Protestation un peu tardive de Roland. — Circulaire de la Commune. — Massacres en province. — Les prisonniers d'Orléans à Versailles. — M. de Lessard et Danton. — Pétion reparait le 6 Sept^r. — Extension des tribunaux politiques à toute la France. — Désordres après les massacres. — Fin de la législative.

Cette fermeté théâtrale que l'assemblée montra une fois parce qu'il s'agissait de s'en aller, elle ne sut pas la retrouver pour empêcher les massacres de septembre. Le 26 août, le même jour où elle la sommait de partir, la Commune déclara suspects les signataires des pétitions contre la journée du 20 juin et contre la formation sous Paris d'un camp de vingt mille hommes. En vertu de cette décision, un décret

contresigné par le ministre de la justice, Danton, ordonna des arrestations et des visites domiciliaires. Le devoir de l'assemblée était de s'y opposer, dans l'intérêt même de son pouvoir; séduite ou effrayée par Danton, elle eut la faiblesse d'autoriser les visites domiciliaires. Dès lors la Commune pouvait préparer à son aise les journées de septembre; les victimes ne lui manqueraient pas. Des arrestations furent faites, en effet, dans la nuit du 29 au 30 août et l'on commença à répandre les bruits qui préparaient ces journées révolutionnaires. On parlait beaucoup de levée en masse, de patrie en danger, de départ pour la frontière, et l'on ajoutait qu'avant de marcher contre l'ennemi du dehors, il fallait se débarrasser de l'ennemi du dedans. Malgré son infatuation de lui-même, Roland prit peur et il recommanda au maire Pétion et au commandant de la garde nationale Santerre de veiller à la sûreté des prisons. La démarche était inutile, car Santerre était complice du massacre des prisons, et le vertueux Pétion, trop épris de sa popularité pour risquer de la perdre, allait disparaître, comme il l'avait fait au 10 août. Les organisateurs du massacre le savaient et ils agissaient en consé-

quence. A mesure que le jour approchait, leur langage devenait plus net : « Il faut de l'audace, disait Danton le 1^{er} septembre, encore de l'audace, toujours de l'audace. » C'était, en même temps, une réponse à certains députés effrayés qui parlaient de quitter Paris, et une menace trop réalisée à l'adresse des prisonniers. Dans la même journée, Danton, Manuel, d'autres personnages influents, firent élargir certains prisonniers auxquels ils s'intéressaient. « L'air des prisons n'est pas sain, » disait l'un d'eux à une femme qui voulait rester auprès de son oncle, vieillard octogénaire. Ces mesures ne laissent aucun doute sur la préméditation, et quand les historiens révolutionnaires parlent d'un mouvement spontané et irrésistible de la population parisienne, ils faussent la vérité.

Le 2 septembre, dans la matinée, la Commune déclare la patrie en danger, sur la proposition de Huguenin : Tallien, qui commençait à se faire connaître, lit une proclamation théâtrale : le drapeau noir, en signe de deuil, est promené dans les rues et hissé sur certains édifices ; le canon d'alarme est tiré ; la nouvelle de la chute de Verdun est répandue partout. Cette habile mise en scène n'aurait cependant

pas suffi, mais l'émeute avait ses bandes toujours prêtes pour prendre l'initiative du mouvement. Six voitures contenant des prêtres qu'on amenait prisonniers à l'Abbaye, passaient au carrefour Bussy; quelques hommes donnent le signal du massacre; quelques prêtres sont tués sur place; les voitures continuent leur route jusqu'au guichet de l'Abbaye; là tous les prêtres sont massacrés, sauf deux, dont l'un, l'abbé Sicard, le bienfaiteur des sourds-muets, fut sauvé par le dévouement d'un horloger du nom de Monnot. Après ce premier massacre, il était encore facile de tout arrêter; mais au contraire on encouragea, et Billaud-Varennès, délégué de la Commune, approuva les assassins par ces sinistres paroles: « Peuple, tu immoles tes ennemis, tu fais ton devoir. »

Les massacres de septembre sont trop connus pour qu'il soit nécessaire de les raconter; d'ailleurs le récit en serait trop long. Toutes les prisons de Paris reçurent la visite des assassins. Un simulacre de tribunal se constituait à l'Abbaye, il était présidé par l'huissier Maillard; le délinquant comparait, son identité étant établie, puis par une phrase comme celle-ci, par exemple: « élargissez monsieur, » on le livrait aux assas-

sins. A l'Abbaye, aux Carmes, aux Bernardins, à la Salpêtrière, à Saint-Firmin et à Bicêtre, à la Conciergerie, à la Force où le massacre dura plusieurs jours, partout le sang coula avec abondance. Aux Carmes, il n'y avait que des prêtres réfractaires; sans même attendre la constitution d'un tribunal, les assassins tiraient sur ceux qu'ils rencontraient; puis, pour faciliter leur besogne et pour éviter des évasions, ils réunirent les prisonniers, dont plusieurs déjà blessés, dans la chapelle, et les firent défiler devant leur sanglant tribunal; là périrent l'archevêque d'Arles, M^{re} Dulau, et les évêques de Saintes et de Beauvais, deux frères du nom de La Rochefoucauld. Au moment où commençait le massacre, quelques citoyens courageux allèrent prévenir le président de la section du Luxembourg, qui refusa de faire marcher la garde nationale. A l'Abbaye, où l'on égorgea jusqu'au 4 septembre, périrent les Suisses qui tombèrent en soldats; ils avaient été placés sous la protection de la nation. Parmi les autres victimes se trouvaient le ministre Montmorin, Thierry, valet de chambre de Louis XVI, les abbés Lenfant et de Rastignac. Deux prisonniers, Sombreuil et Gazotte, durent la vie au

dévouement de leurs filles ; on a dit que M^{lle} de Sombreuil avait dû acheter la vie de son père en buvant un verre de sang ; le fait est contesté, et il paraîtrait qu'elle but seulement un verre de vin à la santé de la nation ; seulement le verre était plein de sang, ayant servi aux égorgeurs, avec lesquels l'héroïque jeune fille dut trinquer. Élisabeth Cazotte ne sauva son père que pour quelques jours ; il fut repris par le tribunal révolutionnaire qui se montra moins humain que les assassins de septembre. A la Force fut tuée la princesse de Lamballe, dont la mort est restée inexpiquée. Manuel voulait la sauver et des sommes d'argent considérables avaient été distribuées ; elle n'en fut pas moins assassinée, et sa tête portée au bout d'une pique fut promenée dans Paris ; le sinistre cortège s'arrêta sous les murs de la prison du Temple ; on voulait forcer la reine à contempler la tête sanglante de son amie, et comme dans l'intérieur de la prison on s'efforçait de l'éloigner de la fenêtre, un municipal lui annonça brutalement qu'on lui présentait la tête de la Lamballe.

On évalue le nombre des victimes à plus de 1,300 ainsi réparties : Abbaye, 171 ; Force, 169 ;

Châtelet, 223; Conciergerie, 378; Bernardins, 73; Carmes, 151; Bicêtre, 170; la Salpêtrière, 213. Mais ces chiffres pourraient bien être trop faibles; les arrestations avaient été faites sans ordre; il suffisait d'une dénonciation pour faire incarcérer quelqu'un; les registres d'écrou étaient mal tenus; des prisonniers auront donc pu être massacrés dont le nom n'aura pas été connu. Il ne faut pas croire que ces victimes appartenaient toutes à la noblesse ou au clergé.

A la Force, la première victime fut une malheureuse femme connue sous le nom de la belle ravaudeuse; elle avait été condamnée pour s'être vengée de son amant, soldat aux gardes-françaises; on lui fit subir des tourments épouvantables. A la Salpêtrière, des femmes de mauvaise vie qui subissaient de simples peines de police, furent massacrées à la suite d'ignobles orgies; à la Conciergerie, on égorga des individus condamnés à des peines de droit commun de peu de gravité, et même en simple détention préventive; à Bicêtre, des enfants de la maison de correction furent égorgés. cette prison fut une des dernières visitées, et les assassins se plaignaient de ce que ces enfants leur avaient donné plus de peine que les autres

•

victimes. Voilà, cependant, ce qu'on a osé appeler la justice du peuple.

M^{me} Roland à qui la situation de son mari permettait d'être bien renseignée, a dit qu'une cinquantaine d'hommes déterminés auraient pu empêcher les massacres et mettre les assassins à la raison. Ce témoignage est d'autant moins suspect qu'il est la condamnation formelle de la conduite des Girondins. Au début, en effet, quelques hommes auraient suffi; le dernier jour, c'était plus difficile, parce que les assassins s'étaient recrutés de tous les gens sans aveu toujours nombreux à Paris. Aussi lorsque, tardivement, parurent des députés, ils furent hués et se retirèrent piteusement. Les délégués de la Commune, au contraire, furent applaudis parce qu'ils approuvaient. Billaud-Varennès, celui-là même qui disait au peuple : « tu fais ton devoir, » annonça aux égorgeurs que la Commune leur allouait 24 livres à chacun à titre de récompense nationale, et 12,000 livres furent votées à cet effet. Quant à la garde nationale, elle n'avait pas d'ordre, et les commandants, soigneusement choisis, n'étaient pas hommes à agir de leur propre initiative. En résumé, les journées de septembre ont été

•

ordonnées par la Commune et l'Assemblée législative a laissé faire.

Le ministre de l'intérieur, Roland, fut encore celui qui montra le moins de lâcheté; le 2, il avait été surveillé et comme consigné; le 3, il adressa au maire et au commandant de la garde nationale une réquisition sans résultat; le 5, il écrivit à l'Assemblée une lettre qui, malgré le jargon révolutionnaire, ne manque pas d'une certaine fermeté. Il dénonçait les massacres et demandait des mesures de précaution. Cela n'était pas inutile, car le comité de surveillance de la Commune avait adressé aux directeurs et aux municipalités des départements une circulaire dans laquelle non-seulement il justifiait les massacres, mais encore invitait à suivre partout le noble exemple des patriotes parisiens et à purger le sol français des ennemis de la liberté. Voici le texte de cette circulaire, qui était contresignée par Danton, ministre de la justice.

« La Commune de Paris se hâte d'informer ses frères de tous les départements qu'une partie des conspirateurs féroces détenus dans les prisons a été mise à mort par le peuple; actes

de justice qui lui ont paru indispensables pour retenir par la terreur les légions de traîtres cachés dans ses murs, au moment où il allait marcher à l'ennemi, et sans doute la nation entière, après la longue suite de trahisons qui l'ont conduite sur les bords de l'abîme, s'empressera d'adopter ce moyen de salut public, et tous les Français s'écrieront comme les Parisiens : « Nous marchons à l'ennemi, mais nous
« ne laissons pas derrière nous des brigands
« pour égorgers nos femmes et nos enfants. »

« Les membres du Comité de surveillance, administrateurs du salut public et les administrateurs adjoints réunis :

« P.-J. DUPLAIN, PANIS, SERGENT, LENFANT,
JOURDEUIL, MARAT, *l'ami du peuple*,
DEFORGUES, DULFERT, CALLY, consti-
tués à la Commune, en séance à la
Mairie. »

L'appel fut entendu ; à Lyon, plusieurs officiers détenus à Pierre-Scize furent massacrés malgré les efforts du commandant Imbert-Colomez ; à Gisors, le duc de La Rochefoucauld qui avait tant fait pour la révolution, fut assassiné ; à Meaux, il y eut treize victimes ; à Reims,

il y en eut dix. De tous les massacres de la province, le plus grave fut celui de Versailles; plusieurs personnages importants, parmi lesquels le duc de Brissac, ancien commandant de la garde constitutionnelle du roi, de Lessart, ancien ministre, avaient été renvoyés devant la haute cour d'Orléans; la Commune et Danton donnèrent l'ordre de les conduire à Paris; un contre-ordre arriva trop tard. Les prisonniers arrivèrent à Versailles où les attendait une bande d'assassins, dont le chef était Fournier l'Américain; ils furent massacrés, malgré les efforts du maire pour les protéger. A leur retour, ces assassins reçurent les félicitations de Danton : « Celui qui vous remercie, leur dit-il, ce n'est pas le ministre de la justice, c'est le ministre du peuple. » Celui qui remerciait, ce n'était pas le ministre, ni de la justice ni du peuple, c'était l'homme taré qui était heureux de voir disparaître avec de Lessart un témoin dangereux; l'ancien ministre aurait pu donner le chiffre des sommes que Danton avait reçues de la cour; comme Mirabeau, qu'il rappelle dans une certaine mesure, il avait toujours besoin d'argent; il avait vendu son concours au roi; il est vrai qu'il n'avait pas tenu ses engage-

ments. Le ministre Roland dut payer les frais de l'expédition de Fournier l'Américain.

Le 6 septembre, tout était fini; Pétion reparut. Il demanda qu'un voile fut jeté sur le passé, parla de la fraternité républicaine et fit l'éloge de ses propres vertus; c'était un sujet sur lequel il ne tarissait pas. Le président de l'Assemblée, Héroult de Séchelles, eut la lâcheté de répondre sur le même ton et de se montrer satisfait d'opposer à des événements malheureux la présence d'un homme de bien. La lâcheté était, du reste, à l'ordre du jour, car les journalistes qui blâmaient les massacres, n'osaient le faire qu'avec les plus grandes précautions, et en excusant, quand ils n'applaudissaient pas, ce qui avait été fait. D'ailleurs, aux organisateurs du 10 août qui se récriaient contre les journées de septembre, on opposait un argument qu'ils ne pouvaient guère réfuter; on leur disait, ce qui était en grande partie vrai, que les hommes du 10 août et du 2 septembre étaient les mêmes, et un des héros de septembre et du 10 août vint déclarer à la barre de l'Assemblée qu'il ne croyait pas avoir rendu un moindre service à la cause de la liberté le 2 septembre que le 10 août; il ajouta qu'il

avait reconnu parmi les exécuteurs de la justice du peuple beaucoup de combattants du 10 août. On ne lui répondit rien.

Le 9 septembre fut rendu le décret qui étendait à toute la France l'institution des tribunaux politiques; chaque département devait avoir le sien; l'Assemblée, par ce décret, voulait empêcher en province des massacres comme ceux de Paris; elle organisait la terreur.

On a beaucoup vanté l'honnêteté des assassins de septembre qui rapportaient fidèlement les bijoux des victimes; il n'est pas certain que tout ait été rapporté, ou plutôt le contraire est prouvé. De plus, des objets rapportés beaucoup ont disparu. Les journaux de l'époque, certes peu suspects, constatent en outre qu'à la suite des massacres, les crimes se multiplièrent; les assassinats et les vols ne cessaient pas et le garde meuble fut pillé plusieurs fois. Un journaliste des plus ardents Prudhomme, finit par demander le retour à la loi, la « justice du peuple étant enfin satisfaite. » Un des derniers décrets de l'Assemblée eut pour but de remédier à cet état de choses : il portait que tout citoyen muni d'une carte de sûreté délivrée par le président de sa section, aurait le droit de requérir l'aide de

l'autorité. Ces cartes de sûreté devinrent plus tard un des instruments de la terreur; tout tournait mal à l'Assemblée sur ses derniers jours.

Le 17, la législative adressa aux citoyens français une proclamation emphatique et le 20 septembre, elle termina son existence, faisant place à la Convention. On a dit avec raison de cette Assemblée qu'elle avait fini sur les massacres de septembre, non sans l'avoir mérité.

LIVRE III.

LA CONVENTION.

CHAPITRE PREMIER.

Les élections. — Fraudes et violences. — Triomphe de Robespierre à Paris. — Philippe Egalité. — Les parvis. — La Gironde. — La Montagne. — La Plaine. — Pétion président. — Proposition Collot d'Herbois. — Proclamation de la République. — Proposition Lasource. — Opérations militaires. — Désorganisation de l'armée. — Les volontaires. — Déroutes de Quiévrain et de Tournay. — Lenteurs des alliés. — Chute de Verdun. — Dumouriez remplace La Fayette. — Les défilés de l'Argonne. — Bataille de Valmy. — Retraite du duc de Brunswick.

La situation des esprits, l'anarchie qui régnait partout à la suite de la révolution du 10 août et des massacres de septembre, ne permettaient pas de faire des élections régulières ; partout les élections furent entachées de fraudes et de violences ; les Jacobins, qui s'entendaient d'un bout de la France à l'autre, voulurent s'assurer le pouvoir et ils n'étaient pas hommes à reculer devant les moyens les plus extrêmes ; les Gi-

rondins n'étaient guère plus scrupuleux. Les clubs imposaient aux candidats l'engagement de voter l'abolition de la royauté et l'établissement de la République; et les plus fiers, quoique très-opposés à la République, acceptaient lâchement ce mandat impératif. A Paris, où la Commune était maîtresse absolue, les honnêtes gens, au dire de Daunou, n'osaient paraître aux assemblées électorales; dans les provinces les abstentions furent innombrables, et bien des élus n'obtinrent qu'une minorité ridicule.

Robespierre fit passer à Paris sa liste toute entière; on y remarquait Danton, Camille Desmoulins, Billaud-Varennés, Marat, Panis, Sergent, Fabre d'Églantine, Collot d'Herbois, Fréron, la boucher Legendre, Manuel, tous plus ou moins compromis dans les massacres de septembre; Robespierre fit donner la vingt-troisième place à son frère, âgé de vingt-trois ans et totalement inconnu; il daigna à la demande de Sillery et de Laclos, accorder la vingt-quatrième au duc d'Orléans, élu sous le nom de Philippe-Égalité, à une voix de majorité, voix qui lui fut même contestée. Le prince du sang en était arrivé à changer son nom; on a essayé, sinon de le justifier, au

moins de l'excuser, en disant que ce nom lui avait été imposé par la Commune alors qu'il venait réclamer la radiation d'un de ses fils porté sur la liste des émigrés; l'excuse n'est pas admissible, et le citoyen Égalité n'a que trop justifié son sobriquet révolutionnaire. Aucun candidat girondin ne passa; un électeur avait mis en avant le nom de Kersaint, Robespierre le fit écarter et la tentative ne fut pas renouvelée.

Dans les départements où l'on ignorait en partie la rivalité naissante des Girondins et des Jacobins, les listes portaient des noms des deux partis; les uns et les autres représentaient également la révolution. Parmi les élus, outre les chefs de la Gironde, on remarque dans la Sarthe Sieyès, que sa réputation fit nommer, car il ne briguaît pas la députation et aurait préféré se tenir à l'écart; son élection le forçait d'appuyer la République, lui qui, dans une lettre du 6 juillet 1791, la déclarait essentiellement opposée à la liberté vraie; dans Seine-et-Oise. Kersaint, repoussé à Paris, Tallien, le septembriseur; Hérault de Séchelles, ancien parlementaire; Marie-Joseph Chenier; dans le Cantal, Carrier, auquel son proconsulat de Nantes a fait une triste célébrité; dans l'Oise,

Anacharsis Clootz, baron prussien, espèce de monomane qui s'intitulait le représentant du genre humain et allait partout prêchant l'athéisme ; dans le Puy-de-Dôme, Couthon ; dans le Pas-de-Calais, Saint Just, un tout jeune homme ; ces deux députés devaient former avec Robespierre le fameux triumvirat ; dans la Marne, Drouet, qu'on récompensait d'avoir fait échouer la fuite du roi, etc. On comptait parmi ces élus 81 membres de la législative, appartenant presque tous au parti de la Gironde ; 77 membres de la Constituante, ayant siégé à l'extrême-gauche, notamment Grégoire, devenu évêque constitutionnel de Loir-et-Cher, Lanjuinais, Pétion, Robespierre.

Au point de vue politique, la Convention se divisait en deux partis : la Gironde et la Montagne ; la Gironde avait, au début, la supériorité du nombre et du talent, ses orateurs étaient connus, et la plupart des députés hésitants paraissaient disposés à se placer dans ses rangs ; la Montagne, moins nombreuse et n'ayant d'autre orateur connu que Danton et Robespierre, rachetait son infériorité numérique par une énergie sauvage ; elle avait sur la Gironde un grand avantage : la Commune,

si puissante à Paris et dont l'Assemblée législative n'avait pu triompher, l'appuyait hautement. Entre ces deux partis, les seuls en scène, se groupaient les députés inconnus qui arrivaient de la province sans opinion arrêtée, et qui répugnaient aux excès; ils composaient la plaine. D'abord, ils se montrèrent favorables aux Girondins qui avaient le pouvoir et dont la modération relative leur convenait mieux. Mais lorsque la lutte fut engagée et qu'ils virent toute la faiblesse des brillants parleurs de la Gironde, ils firent volte face et subirent, par peur, les exigences de la Montagne, jusqu'au 9 thermidor. Ils devinrent les crapauds du Marais, suivant une expression trop énergique peut-être, mais aussi trop vraie. Dans la première séance, la Gironde l'emporta pour la constitution du bureau; Pétion, qui était à elle, malgré son rôle odieux au 10 août et aux journées de septembre, fut élu président, mais ce succès fut compensé par la faute que commit la Gironde en laissant à la Montagne l'initiative de la proposition pour l'abolition de la royauté. Ce fut Collot-d'Herbois qui fit la proposition. Les Girondins, déconcertés de se voir prévenus, essayèrent de racheter leur maladresse par leur

ardeur républicaine; il était trop tard. L'abolition de la royauté et la proclamation de la République furent votées à l'unanimité; on s'y attendait, et cependant ce vote causa une profonde impression en France, tellement la nation était encore monarchique. La Gironde donna sa mesure dans une autre circonstance; un de ses membres, Lasource, proposa la création d'une garde pour la Convention composée de gardes nationaux appartenant aux 83 départements; il avait deviné les dangers que présentait l'hostilité avouée de la Commune, bien décidée à imposer ses volontés, et il voulait mettre ainsi la Convention sous la protection de la France entière; c'était l'indépendance de la Convention et le salut de la Gironde; celle-ci pouvait faire voler la proposition; soit par peur des menaces de la Montagne et de la Commune, soit par aveuglement, elle ne soutint pas la proposition de Lasource, dont le seul résultat fut d'éveiller contre la Gironde les défiances de la populace parisienne.

La Convention débutait sous d'heureux auspices; les armées républicaines remportaient leur première victoire, Kellermann résistait à Valmy aux attaques de l'armée prussienne. La

déclaration de guerre, acceptée ou plutôt provoquée par la législative, était une imprudence ; la France n'était pas prête. L'armée, que le gouvernement réparateur de Louis XVI avait mise sur un excellent pied, comme la marine, avait été désorganisée par les excitations des Jacobins ; les appels à l'insurrection et à la désertion avaient été entendus par les soldats, et un ministre de la guerre disait à la Constituante qu'il manquait 50,000 hommes. L'Assemblée autorisa la levée de 100,000 hommes par engagements volontaires ; on ne les trouva pas ; les *soldats fidèles à leur devoir* étaient en butte à *d'incessantes attaques, cela n'était pas fait pour* encourager. De plus, les cadres étaient désorganisés par suite de l'émigration de la plupart des officiers. Pour remédier à cette situation, au lieu de renforcer l'armée qu'elle regardait comme une constitution despotique, l'Assemblée constituante vota l'organisation de corps de volontaires, qui, *miens payés que les soldats*, étaient libres de retourner chez eux chaque année, à la fin de la campagne, et choisissaient eux-mêmes leurs officiers. C'était arrêter le recrutement de l'armée. De prime abord, la levée des volontaires se fit assez bien ; les pre-

miers bataillons furent promptement réunis, mais cette ardeur s'arrêta bientôt, et tous les généraux se plaignaient de l'indiscipline des corps de volontaires qui pillaient les habitants. Malgré ces plaintes, la Constituante prescrivit de nouvelles levées de volontaires qui se firent plus mal que les premières. Le ministre de la guerre Narbonne, qui préparait sérieusement la guerre s'émut des plaintes incessantes des généraux ; il voulut juger des faits par lui-même et le résultat d'un voyage qu'il fit aux armées, fut de demander le versement des volontaires dans la troupe de ligne. Mais l'armée n'était pas « démocratique » ; sa proposition fut repoussée, et on lui accorda à grand'peine l'autorisation de recruter l'armée. Les membres avancés de la législative niaient même l'utilité de l'armée ; il suffisait, disaient-ils de la garde nationale. Le ministre avait obtenu l'autorisation de recruter l'artillerie dans les corps de volontaires ; sur les menaces des députés jacobins, qu'appuyaient les clubs, cette autorisation fut révoquée.

Aussi, lorsque la guerre fut décidée avec un enthousiasme irréfléchi, n'était-on pas prêt, et les premières opérations aboutirent aux déroutes de Quiévrain et de Tournay : les

troupes se débandèrent, criant qu'elles étaient trahies et tuèrent le général Dillon qui s'opposait à leur fuite. Ces déroutes furent une des causes de la journée du 20 juin; ou plutôt les Girondins qui voulaient reprendre le pouvoir s'armèrent de ces déroutes pour amener contre le roi la populace parisienne. Si après ces deux déroutes et dans l'état de désorganisation où était l'armée, les Autrichiens et les Prussiens avaient marché résolument sur Paris, ni La Fayette, ni Lückner n'auraient pu les arrêter. Mais les alliés se souciaient peu de délivrer Louis XVI et la France du joug révolutionnaire; ils se jalouaient mutuellement et n'étaient pas sans arrière pensée d'agrandissement aux dépens de la France; triomphant rapidement de la Révolution et délivrant Louis XVI, ils devaient renoncer à tout agrandissement. Ils le comprenaient, et au lieu de laisser les émigrés marcher en avant, ce qui aurait pu provoquer des mouvements royalistes, ils les reléguaient au second plan, les utilisant seulement dans quelques missions dangereuses où la bravoure française était nécessaire. Lorsque des villes se déclaraient prêtes à ouvrir leurs portes à condition d'arborer le drapeau blanc, ils s'y refusaient.

Ces considérations expliquent comment, ne rencontrant pas d'obstacles sérieux, les troupes alliées faisaient une guerre méthodique, s'arrêtant au siège des moindres bicoques et perdant ainsi un temps précieux. Il faut ajouter que le généralissime prussien, le duc de Brunswick, avait failli devenir le généralissime des armées de la Révolution; des négociations avaient été suivies pour cela entre le général Custine et lui, elles n'aboutirent pas, mais elles n'en sont pas moins significatives. Plus tard, Custine paya de sa tête des négociations qui lui avaient été ordonnées de Paris.

Le temps perdu par les alliés fut mis à profit par nos généraux; les places tombaient successivement, mais nos armées se reconstituaient. Le fameux manifeste du duc de Brunswick, qui était au moins une grande imprudence, n'eut d'autre effet que de faciliter leur travail aux organisateurs de la révolution du 10 août. Ce manifeste est si extraordinaire que certains historiens se sont demandés s'il n'avait pas été lancé par le duc de Brunswick pour exciter les révolutionnaires et amener la chute du roi, pendant que d'autres ont accusé les émigrés de l'avoir imposé au général prussien ou de l'avoir

dénaturé. Cette dernière version n'est pas sérieuse; les émigrés étaient peu écoutés, et ils n'auraient pas fait une pièce dont ils étaient les premiers à reconnaître la souveraine imprudence. Les alliés pouvaient et même devaient s'efforcer de protéger le roi prisonnier en rendant ses adversaires responsables des suites de leurs excès, mais ils devaient le faire sur un autre ton et appuyer leurs déclarations en marchant résolument en avant.

Le départ de La Fayette fit donner le commandement de l'armée française à Dumouriez, qui était un général d'une toute autre valeur. Verdun venait d'ouvrir ses portes et la nouvelle de sa chute avait été mise à profit par les organisateurs des massacres de septembre; la route de Paris était ouverte et il ne restait devant les Prussiens qu'un seul obstacle, les défilés de l'Argonne. Avec un remarquable coup d'œil militaire, Dumouriez comprit que là était la dernière chance de salut, mais il fallait se presser, car les Prussiens étaient plus près des défilés que lui. Grâce à la lenteur, peut-être calculée de Brunswick, grâce aussi à la promptitude de sa décision et de sa marche, Dumouriez prévint les Prussiens et il les tint en échec

pendant une quinzaine de jours ; lorsqu'il dut abandonner l'Argonne à la suite de la surprise d'un passage mal défendu, contrairement à ses ordres, il avait eu le temps de constituer son armée.

Maîtres de l'Argonne, les Prussiens se dirigèrent sur Paris, toujours avec la même lenteur ; ils étaient suivis d'un côté par l'armée de Dumouriez, de l'autre par le corps de Kellermann. Brunswick voulut se débarrasser de Kellermann qui le serrait de près ; la rencontre eut lieu près de Valmy ; le général français occupait une forte position, choisie avec intelligence. Après une longue canonnade qui fit peu de mal des deux côtés, les troupes prussiennes montèrent à l'assaut des hauteurs occupées par l'armée française. Les soldats de Kellermann firent bonne contenance et l'attaque ne fut pas poussée à fond. Telle fut, en résumé, la victoire de Valmy, dont les conséquences morales ont été si grandes. Les soldats français avaient fait preuve de fermeté sous le feu de l'ennemi ; du reste, c'étaient des soldats, non des volontaires, Kellermann ayant quelques jours auparavant, renvoyé ses volontaires qui pouvaient porter le désordre dans ses rangs.

Des deux côtés, les pertes n'atteignirent pas *un millier d'hommes.*

Cette bataille, au point de vue militaire, ne *changeait pas la situation* ; les Prussiens restaient maîtres de la route de Paris, et ils pouvaient, soit continuer leur marche, Kellermann et Dumouriez n'étaient pas de force à les arrêter en rase campagne, soit renouveler leur attaque ; ils n'en firent rien. Le duc de Brunswick, à la surprise générale, se mit en retraite, et quelques jours à peine après l'insignifiante canonnade de Valmy, les généraux français avaient recouvré toutes les places enlevées. On sait maintenant que des négociations eurent lieu entre Brunswick et Dumouriez ; volontiers celui-ci aurait traité de la paix au nom du roi, si les choses avaient été moins avancées ; mais après le 10 août, les massacres de septembre et la proclamation de la République, c'était impossible. Ce fait montre combien fut grande la faute des alliés, faute voulue certainement, de ne pas agir avec plus de résolution ; ils auraient pu épargner à la France les horreurs de la terreur et à l'Europe vingt ans de guerres sanglantes. La paix étant impossible, Dumouriez chercha à acheter la retraite des Prussiens, et

il y parvint. On a dit que les diamants de la couronne — le vol du garde-meuble venait d'avoir lieu — servirent à décider le général prussien ; cela paraît établi. Le duc de Brunswick qui était criblé de dettes, les paya peu de temps après et plusieurs des diamants de la couronne de France furent mis en vente en Allemagne. Quoi qu'il en soit, la retraite de l'armée prussienne mettait la République à l'abri de tout danger extérieur ; elle devait augmenter la désunion entre les alliés et ralentir encore la marche des Autrichiens ; elle préparait pour une époque peu éloignée la paix avec la Prusse. Quant au roi et aux émigrés, ils étaient complètement sacrifiés.

CHAPITRE II.

Danton à la Convention. — Réélection des municipalités et des tribunaux. — Rapport de Roland. — Les commissaires de la Convention. — Lutte de la Gironde et de la Montagne. — Proposition Kersaint. — Décrets rapportés le lendemain. — Accusations contre Robespierre et Marat. — Nouveau ministère. — La garde de la Convention. — Attaque de Louvet contre Robespierre. — Réponse de Robespierre. — Événements militaires. — Dumouriez en Belgique. — Jemmapes. — Custine à Mayence. — Montetsquiou en Savoie. — Anselme à Nice.

Les premières séances de la Convention furent peu intéressantes ; les hommes nouveaux étaient nombreux et ne savaient pas trop ce qu'ils devaient faire ; ils leur fallait connaître le terrain. Certains députés des départements, appartenant à la Gironde, savaient comment s'étaient faites les élections parisiennes ; ils avaient l'intention d'en demander l'annulation quand on vérifierait les pouvoirs. C'était frapper leurs adversaires au cœur. Mais Danton et quelques autres députés influents firent ajourner la vérification qui n'eut jamais lieu. Il en fut toujours ainsi ; les Girondins avaient de

bonnes inspirations, mais ils ne savaient jamais les mettre en pratique.

Danton n'était plus ministre de la *justice* ; il avait dû donner sa démission, les fonctions de ministre étant incompatibles avec celles de député. Dès les premiers jours, il s'était créé dans la Convention une situation qui n'était pas sans analogie avec celle de Mirabeau. Comme celui-ci, il était l'homme de l'action et des *mesures violentes* ; comme lui, il répugnait à certaines extrémités, et de même que Mirabeau négociait avec la cour, dont il était toujours prêt à se rapprocher, de même Danton n'était pas éloigné de s'entendre avec les Girondins ; ceux-ci ne comprirent-ils pas ou dédaignèrent-ils un homme qui ne leur paraissait pas redoutable ? Toujours est-il qu'ils s'en firent un adversaire acharné. On a dit, pour les glorifier, qu'ils n'avaient rien voulu avoir de commun avec un *septembriseur*. On oublie qu'ils comptaient dans leurs rangs et les chefs des Marseillais au 10 août, Barbaroux et Rébecqui, et Pétion qui, maire de Paris, laissa faire les massacres, et dont la complicité hypocrite ne le cède en rien à la complicité avouée de Danton.

La Convention avait décidé que les municipi-

palités et les tribunaux seraient maintenus en fonction sous la République ; cela ne convenait pas aux Jacobins : les dénonciations affluèrent. Partout on dénonçait les municipalités et les tribunaux comme convaincus d'incivisme ; ils émanaient de l'élection, mais ils avaient servi le tyran. Sous cette pression, la Convention se déjugea et décida que de nouvelles élections auraient lieu. Ce n'était pas le moyen de se faire respecter. La réélection des tribunaux amena une longue discussion ; certains logiciens de la Montagne trouvaient les tribunaux inutiles et voulaient de simples arbitres ; d'autres, moins absolus, acceptaient les tribunaux, mais réclamaient l'éligibilité de tout citoyen comme juge ; ces derniers l'emportèrent en ce sens que la Convention décréta l'élection des tribunaux et renvoya les conditions à remplir par les candidats à un règlement qui serait fait ultérieurement. C'était encore une concession.

Roland, ministre de l'intérieur, présenta son rapport sur la situation ; il se plaignit beaucoup des obstacles que ne cessaient de lui susciter les commissaires envoyés par la Commune dans les départements ; il dénonça avec vivacité cet

abus, qui était une usurpation de pouvoir. Entrant dans ses idées, la Convention décida que tous les commissaires de la Commune seraient rappelés; des conventionnels devaient être chargés de missions extraordinaires partout où cela serait nécessaire; c'est l'origine de ces missions en province qui ont fait couler des flots de sang avec les Carrier, les Lebon, les Maignet, etc. Comme il s'agissait de ses pouvoirs, qu'aucun de ses membres n'entendait laisser à la Commune, la Convention avait accepté les propositions de Roland, bien qu'elles fussent dirigées par le ministre girondin contre les amis politiques de la Montagne; mais tout faisait pressentir qu'à la première occasion la lutte allait s'engager entre la Gironde et la Montagne, lutte sans merci, qui ne se terminerait que par l'écrasement d'un des partis. Cette occasion fut fournie par une proposition de Kersaint. Les municipalités, imitant la Commune de Paris, usurpaient tous les pouvoirs; un courrier avait été arrêté dans la Marne, et le procureur syndic du département, qui avait voulu s'opposer à cette illégalité, avait été obligé de prendre la fuite. Kersaint dénonça ces faits, et remontant à l'origine de tous ces désordres,

c'est-à-dire aux massacres de septembre, il demanda des échafauds pour les assassins et pour ceux qui prêchaient l'assassinat. La Montagne était directement atteinte dans les septembriseurs, dont l'un, Tallien, réclama l'ajournement de la proposition. L'ajournement fut combattu par Vergniaud et par Buzot; la Gironde triompha, et à une grande majorité la Convention adopta trois décrets, prescrivant : 1° qu'il lui serait rendu compte de la situation de la République et de Paris; 2° qu'il serait fait une loi contre ceux qui provoquaient aux désordres; 3° que la Convention aurait à ses ordres une force armée recrutée dans les quatre-vingt-trois départements. C'était pour la Gironde une victoire décisive, à condition que les décrets seraient mis à exécution. Mais le soir même, Fabre d'Églantine dénonçait ces décrets comme anti-révolutionnaires aux Jacobins, et le lendemain un Montagnard, Merlin, demandait que la Convention revint sur son vote de la veille, comme elle l'avait déjà fait. La discussion recommença, beaucoup plus violente et plus acharnée que la veille. Le marseillais Rébecqui dénonça les triumvirs Danton, Robespierre et Marat, qui rêvaient la dictature. C'était une faute d'atta-

quer Danton, surtout sans pouvoir rien préciser. Le député de Paris se défendit avec d'autant plus de facilité que les accusations étaient plus vagues; pour répondre à l'accusation de dictature, il proposa un décret portant peine de mort contre quiconque aspirerait à la dictature, sous quelque forme que ce fût; mais en même temps, comme les Girondins étaient accusés de fédéralisme, à cause de l'affectation avec laquelle ils opposaient sans cesse la province à Paris, il demanda la peine de mort pour tout homme qui songerait à détruire par le fédéralisme l'unité de la République. Ce dernier coup portait beaucoup plus juste que ceux de Rébecqui. Robespierre succéda à Danton; il profita du vague des accusations pour se poser en victime et pour identifier sa cause avec celle de la Révolution; ce fut toujours son procédé. Barbaroux, reprenant les accusations de Rébecqui, essaya de préciser les faits; il déclara qu'avant le 10 août, Panis et Sergent lui avaient dit que, dans l'intérêt de la République, il fallait confier la direction des affaires à un dictateur, qui était naturellement Robespierre. Après Barbaroux, Marat parut à la tribune; c'était la première fois. Il était débraillé, et sa présence

inspira une curiosité mêlée de dégoût. Il s'en aperçut, et, sans s'émouvoir, il « rappela à la pudeur » les nombreux ennemis qu'il avait dans l'enceinte de la Convention. Il parla, du reste, avec une impudente franchise, avouant qu'il avait demandé un dictateur parce qu'il l'avait cru et le croyait encore nécessaire ; il fallait une main de fer pour réprimer les complots des ennemis de la liberté. Cette impudence de Marat provoqua une ardente improvisation de Vergniaud qui, sortant des banalités sur la dictature, dénonça et les incessantes provocations de Marat à l'assassinat, et la circulaire de la Commune invitant toutes les villes de France à imiter les massacres de septembre. Marat joua la comédie, et se plaçant un pistolet sur la tempe, s'écria qu'il se tuerait s'il le fallait pour échapper à la tyrannie. Cela émut peu. Vergniaud, comme cela lui arrivait souvent, ne sut pas profiter du moment favorable ; il aurait certainement obtenu un décret d'accusation contre Marat ; il laissa demander l'ordre du jour, qui fut voté après quelques banales explications. Cette grande émotion était perdue, et tout se borna à quelques excuses de la Commune, qui fit un simulacre de soumission en

sacrifiant son comité de surveillance, déjà désorganisé et désormais inutile. La commission affecta de se montrer satisfaite. En réalité, c'était un échec pour la Gironde, car les décrets votés furent oubliés; pour la Montagne, c'était le point important.

Le ministère avait dû être renouvelé : après Danton, Servan avait donné sa démission; Roland annonçait qu'il voulait en faire autant. Sur la proposition de Buzot, la Convention déclara que Roland avait sa confiance, et le vaniteux personnage promit de rester jusqu'à la mort. Le cabinet fut complété par la nomination de Garat, idéologue sans valeur, à la justice, et de Pache à la guerre; celui-ci s'empressa de livrer aux Jacobins l'administration de la guerre, quoiqu'il eut été choisi par Roland. Le ministre de l'intérieur commit une nouvelle faute en demandant à Danton un compte des dépenses secrètes du ministère de la justice; celui-ci prétendit l'avoir donné avant de quitter le ministère. Roland nia, et la Convention prononça que le compte avait été donné, mais en gros. Il ne fallait pas attaquer Danton ou il fallait pousser l'attaque sérieusement. La Gironde fut mieux inspirée lorsqu'elle demanda au comité

de surveillance de la Commune de rendre compte des objets qu'il avait reçus pendant les massacres de septembre; le compte fut mal rendu, et plusieurs membres du comité furent condamnés à des restitutions qu'ils ne firent pas. Ils avaient été pris, suivant l'énergique expression de l'historien Mortimer-Ternaux, « les pieds dans le sang et les mains dans le sac ». La Gironde était de nouveau maîtresse de la situation; elle réorganisa le comité de sûreté générale chargé de prononcer sur les arrestations, et le composa exclusivement de députés girondins. Les Montagnards s'effrayèrent, et ne pouvant encore entamer la lutte dans le sein de la Convention, ils commencèrent leurs attaques dans les clubs; Brissot fut rayé du club des Jacobins. Une campagne très-vive fut conduite contre la garde départementale, que les Girondins avaient fait voter pour la Convention; on la représentait comme une garde prétorienne destinée à opprimer Paris, et l'on effrayait les sections parisiennes en leur annonçant la guerre civile. Vainement les Girondins faisaient remarquer que cette garde ne compterait que 4,470 hommes; qu'elle serait composée par les départements; que le comman-

dant seul était à la nomination de la Convention ; les calomnies continuaient, et elles étaient accueillies par la population. On jouait là, contre les Girondins, le vieux jeu que jadis ils avaient joué contre Louis XVI à l'occasion de sa garde constitutionnelle.

D'ailleurs, les Girondins ne se refusaient à aucune mesure de rigueur du moment qu'elle était dirigée contre les prêtres insermentés ou contre les émigrés. La situation du trésor public était déplorable ; on avait émis deux milliards d'assignats et les caisses étaient vides. Cambon, le financier de la Convention, proposa de porter l'émission à 400 millions de plus, cela fut accepté. En même temps, pour augmenter la garantie des assignats, les décrets de confiscation déjà portés contre les émigrés furent étendus ; les personnes qui avaient des dépôts appartenant aux émigrés, furent sommés de les livrer ; quant aux émigrés, ils étaient condamnés à mort s'ils avaient pris les armes contre la France ; dans le cas contraire, ils étaient bannis et leurs biens confisqués. Ces mesures avaient un but fiscal en même temps qu'elles donnaient satisfaction à la haine des révolutionnaires contre la noblesse qui four-

nissait la plus grande portion de l'émigration.

Les départements, où les Girondins avaient conservé toute leur influence, les soutenaient ; d'ailleurs, leur propre cause était engagée dans celle de la garde de la Convention qu'ils devaient former ; ils envoyaient de nombreuses adresses dirigées contre les conspirateurs de la Commune. D'autre part, les sections parisiennes multipliaient les adresses en sens contraire et elles obtenaient de la faiblesse de la Convention l'abrogation de la loi martiale. Le 27 octobre, Buzot proposa un projet contre la provocation à l'assassinat ; il visait Marat et rétrospectivement les septembriseurs. Le 29, Roland déposa le rapport sur Paris qui lui avait été demandé ; il faisait l'éloge de la population, mais attaquait vivement la Commune, dont il signalait les empiétements. Robespierre s'opposa à l'impression de ce rapport qui calomnait la loyale population de Paris et les républicains les plus dévoués ; l'impression fut votée malgré ses efforts. Implicitement visé dans le rapport, il avait dit qu'on n'osait pas l'accuser en face ; Louvet releva le gant, et commença sa fameuse accusation ; il énumérait toutes les usurpations de la Commune, qu'il

attribuait à Robespierre, et après chaque fait il revenait à ces mots : « Robespierre, je t'accuse. » Cela ne manquait pas de mouvement, ni d'une certaine grandeur. Seulement, à cause du rôle de ses amis au 20 juin et au 10 août, Louvet était forcé d'établir entre les faits antérieurs au 10 août et ceux qui étaient postérieurs une distinction que rien ne justifiait. Là était le côté faible de son réquisitoire ; ce que Robespierre avait fait après le 10 août, les Girondins l'avaient fait avant, et si l'un était coupable, les autres l'étaient, à moins de soutenir que ce qui était permis contre Louis XVI était défendu contre M. Roland. Il est vrai que Robespierre ne pouvait guère invoquer cette raison. Il s'en tira, du reste, habilement, en demandant que sa réponse fut remise à huit jours. Les Girondins auraient dû l'obliger à répondre *séance tenante* ; par dédain sans doute, ils acceptèrent l'ajournement. Le soir même, Robespierre, que ces attaques faisaient de plus en plus le chef de la Montagne, reçut une ovation aux Jacobins ; on ne parlait de rien moins que d'entamer la lutte contre la Convention, si cela était nécessaire, et Robespierre lui-même dut calmer ses trop ardents partisans. Il fut affirmé aux Jaco-

bins, non sans raison, que les hommes du 10 août et ceux du 2 septembre étaient les mêmes; Louvet avait dû le nier; il ne pouvait ignorer cependant que si tous les combattants du 10 août n'étaient pas aux prisons le 2 septembre, au moins tous les massacreurs de septembre étaient au pillage des Tuileries et au massacre des Suisses le 10 août.

Pendant les huit jours qu'avait demandés Robespierre, la Convention, qui craignait de trop s'engager, recula; elle ajourna les projets irritants; elle repoussa le projet de Buzot comme inutile, sous prétexte que le jury suffisait pour punir la presse, si elle provoquait à l'assassinat; le motif était ridicule. Au jour dit, Robespierre fit longuement son apologie; glissant sur certains points, il s'étendit complaisamment sur certains autres; de nouveau il identifia sa cause personnelle avec celle de la Révolution; lorsqu'il eut terminé cette apologie, qui ne manquait pas d'habileté, Louvet et Barbaroux voulurent répondre, mais la Convention ne le permit pas et elle passa à l'ordre du jour. Les Girondins laissèrent faire. Ils affectèrent de dire qu'ils avaient triomphé et de traiter dédaigneusement leur adversaire: en

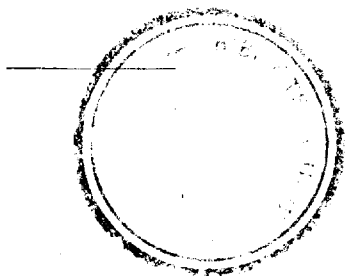
fait la victoire était à lui : ces attaques toujours inutiles le grandissaient et l'action de la Gironde sur l'assemblée allait en diminuant.

Quelques mots des opérations militaires : La retraite des Prussiens après Valmy ne laissait plus au nord que les Autrichiens ; ils attaquèrent vainement Lille qui résista à un bombardement, et se mirent en retraite. Dumouriez forma le projet de les chasser de la Belgique ; il vint à Paris le 12 octobre et assista à une séance des Jacobins, par lesquels il se fit applaudir ; seul Marat lui tint rigueur et vint le relancer jusque dans un bal. Dumouriez lui tourna le dos et Marat fut mis à la porte. Le voyage du général avait pour but de lui obtenir les ressources nécessaires pour son expédition en Belgique ; il réussit, non sans difficulté ; on se méfiait de lui. Ayant obtenu à peu près ce qu'il voulait, il partit pour Valenciennes où était son armée, et le 6 novembre la bataille de Jemmapes, gagnée sur les Autrichiens, grâce aux vieux régiments qui emportèrent les hauteurs de Cuesmes avec un élan admirable, lui livrait la Belgique. Maître du pays, il eut à compter avec le ministre Pache et la Convention qui voulaient révolutionner la Belgique,

et les difficultés qu'il rencontra purent contribuer à décider plus tard sa défection.

En même temps que Dumouriez envahissait la Belgique, Custine envahissait le Palatinat et s'emparait de Mayence ; il poussait même une pointe hardie jusqu'à Francfort, qu'il obligeait à payer une contribution de 14 millions ; plus souple que Dumouriez, il se prêtait aux désirs de Pache et introduisait dans les pays conquis les idées françaises au grand mécontentement des populations.

Dans le midi les généraux Montesquiou et Anselme s'emparaient sans coup férir, le premier de la Savoie, le second du comté de Nice. Sur tous les points, nos armées étaient victorieuses.



CHAPITRE III.

La famille royale au Temple. — Procès de Louis XVI. — Rapport Gohier. — Rapport Valazé. — Rapport Mailhe. — La Convention décide qu'elle jugera le roi. — Commission d'examen. — Acte d'accusation — Lecture de l'acte d'accusation au roi. — Comparution du roi. — Attitude de Valazé. — Les défenseurs du roi. — Son testament. — Discours de Desèze. — Paroles du roi. — Dernier effort de Lanjuinais. — Questions posées. — Vote. — Lâcheté de la Gironde. — Philippe Égalité. — Duchatel. — Vergniaud proclame le résultat. — Garat au Temple. — Derniers moments et mort du roi.

Après le 10 août, la famille royale, à laquelle on avait d'abord destiné le Luxembourg pour résidence, fut conduite à la tour du Temple ; elle dut cette aggravation à Pétion qui, d'accord avec les membres de la Commune, affecta tant d'inquiétudes sur les mesures à prendre pour garder et préserver en même temps les prisonniers, que la Législative lui laissa le soin de choisir la résidence. Ce fut Pétion qui conduisit au Temple Louis XVI et sa famille, et ce vaniteux personnage s'acquitta de sa mission avec son inconvenance ordinaire.

Par le touchant récit du fidèle valet de chambre Cléry, on connaît tous les incidents du séjour de la famille royale au Temple. Elle occupait la petite tour du Temple qui avait quatre étages ; la reine, Madame Élisabeth, Madame et le dauphin couchaient au second, le roi au troisième. La journée de la famille était ainsi réglée : le roi se levait à six heures ; Cléry le coiffait et l'habillait ; le roi passait dans son cabinet, où il faisait sa prière, puis lisait jusqu'à neuf heures, sous la surveillance d'un municipal qui ne devait pas le perdre de vue. Pendant ce temps-là Cléry faisait le service de la reine. A neuf heures, le roi déjeunait, et à dix heures il descendait chez la reine ; alors avaient lieu les leçons du dauphin. A une heure la famille royale faisait une promenade, sous la surveillance de quatre municipaux. Après le dîner le roi faisait un court sommeil, suivi d'une lecture. A huit heures avait lieu le souper du dauphin, auquel le roi lui-même faisait faire sa prière avant que Cléry aille le coucher ; la famille royale soupait ensuite et se séparait. Telle était la vie que les Girondins, ses anciens ministres, avait faite au descendant de saint Louis.

Jamais, du reste, Louis XVI ne fut plus admirable qu'au Temple. Dans le roi, à Versailles ou aux Tuileries, on doit regretter bien des défaillances ; il ne veut pas comprendre que ce n'est pas en vain que Dieu a donné au prince une épée, et que si la bonté est une qualité, ce n'est pas la seule, ni même la principale qualité de celui qui est appelé à gouverner un peuple. Au Temple, plus de défaillances, et Louis XVI se montre dans toute sa grandeur. Lorsque le 21 septembre, les commissaires de la Convention viennent lui lire le décret d'abolition de la royauté, en vain leur haine cherche à lire quelque abattement sur les traits de la victime, Louis reste impassible. Cette impassibilité, ou plutôt cette fermeté chrétienne se retrouve dans toutes les circonstances.

Au mois d'octobre, la famille royale fut transportée dans la grande tour du Temple où elle trouva une installation encore plus mauvaise que dans la petite. A la même époque, le roi fut dépouillé de ses décorations. Le 1^{er} novembre, il reçut la visite d'une commission de la Convention, dont faisait partie Drouet, l'auteur de son arrestation à Varennes; il adressa aux commissaires des réclamations qui ne furent

pas écoutées. La Convention avait voté pour l'entretien de la famille royale, une somme de 500,000 livres, mais la somme ne fut jamais donnée : on paya seulement 2,000 livres en assignats, et on remboursa au valet de chambre Hue une somme de 526 livres qu'il avait dû avancer à son maître.

Un premier rapport sur la situation du roi avait été fait à la Législative par Gohier; il était haineux et accusait le roi de tous les crimes; Gohier concluait à l'incompétence de la Législative qui devait laisser à la Convention le soin de prononcer. Une commission fut nommée par la Convention, et le 6 décembre, Dufriche de Valazé, un girondin de naissance noble, faisait le rapport; pour la première fois dans une pièce publique paraissait le nom de Louis Capet; Valazé, se montrait plus haineux et plus violent que Gohier; il présentait le roi comme ayant mérité le châtimement des traîtres. Et l'auteur de ce rapport parlait ainsi par lâcheté. Le lendemain, autre rapport de Mailhe sur la question juridique: par des arguties de procureur, Mailhe s'efforçait d'établir que Louis XVI était justiciable de la nation que représentait la Convention; il ne pouvait invoquer le bénéfice de la

Constitution qui le déclarait inviolable puisqu'il l'avait violée. Le 13 novembre, les débats s'engagèrent sur cette question. « Le roi peut-il être jugé ? » Plusieurs députés, Morisson, Royer, Faure soutinrent que le roi ne pouvait être jugé; Saint-Just, avec un froid cynisme qui effraya l'Assemblée, déclara que tout roi était hors l'humanité et devait être supprimé.

Le 2 décembre, la municipalité de Paris fut renouvelée; au refus de Pétion et de l'ancien contrôleur général d'Ormesson successivement élus, le girondin Chambon fut nommé contre le jacobin Lhuillier, membre du Tribunal extraordinaire; le nouveau conseil de la Commune était aussi mauvais que l'ancien qui ne lui céda la place que sur les menaces de Santerre; Chaumette fut nommé procureur-syndic, avec Hébert, le directeur du *Père Duchêne*, pour substitut. Cette nouvelle administration se signala par un redoublement de rigueurs contre le roi.

La Convention n'avait pas décidé si le roi pouvait être jugé; des désordres ayant eu lieu à cause du prix du pain, les Montagnards en rendirent Louis XVI responsable, et demandèrent sa prompte mise en jugement. Après

une nouvelle discussion dans laquelle Robespierre reprit, sous une forme adoucie, la thèse de Saint-Just et soutint que la condamnation du roi était l'absolution et la confirmation de la République, la Convention décida qu'elle pouvait juger le roi. Les Girondins votèrent pour la plupart, comme les Montagnards; ces parleurs brillants tombaient dans le piège que leur avaient tendu leurs adversaires. Le calcul des Montagnards était odieux, mais habile; si les Girondins ne condamnaient pas le roi à mort, on les accuserait d'être des suppôts de la tyrannie et de rêver une restauration; si, contre leur conscience, ils le condamnaient à mort, ils se déconsidéraient par cette preuve de faiblesse et perdaient leur autorité dans l'Assemblée. Comment, dans la Gironde, aucun homme ne sut-il déjouer ce calcul, en faisant déclarer que le roi, couvert par la Constitution, ne pouvait être jugé?

On voulait aller vite; une commission de 21 membres fut nommée pour préparer l'acte d'accusation, et le 10 décembre, Lindet en donnait lecture à la Convention qui l'approuva. Pour cet acte, dressé avec une odieuse habileté, Lindet avait fait usage des pièces de l'armoire

de fer récemment livrées. Le lendemain, au milieu d'un grand déploiement de force, le maire Chambon, le procureur-syndic Chaumette et Santerre se présentèrent au roi auquel ils lurent un décret portant que Louis Capet était traduit à la barre de la Convention pour y être jugé. « Capet n'est pas mon nom, dit Louis XVI, c'est le nom d'un de mes ancêtres. » Il ajouta qu'il cédait à la force. Une voiture, qu'entourait une nombreuse escorte, l'amena à la Convention. Santerre alla prévenir le président Barrère que « Louis Capet attendait ses ordres ». Le roi fut introduit; il prit place à la barre entre deux officiers municipaux; les tribunes étaient remplies d'hommes armés. On donna lecture devant le roi de l'acte d'accusation, sans qu'il se départit de son impassibilité. Puis le président procéda à l'interrogatoire. Un député, Durand de Maillanne, a raconté combien il était ému des réponses du roi, qui parlait d'une voix ferme, avec une clarté et une précision admirables. Malgré cela, il aurait été plus royal de ne pas répondre; à quoi bon discuter avec des bourreaux dont le jugement est prononcé d'avance? Le girondin Valazé se conduisit avec une rare insolence; sans daigner se re-

tourner, il tendait les pièces au roi par-dessus son épaule, lui disant : « Reconnaissez-vous cela. » Le roi devait répondre oui ou non. A six heures, l'interrogatoire était terminé, et le roi retournait au Temple, mais il était privé le jour même de la consolation de voir sa famille dont il fut séparé ; c'était un surcroît de cruauté de ses prétendus juges.

La Convention avait d'abord songé à interdire toute défense au roi et à le juger sommairement ; elle n'osa pas, et Louis XVI fut prévenu qu'il avait à désigner ses défenseurs. Il choisit Target et Tronchet ; le premier déclina l'honneur qui lui était fait ; le second accepta avec reconnaissance ; il s'adjoignit Malesherbes, l'ancien ministre de Louis XVI, et Desèze, jeune avocat du barreau de Bordeaux. De nombreux personnages s'offrirent pour défendre le roi : André Chénier, le poète, Olympe de Gouges (M^{me} Aubry), qui avait écrit des ouvrages en faveur de la Révolution, Sourdat (de Troyes), Cazalès, l'orateur de la Constituante, Lally-Tollendal, Malouet, etc. ; les ministres Dalmas et Necker publièrent des mémoires en faveur de l'accusé. André Chénier et M^{me} Aubry payèrent de leur tête leur offre généreuse.

Le jour de Noël, Louis XVI qui ne se faisait pas illusion sur l'issue de son procès, fit son testament; cette pièce est bien connue, mais elle est trop touchante pour ne pas la reproduire :

« Au nom de la Très-Sainte Trinité, du Père, et du Fils, et du Saint-Esprit : Aujourd'hui 25^e jour de décembre 1792, moi Louis, seizième du nom, roi de France, étant depuis quatre mois renfermé avec ma famille dans la tour du Temple à Paris, par ceux qui étaient mes sujets, et privé de toute communication quelconque, même, depuis le 14 du courant, avec ma famille; de plus, impliqué dans un procès dont il est impossible de prévoir l'issue, à cause de la méchanceté des hommes, et dont on ne trouve aucun prétexte ni moyen dans aucune loi existante, n'ayant que Dieu pour témoin de mes pensées et auquel je puisse m'adresser, je déclare ici en sa présence mes dernières volontés et sentiments :

« Je laisse mon âme à Dieu, mon créateur; je le prie de la recevoir dans sa miséricorde, de ne pas la juger d'après ses mérites, mais par ceux de Notre-Seigneur Jésus-Christ, qui s'est

offre en sacrifice à Dieu son Père pour nous autres hommes quelque indignes que nous en fussions, et moi le premier :

« Je meurs dans l'union de notre Sainte-Mère l'Église catholique, apostolique et romaine qui tient ses pouvoirs, par une succession non interrompue de Saint-Pierre, auquel Jésus-Christ les avait confiés.

« Je crois fermement et confesse tout ce qui est contenu dans le symbole et les commandements de Dieu et de l'Église, tels que l'Église catholique les enseigne et les a toujours enseignés. Je n'ai jamais prétendu me rendre juge dans les différentes manières d'expliquer les dogmes qui déchirent l'Église de Jésus-Christ ; mais je m'en suis rapporté et m'en rapporterai toujours, si Dieu m'accorde vie, aux décisions que les supérieurs ecclésiastiques, unis à la sainte Église catholique, donnent et donneront conformément à la discipline de l'Église suivie depuis Jésus-Christ.

« *Je plains de tout mon cœur nos frères qui peuvent être dans l'erreur ; mais je ne prétends pas les juger et je ne les aime pas moins tous en Jésus-Christ, suivant ce que la charité chrétienne nous enseigne. Je prie Dieu de me par-*

donner mes péchés; j'ai cherché à les connaître scrupuleusement; à les détester et à m'humilier en sa présence. Ne pouvant me servir du ministère d'un prêtre catholique, je prie Dieu de recevoir la confession que je lui en ai faite, et surtout le repentir profond d'avoir mis mon nom (quoique cela fut contre ma volonté) à des actes qui peuvent être contraires à la discipline et à la croyance de l'Église catholique, à laquelle je suis toujours resté sincèrement uni de cœur. Je prie Dieu de recevoir la ferme résolution où je suis, s'il m'accorde vie, de me servir, aussitôt que je le pourrai, du ministère d'un prêtre catholique, pour m'accuser de tous mes péchés et recevoir le sacrement de Pénitence.

« Je prie tous ceux que je pourrais avoir offensés par inadvertance (car je ne me rappelle par avoir fait sciemment aucune offense à personne), ou ceux à qui j'aurais donné de mauvais exemples ou des scandales, de me pardonner le mal qu'ils croient que je peux leur avoir fait; je prie tous ceux qui ont de la charité d'unir leurs prières aux miennes pour obtenir de Dieu le pardon de mes péchés.

« Je pardonne de tout mon cœur à ceux qui

se sont faits mes ennemis, sans que je leur en aie donné aucun sujet, et je prie Dieu de leur pardonner, de même qu'à ceux qui, par un faux zèle ou par un zèle mal entendu, m'ont fait beaucoup de mal.

« Je recommande à Dieu ma femme et mes enfants, ma sœur, mes tantes, mes frères et tous ceux qui me sont attachés par les liens du sang ou par quelque autre manière que cela puisse être; je prie Dieu particulièrement de jeter des yeux de miséricorde sur ma femme, mes enfants et ma sœur qui souffrent depuis longtemps avec moi, de les soutenir par sa grâce, s'il viennent à me perdre; et tant qu'ils resteront dans ce monde périssable.

« Je recommande mes enfants à ma femme, je n'ai jamais douté de sa tendresse maternelle pour eux; je lui recommande surtout d'en faire de bons chrétiens et d'honnêtes hommes, de ne leur faire regarder les grandeurs de ce monde-ci (s'ils sont condamnés à les éprouver), que comme des biens dangereux et périssables et de tourner leurs regards vers la seule gloire solide et durable de l'éternité. Je prie ma sœur de vouloir continuer sa tendresse à mes enfants et de leur tenir lieu de mère,

s'ils avaient le malheur de perdre la leur.

« Je prie ma femme de me pardonner tous les maux qu'elle souffre pour moi, et les chagrins que je pourrais lui avoir causé dans le cours de notre union; comme elle peut être sûre que je ne garde rien contre elle, si elle croyait avoir quelque chose à se reprocher.

« Je recommande bien vivement à mes enfants, après ce qu'ils doivent à Dieu, qui doit marcher avant tout, de rester toujours unis entre eux, soumis et obéissants à leur mère, et reconnaissants de tous les soins et les peines qu'elle se donne pour eux et en mémoire de moi. Je les prie de regarder ma sœur comme une seconde mère.

« Je recommande à mon fils, s'il avait le malheur de devenir roi, de songer qu'il se doit tout entier au bonheur de ses concitoyens; qu'il doit oublier toute haine et tout ressentiment et nommément ce qui a rapport aux malheurs et aux chagrins que j'éprouve; qu'il ne peut faire le bonheur des peuples qu'en suivant les lois, mais en même temps qu'un roi ne peut les faire respecter et faire le bien qui est dans son cœur, qu'autant qu'il a l'autorité nécessaire, et qu'autrement, étant lié dans ses

opérations et n'inspirant point de respect, il est plus nuisible qu'utile.

« Je recommande à mon fils d'avoir soin de toutes les personnes qui m'étaient attachées, autant que les circonstances où il se trouvera lui en donneront la faculté, de songer que c'est une dette que j'ai contractée envers les enfants ou les parents de ceux qui ont péri pour moi, et ensuite de ceux qui sont malheureux pour moi.

« Je sais qu'il y a plusieurs personnes de celles qui m'étaient attachées qui ne se sont pas conduites envers moi comme elles le devaient, et qui ont même montré de l'ingratitude ; mais je leur pardonne (souvent dans les moments de trouble et d'effervescence, on n'est pas maître de soi), et je prie mon fils, s'il en trouve l'occasion, de ne songer qu'à leur malheur.

« Je voudrais pouvoir témoigner ici ma reconnaissance à ceux qui m'ont montré un attachement véritable et désintéressé ; d'un côté, si j'ai été sensiblement touché de l'ingratitude et de la déloyauté de gens à qui je n'avais jamais témoigné que des bontés, de l'autre, j'ai eu de la consolation à voir l'attachement et l'intérêt

gratuit que beaucoup de personnes m'ont montré ; je les prie d'en recevoir tous mes remerciements. Dans la situation où sont encore les choses, je craindrais de les compromettre si je parlais plus explicitement ; mais je recommande spécialement à mon fils de chercher les occasions de pouvoir les reconnaître.

« Je croirais calomnier cependant les sentiments de la nation, si je ne recommandais ouvertement à mon fils MM. de Chamilly et Huë, que leur véritable attachement pour moi avait portés à s'enfermer avec moi dans ce triste séjour et qui ont pensé en être les malheureuses victimes ; je lui recommande aussi Cléry, des soins duquel j'ai eu tout lieu de me louer depuis qu'il est avec moi ; comme c'est lui qui est resté avec moi jusqu'à la fin, je prie messieurs de la Commune de lui remettre mes hardes, mes livres, ma montre, ma bourse et les autres petits objets qui ont été déposés au Conseil de la Commune.

« Je pardonne encore très-volontiers à ceux qui me gardaient les mauvais traitements et les gênes dont ils ont cru devoir user envers moi ; j'ai trouvé quelques âmes sensibles et compatissantes, que celles-là jouissent dans leur cœur de

la tranquillité que doit leur donner leur façon de penser.

« Je prie MM. de Malesherbes, Tronchet et Desèze, de recevoir ici tous mes remerciements et l'expression de ma sensibilité pour tous les soins et les peines qu'ils se sont donnés pour moi.

« Je finis en déclarant devant Dieu et prêt à paraître devant lui, que je ne me reproche aucun des crimes qui sont avancés contre moi.

« Fait double à la tour du Temple, le 25 décembre 1792.

Signé : Louis.

Le lendemain 26 décembre, le roi comparaisait de nouveau devant la Convention. Il avait demandé à Malesherbes ce qu'il pouvait faire pour ses dévoués défenseurs, Tronchet et Desèze. « Embrassez-les, » lui répondit son ancien ministre, et le roi embrassa les deux avocats, plus honorés de cela que de toute autre récompense. La Convention fit attendre le roi pendant une heure; ses défenseurs en causant avec lui, disaient Sire et Majesté, un conventionnel trouva cela mauvais. « Qui vous rend si hardis. leur dit Treilhard, de pro-

noncer ici des noms que la Convention a pros-
crits? — Le mépris de la vie, » répondit Males-
herbes. Desèze prononça son discours qu'il
est inutile de résumer; il cherchait vainement
des juges là où il n'y avait que des accusateurs.
On lui a reproché de s'être montré froid; il avait
obéi au roi qui lui avait fait supprimer une pé-
roraison pathétique, en lui disant : « Je ne
veux pas attendrir mes accusateurs. » C'était
royal. Louis XVI ajouta quelques paroles, il dé-
clara que sa conscience ne lui reprochait rien,
il protesta surtout contre l'accusation d'avoir
fait verser le sang, lui qui avait toujours reculé
devant une défense légitime pour ne pas causer
d'effusion de sang. Il avait malheureusement
poussé cette horreur du sang jusqu'à la fai-
blesse. Puis le roi se retira avec ses défenseurs.

Les Girondins commençaient à comprendre
les difficultés de la situation dans laquelle les
Montagnards les avaient placés. Lanjuinais,
toujours opposé au jugement, demanda qu'on
rapportât le décret par lequel la mise en
jugement du roi avait été décidée. Pétion l'ap-
puya, peut-être l'ancien maire de Paris avait-il
quelques remords? Ils échouèrent, et il fut dé-
cidé que trois questions seraient posées : 1° Le

roi est-il coupable ? 2° Le jugement sera-t-il soumis à la sanction du peuple ? 3° Quelle sera la peine ?

Sur la première question, il fut répondu oui à l'unanimité des 683 députés présents, parmi lesquels figuraient des royalistes, cachant soigneusement leurs sentiments ; 66 députés étaient absents ou s'étaient récusés.

Sur la question de l'appel au peuple, 424 députés le repoussèrent ; 281, parmi lesquels les chefs de la Gironde, l'appuyèrent.

Lorsque la troisième question, celle de la peine à infliger au roi, fut posée, les tribunes étaient garnies d'hommes armés qui menaçaient les députés soupçonnés d'être favorables à Louis XVI ; des canons étaient braqués sur les portes de la Convention ; la Montagne avait pris ses précautions pour intimider ses adversaires. On tira au sort la lettre par laquelle on devait commencer l'appel des départements, le G sortit. « Tant mieux, dit Desèze à Malesherbes, la Gironde nous est favorable. » Hélas ! la Gironde eut peur et ses chefs votèrent la mort, sauf quelques-uns, qui, avec Lanjuinais, surent résister à la pression. Un vote surtout fit une horrible impression, ce fut celui

de Philippe-Égalité. Quand il prononça ces mots terribles, la mort, il y eût comme un frémissement dans toute l'Assemblée; les Montagnards les plus exaltés eux-mêmes, avaient honte de leur complice; ils trouvaient qu'il aurait dû s'abstenir. Pendant que chaque député défilait pour donner à haute voix son vote, quelques-uns marquaient les voix; la majorité n'étant pas très-forte, ils se demandaient quel serait le résultat. Au dernier moment, alors qu'on allait clore le scrutin, on vit entrer un député qui, malade, se faisait porter : c'était Duchatel qui n'avait pas hésité à quitter son lit pour venir remplir son devoir. Au milieu des insultes des Montagnards et des tribunes, qui voulaient l'empêcher de voter, il se prononça d'une voix éteinte pour le bannissement. Quelques mois plus tard, cet acte de courage lui coûtait la vie. Le président devait lire le résultat du scrutin, et par une ironie du sort que remarqua la Montagne, Vergniaud occupait ce jour-là le fauteuil de la présidence. C'était déjà lui qui avait annoncé l'ouverture du procès; il dut en proclamer le résultat : 387 députés avaient voté pour la mort, 334 pour le bannissement; sur les députés qui avaient voté la

mort, 46, comme par une dernière capitulation de conscience, avaient demandé un sursis, on ne tint aucun compte de leur réserve. En proclamant ce résultat, Vergniaud, qui n'aurait voulu ni juger, ni condamner Louis XVI, et qui cependant avait voté la mort, était profondément ému; était-ce simplement le remords ou le plus brillant orateur de la Gironde devinait-il que cette lâcheté allait causer la perte de son parti?

Malesherbes, au nom du roi, donna lecture d'un appel à la nation, on n'en tint nul compte. Le lendemain, 17 janvier, les larmes de son vieux ministre apprirent à Louis XVI la triste nouvelle; il s'y attendait; il la reçut avec calme et il ne songea plus qu'à se préparer à la mort. Le 20, Garat, ministre de la justice, se présenta au Temple, le chapeau sur la tête; Grouvelle lut le décret que Louis XVI entendit avec beaucoup de dignité.

Le jour même, il écrivit à la Convention pour lui demander un délai de trois jours pour se préparer à la mort, la faculté de recevoir un prêtre insermenté qui ne serait pas inquiété, l'autorisation de voir sa famille; en même temps il recommandait à ses bourreaux ses serviteurs.

On lui accorda toutes ses demandes, sauf la première ; la Convention avait hâte d'en finir, les Montagnards craignaient toujours que leur victime leur échappât ; parmi les raisons qu'ils donnèrent pour refuser le délai, se trouvait celle-ci, que l'humanité commandait de ne pas prolonger inutilement les souffrances d'un condamné ; l'invocation à l'humanité était heureuse.

Comme si elle eût voulu se donner la jouissance d'humilier celui qu'on allait assassiner, la Commune de Paris faisait retirer au roi, non-seulement tout instrument tranchant, mais même les fourchettes ; il dut dîner sans fourchette. On savait bien cependant que Louis XVI, chrétien, saurait attendre la mort. Dans la soirée du 20, le roi eut avec sa famille sa dernière entrevue ; avant de quitter sa femme, sa sœur et ses enfants, il dut leur promettre qu'il les reverrait le lendemain. Il vit ensuite l'abbé Edgeworth de Firmont, prêtre insermenté ; mais lorsqu'il demanda l'autorisation de faire dire la messe et de communier, on lui répondit qu'on pourrait lui donner une hostie empoisonnée. La Commune cependant revint sur son refus, et le lendemain matin, avant de partir pour

la place de la Révolution, maintenant place Louis XVI, le roi put recevoir la sainte communion. Il aurait désiré que Cléry l'accompagnât ; on lui répondit brutalement que le bourreau était assez bon pour lui. Il se mit en route avec l'abbé Edgeworth et le commissaire de la Commune, qui était un prêtre apostat du nom de Roux. Des troupes avaient été disposées dans toutes les directions, la Convention savait qu'un complot avait été formé pour enlever le roi ; ce qu'elle ignorait, c'est que le roi lui-même avait dissuadé ses fidèles partisans de faire aucune tentative, pour éviter une nouvelle effusion de sang. C'était par une froide journée de janvier, et toute la ville était comme plongée dans la stupeur.

Arrivé au pied de l'échafaud, Louis XVI, après un moment d'hésitation, se laissa lier les mains, sur une observation de son confesseur, qui lui rappela le supplice du Sauveur. Du haut de l'échafaud, il prononça quelques paroles d'une voix forte : « Je meurs innocent de tous les crimes qu'on m'impute ; je pardonne aux auteurs de ma mort, et je prie Dieu que ce sang que vous allez répandre ne retombe jamais sur la France. » Un roulement de tambour,

ordonné par Santerre, d'après les uns, par un officier général du nom de Beaufranchet d'après les autres, l'empêcha de poursuivre, et quand le roulement fut terminé, Louis XVI avait cessé de vivre. Un valet de bourreau montra sa tête au peuple en criant : Vive la République ! Quelques jours après, une lettre du bourreau, répondant aux mensonges d'un journal républicain, rendait hommage au courage avec lequel le roi était mort.

L'histoire a jugé cet odieux assassinat que rien n'excusait ; il était inutile ; il a valu à la France la guerre à l'extérieur et la Terreur à l'intérieur. Victime expiatoire, frappé pour les siens, Louis XVI demandait que son sang ne retombât pas sur la France, sa prière n'a pas été exaucée, et depuis 80 ans, la France supporte encore les conséquences du crime du 21 janvier.





CHAPITRE IV.

Déclaration de guerre à l'Angleterre et à l'Espagne. — Assassinat de Le Pelletier de Saint-Fargeau. — Mesures terroristes. — Retraite de Roland. — Les assignats. — Pache, maire de Paris. — Nouvelles mesures terroristes. — Le tribunal révolutionnaire. — Mouvement avorté du 9 mars. — Plainte de Vergniaud. — Mesures contre les émigrés et les suspects. — Comité de défense et de sûreté générale. — Lasource dénonce Danton. — La Convention renonce à l'inviolabilité de ses membres. — Projets de Dumouriez. — Sa venue à Paris. — Expédition de Hollande. — Bataille de Neerwinde. — Défection de Dumouriez.

L'assassinat de Louis XVI, c'était la guerre à l'extérieur et la terreur à l'intérieur. Dès que le gouvernement anglais apprit la mort du roi, la cour prit le deuil ; des deux représentants de la France, l'un, Chauvelin, fut chassé ; l'autre, Talleyrand, toujours prudent, prit un passeport pour les États-Unis. Jusque-là, l'Angleterre, quoique mécontente de la conquête de la Belgique, avait hésité à déclarer la guerre, toutes les hésitations disparurent. En même temps, la Convention déclarait la guerre à l'Espagne, parce que l'ambassadeur espagnol avait fait des

démarches en faveur de Louis XVI. C'était de la démenche.

Le signal de la terreur à l'intérieur fut donné par l'assassinat de l'un des juges de Louis XVI, Le Pelletier de Saint-Fargeau, ancien membre du Parlement et jadis royaliste. Le Pelletier, qui disposait d'une vingtaine de voix, s'était formellement engagé à voter pour le bannissement ; il manqua à sa parole et le 20, avant même la mort du roi, un ancien garde constitutionnel du roi, du nom de Paris, le tuait d'un coup de sabre. On lui fit des funérailles magnifiques et son corps fut porté au Panthéon. Sous l'impression de cet assassinat, qui effrayait nombre de conventionnels, des mesures de rigueur furent votées ; les Bourbons furent expulsés de France ; les personnes qui s'étaient réunies aux Tuileries pour la défense du roi furent décrétées d'accusation, ainsi que les fonctionnaires venus à Paris pour conspirer contre la République ; comme compensation, les Girondins firent voter en même temps des poursuites contre les septembriseurs ; mais quelques jours après, sur une démarche comminatoire des sections de Paris, ces poursuites furent ajournées.

Le comité de surveillance générale constitué par la Convention pour faire disparaître celui de la Commune fut renouvelé ; les Girondins qui y avaient eu jusqu'alors la majorité, n'y furent plus qu'en minorité. D'autre part ils avaient perdu leur ministre favori, Roland, qui fatigué de son impuissance et réduit à des plaintes inutiles, préférait se retirer ; les deux ministères de la justice et de l'intérieur furent momentanément réunis entre les mains de l'incapable Garat ; par compensation, Pache quitta le ministère de la guerre où il fut remplacé par un soldat, Beurnonville. L'assemblée, sous le coup des excitations de la Commune, vota les certificats de civisme ; tout citoyen était tenu d'en avoir un qu'il devait présenter à toute réquisition ; elle autorisa de nouvelles perquisitions pour rechercher les émigrés ou les individus suspects de l'être. Le financier de la Convention, Cambon, poussait à la multiplication des émigrés ; il venait d'émettre encore 800 millions d'assignats, déclarant que les planches aux assignats serviraient encore longtemps aux besoins de la République ; mais pour éviter une trop grande dépréciation, il fallait un surcroît de garantie que fournissait la confiscation

des biens d'émigrés. Le 14 février, le maire de Paris, Chambon, qui était Girondin, était remplacé par Pache, que les Girondins avaient fait chasser du ministère de la guerre. C'était pour eux un adversaire déterminé. De concert avec Marat, Pache organisa un mouvement contre des négociants qualifiés d'accapareurs ; le mouvement désavoué par les chefs de la Montagne, ne réussit pas, et les Girondins réclamèrent la mise en accusation de Marat, qui fut simplement renvoyé devant les tribunaux ordinaires. Les nouvelles militaires qui arrivaient de Belgique étaient mauvaises ; la Commune en profita pour demander l'envoi aux armées de quelques centaines des Bretons qui faisaient le service auprès de la Convention ; il fut décidé qu'ils seraient envoyés, non aux armées, mais sur les côtes ; le résultat était le même, seulement la Convention, ou plutôt Beurnonville les retint encore quelque temps. Se servant habilement de ces nouvelles militaires et invoquant le danger de la patrie, les montagnards firent voter l'envoi dans les départements de 83 commissaires de la Convention, chargés de réchauffer l'enthousiasme des populations et ayant pleins pouvoirs ; ces représentants furent choisis

parmi les montagnards. Un impôt de guerre fut voté sur les villes. Un tribunal extraordinaire fut créé pour juger les « traîtres, les agitateurs et les contre-révolutionnaires ». C'est le fameux tribunal révolutionnaire. Pour compléter l'œuvre, Robespierre demanda que ce tribunal fût dispensé de suivre les formes habituelles ; il fallait frapper fort et vite pour terrifier les ennemis de la Révolution ; les Girondins s'effrayèrent et la demande de Robespierre fut repoussée. Les Jacobins et la Commune s'irritèrent de cette résistance de la Convention ; un mouvement populaire fut organisé qui n'aboutit pas ; aucun montagnard important ne voulut se mettre à la tête, le moment n'était pas venu, les Bretons n'étaient pas encore partis, et le ministre Beurnonville, un soldat, effrayait les agitateurs. Du reste, la Convention ne persévéra pas dans son refus ; elle décida que le tribunal extraordinaire serait composé de 9 membres choisis par elle, qu'il serait dispensé des formes judiciaires et qu'il pourrait évoquer directement une affaire criminelle. C'était mettre la liberté des citoyens à la discrétion du tribunal ; Vergniaud l'expliqua à l'Assemblée, et il obtint qu'on adjoindrait

au tribunal des jurés également choisis par la Convention, seulement ces jurés devaient donner leur avis à haute voix, ce qui les mettait à la discrétion du public.

Le 13 mars, à la suite d'une réconciliation apparente entre les Girondins et les Montagnards, Vergniaud demanda une enquête sur les désordres des jours précédents ; il dénonça plusieurs agents notoires des Jacobins, parmi lesquels Lazouski et Fournier l'Américain ; ces agents furent poursuivis, mais la poursuite aboutit à un acquittement. Vergniaud lui-même avait contribué à ce résultat en affectant d'attribuer aux émigrés la responsabilité de désordres dont les auteurs étaient, au dire de tout le monde, le maire Pache et Marat. De nouvelles mesures violentes suivirent cette tentative avortée de Vergniaud ; les émigrés furent frappés de bannissement à perpétuité et leurs biens confisqués. La peine de mort fut décrétée contre les prêtres déportés qui rentreraient en France ; des comités révolutionnaires furent établis dans toutes les communes pour la surveillance des étrangers et des suspects ; des visites domiciliaires furent prescrites par la Commune dans le but de rechercher les émi-

grés et les prêtres réfractaires; la Convention se borna à exiger que les visites eussent lieu le jour; enfin les concierges de chaque maison furent tenus d'afficher à la porte la liste des locataires. Le même jour, 25 mars, était créé un comité de défense et de sûreté générale composé de 25 membres et comprenant un nombre égal de Girondins et de Montagnards; cette création était une idée de Danton qui aurait voulu voir la Convention prendre la dictature sans épuiser ses forces dans des luttes intestines. De nouvelles et violentes attaques des Girondins le firent renoncer à ce projet. On commençait à parler à Paris des intrigues contre-révolutionnaires de Dumouriez, avec lequel Danton avait eu, à plusieurs reprises, des rapports; le girondin Lasource, s'emparant de ces rapports, accusa Danton d'être le complice de Dumouriez; Danton répondit avec une grande violence, et Marat profita de cette discussion pour faire décréter que la Convention renonçait à l'inviolabilité de ses membres et qu'elle permettait de les poursuivre s'ils étaient suspects. Les Girondins, avec leur imprévoyance habituelle, votèrent la mesure dans la pensée de la diriger contre Danton et Marat, et elle les livrait à leurs adversaires.

C'est après cette discussion qu'arriva à Paris la nouvelle de la défection de Dumouriez. Après sa victoire de Jemmapes et sa conquête de la Belgique, Dumouriez avait songé à une expédition en Hollande. Il était venu à Paris dans les derniers jours de décembre pour obtenir des ressources nécessaires à son expédition et aussi pour essayer de sauver le roi pour lequel il avait conservé une affection réelle. Mais loin de son armée il ne pouvait rien, et il était parti fort mécontent et des Girondins qu'il regardait avec raison comme des rhéteurs sans consistance et des Jacobins avec lesquels il n'avait plus voulu de contact. L'idée d'une contre-révolution germait dans son esprit, et il songeait à la faire en obtenant, sinon l'appui, au moins l'inaction des Autrichiens. Mais pour cela il lui fallait de nouveaux succès qui assurassent son prestige. L'expédition de Hollande devait lui donner ces succès ; elle commença heureusement, mais les Autrichiens reprirent l'offensive en Belgique, forcèrent Miranda qu'il avait laissé pour les observer, à reculer et l'obligèrent à revenir en toute hâte. Dumouriez réunit rapidement toutes ses forces, montant à 40,000 hommes environ, et connaissant le caractère du

soldat français, il crut que le meilleur moyen de sauver la situation compromise de l'armée était de prendre l'offensive, quoique les Autrichiens pussent lui opposer 50,000 hommes. Une bataille s'engagea à Neerwinde le 18 mars; victorieux à l'une des ailes, Dumouriez fut battu à l'autre par suite de la lâcheté et de l'indiscipline des volontaires, et il dut battre en retraite. Cette défaite le perdait dans l'esprit des membres de la Convention ; il le comprit et essaya de brusquer ses projets de contre-révolution ; il voulait dissoudre la Convention et rétablir la monarchie, avec la constitution de 1791 améliorée, au profit de Louis XVII, d'après les uns, au profit du duc de Chartres qui servait dans son armée, d'après les autres. La connivence du général autrichien Clairfayt indiquerait plutôt la restauration de Louis XVII, à moins qu'il n'ait été trompé par Dumouriez. La Convention qui se doutait des projets du général, lui envoya quatre commissaires et le ministre de la guerre Beurnonville ; Dumouriez les livra aux Autrichiens, et essaya d'entraîner son armée ; la troupe l'aurait peut-être suivi, quoique travaillée par les agents des jacobins, mais les volontaires l'accueillirent à coup de fusil ;

il dut se retirer lui-même au camp autrichien, et Dampierre rallia l'armée au nom de la République. Doué d'incontestables qualités militaires, Dumouriez, dont la carrière a commencé tard et a fini tôt, a laissé la réputation d'un aventurier.

CHAPITRE V.

Menaces contre l'armée. — Amalgame. — Comité de salut public. — Première condamnation du tribunal révolutionnaire. — Commissaires de la Convention aux armées. — Marat décrété d'accusation. — Son acquittement. — Pétition contre les vingt-deux. — Commission des douze. — Arrestation d'Hébert. — Sa mise en liberté. — Journée du 31 mai. — Suppression de la commission des douze. — Journée du 2 juin. — La Convention prisonnière. — Proscription des vingt-deux. — Arrestation de M^{me} Roland.

La défection de Dumouriez faillit faire disparaître l'armée contre laquelle les Jacobins conservaient leurs vieilles préventions; ils disaient que les généraux et les soldats étaient des traîtres; que seuls les volontaires étaient dévoués à la République; ils demandaient, en conséquence, la mise en accusation des généraux, l'épuration des officiers et le versement des soldats dans les bataillons de volontaires. C'était la désorganisation des armées et la perte de la France, malgré la lenteur et la mésintelligence des alliés. Heureusement les conseils des Jacobins ne furent pas écoutés; et si on livra le mi-

nistère de la guerre à un de leurs hommes, l'incapable Bouchotte, et au secrétaire général Vincent, du club des Cordeliers, on maintint les troupes de ligne. Quelques mois après, la Convention finit même par faire exécuter l'amalgame, c'est-à-dire par former des demi-brigades, composées d'un bataillon de ligne et de deux bataillons de volontaires. C'était faire disparaître les volontaires et reconstituer une véritable armée.

Le 6 avril, sous l'impression produite par la nouvelle de la défection de Dumouriez, le comité de sûreté générale, devenu comité de salut public, fut réduit à neuf membres et composé exclusivement de montagnards. Les pouvoirs les plus étendus lui furent donnés, et comme Vergniaud s'en effrayait, Barrère le rassura en lui disant que chaque semaine le comité devait rendre compte de ses actes à la Convention, toutes les fois que le secret n'était pas nécessaire. Cela n'était pas une garantie sérieuse, le comité pouvant toujours alléguer qu'il devait garder le silence. Le même jour était exécutée la première personne condamnée à mort par le tribunal révolutionnaire. Le comité de salut public et le tribunal révolutionnaire, qui de-

vaient marcher de concert pendant toute la terreur, débutaient ensemble.

Pour éviter le renouvellement de la défection de Dumouriez, la Convention décida l'envoi de commissaires aux armées. Le peintre David, membre de la Montagne, dessina pour ces commissaires un costume à effet. On a dit souvent que les commissaires de la Convention avaient décidé la victoire; on les a montrés entraînant les soldats. Ces tableaux ne sont nullement confirmés par l'histoire. Les conventionnels s'exposaient fort peu; ils se contentaient de destituer et de faire guillotiner les généraux qui leur déplaisaient; mais ils savaient parfaitement se tenir à l'écart. Un seul, Fabre de l'Hérault, fut tué dans une rencontre contre les Espagnols, en face desquels il fut peut-être fort surpris de se trouver.

Une dernière conséquence de la défection de Dumouriez, qu'avait accompagné le duc de Chartres, fut l'envoi de tous les membres de la famille d'Orléans encore en France dans une prison à Marseille. La lâcheté de Philippe Égalité ne lui avait pas servi.

La lutte continuait entre les Girondins et les Jacobins. Le 10 avril, les Girondins dénoncè-

rent les excitations des journaux jacobins; ils signalèrent particulièrement une circulaire de Marat aux départements, dans laquelle il était dit que la Convention était pleine de traîtres dont il fallait la débarrasser. Marat se reconnut l'auteur de la circulaire; il soutint qu'il avait dit la vérité, et, interrompu par le cri de : « à l'Abbaye, » il sortit pour lancer dans son journal une nouvelle attaque contre les traîtres de l'Assemblée. Un certain nombre de Montagnards voulaient signer la circulaire; ils furent retenus par cette réflexion de Lacroix que, si la Convention ne méritait plus la confiance du peuple, il fallait faire de nouvelles élections; or, ils ne se souciaient nullement d'affronter de nouveau les chances du scrutin. Le 13, Marat fut décrété d'accusation; le lendemain, il s'en vantait, disant qu'il avait été accusé par les trois assemblées, la Constituante, la Législative et la Convention, parce qu'il n'avait cessé de démasquer les traîtres. Le 15, les commissaires de trente-cinq sections, sous la conduite du maire Pache, vinrent dénoncer les Girondins et demander l'expulsion et la mise en accusation de vingt-deux députés; en même temps, ils réclamaient la convocation des assemblées primaires. Les

deux demandes furent repoussées, et l'Assemblée appela à la présidence Lasource, un des vingt-deux. Les Montagnards, qui n'avaient osé défendre Marat, mais qui n'entendaient pas le laisser condamner, l'engageaient à se présenter devant le tribunal. L'acte d'accusation étant prêt le 23, Marat se présenta le lendemain; l'assistance lui était tout acquise; le président l'interrogea de manière à lui permettre de se disculper, et il fut acquitté. Au sortir du tribunal, il fut conduit en triomphe à la Convention. En même temps qu'il acquittait Marat, le tribunal révolutionnaire condamnait des soldats, des ouvriers, des femmes du peuple, accusés de sentiments antirévolutionnaires. Un fait de ce genre fut signalé à Isnard, qui le dénonça avec une grande violence à la Convention et demanda qu'on retirât au tribunal des pouvoirs exorbitants dont il abusait. Il ne fut pas soutenu par la Gironde, qui eut peur, et l'on vota l'ordre du jour. Les Girondins, malgré leur modération relative, portaient peu d'intérêt à ces contre-révolutionnaires, et ils n'osèrent pas détruire le tribunal qui devait les condamner quelques mois plus tard.

Vaincus d'avance à Paris, les Girondins agis-

saient en province : des départements il arrivait des députations qui venaient assurer la Convention de leur dévouement et protester contre les usurpations de la Commune; aux menaces des sections parisiennes, ils opposaient d'autres menaces, disant que Paris devait respecter la représentation nationale, s'il ne voulait pas s'exposer aux vengeances de la province. C'était, dans la situation, une provocation maladroite. A la suite de la réception d'une députation de Bordeaux, Guadet demanda le transfert de la Convention à Bourges; la proposition fut rejetée, mais on vota une commission de douze membres chargée de veiller à ce que la municipalité parisienne ne dépassât pas ses attributions. Cette commission fut exclusivement composée de Girondins. Une de ses premières propositions fut de placer la Convention sous la protection de la garde nationale, dont certains bataillons n'étaient pas mal disposés et qu'on espérait gagner. Puis, la commission fit arrêter Hébert, rédacteur du *Père Duchêne*, substitut du procureur-syndic de la Commune, Dobsent, président, et Varlet, secrétaire de la section de la Cité; ils avaient publié des adresses menaçantes contre la Convention. L'arrestation

d'Hébert causa un soulèvement général; le 2 mai, l'Assemblée envahie et incapable de résister, décida que les prisonniers seraient rendus à la liberté: en même temps, la commission des douze fut supprimée en l'absence de beaucoup de députés; le lendemain, Lanjuinais protesta contre cette suppression, et la Convention, à vingt voix de majorité, rétablit la commission; mais le rétablissement fut de courte durée. Le 30 mai, le maire Pache et les administrateurs des sections préparèrent une insurrection pour le lendemain: le commandement de la garde nationale, vacant depuis le départ de Santerre pour la Vendée, fut donné à Henriot, qui était tout dévoué à la Commune. Vainement Lanjuinais dénonçait ces préparatifs sur lesquels on ne pouvait se tromper: la Convention laissait faire. A minuit, sur l'ordre d'Henriot, on sonna le tocsin, la générale fut battue dans les rues, le canon d'alarme fut tiré. En même temps, le service des postes était suspendu; le secret des lettres était violé, les barrières étaient fermées. La Convention s'assembla de bonne heure; les alentours de la salle des séances étaient occupés par des bataillons ayant de l'artillerie avec eux. Le girondin Va-

lazé réclama l'arrestation d'Henriot qui avait enfreint les ordres de la Convention et qui osait la menacer; le montagnard Thuriot demanda la suppression de la commission des douze, seule cause, disait-il, de l'émotion populaire; il fut appuyé par Couthon, qui parla avec une telle férocité, que Vergniaud s'écria : « Donnez un verre de sang à Couthon, il en a soif. » Danton demanda également la suppression de la commission des douze et l'admission des pétitionnaires dans l'Assemblée. Il était difficile de résister; les pétitionnaires furent admis et la commission des douze disparut. Le président, le 31 mai, était un montagnard, Mallarmé, élu la veille; c'était le premier président pris dans la Montagne; la majorité se déplaçait : la Plaine, voyant la Gironde impuissante, l'abandonnait pour aller à la Montagne. Un député de la Plaine, parlant de cette séance, avoue qu'il aurait voté le maintien de la commission des douze, dont il comprenait l'utilité, si la Gironde avait eu des troupes.

La Commune n'était pas satisfaite de la suppression de la commission des douze, elle voulait l'expulsion et la mise en accusation des vingt-deux; dès le lendemain, elle adressait à la

Convention des pétitions menaçantes dont les porteurs obtenaient les honneurs de la séance. Le maire Pache organisait pour le 2 juin un formidable mouvement : il avait près de 150,000 livres destinées aux colons de Saint-Domingue et s'en servait pour donner 2 livres par jour aux gardes nationaux qu'il voulait maintenir sous les armes. Le 2 juin, la Convention était bloquée par 100,000 hommes et 163 pièces de canon. Barrère, qui voulait éviter les excès, avait proposé aux chefs de la Gironde et à ceux de la Montagne de donner simultanément leur démission; Danton y consentait, mais Robespierre refusa. Barrère proposa alors aux vingt-deux de se suspendre momentanément; quelques-uns n'étaient pas éloignés d'y consentir, mais Lanjuinais résista énergiquement. Comme le boucher Legendre le menaçait de l'assommer : « Fais décréter que je suis bœuf, lui cria-t-il, et tu m'assommeras. » Certains députés, partisans de l'expulsion des vingt-deux, comme Lacroix, auraient voulu au moins que la Convention parut agir en liberté. Lacroix, qui avait voulu sortir, ne l'avait pas pu : il était rentré indigné. On proposa que, pour prouver la liberté de la Convention, tous les députés sortissent, président

en tête, et allassent se mettre sous la protection de la force publique. Hérault de Séchelles, qui présidait, se mit en marche, suivi de tous les députés, sauf une vingtaine de Montagnards; partout ils trouvèrent des passages fermés; et, comme ils voulaient passer, Henriot réclama les vingt-deux, et ne recevant pas de réponse, il s'écria : « Aux armes ! canonniers, à vos pièces. » Il avait pris ses dispositions et mis aux premiers rangs des bataillons dont il était sûr. La Convention dut rentrer dans la salle des séances, Couthon lui disant qu'elle devait être rassurée sur sa liberté. Les vingt-deux furent alors décrétés d'accusation : c'étaient Gensonné, Guadet, Brissot, Gorsas, Pétion, Vergniaud, Salles, Barbaroux, Cambon, Buzot, Birotteau, Lidon, Rabaut Saint-Étienne, Lasource, Lanjuinais, Grange-neuve, Lehardy, Lesage, Louvet, Valazé, Boyer-Fonfrède et Boileau. Furent en même temps décrétés d'accusation, Clavière et Lebrun, les deux anciens ministres; la veille, Roland avait été décrété d'accusation, ainsi que sa femme, qui fut seule arrêtée. Aux hommes qui la conduisaient en prison, M^{me} Roland disait que les départements n'approuveraient pas la conduite de la populace parisienne; on lui répondit que

•

les départements n'avaient pas davantage approuvé le 10 août, qu'avaient fait les Girondins. M^{me} Roland ne l'ignorait pas, puisque son mari, ministre de l'intérieur, avait fait casser les adresses des directoires des départements qui exprimaient des réserves.

Les Girondins ont été souvent jugés avec une grande indulgence parce qu'on les comparait à leurs adversaires, les terroristes : on ne doit pas oublier cependant qu'ils avaient préparé les journées de septembre et la terreur par les journées du 20 juin et du 10 août ; qu'ils votèrent par lâcheté la mort du roi, et que, s'ils se montrèrent rhéteurs élégants, ils ne firent jamais preuve de la moindre intelligence comme hommes d'État.

CHAPITRE VI.

Adresse justificative des jacobins. — Mouvements en province. — Puisaye. — Décrets de la Commune. — Arrestation des députés girondins. — Fournées du tribunal révolutionnaire. — Léonard Bourdon. — Assassinat et apothéose de Marat. — Charlotte Corday. — Loi contre les accapareurs. — Robespierre au comité de salut public. — Fédération du 10 août. — Emprunt forcé d'un milliard. — Grand livre de la dette publique. — Armée révolutionnaire. — Loi des suspects.

Il fallait faire accepter à la province cette épuration de la Convention qui frappait les plus illustres de ses députés. Les Jacobins s'en chargèrent et ils adressèrent à toutes les sociétés républicaines des départements une adresse destinée à justifier cette nouvelle révolution ; ils disaient que les journées des 31 mars et 2 juin constituaient une troisième révolution complétant celles des 14 juillet 1789 et 10 août 1792 ; la première avait été faite contre la tyrannie, la seconde contre la monarchie, la troisième était nécessaire pour mettre la République à l'abri des tentatives de contre-révolutionnaires d'autant plus dangereux qu'ils

affectaient le masque du patriotisme; ils faisaient remarquer que cette troisième révolution n'avait pas coûté une goutte de sang. On ne peut nier qu'ils ne fussent logiques : les mouvements des 31 mai et 2 juin procédaient des mêmes principes que ceux des 14 juillet et 10 août et n'étaient pas moins légitimes. Du reste, les Jacobins terminaient très-habilement en disant qu'ils soumettaient la révolution parisienne à leur souverain, le peuple. Malgré la circulaire, la troisième révolution fut mal accueillie; de tous les cotés, il arriva des protestations; presque toutes les grandes villes se plaignirent, quelques-unes sur un ton menaçant. La Convention déjà embarrassée de son triomphe, n'était pas sans inquiétude; elle redoutait non-seulement la province, mais aussi la Commune de Paris, à laquelle elle s'était pour ainsi dire livrée; elle avait dû compléter son épuration, en ajoutant aux vingt-deux, soixante-treize députés signataires d'une protestation contre l'émeute du 31 mai. Elle fut bientôt rassurée du côté des départements. Soixante avaient voté des protestations, dans lesquelles se laissait voir la haine de l'oppression imposée par Paris autant et plus que l'affection pour les

Girondins. A peine quelques-uns firent un semblant de résistance, et dans ces départements, ceux où la résistance fut sérieuse étaient catholiques ou royalistes et non Girondins. Ce n'est certainement pas pour la Gironde, mais pour la liberté religieuse que les départements de l'Ouest prirent les armes, et dans l'Ardèche comme à Lyon le mouvement était surtout royaliste. Les seuls mouvements qu'on puisse imputer à la Gironde sont ceux de Normandie, de Bordeaux et de Marseille; ils durèrent peu et ne furent pas sérieux. Bordeaux, après quelques fanfaronnades, ouvrit ses portes aux missionnaires de la Convention et laissa exécuter les Girondins; les Marseillais battus à Septemes, se soumirent, et si Toulon résista, ce fut avec le drapeau anglais sur ses remparts. En Normandie, le mouvement mieux combiné parut prendre de l'importance; un royaliste, le marquis de Puisaye, et le général constitutionnel Wimpfen commandaient l'armée normande à laquelle s'étaient joints quelques détachements de royalistes bretons; ils marchèrent sur Paris, mais leurs troupes lâchèrent pied à Passy aux premières décharges pendant que les troupes de la Convention se sauvaient de leur côté. Les Girondins don-

nèrent là leur mesure; c'étaient des bavards et non des hommes d'action. Le résultat le plus clair de tous ces mouvements fut de lancer définitivement la Montagne dans la voie de la terreur et d'attirer sur les départements suspects des proconsuls qui les décimèrent.

La Commune, grâce à laquelle la Montagne avait triomphé, entendait user de la victoire; elle édicta de nouvelles mesures de rigueur contre les prêtres et les nobles, déclarant qu'ils étaient à tout jamais exclus des fonctions publiques; elle déclara traître à la patrie tout député qui abandonnerait son poste; déjà la Convention avait contesté à Manuel et à Kersaint le droit de donner leur démission et les avait fait arrêter. Kersaint avait voulu rejeter sa part de tyrannie, on ne le lui avait pas permis. La Commune fit expulser des sections les signataires des pétitions contre le camp de vingt mille hommes et contre les décrets de persécution relatifs aux prêtres réfractaires. La Convention qui se sentait déborder, voulut empêcher, mais comme la législative après le 10 août, elle plia; elle finit même, sous la pression des mouvements soulevés par les Girondins en

province, par déclarer que la Commune avait bien mérité de la patrie.

Du reste, les mesures de terreur se multipliaient avec une incroyable rapidité ; chaque jour c'était quelque nouveau décret, souvent absurde, impossible à exécuter, mais toujours violent. Il faudrait des volumes seulement pour enregistrer ces motions où les Montagnards faisaient assaut de violence entre eux et avec les délégués de la Commune et des sections ; mais il suffira de mentionner brièvement à leur date les plus importantes.

La fuite de plusieurs députés girondins décida l'arrestation des autres ; en attendant le moment de les faire exécuter, on voulait les tenir. Le 8 juillet, Saint-Just, qui commençait à prendre, sous la haute direction de son compatriote Robespierre, un rôle prépondérant, demanda la mise hors la loi de 16 députés, comme traîtres à la patrie. Déjà le tribunal révolutionnaire avait commencé les exécutions par fournées, et le 18 juin avait vu monter à l'échafaud 18 Bretons, parmi lesquels plusieurs femmes, plus ou moins compromis dans la conspiration de la La Ronerie ; ils moururent avec une fermeté toute chrétienne, refusant

l'assistance du prêtre assermenté. Le 13 juillet on exécutait 9 Orléanais accusés d'avoir voulu assassiner Léonard Bourdon; or, il s'agissait d'une échauffourée entre la suite de ce conventionnel, qui venait de faire un dîner copieux, et le poste de l'Hôtel-de-Ville; dans la bagarre Léonard Bourdon reçut une écorchure, dont il profita pour se poser en martyr; parmi les gardes nationaux exécutés et qui tous appartenaient aux positions les plus humbles, se trouvait le père de dix-neuf enfants; le conventionnel à la suite de cette exécution, reçut le nom de Léopard Bourdon.

Le jour même où mouraient les 9 gardes nationaux d'Orléans, un des chefs de la Montagne, Marat, était assassiné. Une jeune fille de Caen, Charlotte de Corday d'Armans, véritable païenne, éprise des héros de l'antiquité, avait vu les Girondins proscrits; pour elle, ils représentaient la cause de la liberté. Elle avait formé le projet de les venger et de délivrer la France, et après avoir hésité entre Robespierre, Danton et Marat, son choix se porta sur ce dernier comme le plus capable et le plus dangereux. Elle arriva à Paris et en faisant croire à des révélations sur les Girondins, elle parvint à

pénétrer auprès de Marat qui, malade, était dans un bain. Au moment où il écrivait les noms qu'elle lui donnait, promettant d'envoyer tous ces contre-révolutionnaires à la guillotine, elle le frappa avec un couteau qu'elle avait acheté pour cela. La mort fut instantanée ; Charlotte Corday arrêtée, fut jugée et condamnée ; son courage ne se démentit pas, et sous les imprécations de la foule, elle conserva, pendant qu'on la conduisait à la guillotine, la même attitude hautaine. On a appelé Charlotte Corday, « l'ange de l'assassinat », expression par trop singulière ; on l'a représentée comme une ardente royaliste et une fervente chrétienne, elle n'était ni l'un ni l'autre ; quoique de famille noble, elle était devenue républicaine à la manière antique et elle imitait les héroïnes de l'antiquité. Du reste, beaucoup de personnages de la Révolution parlaient et agissaient comme des survivants de la Grèce et de Rome ; les Girondins, surtout, paraissaient se croire au Forum ou à l'Agora. La Convention fit à Marat, qu'elle avait jadis décrété d'accusation, des funérailles magnifiques ; l'immonde personnage fut placé au Panthéon à côté de Le Pelletier de Saint-Fargeau ; le mont des martyrs, Mont-

martre, devint Mont Marat : on fit l'éloge du martyr républicain en prose et en vers, et un orateur ne craignit pas de rapprocher le cœur de Marat du cœur de Jésus.

Cet assassinat servit de prétexte à de nouvelles violences. La ville de Mayence ayant succombé après une honorable défense, les généraux furent décrétés d'accusation ; les soldats eux-mêmes n'échappèrent pas, dans le premier moment, à la vengeance républicaine, et on les accusa de lâcheté. Sur les plaintes incessantes des clubs qui ne cessaient de déclamer contre les riches et les accusaient de la dépréciation toute naturelle des assignats, la Convention rendit, le 26 juillet, un décret contre les accapareurs ; l'accaparement était transformé en crime capital ; tout négociant était tenu de déclarer les marchandises de première nécessité qu'il possédait ; des commissaires vérifiaient ces déclarations. La moindre inexactitude était passible de la peine de mort, et les jugements étaient sans appel. Ce n'était plus la noblesse ni le clergé qui étaient ainsi voués à la mort, mais le plus petit négociant, et le décret produisit ses effets ; il conduisit à l'échafaud nombre de négociants de toute posi-

tion, sans améliorer la situation commerciale.

Le 27 juillet, les membres du comité du salut public furent changés; Robespierre y entra pour la première fois. De ce moment date la dictature de ce comité, dont voici la composition : Robespierre, chargé de la direction générale et en réalité maître de plus en plus absolu; Couthon, qui avait la police générale; Carnot, la guerre; Robert Lindet, les subsistances; Prieur (de la Côte-d'Or), l'administration militaire; Hérault de Séchelles, les affaires étrangères; Jean Bon Saint-André, la marine; Thuriot, Collot d'Herbois et Billaud-Varennés, les diverses missions; Barrère était chargé des rapports. Plus tard, Saint-Just y entra comme factotum de Robespierre. Danton, moitié volontairement, moitié par l'influence de Robespierre, fut tenu à l'écart; il se reposait sur sa popularité et laissait préparer sa perte. Quant à la Convention, elle fut bientôt réduite au rôle d'un bureau d'enregistrement; elle votait les propositions du comité, que Barrère était chargé de lui présenter sous la forme la moins désagréable. Si elle tentait de résister, c'était pour s'humilier davantage le lendemain.

Le 1^{er} août fut décrétée la mise en accusation

de Marie-Antoinette, à laquelle Robespierre s'était d'abord opposé ; le même jour, des décrets étaient portés contre ceux qui refusaient les assignats ; ils établissaient une échelle de pénalité qui allait jusqu'à la mort. Le 8, la Commune disparaissait pour faire place à une nouvelle administration, qui resta jusqu'au 9 thermidor, et dans laquelle Robespierre et Hébert, les Jacobins et les Cordeliers se disputaient l'influence ; Pache restait encore ; il avait trop bien mérité de la Montagne aux journées des 31 mai et 2 juin pour qu'on le changeât.

L'anniversaire du 10 août fut l'occasion d'une fédération, suivant l'expression adoptée ; une statue colossale de la nature avait été élevée sur l'emplacement de la Bastille ; une « eau pure » coulait de ses mamelles. Herault de Séchelles, président de la Convention, offrit à la nature « l'expression de l'amour éternel des Français pour ses lois », il prit de l'eau dans une coupe qu'il porta à ses lèvres, puis la passa aux fédérés et aux vieillards. Le cortège se rendit ensuite à la place de la Révolution (place de la Concorde) où Herault de Séchelle mit le feu à un amas de sceptres, de couronnes, d'écussons, placé au pied de la statue de la Liberté :

la fête se termina au Champ de Mars, devant l'autel de la patrie.

La Convention comprenait que sa mission était terminée ; le 11 août elle vota de nouvelles élections, mais en même temps elle les ajourna à cause des circonstances, et l'ajournement fut long. Le lendemain elle votait l'arrestation générale des suspects que lui demandait la Commune ; en même temps elle frappait les riches d'un emprunt forcé d'un milliard. Pour faciliter la levée de cet emprunt, Cambon, le financier de la Convention, fit voter l'établissement d'un grand livre de la dette publique ; il poursuivait un but politique autant que financier ; il pensait que les créanciers de l'État, inscrits au grand livre de la dette publique, auraient tout intérêt au maintien de l'état de choses existant et seraient ainsi gagnés à la République. Ce calcul ne manquait pas de fondement. Le 4 septembre, Chaumette, au nom de la Commune, demanda l'organisation d'une armée révolutionnaire qui devait parcourir la France pour la purger des traîtres ; elle traînerait à sa suite une guillotine toujours prête à fonctionner. La Convention recula ; elle accorda l'armée révolutionnaire, mais refusa comme inutile et

démoralisante la guillotine volante. Il fut voté que la « terreur était à l'ordre du jour ». Ce vote était superflu, car de fait la terreur existait depuis longtemps. L'armée révolutionnaire fut instituée sur le rapport de Barrère, qui, jugeant plus tard cette création, déclara que c'était une « institution à la Robert, chef de brigands ». Le 17, un jurisconsulte, Merlin (de Douai) fit voter la fameuse loi des suspects. Cette loi instituait un comité de sûreté générale et dans chaque commune des comités révolutionnaires, dont les membres, payés par la nation, avaient pour mission de faire la chasse aux suspects; c'étaient 50,000 comités de délation. A l'appui des délations contre les suspects, on n'exigeait aucune preuve, aucun témoignage; une dénonciation anonyme suffisait; aux accusés on refusait le droit de prendre un défenseur. Les catégories de suspects étaient nombreuses, elles comprenaient : 1° Les individus des deux sexes qui, muets sur les *crimes* des royalistes, déclameraient contre les sans-culottes ; 2° Tous ceux qui seraient dénoncés comme fréquentant les ci-devant nobles, les ci-devant prêtres et autres contre-révolutionnaires; 3° Tous ceux qui se permettraient d'exprimer

un doute sur la durée de la République ; 4° Tous ceux qui, n'ayant rien fait contre la Révolution, n'auraient rien fait pour elle ; 5° Tous ceux qui parleraient avec mépris des autorités républicaines, des sociétés populaires et des défenseurs de la liberté ; 6° Tous ceux qui calomnieraient la justice nationale appliquée dans les journées de septembre 1792 ; 7° Tous ceux qui formeraient ou fréquenteraient des sociétés anti-républicaines ; 8° Tous ceux qui ne seraient point assidus aux assemblées de leur section ; 9° Tous ceux auxquels les autorités révolutionnaires auraient refusé un certificat de *civisme*. Comme si ce n'était pas assez, on ajouta ultérieurement une nouvelle catégorie encore plus étendue, celle des gens suspects d'être suspects. Et pour appliquer cette loi de sang le tribunal révolutionnaire fut réorganisé et augmenté : il comptait parmi ses membres Hermann, Dumas, Topino-Lebrun, Antonelle, un ex-marquis ; l'accusateur public était Fouquier-Tinville.

CHAPITRE VII.

Missions en province. — Carrier à Nantes. — Lebon à Arras. — Maignet à Orange. — Couthon, Collot d'Herbois et Fouché à Lyon. — Décret du maximum. — Envoi de 45 députés de la droite devant le tribunal révolutionnaire. — Arrestation des 73. — Gorsas. — Gouvernement révolutionnaire. — Procès et mort de Marie-Antoinette. — Les tombes de Saint-Denis. — Procès des Girondins. — Le duc d'Orléans. — Bailly. — Barnave. — Persécution religieuse. — Abjuration de Gobel. — Fête de la raison. — Calendrier républicain. — Victoires des armées.

La terreur n'était pas « à l'ordre du jour » qu'à Paris ; elle existait en province et la sinistre loi des suspects lui donna une nouvelle activité. Les conventionnels envoyés dans les départements pour terrifier les ennemis de la République et échauffer le zèle des patriotes, avaient pris leur mission au sérieux ; sauf quelques très-rares exceptions, ils se montraient les dignes émules de leurs collègues restés à Paris, et plusieurs même dépassaient dans leur ardeur républicaine le tribunal révolutionnaire. Le plus cruel de tous fut Carrier ; sous prétexte de terrifier les Vendéens, il multiplia les

exécutions ; la guillotine allant trop lentement, on lui substitua les fusillades et les noyades. Non-seulement tout Vendéen pris était fusillé, mais des femmes, des vieillards, des enfants, subissaient le même sort. Carrier fit entasser des malheureux sur des bateaux à soupape qu'on coulait au milieu de la Loire ; on attachait ensemble, après qu'on les avait dépouillés de leurs vêtements, un homme et une femme, qu'on jetait ensuite à l'eau ; c'était un « mariage républicain ». Le proconsul en gaieté disait ensuite « quelle rivière républicaine que cette Loire ». La Convention finit par le rappeler, mais après avoir approuvé sa conduite, dont elle doit porter la responsabilité morale. Il faut ajouter que Carrier ne pouvait invoquer les dangers courus ; lorsqu'il arriva à Nantes, l'insurrection vendéenne était déjà sur son déclin. S'il y avait eu du danger, il n'y serait pas allé. A côté de Carrier et presque sur la même ligne, on peut mettre l'apostat Joseph Lebon, un ex-oratorien ; il fit à Arras de nombreuses victimes et il s'en vantait à la Convention qui l'approuvait, tout en trouvant ses formes un peu acerbes. Maignet, encore un prêtre apostat, ne fut pas moins cruel dans le

Comtat Venaissin. En quelques semaines, la Commission populaire d'Orange, sous son impulsion, prononça 300 condamnations à mort, dont une trentaine contre des religieuses auxquelles on ne reprochait que de refuser le serment à la constitution civile du clergé. Un bourg, Bédouin, fut brûlé parce que, pendant la nuit, on avait coupé l'arbre de la liberté, et 60 habitants de Bédouin, des paysans, furent exécutés.

La ville de Lyon, que tyrannisait Chalier, s'était révoltée le 29 mai contre la Convention ; Chalier fut jugé et condamné. Les Lyonnais se seraient volontiers soumis, mais la Convention leur imposa des conditions qu'ils ne pouvaient accepter. Kellermann fut chargé de faire le siège de la cité rebelle ; le loyal soldat obéit avec répugnance et fut heureux de se retirer avant la fin, laissant le commandement au conventionnel Dubois-Crancé. Après une héroïque résistance, la ville succomba le 10 octobre, et Couthon fut chargé de la punir. Couthon était cruel, cependant il n'obéit qu'en partie aux ordres de la Convention. La ville devait disparaître, et à la place où elle était, devait être dressé une écriteau portant cette

inscription : « Lyon fit la guerre à la liberté, Lyon n'est plus. » Le proconsul annonça en grande pompe son dessein de détruire en effet la ville ; il se fit porter en fauteuil — il était paralytique — dans certaines rues, frappant d'un marteau d'or les maisons, et disant : « Au nom de la loi, je te condamne à être démolie ; » et la sentence était exécutée ; mais ces destructions pompeuses conservaient en réalité la plus grande partie de la ville, qui devait seulement perdre son nom et s'appeler « Commune affranchie ». En même temps, Couthon faisait exécuter les chefs de la révolte et présidait à une apothéose sacrilège de Chalier. Cette modération relative déplut à la Convention, et Couthon fut rappelé, quoique l'ami de Robespierre ; il fut remplacé par Collot d'Herbois et Fouché — encore un prêtre apostat — qui firent exécuter les démolitions en grand, prenant le décret de la Convention au pied de la lettre ; en 15 mois, ces démolitions coûtèrent 15 millions. Ils multiplièrent également les exécutions et comme Carrier, trouvant la guillotine trop lente, ils eurent recours à la fusillade ; on avait mis à leur disposition l'armée révolutionnaire que commandait Ronsin ; elle leur servit à organiser

de véritables septembrisades ; le nombre des victimes s'éleva à plusieurs milliers.

Ces quelques exemples suffiront pour permettre de juger les missions des proconsuls de la Convention en province.

Le 27 septembre, la Convention compléta son décret contre les accapareurs par un nouveau décret fixant le prix maximum des marchandises ; sous peine d'être réputés suspects, c'est-à-dire sous peine de mort, les marchands étaient tenus d'obéir. Le 3 octobre, 45 députés de la Gironde furent renvoyés devant le tribunal révolutionnaire ; en même temps les 73 signataires de la protestation contre le 31 mars furent arrêtés ; quelques Montagnards demandaient qu'ils fussent jugés avec les 45, Robespierre et Danton s'y opposèrent ; le premier ne voulait pas aller si vite, le second, qui revenait à des idées d'indulgence, voulait sauver les 73. Le 6, Gorsas, un Girondin, qui s'était caché, fut pris ; il fut traduit immédiatement devant le tribunal révolutionnaire, condamné et exécuté. C'est le premier conventionnel qui monta sur l'échafaud. Que d'autres devaient le suivre. Le 10 octobre, Saint-Just, dans un discours emphatique, développa la nécessité d'un gou-

vernement révolutionnaire qui terrifiât les ennemis de la liberté à l'intérieur comme à l'extérieur ; la Convention applaudit.

Depuis le 1^{er} août, il avait été décrété que Marie-Antoinette serait traduite devant le tribunal révolutionnaire ; le 2 août, elle fut transférée à la Conciergerie, où le concierge Richard et sa femme se montrèrent pleins de prévenances ; à cette époque de terreur, c'était courageux, et il n'en fallait pas plus pour être envoyé à l'échafaud. Le 12 octobre, la reine subit un interrogatoire, le 13, on lui donna lecture de l'acte d'accusation ; le 14, elle comparut devant le tribunal révolutionnaire ; elle avait choisi pour défenseurs Chauveau-Lagarde et Tronçon-Ducoudrai, qui se montrèrent dignes de cet honneur. Devant ses juges, la reine de France fit preuve de la plus grande dignité ; elle consentit à répondre, mais elle le fit en reine. Le misérable Hébert avait fait contre elle une déclaration ignoble ; il l'avait accusée d'avoir corrompu le Dauphin pour régner plus tard sous son nom ; elle n'avait pas daigné répondre. Le président le lui fit remarquer, alors, belle d'indignation, elle se tourna vers l'auditoire : « J'en appelle à toutes les mères, » s'é-

cria-t-elle. Hébert resta écrasé sous cette réponse et l'auditoire, où dominaient ces mégères qu'on appelait les tricoteuses de la guillotine, eut un mouvement de sympathie pour la victime. Pendant la séance, la reine ayant soif, demanda à boire; personne n'osait lui apporter un verre d'eau; un officier de gendarmerie le fit, il fut destitué, heureux encore de conserver sa tête. De tous les témoins cités contre la reine, un seul, Hébert, la chargea; les autres, Bailly, Latour-du-Pin, Manuel, lui-même, se montrèrent pleins de déférence; cela leur coûta la vie. Le comte d'Estaing, l'ancien commandant de la garde-nationale de Versailles aux 5 et 6 octobre, sans accuser la reine, rappela qu'il avait eu à se plaindre d'elle; le moment était mal choisi. Les deux défenseurs de la Reine savaient qu'ils plaidaient une cause perdue; ils firent ce qu'ils purent; leur auguste cliente les remercia et comme témoignage de son estime, leur légua le soin de payer les quelques dettes qu'elle laissait à la prison. La Reine fut condamnée; l'exécution eut lieu le 16 octobre; Marie-Antoinette fut conduite à l'échafaud dans une charrette; elle dut subir les insultes de la populace, son calme ne se démentit pas un seul instant. Un

témoin oculaire raconte, qu'au départ de la Conciergerie, le valet de bourreau lui avait lié les mains en serrant plus qu'il n'était nécessaire et de manière à la faire beaucoup souffrir. Elle souffrit cette odieuse torture sans se plaindre. La reine fut accompagnée au supplice par un prêtre constitutionnel, l'abbé Girard, dont elle refusa le ministère, ne voulant pas qu'on pût la soupçonner d'adhérer au schisme. Marie-Antoinette avait 37 ans lorsqu'elle fut ainsi assassinée, le 16 octobre; la Convention commit, au jugement de Napoléon I^{er}, confirmé par la conscience publique, le plus odieux des crimes. La République dépensa un peu moins de 7 livres pour « la bière de la veuve Capet ». On s'est demandé si, avant de mourir, la reine avait pu recevoir les suprêmes consolations de la religion. Dans une lettre à M^{me} Élisabeth, qui ne fut pas remise et qu'on retrouva plus tard dans les papiers de Fouquier-Tinville, elle paraît déclarer le contraire; mais elle était obligée à la prudence pour ne compromettre ni le prêtre qui l'aurait assisté, ni le concierge et les gendarmes qui auraient facilité à ce prêtre les moyens d'arriver jusqu'à elle. Sans donc s'arrêter aux paroles de la Reine, susceptibles, du reste,

d'interprétation, des écrivains ont fait des recherches et ils sont arrivés à cette conclusion, très-fortement motivée, que la Reine, à la Conciergerie, avait pu voir un prêtre. D'ailleurs, l'abbé Magnin, curé de Saint-Roch, prêtre des plus respectables, a affirmé qu'il avait pu pénétrer dans la Conciergerie, et donner la communion à la reine. Et la parole de l'abbé Magnin est de celles qui doivent inspirer pleine confiance.

La République qui assassinait les souverains vivants, ne pouvait respecter les souverains morts; les tombes royales de la basilique de Saint-Denis furent violées, les restes des rois jetés au vent et des merveilles artistiques brisées. On dit même qu'un homme osa souffleter Henri IV dont le corps fut trouvé dans un remarquable état de conservation. A ces dévastations, un seul corps échappa, celui de Turenne, non que la populace ait respecté le soldat tombé sur un champ de bataille, mais parce qu'un savant réclama le corps pour des expériences scientifiques; Turenne resta longtemps au musée du Jardin des Plantes d'où il fut tiré pour être porté aux Invalides.

Quelques jours après Marie-Antoinette, 21 députés girondins comparaissaient devant le tri-

bunal révolutionnaire; leur attitude manqua de dignité; ces brillants orateurs, jadis si pleins de jactance, ne surent même pas se défendre; l'un d'eux, Boileau, déclarait qu'il s'était trompé et qu'il devenait Jacobin; l'autre niait sa participation à tel acte de la Gironde et s'efforçait d'en rejeter la responsabilité sur les autres accusés; seuls Vergniaud et Sillery montrèrent quelque fermeté; le premier retrouva son éloquence un peu emphatique, lorsqu'il se vit accusé d'avoir trempé dans les journées de septembre; Sillery, gentilhomme, se reconnut traître à son ordre, à son roi et à son Dieu. Malgré la faiblesse de leur défense, les Girondins embarrassaient beaucoup les membres du tribunal, qu'effrayait leur prestige. Fouquier-Tinville, craignait surtout l'influence de Vergniaud, qui pouvait enlever aux jurés un verdict d'acquiescement. Robespierre fut prévenu, et un décret de la Convention autorisa les membres du tribunal à clore les débats, dèsqu'ils se croiraient suffisamment éclairés. Lorsque Fouquier-Tinville reçut le décret, il fit demander aux juges par le président, s'ils étaient suffisamment éclairés; ceux-ci affectèrent de répondre que non; mais deux heures après, ils déclarèrent les dé-

bats terminés, et les 21 députés furent condamnés. Au moment où la sentence fut prononcée, l'un d'eux, Valazé, chancela. « Tu as peur, Valazé, lui dit Vergniaud. — Non, je meurs. » Il venait de se tuer. Les Girondins passèrent ensemble la nuit qui précéda leur supplice; c'est ce qui a donné lieu à la fable du dernier banquet des Girondins dramatisé par Charles Nodier. D'après un prêtre assermenté, l'abbé Girard, tous, sauf Brissot, qui se déclara déiste, et Lasource, qui était protestant, se confessèrent; l'abbé Fauchet, évêque constitutionnel du Calvados, donna des preuves d'un sincère repentir. Le lendemain, lorsqu'ils furent conduits à l'échafaud, leur attitude fut ferme, mais d'une fermeté théâtrale; le cadavre de Valazé suivait dans une charrette, et il fut guillotiné. Outre les 21 exécutés à Paris, et parmi lesquels était Duchatel, auquel on n'avait pas pardonné son vote courageux en faveur de Louis XVI, trois furent guillotins à Bordeaux; deux, Pétion et Buzot furent dévorés par les loups; Condorcet et Roland se tuèrent. M^{me} Roland, l'Égérie de la Gironde, fut condamnée à mort; elle fit preuve de fermeté devant le tribunal comme en allant à l'échafaud. En apercevant la statue de

la liberté, qui dominait l'instrument du supplice, elle s'écria : « O liberté, que de crimes on commet en ton nom. »

La jeunesse de la plupart des Girondins, leurs talents, plus brillants que solides, leur mort courageuse, surtout les crimes de leurs adversaires, leur ont fait comme une sorte d'aurole; on les juge avec indulgence, parce que leur chute fut le signal définitif de la Terreur, qu'ils essayèrent tardivement d'empêcher. Mais il ne faut pas oublier qu'ils avaient préparé cette Terreur et frayé la voie aux Danton et aux Robespierre, même aux Marat. Ils ont eu le pouvoir à la Législative, et ils en ont usé contre le roi qu'ils devaient servir; la proposition du camp de 20,000 hommes sous Paris, combinée entre Servan, Clavière et Roland, était une véritable trahison. Ils ont eu le pouvoir le 10 août et ils n'ont su rien prévoir ni rien empêcher. Enfin, ils ont condamné Louis XVI par lâcheté. Si donc on doit les considérer comme des victimes de la Révolution, ce ne sont pas au moins des victimes innocentes. Suivant une expression de Vergniaud, « la Révolution comme Saturne, dévorait ses enfants. »

Les condamnés défilent si nombreux qu'il

serait difficile de les énumérer tous, il suffira de quelques noms : Le duc d'Orléans, qui, devant le tribunal révolutionnaire n'eut pas le courage de désavouer son vote dans le procès de Louis XVI; il déclara qu'il avait voté en conscience la mort du roi; cela ne le sauva pas; pendant qu'on le conduisait au supplice, le cortège s'arrêta devant le Palais-Royal et le prince put lire sur sa splendide résidence : propriété nationale; il sourit tristement. Un prêtre constitutionnel, l'abbé Lothringer l'accompagnait et avait, dit-on, reçu sa confession. Bailly, l'ancien maire de Paris, le président de l'Assemblée le jour du serment du jeu de Paume et le 23 juin, ne pouvait échapper; on ne lui pardonnait pas la répression de l'émeute du 17 juillet 1791. Il ne fut pas exécuté place de la Révolution, mais sur cette place du Champ-de-Mars où on lui reprochait d'avoir fait verser le sang du peuple, il sut mourir. Barnave, l'ancien constituant, qui demandait si le sang de Foullon et de Berthier était si pur qu'il fallut le regretter, était devenu l'ami dévoué du roi après la fuite de Varennes; ses notes au roi causèrent sa mort. Il aurait pu fuir, il ne le voulut pas; il fut amené de Grenoble à Paris,

et devant le tribunal révolutionnaire, il se défendit avec éloquence, ne daignant pas dissimuler ses sentiments. Au temps de sa popularité, sa parole ardente aurait soulevé l'auditoire contre les juges ; mais il était oublié, il marcha à l'échafaud avec fermeté. Comme contraste, on peut citer la comtesse du Barry, qui, condamnée à mort pour avoir secouru des émigrés, demandait grâce au bourreau. Du reste, ce fut une exception, presque tous les condamnés moururent avec courage ; on plaisantait même sur la mort dans les prisons, et comme la statue de la liberté qui dominait l'échafaud était devenue sous l'action de l'air comme galeuse, on disait qu'on « allait mourir au pied de la galeuse ». Le caractère français se retrouvait, avec son insouciant courage.

La fin de l'année 1793 fut marquée par un redoublement de persécutions religieuses. Dans les premières séances de la Convention, il avait été question des prêtres insermentés, et les membres de la Montagne demandaient des mesures de rigueur que les Girondins, pour la plupart, n'auraient pas refusées. Danton et Robespierre s'y opposèrent ; ils objectèrent qu'il était inutile d'augmenter les embarras de

la République en blessant une certaine catégorie de citoyens dans leur conscience. C'était sage, mais la Convention avait marché, et ni Danton, ni Robespierre ne pouvaient plus empêcher la persécution, aussi n'essayèrent-ils pas de s'y opposer, et laissèrent-ils voter que la nation ne ferait plus les frais d'aucun culte.

Dans la nuit du 6 au 7 décembre, une députation des sections, provoquée par Hébert et Chaumette, vint inviter Gobel, évêque constitutionnel de la Seine, à renoncer à ses fonctions. A la suite de cette démarche, la déclaration suivante fut préparée par Gobel et par les membres de son conseil : « Aujourd'hui qu'il ne doit plus y avoir d'autre culte *public et national* que celui de la liberté et de la sainte égalité, puisque le souverain (le peuple) le veut ainsi; conséquent à mes principes, je me sou mets à sa volonté, et je viens vous déclarer hautement que, dès aujourd'hui, je renonce à exercer mes fonctions de ministre catholique. » Cette déclaration fut lue le 7 à la Convention. Gobel et les prêtres qui l'accompagnaient entendaient réserver le culte privé; ils donnaient une démission et ne faisaient pas une abjura-

tion. Et quand Momoro félicita Gobel, qui venait de remettre sa croix pastorale et son anneau, et ses prêtres, de se dépouiller du caractère que leur avait imprimé la superstition, il se méprit; mais aucun n'osa réclamer. La démarche n'en est pas moins une lâcheté; elle fournit à bien des prêtres assermentés l'occasion de faire une abjuration complète. Grégoire, l'évêque constitutionnel de Loir-et-Cher, sommé de les imiter, refusa énergiquement, montrant plus de courage que Sieyès. Pour compléter leur œuvre, les athées de la Commune organisèrent à Notre-Dame une fête de la Raison : une courtisane demi-nue fut installée à la place de la sainte Vierge et reçut les adorations de la foule. Chaumette présenta ce « chef-d'œuvre de la nature » à la Convention; il demanda que Notre-Dame fut consacrée au culte de la Raison et qu'on n'eût pas d'autres dieux que ceux de la nature. Le président Lequinio salua le triomphe de la Raison sur la superstition, et un décret voua Notre-Dame à la Raison. La déesse, accolée par Lequinio, s'assit à côté de lui. Le soir, nouvelle fête à Notre-Dame, à laquelle assistèrent beaucoup de conventionnels et qui dégénéra en orgie. Pour couronner l'œuvre, la Convention

rappela au comité d'instruction publique qu'il avait à préparer un culte raisonnable, destiné à remplacer le christianisme. Ces saturnales, blâmées par Robespierre et Danton, contribuèrent à la perte d'Hébert, dont le premier commençait à craindre la popularité croissante.

Une mesure plus dangereuse fut prise contre la religion : la Convention, pour faire oublier le « fanatisme », c'est-à-dire la religion catholique, changea le calendrier ; quelques savants impies furent chargés de faire un calendrier républicain qu'on imposerait aux populations. Les anciens mois étaient remplacés par les mois de vendémiaire, brumaire, frimaire, nivôse, pluviôse, ventôse, germinal, floréal, prairial, messidor, thermidor, fructidor ; chaque mois, de trente jours, était partagé en trois décades ; les jours devenaient primidi, etc. ; le décadi devait être chômé en remplacement du dimanche, dont la célébration était défendue. Les noms des saints disparaissaient du calendrier pour faire place à des fruits, des légumes, des instruments aratoires, etc. ; les fêtes religieuses étaient remplacées par des fêtes nationales, le 21 janvier, le 10 août. L'ère républicaine, qui

devait se substituer à l'ère chrétienne, partait de la proclamation de la République, et le 22 septembre 1793 était le 1^{er} vendémiaire an I. Toute cette réforme, où certains historiens n'ont vu que de la puérilité, était une machine de guerre contre l'Église : un ancien conventionnel, lorsque le premier consul rétablit l'ancien calendrier, avouait que le calendrier républicain avait eu pour but principal de faire disparaître le dimanche ; ce repos du septième jour qu'on retrouve partout, comme un témoignage des traditions primitives de l'humanité sur la création, irritait les athées : il leur a survécu.

En même temps que le calendrier républicain, apparurent le costume républicain, l'affectation de la saleté pour éviter les soupçons, la carmagnole, le bonnet rouge, le langage grossier, l'appellation de citoyen et le tutoiement obligatoire ; les domestiques étaient changés en officieux.

Au point de vue militaire, l'année 1793 se terminait assez bien : le 8 septembre, Houchard avait battu les alliés à Hendschoote et fait lever le siège de Dunkerque ; accusé de n'avoir pas suffisamment profité de sa victoire, le vieux sol-

dat fut rappelé et condamné à mort, après avoir entendu un Fouquier-Tinville parler de sa lâcheté; Jourdan, qui lui succéda, délivra le nord de la France par la victoire de Wattignies; à l'est, Hoche et Pichegru avaient débloqué Landau et forcé les alliés à la retraite; au sud, un jeune commandant d'artillerie, du nom de Bonaparte, avait décidé la reddition de Toulon, où les conventionnels en mission rappelèrent les horreurs qui avaient marqué la prise de Lyon. Partout, le territoire français était dégagé.



CHAPITRE VIII.

Les Jacobins, les indulgents et les hébertistes. — Lutte de Robespierre contre les hébertistes. — Appui que lui donnent les indulgents. — Proposition de Chabot. — Faiblesse de la Convention. — Arrestation de Chabot, Bazire et Fabre d'Églantine. — Proposition de Chaumette pour les églises. — Le vieux Cordelier. — Anniversaire du 21 janvier. — Première arrestation de Vincent et de Ronsin. — Hébert aux Cordeliers. — Robespierre aux Jacobins. — Arrestation, jugement et exécution d'Hébert et de ses amis. — Joie des populations. — Campagne de Robespierre contre les indulgents. — Arrestation d'Hérault de Séchelles. — Arrestation de Danton et Camille Desmoulins. — Vains efforts de Legendre à la Convention. — Condamnation et supplice de Danton et de ses amis. — Prétendue sensibilité de Robespierre

La Montagne, victorieuse, devait se diviser; trois partis se dessinaient : les exagérés, avec Hébert, la Commune et l'armée révolutionnaire; les Jacobins purs, avec Robespierre; les modérés, les indulgents, avec Danton et Camille Desmoulins. Robespierre, trop habile pour attaquer deux adversaires à la fois, dirigea d'abord ses coups contre les hébertistes : il savait que, dans cette campagne, il aurait l'appui des

indulgents, auxquels les folies des hébertistes répugnaient autant qu'à lui. Une proposition de Chabot faillit le désarmer; ce conventionnel, ancien capucin, voyait avec effroi que la loi des suspects et l'abandon par la Convention du privilège de l'inviolabilité pour ses membres, mettaient tous les députés à la merci du Comité de salut public; peut-être se sentait-il déjà menacé. Il demanda qu'un membre de la Convention ne put pas être décrété d'accusation sans avoir été entendu. Ce n'était pas trop exiger, et la proposition fut votée avec d'autant plus d'empressement que chacun pouvait y trouver sa sûreté. Mais cela ne faisait pas le compte de Robespierre qui n'aurait pu faire arrêter Danton, par exemple, comme déjà il le projetait. Jamais la Convention n'aurait consenti à décréter Danton d'accusation, lui présent. Quoique son influence fut bien diminuée, il avait encore du prestige, et il retrouvait parfois ses anciens élans. La proposition de Chabot avait été votée le 22 décembre; le 24, Saint-Just et Robespierre la faisaient rapporter comme pouvant protéger les traîtres, les conspirateurs; ils commençaient, sans préciser, leurs dénonciations contre ceux qui compromettaient la

liberté, soit par des exagérations suspectes, soit par une indulgence prématurée. Quelques jours après Chabot et Bazire étaient arrêtés par ordre du Comité de salut public, en apparence pour des malversations, en réalité parce qu'ils avaient failli déjouer les plans de Robespierre. Un autre député, Fabre d'Églantine, un ami de Danton, était également arrêté sous le même prétexte ; il avait appuyé Chabot. La Convention courba la tête, Danton ne put faire mettre Fabre en liberté. Le 4 janvier, Chaumette, qui continuait sa campagne contre la religion, proposa de décréter que tout individu qui demanderait la réouverture d'une église serait passible de la peine capitale. Robespierre, invoquant la liberté de conscience, combattit et fit rejeter la proposition, qui cependant flattait les haines religieuses d'un grand nombre de conventionnels ; il recommença ses dénonciations contre les exagérés qui compromettaient la liberté, sans désigner clairement Hébert et ses partisans, mais en faisant comprendre qui il visait. En même temps, Camille Desmoulins avait repris sa plume de journaliste et, au nom du parti des indulgents, il prêchait la modération, tournant en ridicule les hébertistes. Son jour-

nal, le *Vieux Cordelier*, eut un immense succès, dû moins à la verve de Camille qu'à ses appels à l'indulgence qui trouvaient de l'écho dans toutes les classes de la population, fatiguées de la Terreur. Robespierre accepta cet utile auxiliaire pour sa campagne contre les hébertistes, tout en se réservant de s'en débarrasser, le moment venu et, afin de bien marquer sa séparation du parti des indulgents, il fit expulser Camille Desmoulins du club des Jacobins. En même temps Hébert faisait expulser plusieurs amis de Robespierre du club des Cordeliers.

L'anniversaire du 21 janvier ne pouvait passer inaperçu : il fut décidé qu'il serait célébré par une fête annuelle, et sur la proposition de Couthon, la Convention, debout, jura dans un moment d'enthousiasme guerre aux tyrans et paix aux chaumières ; elle prit l'engagement solennel de vivre libre ou de mourir et de garder la République une et indivisible.

La lutte continuait entre les hébertistes et Robespierre : les premiers s'appuyaient sur la Commune, sur l'armée révolutionnaire, dont ils avaient imposé la création à la Convention et dont le commandant, Ronsin, était à eux, et sur l'administration de la guerre qui leur ap-

partenait par Bouchotte et par son secrétaire général, Vincent. Robespierre fit arrêter Ronsin et Vincent, que Danton parvint à faire mettre en liberté ; il n'aimait pas les hébertistes, mais il avait eu des relations avec plusieurs, notamment avec Ronsin, pour les journées de septembre, et il prévoyait peut-être le sort que lui destinait Robespierre après la défaite des hébertistes. L'arrestation de Ronsin et de Vincent fit comprendre à Hébert le danger qui le menaçait ; le 24 mars, il dénonça aux Cordeliers la conspiration ourdie contre les patriotes les plus ardents ; il fut acclamé ; on lui promit de le soutenir ; plusieurs sections se prononcèrent en sa faveur. Robespierre prit peur avec raison : si Hébert avait su agir, si Ronsin, qui avait l'armée révolutionnaire sous ses ordres, n'avait pas été un personnage incapable et prétentieux, bon seulement à parader en grand uniforme, les hébertistes pouvaient profiter de la surprise de leurs adversaires pour épurer la Convention ; ce nouveau 31 mai était certainement plus facile que le premier, et il aurait été accepté aussi facilement. Mais Hébert, satisfait de son succès aux Cordeliers, n'agit pas ; Robespierre et ses séides reprirent courage, et

le 6, Barrère dénonça à son tour à la Convention la double conspiration tramée contre la liberté par les exagérés et par les indulgents : il le fit, du reste, d'une manière un peu vague, conformément à son système qui était de ménager tout le monde afin de pouvoir toujours s'accommoder avec le vainqueur. Le 13, nouvelle dénonciation, mais de Robespierre cette fois et aux Jacobins ; il dénonce en même temps les indulgents et les exagérés ; seulement, pour les premiers, il reste dans le vague, tandis que pour les seconds il précise les accusations et désigne les personnes. Il pouvait le faire sans danger, ses mesures étaient prises ; dans la nuit, Hébert était arrêté ainsi que Momoro, Ronsin, Vincent et Anacharsis Clootz. La Convention approuva ces arrestations, bientôt suivies de celles de Chaumette et de Gobel. Le procès des hébertistes ne fut pas long : arrêtés le 14, Hébert, Momoro, Vincent, Ronsin et Anacharsis Clootz furent guillotins peu de jours après ; Chaumette et Gobel le furent également. On dit que l'ancien évêque de Lyddah mourut chrétiennement, et qu'un prêtre constitutionnel, l'abbé Lothringer, posté sur le passage de la charrette où étaient les condamnés, à un

point désigné d'avance, lui donna l'absolution : l'évêque lui avait envoyé sa confession par écrit.

Le supplice des hébertistes fut accueilli à Paris et dans toute la France par des transports de joie ; on savait qu'ils ne cessaient de demander les mesures les plus violentes ; on espérait donc que leur chute amènerait la fin de la Terreur ; on l'espérait d'autant mieux que dans les derniers jours, les Jacobins et les indulgents avaient marché de concert et que le supplice d'Hébert avait été suivi de la dissolution de l'année révolutionnaire. Dans cette explosion de joie, indice des sentiments populaires, Robespierre vit une menace ; il comprit que, s'il attendait, le parti des indulgents puiserait dans cet assentiment une grande influence. Si en effet Danton, au lieu de se tenir à l'écart, confiant dans sa force, avait résolument entamé la lutte contre Robespierre, il aurait trouvé des appuis sérieux ; en envoyant les hébertistes au supplice, celui-ci avait nécessairement diminué les forces du parti de la Terreur. Mais Danton n'agit pas, il avait à expier les massacres de septembre. Cependant les avertissements ne lui manquaient pas, donnés par son

rival lui-même ; ainsi un de ses amis, Hérault de Séchelles, quoique membre du comité de salut public, avait été arrêté pour avoir donné asile à une émigrée. De plus, lorsque les cendres de Mirabeau avaient été arrachées du Panthéon, Robespierre, avec une affectation qui avait été remarquée, avait déclaré qu'il n'y avait point de grand homme sans vertu. C'était un avis menaçant pour Danton dont le passé, comme celui de Mirabeau, offrait prise aux attaques. Il dédaigna toutes ces menaces jusqu'au jour où il apprit qu'il avait été dénoncé aux Jacobins par Robespierre ainsi que Camille Desmoulins. Connaissant la prudence de Robespierre, il comprit qu'il était perdu ; il voulut agir, mais trop tard ; il était arrêté dans la nuit, ainsi que Camille Desmoulins, Lacroix, Philippeaux et Westermann. Lorsque le lendemain, 1^{er} avril, Legendre annonça à la Convention l'arrestation de Danton, l'émotion fut profonde ; il essaya de profiter de cette émotion pour obtenir la mise en liberté d'un des fondateurs de la République et il aurait certainement réussi sans l'arrivée de Saint-Just. Celui-ci demanda froidement si quelqu'un oserait arrêter le cours de la justice nationale ; il ajouta que

celui qui tenterait de le faire serait un traître dont la place devrait être, non à la Convention, mais devant le tribunal révolutionnaire, à côté des coupables dont il se faisait le défenseur. Devant ces menaces, tout le monde se tut, et Legendre put à peine balbutier quelques mots d'éloge en faveur de Danton.

Devant le tribunal révolutionnaire, l'attitude de celui-ci fut autrement ferme que celle des Girondins; il ne renia aucun de ses actes : il en revendiqua hautement la responsabilité. Comme il parlait avec animation, le président lui fit observer qu'il ne gardait pas la modération convenable à un accusé. « Il est bien permis de s'emporter quand il s'agit de sauver sa tête. » Comme pour les Girondins, on écourta les débats ; le tribunal se déclara suffisamment éclairé et condamna les accusés à mort. En entendant sa condamnation, Danton, se rappelant qu'une année auparavant, il avait grandement contribué à la création du tribunal révolutionnaire, en demanda pardon à Dieu et aux hommes. Il dit également qu'il entraînait Robespierre qui le suivrait bientôt. Sauf Camille Desmoulins, les condamnés ne se départirent pas de leur ferme attitude en marchant au sup-

plice; avant de monter sur l'échafaud, Danton dit au bourreau : « Tu montreras ma tête au peuple, elle en vaut la peine. » C'est une mort païenne. Des apologistes de Robespierre ont dit qu'il avait fait un sacrifice douloureux en immolant au salut de la patrie et de la liberté, Camille Desmoulins et Danton; on a même prétendu qu'au moment où la charrette passait devant la maison de Robespierre, on avait entendu derrière les fenêtres fermées un profond sanglot. Un fait ne permet pas de croire à cette sensibilité : quelques jours après la mort de Camille Desmoulins et de Danton, la fatale charrette passait encore devant la maison de Robespierre, et elle conduisait à l'échafaud la veuve du premier. Si Robespierre avait pleuré parce qu'il était obligé de laisser immoler Camille pour le salut de la liberté, il n'aurait pas permis que l'on guillotinât sa veuve.

CHAPITRE IX.

La terreur redouble. — Jugements du tribunal révolutionnaire. — Madame Élisabeth. — Lamiral et Cécile Renault. — Déclaration en faveur de l'Être suprême. — Tiraillements dans le comité de salut public. — Le triumvirat. — La fête de l'Être suprême. — Loi du 22 prairial. — La Convention protège ses membres. — Tentative des Montagnards auprès des députés de la plaine. — Robespierre dénonce ses adversaires aux Jacobins. — Sa retraite. — Discours du 8 thermidor. — Refus de l'impression de son discours. — Séance des Jacobins. — Séance du 9 thermidor. — Robespierre décrété d'accusation. — Sa délivrance. — Mesures de la Convention. — Prise de l'Hôtel de Ville. — Supplice de Robespierre. — Succès de nos armées.

La mort de Danton laissait Robespierre sans rivaux; il était le maître, et cela devait le perdre. Danton le comprenait lorsqu'il disait : « J'entraîne Robespierre. » Le premier résultat de la chute des indulgents fut naturellement un redoublement de terreur. Le tribunal révolutionnaire multipliait les fournées : un jour il condamnait quarante-cinq magistrats du parlement de Paris, parmi lesquels d'Épréménil; le lendemain vingt-trois magistrats du parlement

de Toulouse. Puis c'étaient trente fermiers généraux, dont le savant Lavoisier; celui-ci demanda un sursis pour achever une expérience : « La République n'a pas besoin de savants, » lui fut-il répondu. Vingt-cinq négociants de Sedan étaient condamnés pour crime de négociantisme; quatorze femmes ou jeunes filles de Verdun, dont quelques-unes des enfants; vingt pauvres paysannes du Poitou, des *brigandes*; Mallesherbes, avec toute sa famille. Le 9 mai, Madame Élisabeth fut citée devant le tribunal révolutionnaire; on la sépara brusquement de sa nièce, en lui disant de prendre son bonnet, parce qu'elle ne la reverrait pas. Avec l'angélique princesse se trouvaient plusieurs dames de la cour : au pied de l'échafaud, chacune d'elles, avant de mourir, vint s'incliner devant Madame Élisabeth qui fut exécutée la dernière. Les juges avaient songé un moment à lui donner pour compagnes de supplice des filles de mauvaise vie — il y avait de tout dans les prisons encombrées, — une d'elles, appelée Églé, disait : « J'aurais bien attrapé ces coquins; avant de mourir, je me serais jetée à ses pieds, lui demandant pardon de ce qu'on m'avait mise avec elle. » Un des faits les plus odieux, ce fut la

fameuse conspiration des prisons, à laquelle on eut recours plusieurs fois pour faire une grande fournée : on réunissait des gens qui ne se connaissaient pas, et on les accusait d'avoir ensemble comploté une révolte dans la prison. Et il ne faudrait pas croire que les hautes classes seules fournissaient des victimes, il y en avait de tout rang : un pauvre montreur de marionnettes était exécuté avec sa femme pour avoir joué des pièces inciviques. Dans l'affaire des chemises rouges, à côté de grands seigneurs se trouvaient Lamiral qui avait tiré un coup de pistolet sur Collot-d'Herbois, Cécile Renault, qui avait voulu voir Robespierre afin de savoir comment était fait un tyran et sur laquelle on avait trouvé un petit couteau bien inoffensif, et une pauvre ouvrière de 17 ans, dont le seul crime était d'avoir porté à manger à une actrice emprisonnée pour incivisme. Le dernier convoi de condamnés, le 8 thermidor comprenait le poète André Chénier, que 24 heures de retard auraient conservé à la France. En moins de deux mois, du 10 juin au 17 juillet, le tribunal révolutionnaire prononça 2,085 condamnations. Dans les derniers jours, tout se bornait à peu près à une constatation d'identité; parfois

même, cette constalation ne se faisait pas, Loizerolles père fut condamné pour son fils, et la duchesse de Biron sur l'acte d'accusation préparé contre son intendant.

Le 7 mai, Robespierre, rompant complètement avec les traditions d'athéisme qu'il avait toujours condamnées, lut un long rapport par lequel il était déclaré que le peuple français, reconnaissait l'existence de l'Être suprême. La Convention vota l'impression du rapport et en accepta les conclusions; mais beaucoup de Montagnards furent mécontents; ils trouvaient que croire à l'Être suprême, c'était du fanatisme, de la superstition. Déjà il y avait des difficultés dans le comité du salut public. Robespierre, Couthon et Saint-Just formaient un triumvirat auquel les autres devaient obéir; cela froissait Barrère, Billaud-Varennnes et Collot-d'Herbois, qui ne cherchaient qu'une occasion de secouer le joug; mais ils avaient peur. La brutalité de Saint-Just leur donna l'appui de Carnot, que le jeune triumvir avait insulté. D'autre part, le comité de sûreté générale, composé de Montagnards déterminés comme Vadier, Amar, Voulland, était irrité d'être tenu au second plan; certains de ses membres se

croyaient, avec raison, menacés par Robespierre. De là, un mécontentement qui, comme celui de Barrère, Collot-d'Herbois et Billaud-Varennés, n'attendait qu'une occasion pour éclater. Cette occasion ne pouvait tarder à se présenter, car Robespierre, trop sûr d'être le maître, ne ménageait guère ses collègues. La Convention faisait ses volontés, et par le nouveau maire Fleuriot, par le procureur-syndic de la Commune, Payan, par le commandant de la garde nationale, Henriot, il tenait la commune et la garde-nationale, et il était l'idole des Jacobins. Tout lui présentait son pouvoir comme bien assis.

Le 8 juin 1794 (20 prairial), eut lieu la fête de l'Être suprême, votée par la Convention. En sa qualité de président de la Convention, Robespierre était appelé à l'honneur, qu'il avait ambitionné, d'être le pontife de la fête. Il commença par se faire attendre, ce qui causa une vive irritation chez les membres de la Convention, dont plusieurs venaient malgré eux à une fête religieuse. Tous les conventionnels étaient en habit bleu à revers rouges et portaient à la main un bouquet; Robespierre s'avancait le premier, affectant de laisser une certaine dis-

tance entre ses collègues et lui; il harangua le peuple, puis, conformément au programme, mit le feu aux figures du néant, de l'athéisme, de la discorde et de l'ambition; le groupe consumé laissa voir la sagesse. Le cortège se rendit ensuite au Champ de Mars, où une montagne remplaçait l'autel de la patrie; Robespierre précédait toujours les autres conventionnels, qui laissaient deviner leur mécontentement. Du haut de cette montagne, Robespierre fit un nouveau discours, dans lequel étaient proclamés l'Être suprême et l'immortalité de l'âme. Un nouveau discours prononcé aux Tuileries termina la fête, pendant laquelle l'échafaud avait chômé.

Cette proclamation de l'Être suprême avait fait espérer que Robespierre, maître du pouvoir, mettrait un terme à la Terreur. L'illusion ne fut pas longue. Dès le lendemain, le tribunal révolutionnaire reprit sa sinistre besogne, expédiant par jours cinquante à soixante condamnations à mort, et le 10 juin (22 prairial) Couthon proposait à la Convention une nouvelle loi des suspects qui aggravait encore la première. Cette loi n'avait pas été soumise au comité de salut public, au nom duquel elle

était présentée ; seuls, les triumvirs en avaient eu connaissance. La Convention fut effrayée de ce nouveau décret ; un article surtout l'épouvantait ; il donnait le droit aux deux comités de salut public et de sûreté d'envoyer un conventionnel devant le tribunal révolutionnaire sans que l'Assemblée fût consultée. En entendant la lecture de cet article, un député montagnard, Ruamps, brandissant un poignard, s'écria que, si la loi était votée, il ne restait plus aux députés livrés à la discrétion des comités qu'à se tuer. Ces paroles avaient fait impression et la Convention hésitait, lorsque Robespierre prit la parole. Il déclara que la loi était nécessaire et qu'elle ne menaçait nullement les députés vertueux, mais ceux-là seuls à qui leur conscience faisait de justes reproches. Son discours eut un plein succès, et la loi qui mettait la vie des députés à la merci des comités et la vie des citoyens à la merci du premier délateur venu, fut votée en un quart d'heure, sans discussion. Mais le lendemain, la Convention comprenait la faute qu'elle avait commise ; ni Robespierre, ni Saint-Just n'étaient là ; Couthon et Lebas n'avaient pas la même autorité ; sur la proposition d'un des députés

qui se sentaient menacés, la Convention décida que, par son vote de la veille, elle n'avait nullement voulu déroger à la loi, qui exigeait qu'un député ne pût être poursuivi que sur un décret d'elle. Robespierre manquait donc complètement son but, qui était de mettre ses adversaires à sa discrétion et de les traduire peu à peu devant le tribunal révolutionnaire dont il était le maître. Il était convenu entre les membres du comité de salut public que trois signatures suffisaient pour engager le comité; or Robespierre disposait de ces trois signatures par Couthon et Saint-Just, et il aurait lancé les décrets d'accusation quand il aurait voulu. La décision de la Convention déjouait tous ses calculs, et la loi du 22 prairial n'avait d'autre résultat que d'augmenter sa responsabilité en multipliant les condamnations contre des individus dont la mort lui était inutile. De plus, cette loi augmenta la scission qui existait déjà dans le comité de salut public. Billaud-Varennes et Collot-d'Herbois reprochèrent très-vivement à Robespierre d'avoir présenté une loi aussi grave sans qu'ils en aient eu connaissance.

Cette situation ne pouvait durer. Billaud-Varennes, Collot-d'Herbois, les membres du

comité de sûreté, et divers Montagnards comme Tallien, Léonard Bourdon se sentaient menacés; ils résolurent de prévenir Robespierre. La majorité, dans la Convention, dépendait des députés du centre; ils firent sonder ces députés, leur demandant leur appui contre les triumvirs. Les députés du centre hésitaient, car ils savaient que Robespierre, qui n'avait rien contre eux, les avait parfois défendus contre certains des Montagnards qui maintenant réclamaient leur appui; d'autre part, la loi du 22 prairial, qui aggravait encore la Terreur, les éloignait de Robespierre, en leur faisant perdre tout espoir de le voir revenir à des idées de modération. Robespierre, sans connaître le détail de ces intrigues, n'ignorait pas que ses adversaires s'organisaient contre lui; ses familiers, Payan, Fleuriot, Henriot, l'engageaient à faire un nouveau 31 mai pour purger définitivement la Convention de tout élément impur; il aurait certainement réussi, ayant pour lui la Commune et les Jacobins. Mais homme de parole et d'intrigues, Robespierre répugnait à l'action; il crut plus sûr de faire condamner ses adversaires par la Convention elle-même; il espérait que les hommes de la plaine lui sauraient gré

de la protection dont il les avait convertis. Il se borna donc à dénoncer ses adversaires aux Jacobins le 1^{er} juillet; puis il se tint quelque temps à l'écart, ne paraissant ni à la Convention, ni au comité de salut public. C'était renouveler la faute de Danton.

Se sentant de plus en plus menacés, les Montagnards redoublèrent d'efforts auprès de la Plaine, et la loi du 22 prairial aidant, ils finirent par la gagner à peu près. Robespierre l'ignorait, lorsqu'il parut à la Convention le 26 juillet (8 thermidor). Il prononça un discours très-long, très-entortillé, dans lequel, après avoir fait son apologie, il dénonçait, sans les désigner, ses ennemis, et demandait l'épuration des deux comités de salut public et de sûreté générale et une concentration plus énergique du pouvoir. Il se croyait habile en restant ainsi dans le vague, et se figurait qu'effrayée la Convention voterait ce qu'il voudrait. Il se trompait; ce vague fit peur. S'il avait désigné ceux qu'il voulait sacrifier, son influence était encore telle qu'il eût triomphé; ceux qui n'étaient pas directement menacés auraient sacrifié même leurs amis; mais personne n'était rassuré, et, pour la première fois, Robespierre vit refuser

l'impression de son discours. C'était un échec d'autant plus grave que, sur la proposition de Barrère, l'impression avait été d'abord votée. Le soir, Robespierre se rendit aux Jacobins, et là il relut de nouveau son discours, qui fut vivement applaudi : il dit que c'était son testament, que les ennemis de la liberté allaient l'emporter. Mais on lui promit de le soutenir; ses adversaires furent exclus de la société, notamment Collot-d'Herbois et Billaud-Varennes. Ses amis lui disaient d'agir, et il aurait certainement réussi; mais il préféra attendre; il croyait encore l'emporter à la Convention.

Les adversaires de Robespierre, sûrs de l'appui de la Plaine et ayant le président à eux, avaient fait leur plan. Quand, le 9 thermidor, Saint-Just et Lebas viennent reprendre la thèse de Robespierre, ils sont violemment interrompus; Robespierre monte à la tribune, les clameurs redoublent; le président Thuriot, loin de lui maintenir la parole, appuie les interrupteurs. Tallien, un poignard à la main, dénonce le nouveau Cromwell; il déclare que si personne n'ose arrêter la tyrannie, il fera lui-même justice du tyran; il dénonce Henriot, qui est décrété d'accusation. Vadier reproche à

Robespierre la loi du 22 prairial. Robespierre essaye vainement de prendre la parole; les cris de « A bas le tyran ! » retentissent. « Le sang de Danton t'étouffe », lui crie un député. Il se tourne vers la droite qui, gagnée, n'écoute pas ses appels suppliants. Il est décrété d'accusation, ainsi que son frère, Saint-Just, Lebas et Couthon.

Les cinq députés sont conduits à la prison de Luxembourg, où l'on refuse de les recevoir; leurs amis les délivrent et les mènent à l'Hôtel de ville. Henriot, qui avait été arrêté, est mis en liberté par Coffinhal; il se présente à la porte de l'Assemblée qui le met hors la loi; cette mise hors la loi, si le commandant de la garde nationale avait su agir avec résolution, ne l'aurait pas arrêté; mais il était ivre; il ne sut rien faire, et se vit bientôt abandonné. La Convention nomme commandant général de la garde nationale en remplacement d'Henriot, Barras, dont elle connaît l'énergie; douze commissaires sont envoyés aux sections pour les instruire de ce qui s'est passé; les sections promettent leur obéissance; les cinq députés sont mis hors la loi; Robespierre n'agit pas, il se laisse cerner; les canonniers d'Henriot sont

dispersés et les troupes de la Convention pénétrèrent dans l'Hôtel de ville. Lebas se tue; Couthon, Saint-Just, Robespierre jeune, sont arrêtés; Coffinhal reproche sa lâcheté à Henriot qu'il jette par la fenêtre; Robespierre est pris après avoir essayé de se tuer ou avoir reçu d'un gendarme un coup de pistolet qui lui brise la mâchoire. Dès le lendemain, les députés, les soixante-dix membres de la Commune, le commandant Henriot, les membres du tribunal révolutionnaire sont envoyés à l'échafaud sur une simple constatation d'identité; parmi les membres de la Commune était le cordonnier Simon, le gardien, ou plutôt le bourreau du jeune Louis XVII. Les huées de la foule accompagnèrent Robespierre; la charrette s'arrêta devant la maison qu'il habitait; une femme montant sur une des roues le maudit au nom de toutes les mères.

On a dit que Robespierre valait mieux que ses adversaires et que, s'il avait triomphé, il aurait comme eux mis fin à la Terreur. Ce qu'aurait fait cet énigmatique et froid personnage, personne ne le sait; mais il est vrai que les Billaud-Varrennes, les Collot-d'Herbois, les Vadier, les Tallien, ne s'étaient pas montrés

moins cruels que Robespierre et qu'ils n'entendaient nullement inaugurer une ère de miséricorde; ils se défendaient, voilà tout. Seulement, ils n'avaient pu triompher qu'avec l'aide des députés de la Plaine, et ceux-ci, appuyés par l'opinion, n'entendaient pas laisser continuer la Terreur. En résumé, comme l'a dit de Maistre, le 9 thermidor fut la victoire de quelques scélérats sur d'autres scélérats; mais cette victoire tourna au profit de l'humanité.

En même temps que la Terreur prenait fin, les armées françaises obtenaient des succès décisifs; le nord de la France, toujours menacé, était dégagé et Pichegru envahissait la Belgique; dans le midi les Espagnols et les Piémontais étaient battus.

CHAPITRE X.

Réaction contre la Terreur. — Délivrance des prisonniers. — Jugement de Carrier, Lebon et Fouquier-Tinville. — La jeunesse dorée. — Fermeture des jacobins. — Rappel des 73. — Retour des députés girondins. — Maintien des mesures contre les émigrés et les prêtres fidèles. — Pour-suites contre Barrère, Billaud, Collot et Vadier. — Mouvement du 1^{er} avril. — Déportation de Billaud et Collot. — Journée du 1^{er} prairial. — Féraud et Boissy d'Anglas. — Procès et condamnation des derniers terroristes. — Mort de Louis XVII. — Échange de Madame. — Représailles dans le Midi. — Réaction terroriste. — Quiberon. — Complot de Pichegru. — Conquête de la Hollande. — Traité de Bâle. — La Constitution. — Prescriptions pour les premières élections. — Journée du 13 vendémiaire. — Le général Bonaparte. — Dernière séance de la Convention.

Dès le 10 thermidor, Barrère, dans un rapport, demandait la continuation de la Terreur ; Billaud, Collot, Amar, Vadier, réclamaient le titre de terroristes, et s'opposaient aux indulgents ; Billaud demanda le maintien du tribunal révolutionnaire qui pouvait encore rendre des services. La situation fut plus forte que leur volonté ; une partie des montagnards, avec Barras, Fréron, Tallien, se rapprocha de la droite et s'opposa à la continuation de la

Terreur. Les prisons furent ouvertes à Paris et dans les provinces; elles contenaient plus de 200,000 suspects, qui n'étaient pas sûrs du lendemain. Le tribunal révolutionnaire fut conservé, mais entièrement réorganisé; les comités révolutionnaires furent supprimés pour la plupart et la haute paye de quarante sous fut retirée au délateur; la loi du 22 prairial fut rapportée, les comités de salut public et de sûreté générale furent composés de nouveaux députés; en même temps qu'il était établi seize comités, avec des pouvoirs égaux, chargés d'exercer la surveillance sur les affaires. C'était une complication, mais aussi une garantie.

• La Convention se trouvait dans une situation difficile; elle avait approuvé, au moins par son silence, les actes du comité de salut public; parmi les thermidoriens, même ralliés à la droite, il s'en trouvait qui avaient pris part aux mesures terroristes; il n'était donc pas facile de revenir sur ce qui avait été fait. Parfois un thermidorien qui dénonçait à cause de ses œuvres un terroriste, se trouvait quelques jours après dénoncé lui-même; c'est ce qui arriva notamment pour Carrier et Thuriot. Celui-ci fut un des dénonciateurs de Carrier, et quelque

temps après, il était lui-même poursuivi. Les premiers conventionnels contre lesquels des poursuites furent demandées, furent Carrier et Lebon : tous les deux subirent leur procès ; tous les deux furent condamnés à mort ; mais afin de ne pas paraître blâmer des rigueurs que la Convention avait approuvées, on les condamna comme coupables d'avoir voulu par leurs excès servir les contre-révolutionnaires. Fouquier-Tinville fut également poursuivi et condamné ; sa défense consista à dire qu'il avait obéi. « J'ai été la hache de la Convention, répétait-il ; punit-on une hache ? » Incontestablement, il disait la vérité ; il n'en fut pas moins condamné.

Le terrorisme, abattu dans la Convention, était resté le maître aux Jacobins et aux Cordeliers. Fermé par Legendre qui avait mis la clé dans sa poche, le club des Jacobins n'avait pas tardé à se rouvrir ; appuyés par des députés, les Jacobins avouaient leur dessein de reprendre le pouvoir et de combattre de nouveau les traîtres. Billaud-Varennés et Collot-d'Herbois s'étaient reconciliés avec eux. La Convention commença par interdire les correspondances entre les clubs ; elle défendit les pétitions col-

lectives. En même temps, sur l'initiative de Fréron, qui avait repris, dans un tout autre sens, son journal, l'*Orateur du peuple*, la jeunesse dorée s'organisait contre les Jacobins; elle se recrutait dans tous les rangs de la société, et opposait le *Réveil du peuple* au *Ça ira*, et à la *Carmagnole*. Des luttes très-vives s'engagèrent entre les Jacobins et la jeunesse dorée; elles se terminèrent par la fermeture du club que la Convention prononça.

Soixante-treize députés gémissaient en prison; c'étaient ceux qui avaient signé la protestation contre le 31 mai; ils demandèrent leur mise en liberté et leur réintégration à l'Assemblée. La question était grave, puisque ces députés étaient détenus en vertu d'un décret voté par la Convention elle-même. Leur demande fut d'abord écartée; mais elle revint sur le tapis et les soixante-treize reparurent. Cette mesure en appelait une autre; c'était le retour de ceux des quarante-cinq députés décrétés d'accusation qui avaient échappé à l'échafaud. La lutte fut vive, les terroristes, et même quelques thermidoriens se récrièrent; ils n'admettaient pas qu'on condamnât le 31 mai, qu'ils glorifiaient au même titre que

le 10 août ; un rapport de Robert Lindet fait dans ce sens fut d'abord accepté par la Convention. Il était impossible de s'en tenir là ; l'innocence des Girondins survivants fut proclamée, leurs droits reconnus, et l'on vit reparaître Lanjuinais, Louvet, et les autres.

D'autres mesures de réparation suivirent ; les biens des victimes immolées depuis le 10 mars 1793 furent rendus à leurs familles ; le séquestre établi sur les propriétés des étrangers fut levé ; mais le vieux levain révolutionnaire restait et l'on ne fit rien pour les émigrés : la confiscation fut maintenue contre eux et leurs fils ; on excepta seulement les émigrés forcés, qui avaient dû se retirer devant la tyrannie ; on faisait allusion aux familles de Toulon, de Marseille, qui avaient fui les proconsuls de la Terreur. Quant aux prêtres, il fut décidé que le premier qui oserait ouvrir une église serait passible de la peine de mort. On ne leur permettait même pas le culte privé. Seuls, les prêtres assermentés trouvèrent quelque grâce.

A mesure qu'elle avançait dans cette voie, la Convention trouvait qu'elle avait été trop faible en bornant les poursuites à Lebon et à Carrier. Des départements on lui dénonçait d'autres

députés. Lecointre d'abord, Legendre ensuite dénonçaient les membres du comité de salut publique et du comité de sûreté générale : Barrère, Billaud-Varennes, Collot-d'Herbois, Vadier. Ces quatre députés furent mis en état d'arrestation. Cette mesure excita un grand mécontentement dans la populace déjà surexcitée par suite des misères de l'hiver. Les terroristes s'armaient de ces misères qu'ils attribuaient aux décrets de la Convention, notamment à l'abolition de la loi du maximum. Se sentant menacée, la Convention vota une loi sévère contre la rébellion, contre les insultes à l'Assemblée; elle décréta que, si elle perdait sa liberté, les députés suppléants se constitueraient en assemblée à Châlons-sur-Marne. C'était ce que les Girondins avaient songé à faire avant le 31 mai. En même temps le général Pichegru que ses succès venaient de rendre populaire était appelé pour veiller à la sûreté de l'Assemblée. Malgré ces précautions, un mouvement eut lieu le 1^{er} avril 1795; des bandes envahirent l'Assemblée en demandant du pain et la Constitution de 1793; le président de la chambre fit sonner le tocsin, et devant les mesures prises et les gardes nationales qui arri-

vaient, ces envahisseurs se retirèrent. Le lendemain, la Convention prononça la déportation à Cayenne des quatre députés; seuls, Billaud-Varennes et Collot-d'Herbois furent déportés; le premier s'échappa vingt ans après de Sinnamary et se réfugia à Saint-Domingue, où il mourut en 1819; le second mourut à Sinnamary en 1796, après avoir avalé dans un accès de fièvre chaude une bouteille d'eau-de-vie. Vadier s'était enfui, et Barrère, grâce à une maladie opportune, ne quitta pas Rochefort.

Un mouvement plus grave eut lieu le 20 mai, 1^{er} prairial; la chambre fut envahie par des bandes armées, le député Féraud fut tué, et le président Boissy d'Anglas salua sa tête qui était portée au bout d'une pique; plusieurs députés constituèrent, à l'aide de ces bandes, un nouveau comité; s'ils avaient agi avec vigueur et s'étaient emparés des diverses administrations, ils pouvaient reprendre le pouvoir; il y avait encore bien des éléments terroristes dans la Convention. Le lendemain, nouveau mouvement; les bandes du faubourg Saint-Antoine venaient demander la mise en liberté de l'assassin de Féraud qui avait été arrêté; la Convention était gardée par trois bataillons de

garde nationale, mais les canonniers n'étaient pas sûrs; on parlementa; une députation est introduite, le président Vernier donne l'accolade à l'orateur et lui fait les plus belles promesses. Cette fois, la Convention perdit patience et résolut de sévir; le général Menou fut chargé de désarmer le faubourg Saint-Antoine et réussit. Tranquillisée de ce côté, la Convention décréta d'accusation Pache, Bouchotte, Xavier Audouin, Hassenfratz, Hentz, Duroy, Soubrani, Bourbotte, Forestier, et Peyssard; ils furent traduits devant une commission militaire; Peyssard fut condamné à la déportation, Forestier acquitté, les autres condamnés à mort; ils se frappèrent tous avec un compas qu'avait l'un d'eux; Bourbotte, Soubrani et Duroy, qui n'étaient pas tout à fait morts, furent guillotins.

Quelques jours après, le 8 juin 1795, mourut au Temple le jeune Louis XVII; le cordonnier Simon l'avait tant maltraité que l'enfant était perdu lorsqu'arriva la réaction de thermidor; on le fit soigner, malgré le député Brival qui, même après le 9 thermidor, demandait qu'il fut mis à mort; il était trop tard. Sur la demande des habitants d'Orléans, sa sœur fut échangée contre Beurnonville et les commis-

saires de la Convention livrés par Dumouriez.

Les historiens révolutionnaires parlent beaucoup des représailles qui eurent lieu dans le midi ; il y eut en effet de 6 à 700 victimes ; c'étaient surtout des vengeances personnelles, ceux qui avaient vu massacrer toute leur famille et qui eux-mêmes avaient souffert la prison se vengeaient de leurs délateurs.

La condamnation des terroristes qui semblait devoir engager définitivement la Convention dans la voie où elle était entrée fut suivie d'une réaction. La Convention se sentait débordée, l'opinion se prononçait contre la République qu'elle identifiait avec la Terreur et demandait le retour à la royauté. Or, si la grande majorité des députés repoussaient la Terreur, ils entendaient également conserver la République, beaucoup étaient régicides et, en 1795, ils avaient célébré l'anniversaire du 21 janvier. Deux événements donnèrent le signal de cette réaction, l'expédition de Quiberon et la conspiration de Pichegru. Après l'expédition de Quiberon, Tallien, redevenu terroriste et trouvant dans le général Hoche un instrument complaisant, fit fusiller des prisonniers que couvrait une capitulation. Quant à Pichegru, qui avait formé le

projet de rétablir la royauté et qui échoua, il fut destitué de son commandement et on lui offrit l'ambassade de Suède qu'il refusa.

Ce qui donnait au général Pichegru une grande autorité, c'est que plus qu'aucun autre, il avait contribué au succès de nos armes, alors partout victorieuses. Après avoir conquis la Belgique de concert avec Jourdan, il avait envahi la Hollande, et la rigueur du froid, en gelant les rivières et les canaux et empêchant une inondation, lui avait livré le pays. Ces succès avaient décidé la Prusse, mécontente des coalisés, à traiter avec la France; par le traité de Bâle, négocié par Barthélemy, elle renonçait à ses possessions sur la rive gauche du Rhin, à condition d'être indemnisée sur la rive droite aux dépens des principautés ecclésiastiques qu'on séculariserait. Déjà un autre prince, celui de Toscane, avait fait la paix avec la République. Quelques semaines plus tard, c'était le tour de l'Espagne. La guerre continuait seulement avec l'Autriche et avec l'Angleterre; tout danger d'invasion était passé, et les hostilités n'étaient pas très-vives.

La Convention allait se séparer; elle avait fait une nouvelle constitution dont voici la sub-

stance : les assemblées primaires formées de la totalité des citoyens choisissent les électeurs ; ceux-ci à leur tour nomment les membres du Corps législatif qui comprend les Anciens et les Cinq-Cents. Les Anciens étaient au nombre de 250 ; ils devaient être âgés de 40 ans au moins ; pour être membre du conseil des Cinq-Cents, il suffisait d'avoir 30 ans. Le pouvoir exécutif était confié à un directoire de 5 membres nommés par le Corps législatif et n'ayant que des pouvoirs très-restreints ; les directeurs étaient responsables et ne pouvaient exercer aucun commandement militaire. Les nominations administratives et judiciaires étaient faites par les assemblées électorales et primaires.

La Convention qui craignait que les élections ne fissent triompher les partisans, chaque jour plus nombreux, de la royauté, décida que, pour les premières élections, les deux tiers des membres des deux conseils devraient être pris dans son sein. Cette disposition arbitraire souleva un grand mécontentement ; les sections de Paris protestèrent. Les décrets qui réservaient les deux tiers des places aux conventionnels furent adoptés par 263,000 voix contre 95,000 ; la Constitution elle-même réunit

958,000 voix, sur 5,000,000 d'électeurs; c'était une infime minorité. Et encore la Convention fit-elle voter les armées, sur lesquelles elle croyait pouvoir compter.

Les élections avaient été fixées au 20 vendémiaire; le 13, les électeurs de Paris se réunirent sous la présidence du duc de Nivernais et sous la protection de la garde nationale. La Convention chargea le général Menou de dissiper la réunion; mécontente de sa mollesse, elle le remplaça par Barras qui prit pour second le général Bonaparte encore inconnu. Les insurgés manquaient de chefs capables; le général Danican se laissa amuser pendant que Murat s'emparait de l'artillerie des Sablons et que Bonaparte prenait ses dispositions; quand celui-ci fut prêt, il attendit les sectionnaires, son artillerie les foudroya et il en eut facilement raison. Bien conduit, le mouvement aurait certainement réussi. La Convention se divisa en deux camps; les violents, avec Tallien, voulaient une répression rigoureuse; les modérés, avec Philippoteaux, insistaient pour l'indulgence; ceux-ci l'emportèrent et l'on ne poursuivit guère que des contumaces.

La Convention tint sa dernière séance le

28 octobre 1795; elle vota une amnistie générale et l'abolition de la peine de mort à la paix; elle excepta de l'amnistie les émigrés, les parents d'émigrés et surtout les prêtres insermentés contre lesquelles elle recommanda de mettre à exécution les lois existantes. Ce fut son testament politique, elle restait fidèle à sa haine de la religion.

On a fait gloire à la Convention de beaucoup de décrets pour l'instruction publique; ces décrets n'existaient que sur le papier, et en réalité sa part se borne à la création de l'école polytechnique, du conservatoire des arts-et-métiers, et au rétablissement de l'Institut, création de la monarchie que la Révolution avait commencé par détruire.

CHAPITRE XI.

Guerres de Vendée et de Bretagne. — Caractère de ces guerres. — Commencement du mouvement vendéen. — Cathelineau. — Stofflet. — D'Elbée. — Bonchamps. — Lescure. — La Rochejaquelin. — Charette. — Premiers succès. — Prise de Saumur. — Cathelineau, général en chef de l'armée catholique. — Attaque de Nantes. — Mort de Cathelineau. — D'Elbée, généralissime. — Kléber et les Mayençais. — Bataille de Cholet. — Mort de Bonchamps. — Passage de la Loire. — La Rochejaquelin, généralissime. — Bataille de Laval. — Échec sur Granville. — Défaites du Mans et de Savenay. — Mort de La Rochejaquelin. — Les colonnes infernales. — Mort de Charette et de Stofflet. — Pacification de la Vendée. — Guerre de Bretagne. — Expédition de Quiberon. — Le champ des martyrs. — Pacification de la Bretagne.

La guerre de Vendée, cette « lutte de géants » mérite une mention spéciale; c'est pour cela qu'il n'en a pas été question jusqu'ici. Les provinces de l'ouest, Bretagne, Anjou et Poitou (la Vendée faisait partie de cette dernière province), n'avaient montré aucune hostilité contre la Révolution; la Bretagne s'y était même montrée favorable. Noblesse, clergé, paysans, tout le monde acceptait la nécessité des réformes, et les premiers actes de l'Assemblée consti-

tuante ne furent pas mal accueillis, bien qu'elle eût dès l'abord dépassé ses pouvoirs. La première, la noblesse se détacha de la Révolution : elle était directement atteinte ; les paysans aimaient leurs seigneurs avec lesquels ils vivaient en excellents rapports ; aux premières élections municipales, ils les choisirent pour maires, mais ils restaient partisans des réformes ou tout au moins indifférents. Lorsque l'Assemblée toucha d'une main téméraire à la question religieuse et vota la constitution civile du clergé, la situation changea ; le clergé ne fut pas seul mécontent, le paysan le fut autant que ses « bons prêtres » et il le laissa voir. Plein de foi, il n'admettait pas qu'on portât atteinte à sa liberté religieuse. Le mécontentement fut au comble lorsque Louis XVI eut sanctionné, par une faiblesse si noblement rachetée ensuite, la constitution schismatique.

« Quelques jours après cette sanction, dit un des derniers historiens de la Bretagne et de la Vendée, qui juge les choses sans parti-pris, M. Eugène Veuillot, une grande agitation régnait en Bretagne et en Vendée ; cette atteinte à la liberté de conscience fit revivre tous les griefs jusqu'alors patiemment supportés ; on se

sentit bien plus royaliste dès que l'on put voir que les ennemis du trône étaient aussi les ennemis de l'autel. On ne songeait pas encore, surtout en Vendée, à recourir aux armes, mais déjà on se déclarait ouvertement contre la Révolution. Des conseillers municipaux donnèrent leur démission, soit pour ne pas concourir au déplacement des prêtres qui refusaient le serment, soit pour n'avoir aucun rapport avec le curé assermenté. Un certain nombre de municipalités déclarèrent même, par écrit, que toute conscience chrétienne devait protester avec horreur et indignation « contre le serment « inique imposé aux ministres de Dieu. Un tel « serment, ajoutaient-elles, détruit la religion, « il est contraire à la raison, à la loi, au bon « sens. Non, jamais nous ne nous prêterons à « l'exécution de cette loi. » D'autres demandaient que l'on attendit la décision de Rome. Afin d'arrêter ces manifestations, les autorités faisaient distribuer des pamphlets où l'on disait que le Pape et les cardinaux avaient déclaré que les affaires du clergé de France ne les regardaient point. Dans plusieurs communes, on ne put trouver personne pour tenir les registres de l'état civil; le service de la garde

nationale fut abandonné; on arracha publiquement les affiches et placards contenant des lois ou des arrêtés administratifs. Enfin, de pauvres paysans aimaient mieux garder ou même perdre le produit de leurs champs que de l'aller vendre aux villes où la religion était persécutée dans la personne des prêtres fidèles. »

Ce caractère religieux avant tout des guerres de l'ouest, caractère qui en explique la persistance et la grandeur, est attesté par les témoignages les plus divers. L'installation des prêtres conventionnels faite par la gendarmerie et même parfois par des détachements considérables de troupes — à Plougarneau, il fallut 600 hommes et 4 pièces de canon — avait amené partout des désordres. La législature s'en émut et envoya sur les lieux Gensonné et Gallois, et ceux-ci constataient, à leur retour que « l'époque de la prestation du serment avait été la première époque des troubles. » Pour « ces pauvres habitants des campagnes l'amour ou la haine de la patrie consiste... à aller où ne pas aller à la messe des prêtres assermentés. » Il est difficile de mieux indiquer le caractère religieux de cette émotion qui annonçait un soulèvement. Les premiers chefs du mouvement

furent Cathelineau, le saint de l'Anjou, Lescure, le saint du Poitou, Bonchamps, d'Elbée, dont la piété était connue. Les deux derniers ont déclaré l'un et l'autre que, malgré leur dévouement au roi, jamais ils n'auraient pris les armes, si l'on avait seulement toléré le libre exercice du culte catholique. Et c'étaient des gentilshommes qui devaient plutôt représenter le côté politique du mouvement. Malgré ces témoignages, les guerres de l'ouest ont été et sont encore présentées comme presque exclusivement politiques. Sur ce point, historiens révolutionnaires et historiens royalistes concordent. Cela s'explique par ce fait que les uns et les autres se laissent entraîner par l'esprit de parti. Les républicains cherchent à excuser la Révolution des horreurs de la guerre de Vendée; alors ils la présentent comme une lutte des royalistes contre les républicains; dès lors la conciliation était impossible, et la Convention, qui avait l'Europe sur les bras, devait user de tous les moyens pour mettre fin à une guerre civile qui paralysait la défense. La tactique est habile, mais la vérité, c'est que la guerre civile fut provoquée par la Convention; au lieu d'écouter Gallois et Gensonné qui lui disaient

de laisser libres les catholiques populations de l'ouest, elle donna l'ordre de désoler leur patience. L'erreur de beaucoup d'historiens royalistes provient d'un raisonnement d'un autre genre; ils ont voulu montrer la cause monarchique plus forte qu'elle ne l'était réellement, et ils ont été heureux de revendiquer exclusivement pour le drapeau blanc la gloire des Cathelineau, des Bonchamps, des Lescure. Mais les faits sont là qui ne le permettent pas, car en même temps qu'il arborait le drapeau blanc, le vendéen portait sur sa poitrine l'image du Sacré-Cœur.

Ne pouvant que très-sommairement résumer les phases des guerres de Vendée et de Bretagne, il était nécessaire d'en indiquer au moins très-nettement le caractère.

Annoncée par plusieurs échauffourées, la grande guerre de Vendée commença le 10 juin 1793; le tirage pour la levée des 300,000 hommes en fut l'occasion. Combattre pour combattre, les Vendéens aimèrent mieux réserver leur sang pour la défense de leur foi. Le signal fut donné à Saint-Florent, en Anjou; les jeunes gens appelés pour le tirage et que menaçait une pièce de canon chargée, s'emparèrent de la

pièce et chassèrent les gendarmes. Le soir même, Cathelineau, voiturier colporteur de laine du Pin-en-Mauge, se mit à leur tête; des milliers de paysans se levèrent à l'appel du saint de l'Anjou; ils n'avaient que quelques mauvais fusils; la plupart étaient armés de bâtons; ils surprirent des détachements républicains dont la défaite leur livra des armes et des munitions. Cathelineau fut rejoint par Stofflet, ancien soldat, garde-chasse du marquis de Maulevrier, qui lui amena une troupe considérable, et les Vendéens s'emparèrent de Cholet, défendu par 2,000 hommes de troupes régulières. Ces succès décidèrent les gentilshommes à prendre part au mouvement qu'ils n'avaient pas commencé; on vit successivement arriver d'Elbée, Bonchamps, anciens officiers, Lescure, Henri de La Rochejaquelin, qui disait aux paysans lui demandant d'être leur chef : « Si j'avance, suivez-moi; si je recule, tuez-moi; si je meurs, vengez-moi. » En même temps, Charette, ancien officier de marine, énergique et intelligent, prenait le commandement du soulèvement dans le Bas-Poitou. Ces gentilshommes ne se dissimulèrent pas les dangers ou les difficultés de leur tâche; ils prévoyaient une lutte sans

merci, où ils succomberaient; mais ils acceptèrent par devoir. « Nous ne devons point prétendre à la gloire humaine, disait Bonchamps; les guerres civiles n'en donnent point. » La gloire humaine leur est venue cependant, et une gloire des plus pures.

Le soulèvement de la Vendée fut d'abord accueilli avec mépris à Paris; des volontaires parisiens réclamèrent l'honneur d'écraser seuls les « brigands »; ils pensaient sans doute courir peu de dangers et faire beaucoup de butin. On les appelait par dérision, même dans les camps républicains, « les héros à cinq cents livres ». Ces héros furent bien vite démentés; commandés par des officiers dignes d'eux qu'ils avaient choisis eux-mêmes, ils furent battus, et il fallut envoyer contre les Vendéens de véritables soldats. La Convention le fit et en même temps elle donna aux généraux les ordres les plus cruels qui ne furent que trop obéis, sauf par quelques honorables exceptions. Les divers corps Vendéens s'étaient réunis pour constituer la grande armée vendéenne; en quelques jours, ils enlevèrent Bressuire, Thouars, Parthenay; un échec à Fontenay fut rapidement réparé. A l'un de ces

combats, pendant que Lescure, qui s'était porté intrépidement en avant, restait sous le feu d'une batterie républicaine, ses soldats s'arrêtèrent pour s'agenouiller devant une croix ; Laville de Beaugé voulait les faire relever. « Laissez-les prier, dit Lescure, toujours exposé, ils ne s'en battront que mieux. » Et les soldats de Lescure se relevant, prirent la batterie. Le mouvement avait commencé le 10 avril, et le 10 juin la grande armée vendéenne était maîtresse de Saumur, ce qui lui permettait de marcher, soit sur Paris, soit sur la Normandie, soit sur Nantes. A Saumur, Lescure trouva le général républicain Quétineau qui attendait son jugement ; il avait été précédemment vaincu par les Vendéens ; il dit à Lescure que le soulèvement vendéen amènerait le partage de la France par les étrangers qui au fond se souciaient fort peu de Louis XVII ; le chef vendéen lui répondit que, plutôt que de permettre un partage de la France, tous les soldats de l'armée catholique (elle s'appelait ainsi) se joindraient aux républicains. Ces deux hommes se séparèrent, Lescure pour trouver la mort quelques semaines après dans un combat, Quétineau, moins heureux, pour monter sur l'écha-

faud avec sa femme, quoiqu'il eu fait loyalement son devoir.

La grande armée vendéenne avait besoin d'un général en chef; tous les gentilshommes s'effacèrent devant Cathelineau qui s'était montré digne du commandement. On décida ensuite l'attaque de Nantes. La prise de cette ville pouvait avoir une grande importance en ce qu'elle donnait aux Vendéens des communications avec la mer par la Loire et avec la Bretagne. Les Vendéens pénétrèrent bravement dans la ville et ils l'auraient sans doute enlevée si Cathelineau n'était pas tombé mortellement blessé. Le découragement se mit parmi ses soldats et il fallut battre en retraite. Le saint de l'Anjou mourut le 14 juillet 1793; en trois mois, il avait livré un grand nombre de combats presque tous victorieux, constitué l'armée catholique et fait trembler la Convention. Son successeur fut d'Elbée, brave soldat, officier de mérite, mais qui n'avait pas l'action de Cathelineau sur les paysans; par deux fois, sous ses ordres, l'armée vendéenne échoua contre Luçon. La capitulation de Mayence allait amener en Vendée des troupes d'élite. Les coalisés avaient exigé que les Mayençais, comme on les appelait, ne pussent

pas servir pendant un an, mais ils n'avaient rien dit pour les insurgés de l'Ouest dont ils ne daignaient pas s'occuper. La Convention profita de cet oubli singulier pour envoyer les Mayençais sous le commandement de Kléber contre les Vendéens. Après quelques succès partiels, les Vendéens furent battus à Cholet; d'Elbée et Bonchamps furent blessés et l'armée catholique se trouva presque acculée à la Loire. Les généraux décidèrent de passer sur la rive droite du fleuve; ils traînaient avec eux 5,000 prisonniers républicains qu'ils ne pouvaient emmener. Les Vendéens irrités par les pillages, les incendies, les massacres des troupes républicaines, parlaient de les mettre à mort; Bonchamps, qui se mourait, obtint qu'on leur laissât la vie sauve. Ce qui peint bien l'époque, c'est que le commissaire de la Convention qui racontait le fait, recommandait de le cacher et de dire que les prisonniers républicains avaient été arrachés par leurs frères d'armes des mains des brigands. Les généraux se succédaient vite à la tête des troupes vendéennes; Cathelineau, Bonchamps étaient morts, d'Elbée était grièvement blessé; Lescure fut tué et sur son corps l'on trouva un cilice;

le commandement échu à Henri de La Rochejaquelin, un jeune homme de vingt-deux ans. Il débuta sur la rive droite de la Loire par un brillant succès : les républicains furent battus devant Laval et la ville prise. Après des hésitations, on décida de marcher sur Granville pour se mettre en rapport avec l'Angleterre qui promettait le débarquement d'un convoi de munitions et d'un corps d'émigrés. Tous les efforts de l'armée vendéenne se brisèrent contre les murs de Granville et il fallut battre en retraite. Au Mans, se trouvait l'armée républicaine qui triompha aisément de bandes démoralisées et qui comptaient autant de femmes, de vieillards et d'enfants que de combattants ; la défaite de Savenay transforma la retraite en déroute ; quelques milliers d'hommes seulement repassèrent sur la rive gauche de la Loire et recommencèrent la lutte des premiers jours par petits détachements. La Convention avait lancé sur la Vendée des colonnes infernales qui ravaageaient et tuaient tout sur leur passage ; c'était une guerre d'extermination. La Rochejaquelin fut tué dans une rencontre, le 4 mars 1794, par un soldat auquel il venait de faire grâce ; la Convention fit exhumer son corps pour être

bien assurée de sa mort. Des autres chefs la plupart avaient également succombé, sauf Charette qui se maintenait dans le Marais et Stofflet dans l'Anjou.

Après le 9 thermidor, des capitulations furent offertes à Charette et à Stofflet qui traitèrent de puissance à puissance avec la République. L'expédition de Quiberon décida Charette à reprendre les armes; après des prodiges de valeur, il fut pris et fusillé; quelques jours avant, Stofflet avait éprouvé le même sort. La Vendée était finie. Cependant l'apaisement n'était pas complet; il ne le devint que lorsque le premier consul, par l'intermédiaire de l'abbé Bernier, eut promis la pleine liberté du culte catholique en attendant le Concordat. Si la Vendée n'avait pas fait triompher la cause politique à laquelle elle était dévouée, au moins dans sa défaite avait-elle fait triompher la cause de la religion pour laquelle elle avait pris les armes.

La guerre de Bretagne ne ressemble à la guerre de Vendée que sur un point : le sentiment religieux; sur tous les autres points, elle diffère complètement. Jamais aucun chef breton ne parvint à grouper les chouans, de manière à former une armée; c'étaient des chefs

de bandes agissant isolément; quelquefois ils se réunissaient pour un coup de main et se séparaient ensuite. Jamais, non plus, l'insurrection ne fut générale comme en Vendée; le pays ne s'y prêtait pas, et les administrateurs républicains eurent l'habileté de ménager, dans une certaine mesure, les sentiments religieux des habitants. Enfin, les chouans, sans être aussi cruels qu'on s'est plu à les représenter, n'avaient pas la générosité des Vendéens; les Cadoudal, les Boishardy, les Boishardy ne pouvaient se comparer sous ce rapport aux Cathelineau, aux Bonchamps, aux Lescure. Un moment on put croire que l'insurrection allait s'étendre à toute la Bretagne et constituer une grande armée royale, lorsque l'expédition de Quiberon eut lieu. Cette expédition, promise depuis longtemps, était attendue avec impatience et l'ardeur était grande, mais des fautes graves firent tout échouer. Les commandants du corps de débarquement, MM. de Sombreuil et d'Hervilly, au lieu de se jeter dans le Morbihan, comme le leur proposait Tinténiaç, perdirent un temps précieux et donnèrent à Hoche la facilité de les enfermer dans la presqu'île. Lorsqu'ils voulurent s'ouvrir un passage, il était trop tard;

repoussés dans la presqu'île, ils pouvaient encore résister en s'appuyant sur le fort de Pen-thièvre dont ils s'étaient emparés, et donner le temps aux chefs bretons de faire une diversion sur les derrières de Hoche; mais on avait confié la garde du fort à des déserteurs républicains recrutés en Angleterre parmi les prisonniers de guerre et qui s'empressèrent de le livrer. Il ne restait plus qu'à mourir; les émigrés étaient disposés à vendre chèrement leur vie, lorsque le général Humbert, *de vive voix*, fit une capitulation qui accordait la vie sauve aux émigrés, en exceptant quelques chefs, notamment d'Hervilly, mortellement blessé, et Sombreuil qui accepta lui-même l'exception. La capitulation ne fut pas respectée; les représentants Tallien et Blad firent fusiller les prisonniers, sans que Hoche, qui se souvenait trop d'avoir été emprisonné sous la Terreur, osât faire respecter l'engagement d'honneur de son lieutenant. C'est à Auray, au champ des Martyrs qu'eurent lieu la plupart des exécutions; à l'honneur des soldats français, on doit mentionner qu'ils se refusèrent à remplir l'office de bourreau: les représentants durent avoir recours aux officiers et aux soldats d'une

légion belge. On a accusé l'Angleterre d'avoir, dans l'expédition de Quiberon, préparé un piège odieux à nos officiers de marine, nombreux dans le corps de débarquement; le gouvernement anglais prévoyait le rétablissement de l'ordre en France; il appréhendait que les officiers de marine ne rentrassent et ne permissent de reconstituer rapidement la marine de guerre, désorganisée par la Révolution; pour parer à ce danger, il aurait envoyé à Quiberon le plus d'anciens officiers de marine qu'il aurait pu et il les aurait abandonnés aux troupes républicaines. Un orateur anglais, Sheridan, s'est fait l'interprète de cette accusation, lorsqu'il répondait à Pitt qui disait que le sang anglais n'avait pas coulé à Quiberon : « Oui, mais l'honneur anglais a coulé par tous les pores. » L'accusation est trop grave pour pouvoir être admise sur de simples présomptions et les embarcations anglaises se sont exposées pour recueillir les émigrés qui se jetaient à la mer.

L'expédition de Quiberon porta un grand découragement chez les chefs royalistes; Hoche en profita habilement. Par ses concessions, par la liberté qu'il donnait pour l'exercice public

du culte catholique, il parvint à désarmer la plupart des chefs, traquant les autres avec beaucoup d'activité. S'il ne pacifia pas complètement la Bretagne, au moins réduisit-il l'insurrection à de bien faibles proportions. Mais le feu couvait sous la cendre et la pacification ne fut complète qu'avec le Concordat. Avec la Vendée, la Bretagne avait triomphé sur la question religieuse.



giques, une « halte dans la boue », sont d'une navrante vérité, au point de vue politique comme au point de vue des mœurs. La politique du Directoire se personnifie dans Barras, le seul directeur qui resta toujours au pouvoir; gentilhomme de bonne noblesse, Barras s'était jeté à corps perdu dans la Révolution et avait siégé à la Montagne; menacé par Robespierre, auquel il aurait tenu tête, si on l'en croit, il fut un des meneurs de la révolution du 9 thermidor; lorsque les jacobins et la Commune se montrèrent décidés à entamer la lutte pour soutenir Robespierre, les thermidoriens, fort peu hommes d'action pour la plupart, cherchèrent un homme et choisirent Barras qui avait une certaine réputation d'énergie et qui, ancien officier de marine, était plus propre au commandement. Son succès du 9 thermidor lui valut la succession de Menou au 13 vendémiaire; là, le danger était plus sérieux, et les sections valaient mieux que les séides de Robespierre et les canonnières d'Henriot, mais Barras eut la main heureuse dans le choix de son lieutenant. Voilà l'homme en qui se résume le Directoire; homme de plaisir, sans conviction, ne cherchant que son intérêt; quelques directeurs comme Letourneur

LIVRE IV.

LE DIRECTOIRE.

CHAPITRE PREMIER.

Ce que fut le Directoire. — Barras. — Les cinq directeurs. — Situation financière. — La planche aux assignats. — Le procès des assassins de septembre. — Mesures contre les prêtres fidèles. — Nouveau serment. — La loi contre les émigrés. — La presse. — Conspiration Babeuf. — Conspiration royaliste. — Succès de nos armées. — Campagne de 1796 en Allemagne. — Moreau et Jourdan. — L'archiduc Charles. — Le général Bonaparte en Italie. — Premières opérations. — Séparation des Piémontais et des Autrichiens. — Armistice avec les Piémontais. — Bataille de Lodi. — Armistices avec le Pape et avec Naples. — Opérations autour de Mantoue. — Capitulation de Mantoue. — Traité de Tolentino. — Marche sur Vienne. — Préliminaires de Léoben. — Chute de la République de Venise. — Traité de Campo-Formio.

Pour compléter l'histoire de la Révolution, il ne reste plus maintenant que le Directoire, une « halte dans la boue », car on considère généralement la Révolution comme terminée au 18 brumaire, et on fait du consulat la préface et la préparation de l'Empire. Ces mots éner-

comme Barthélemy surtout, valaient certainement mieux, mais ils ne firent que passer, et n'eurent aucune influence.

Quant aux mœurs de l'époque du Directoire, elles sont restées proverbiales; comme le disait un écrivain contemporain, on comptait autant de salles de bal que la Terreur de prisons, et parfois un local avait simplement changé de destination; on dansait dans les salles qui avaient entendu les sanglots des victimes. La société du Directoire était comme affolée, il semblait qu'elle cherchât à s'étourdir et à oublier les scènes dont elle avait été témoin et victime. Il y avait jusqu'à des bals des victimes où l'on n'était reçu qu'en deuil et en prouvant qu'on avait perdu quelque parent sur l'échafaud. La preuve était facile pour tout le monde, la Terreur ayant frappé partout. Les costumes des femmes, sous prétexte de rappeler l'antiquité, dépassaient en inconvenance tout ce que l'on avait jamais vu; la belle M^{me} Tallien, qui du fond de sa prison avait poussé Tallien contre Robespierre, et d'autres femmes élégantes, parmi lesquelles Joséphine de Beauharnais, formaient la cour de Barras et donnaient le ton. Les muscadins qui avaient succédé à la

jeunesse dorée, n'étaient plus que des précieux; ils affectaient un jargon des plus ridicules.

Dans toute cette période de la Révolution, une seule chose repose un peu l'esprit et le cœur, les succès des armées françaises; si à l'intérieur, sous le rapport politique comme sous le rapport moral, le spectacle est honteux, à l'extérieur la France est belle même dans ses défaites qui restent glorieuses, et sous le Directoire comme sous la Terreur, on peut dire que l'honneur français s'est réfugié dans les camps.

Si les conventionnels avaient commis un abus de pouvoir en s'imposant aux électeurs, on ne peut nier qu'au point de vue de leur constitution, ils avaient agi avec prudence. Ils se rappelaient sans doute ce qui était arrivé pour la constitution de 1791; les rêveurs de l'Assemblée nationale avaient cru faire un coup de maître et prouver leur désintéressement en décrétant qu'aucun d'eux ne serait rééligible. Le résultat fut de livrer la mise en pratique de la constitution à des hommes qui ne la connaissaient pas et qui ne songèrent qu'à la détruire. Si les conventionnels avaient laissé les électeurs libres dans leurs choix, très-peu d'entre eux auraient été réélus, la France était lasse de la Conven-

tion, qui le comprenait et qui pour cela s'était imposée. Des élections libres auraient amené aux deux conseils des Anciens et des Cinq-Cents une majorité royaliste qui aurait choisi des directeurs décidés à travailler au rétablissement de la royauté. Par suite de la mesure prise par la Convention, la majorité fut acquise d'avance à la constitution, et les royalistes qui formèrent la majorité des représentants librement élus furent réduits à l'impuissance. Parmi ces députés se trouvaient un certain nombre d'anciens constituants, des membres de la droite de la législative et quelques hommes nouveaux. Les élections s'étaient faites avec plus de régularité et d'honnêteté que jamais et elles donnaient bien l'état de l'opinion.

Les deux conseils avaient à nommer les cinq directeurs; cela ne se fit pas sans difficulté. Les conventionnels qui formaient la majorité ne voulaient pas d'hommes dont les noms seraient comme une protestation contre la Terreur; il y avait parmi eux beaucoup d'anciens terroristes, plus ou moins bien convertis. Cette considération fit écarter Lanjuinais. Ils craignaient également de nommer des royalistes et Cambacérès fut repoussé parce qu'on le soupçon-

naît d'être favorable au rétablissement de la royauté. Dans les débats que suscitait cette élection, on mettait parfois en avant des députés tellement inconnus que Barbé-Marbois finit par demander qu'on ajournât l'élection afin que l'on pût au moins faire connaissance avec les noms des futurs chefs du pouvoir. Le choix des conventionnels s'arrêta sur les cinq noms suivants : Sieyès, Rewbell, Barras, La Reveillère-Lépeaux et Carnot. C'étaient cinq conventionnels, dont trois, Rewbell, Barras et Carnot avaient siégé à la Montagne, Carnot avait même fait partie du comité de salut public et après le 9 thermidor avait failli être poursuivi. Il fut nommé en souvenir de l'organisation des armées. La Reveillère-Lépeaux était des 73; comme membre d'une nouvelle secte, il était très-hostile aux prêtres insermentés; cela contribua à son succès. Sieyès refusa et fut remplacé par Letourneur, conventionnel également, ami de Carnot. En somme ces noms indiquaient dans la majorité l'intention de suivre, dans une certaine mesure, les errements de la Terreur. On le comprenait si bien qu'un grand nombre de jacobins qui se tenaient à l'écart, offrirent leurs services dès qu'ils connurent les noms des

directeurs; ils voulaient les aider dans leurs luttes contre les ennemis de la liberté, les royalistes, les émigrés et les prêtres.

La première question qui s'imposa aux directeurs et aux conseils était relative aux finances; la situation financière était de plus en plus mauvaise; pour avoir 20 millions espèces, il fallait émettre 3 milliards d'assignats; les papiers émis sous divers noms étaient également dépréciés. On eut recours à un emprunt forcé de 600 millions qui rentra mal, mais qui donna toujours quelques ressources. Les jacobins, qui recommençaient à parler haut, demandaient qu'on eût recours aux grands moyens de la Terreur; mais ils n'étaient plus les maîtres, et la majorité des conseils n'aurait pas osé suivre leurs conseils. La planche aux assignats, cette ressource que Cambon, le grand financier de la Convention, disait presque inépuisable, fut brisée, et on émit 90 millions de rescriptions analogues à nos bons du Trésor. Quelques jours après, on mettait en circulation des mandats territoriaux hypothéqués sur ce qui restait des biens du clergé; la spoliation n'avait pas profité; la plus grande partie de ces biens avait été dilapidée, et certainement la France n'en avait

pas retiré utilement les 400 millions qu'offrait le clergé.

Pendant la réaction thermidorienne, la Convention avait voté des poursuites contre les assassins de septembre, mais elle avait ajourné l'exécution de la mesure; il ne lui était pas facile de poursuivre ces assassins sans impliquer dans la poursuite certains de ses membres comme Tallien, alors à la Commune. Le conseil des Cinq-Cents décréta un nouvel et définitif ajournement, sous la pression des jacobins. Sous la même pression, le Directoire prit de nouvelles mesures contre les prêtres insermentés, ou plutôt il rappela que les anciennes mesures n'étaient pas abrogées et que par suite on devait les mettre à exécution. Il fallait désoler la patience de ces fanatiques, les frapper de l'exil ou de la prison. C'était contraire au principe de la liberté de conscience inscrit dans la Constitution, mais qu'importait? Un nouveau serment fut imposé en place de l'ancien; il suffisait qu'on jurât haine à la royauté. Sur ce serment les prêtres fidèles ne furent pas d'accord; pendant que les uns croyaient qu'en conscience on pouvait le prêter, les autres étaient d'avis qu'il devait être refusé. Ces

exigences du Directoire eurent naturellement pour résultat d'amener dans certains départements un renouvellement de la persécution; des prêtres furent arrêtés et emprisonnés; d'autres furent envoyés à l'île d'Aix, en attendant leur déportation à la Guyane; entassés dans des endroits malsains, ils eurent beaucoup à souffrir. Certaines administrations mieux disposées, après avoir arrêté quelques prêtres, déclarèrent qu'elles n'avaient pas de fonds pour les nourrir, et les remirent en liberté. Ces faits montrent combien était précaire la tolérance de fait laissée aux prêtres.

Les directeurs voulurent imposer aux membres des deux conseils le serment de haine à la royauté; quelques députés s'y refusèrent, et l'on renonça à cette exigence. Toutefois l'anniversaire du 21 janvier fut célébré comme une fête nationale.

Malgré les mauvaises dispositions évidentes du Directoire et de la majorité, quelques députés demandèrent l'abrogation des lois maintenant les mesures d'exception contre les émigrés et contre leurs parents; ils échouèrent; la loi du 3 brumaire, ce dernier témoignage de la haine de la Convention, fut maintenue et contre les

émigrés et contre les chefs de chouans amnistiés; on accorda seulement de nouvelles facilités aux émigrés forcés, c'est-à-dire aux habitants de certaines villes qui avaient dû fuir devant des répressions sanglantes. Le vieux levain révolutionnaire persistait.

Une lutte très-violente s'était engagée entre les journaux jacobins et les journaux royalistes; ceux-ci, longtemps réduits au silence, adressaient de dures vérités à leurs adversaires et aux directeurs. Le gouvernement, pour se débarrasser de ces attaques, s'adressa à l'Assemblée et demanda une réglementation de la presse. Mais on ne comprenait alors que la licence absolue ou la tyrannie de la Terreur, et les conseils n'osèrent ou ne voulurent pas réduire la presse au silence. D'ailleurs un procès qui fit grand bruit leur montrait que le danger n'était pas où le voyaient les directeurs. Un terroriste du nom de Babeuf avait formé une conspiration pour s'emparer du pouvoir; il n'avait aucune chance de succès. Cherchant un général pour le mettre à la tête des conjurés, il n'avait trouvé que le ridicule Rossignol. La doctrine de Babeuf était le communisme le plus complet; il voyait dans la propriété l'ori-

gine et la cause de tous les maux de la société. Dénoncé une première fois, Babeuf fut poursuivi, mais en même temps, pour ne pas trop irriter les terroristes, le Directoire fit poursuivre d'obscurs conspirateurs royalistes plus ridicules que redoutables. La mesure prise contre lui n'arrêta pas Babeuf et ses amis, qui reprirent leur œuvre sur de nouvelles bases. Le plan était de soulever les troupes du camp de Grenelle, et avec elles de marcher sur les conseils et sur le Luxembourg où logeaient les directeurs. Babeuf, délivré, aurait pris la dictature pour faire le bonheur de l'humanité par l'application de ses doctrines; s'il fallait pour cela violenter quelque peu l'humanité, il était tout résolu à le faire. Les conjurés essayèrent en effet de soulever les soldats; ils échouèrent par la fermeté d'un officier supérieur qui les fit sabrer. Les auteurs de cette tentative furent immédiatement traduits en justice, et plusieurs furent condamnés à mort, parmi lesquels un ex-conventionnel des plus violents, Javogues. A la suite de ce nouveau complot, le procès de Babeuf fut activé; il se termina par la condamnation à mort de Babeuf et de Darthé, et par la condamnation à la déportation de sept de ses

complices parmi lesquels le sculpteur Buonarrotti. En même temps des conspirateurs royalistes étaient condamnés à des peines minimales; ils étaient peu dangereux, et embrouillaient les affaires du parti royaliste, plutôt qu'il ne le servaient.

Le mois d'octobre 1796 vit venir en France un plénipotentiaire anglais, lord Malmesbury, chargé de négocier la paix; il demanda l'évacuation des Pays-Bas qui lui fut refusée, et retourna en Angleterre; cette négociation ne paraît pas avoir été sérieuse; elle n'avait sans doute d'autre but que de contenter l'opinion qui, en Angleterre, se prononçait fortement en faveur de la paix.

L'année 1796 est, au point de vue militaire, des plus brillantes; trois armées devaient opérer contre l'Autriche, deux en Allemagne, sous les ordres de Jourdan et de Moreau, une en Italie, sous les ordres du général Bonaparte, que Barras récompensait par ce commandement *de l'appui qu'il lui avait apporté le 13 vendémiaire*. Moreau, avec l'armée de Rhin-ét-Moselle, devait franchir le Rhin et se diriger sur le Danube par le bassin du Neckar; Jourdan avec l'armée de Sambre-et-Meuse devait suivre

la vallée du Mayn; ces deux armées devaient se réunir sur le Danube et menacer Vienne. Ce plan était de Carnot; il présentait un grave danger; très-voisines à leur départ de France, les deux armées, avant leur jonction sur le Danube, devaient se trouver éloignées; un ennemi habile pouvait les attaquer et les battre séparément. C'est ce qui arriva. L'archiduc Charles, jeune prince qui avait remplacé Clairfayt et dans lequel il y avait l'étoffe d'un général, était opposé à Moreau, un de ses lieutenants faisait face à Jourdan; il essaya d'abord d'arrêter Moreau à Rastadt et ne le put. Il s'aperçut que Jourdan, moins fort que Moreau, allait se trouver isolé; il laissa Latour avec 30,000 hommes pour observer le dernier et marcher contre l'armée de Jourdan; celui-ci, battu à Wurzburg, dut repasser le Rhin en toute hâte; l'archiduc se rabattit au sud pour couper la retraite à Moreau, qui heureusement avait deviné son plan et s'était retiré par la voie la plus courte. Son armée était sauvée, mais le plan de Carnot avait complètement échoué.

Cet insuccès fut amplement compensé par les victoires de l'armée d'Italie. Cette armée

avait remporté avec Scherer, une victoire inutile à Loano; elle était sur les Alpes, ayant en face d'elle 22,000 Piémontais et 30,000 Autrichiens; elle était forte de 30,000 hommes, déguenillés, mais rompus aux fatigues de la guerre. Bonaparte débuta par séparer les Piémontais des Autrichiens; ceux-ci furent battus à Montenotte, les Piémontais à Millesimo et à Mondovi. Le Directoire prescrivait de révolutionner le Piémont; Bonaparte, sans tenir compte de ces ordres ridicules, conclut un armistice avec le Piémont; cela le débarrassait d'un ennemi et lui permettait de diriger toutes ses forces contre les Autrichiens. En quinze jours, avec 30,000 hommes, il avait gagné 6 batailles, enlevé plusieurs places fortes, pris 21 drapeaux, 55 pièces de canon, fait 1,500 prisonniers et tué ou blessé 10,000 hommes à l'ennemi. L'armistice avec le Piémont fut suivi de la paix.

Bonaparte essaya de gagner Beaulieu de vitesse sur l'Adda; il n'y réussit pas et quand il arriva au pont de Lodi, les Autrichiens étaient en bataille sur l'autre rive; il força le passage et fit une entrée triomphale à Milan. Quelques soulèvements furent réprimés avec rigueur. Le

Directoire, qui ne le trouvait pas assez souple, lui ayant manifesté l'intention de diviser son commandement, il refusa et offrit sa démission qui ne fut pas acceptée. Avant de se lancer dans le bassin de l'Adige, il assura ses derrières par des armistices avec le roi de Naples et avec le pape Pie VI, duquel il exigea 20 millions; un agent français du nom de Basseville avait été assassiné dans une émeute, il en profita pour demander une éclatante réparation, quoique le gouvernement pontifical n'eût aucun tort. Le Directoire, cédant à ses préjugés anti-religieux, voulait forcer le Pape à rétracter tous les actes pontificaux contre la constitution civile du clergé; Bonaparte comprit qu'il n'obtiendrait rien et passa outre. En même temps, il menaçait la république de Venise, lui reprochant d'avoir donné asile à Louis XVIII qu'elle avait cependant invité à partir et d'avoir laissé violer sa neutralité par les Autrichiens; ces menaces préparaient l'avenir. Wurmser était arrivé d'Allemagne avec 40,000 hommes au secours de Beaulieu; Bonaparte le battit en détail dans plusieurs rencontres, notamment à Castiglione et le contraignit à s'enfermer dans Mantoue. Son grand talent était, quoique ayant

un effectif plus faible, de se trouver toujours plus fort sur le champ de bataille que son ennemi dont les troupes étaient dispersées. Un troisième général Alvinzi descendit avec 50,000 hommes; Bonaparte n'en avait pas 25.000 à lui opposer; une première bataille eut lieu à Arcole, au milieu des marais sur des jetées étroites; les têtes de colonnes seules pouvaient combattre, ce qui annulait la supériorité numérique d'Alvinzi; une deuxième bataille décisive fut livrée à Rivoli; Bonaparte occupait une position centrale très-forte qui lui permit de battre successivement les troupes autrichiennes dont les pertes furent énormes. Cette défaite décida la chute de Mantoue et la perte pour l'Autriche de toute l'Italie, le 2 février 1797. Après une courte expédition contre le Pape, auquel il imposa le traité de Tolentino, qui donnait à la France Avignon et le comtat Venaissin, des objets d'art et une forte contribution de guerre, Bonaparte conçut le projet hardi de marcher sur Vienne; le 16 mars, il forçait le passage du Tagliamento, que l'archiduc Charles essaya vainement de défendre; l'Autriche n'avait plus de troupes et, suivant l'expression de Bonaparte, après avoir envoyé

contre lui des armées sans généraux, on envoyait maintenant un général sans armée. Le 18 avril, il était à Léoben, menaçant Vienne, lorsqu'il signa les préliminaires de la paix; la Lombardie et la Belgique étaient cédées à la France; en compensation l'Autriche acquérait Venise, l'Istrie et l'Illyrie; Bonaparte avait d'autant moins hésité à sacrifier la république de Venise que, dans un mouvement populaire à Vérone, excité par le gouvernement vénitien et appelé les Pâques Véronaises, des soldats français avaient été massacrés. Le 20 mai, le général Baraguey-d'Hilliers entra à Venise; la vieille république avait vécu. Les préliminaires de Léoben arrêtaient le mouvement en avant de Moreau et de Hoche qui avaient repris l'offensive, Moreau sur le Rhin, Hoche sur la Lahn. Ces préliminaires furent suivis du traité de Campo-Formio signé le 17 octobre.

CHAPITRE II.

Renouvellement des conseils. — Majorité royaliste. — Barthélemy, directeur. — Club de Clichy. — Abrogation des lois contre les émigrés et les prêtres. — Lutte du Corps législatif et du Directoire. — Proclamation de Bonaparte. — Hoche. — Indécision des députés. — Bonaparte envoie Augereau. — Fermeture du club de Clichy. — 18 fructidor, proscriptions. — Décrets contre les émigrés et les prêtres. — Mesures terroristes. — Mort de Hoche. — Négociations avec l'Angleterre. — Traité de Campo-Formio. — Arrivée de Bonaparte à Paris. — Fête du 10 décembre. — Discours de Talleyrand.

L'année 1797 amenait le renouvellement du tiers des deux conseils; les royalistes attendaient cette époque avec impatience, ne doutant pas que les élections ne leur donnassent la majorité; le Directoire et ses partisans étaient, au contraire, dans une grande appréhension. Les espérances des uns, les craintes des autres se réalisèrent pleinement. Sauf quelques très-rares exceptions, parmi lesquelles Barrère, dont l'élection fut cassée parce qu'il avait été condamné à la déportation, tous les élus appartenaient au parti royaliste; parmi eux se trouvaient le général Pichegru, Camille Jordan, Imbert-Colomès,

un des contumaces poursuivis pour le 13 vendémiaire et qui, purgeant sa contumace, avait été acquitté. Un des directeurs devait sortir ; le sort désigna Letourneur au grand regret des royalistes qui croyaient pouvoir compter sur lui et qui auraient préféré voir sortir Rewbell, ou Barras, ou La Revellière. Letourneur fut remplacé par Barthélemy, le négociateur du traité de Bâle, diplomate distingué, ancien serviteur de la royauté. Le choix était bon, mais Barthélemy était insuffisant, il aurait fallu nommer Pichegru qui, comme général victorieux, aurait eu bien plus d'autorité. Barbé-Marbois fut nommé président du conseil des Anciens et Pichegru du conseil des Cinq-Cents, En même temps les royalistes ouvraient à Clichy un club dans lequel ils parlaient hautement de leurs espérances et préparaient leur campagne. C'était une imprudence dont leurs adversaires surent profiter. Un autre cercle, mais de couleur constitutionnelle, s'ouvrait à l'hôtel de Salm, actuellement la Légion d'honneur, avec M^{me} de Staël, Benjamin Constant et Talleyrand revenu d'Amérique après le 9 thermidor et maintenant ministre des affaires étrangères. L'ex-évêque d'Autun eut d'abord

quelque peine à se faire rayer de la liste des émigrés sur laquelle il avait été porté, non sans raison, car son voyage en Amérique avait été très-volontaire; les Anglais ne l'auraient pas empêché de revenir en France.

Les députés royalistes commencèrent par faire abolir ou adoucir plusieurs lois vexatoires maintenues par les thermidoriens; le Directoire les laissa faire, il ne tenait pas outre mesure à ces lois, qui avaient fait leur temps. La loi du 3 brumaire maintenant toutes les mesures de proscription contre les émigrés et fils d'émigrés fut rapportée; seulement les députés royalistes auraient voulu que les émigrés eussent le droit de demander aux tribunaux la radiation de leurs noms de la liste des émigrés; la majorité n'osa pas aller jusque-là, et la radiation dut être demandée aux Directeurs qui pouvaient toujours refuser, et le membre du directoire chargé du service des émigrés était justement Rewbell, le plus terroriste des directeurs; heureusement il était accessible à des séductions de diverses sortes. Les décrets substituant l'État aux héritiers des émigrés furent également abolis. Camille Jordan, député de Lyon, au nom de la liberté de conscience, demanda éga-

lement la suppression des décrets contre les prêtres réfractaires ; il ne réussit qu'en partie ; il obtint de notables adoucissements, mais à cause de la vieille haine des révolutionnaires contre le clergé, on n'osa lui accorder davantage ; cette situation durera jusqu'au Consulat, et la persécution restera inscrite dans la loi et continuera.

Le Directoire qui avait d'abord laissé faire de mauvaise grâce prit peur ; les mauvais instincts de Rewbell et de Barras se réveillèrent, et la lutte s'engagea, incessante, entre la majorité du Directoire et la majorité des deux conseils. Deux directeurs, Carnot, l'ex-membre du comité de salut public, et Barthélemy, marchaient d'accord avec les conseils ; La Revellière, quoique girondin, était avec les montagnards Rewbell et Barras. Les royalistes avaient commis la faute de blesser Bonaparte auquel ils ne pardonnaient pas son rôle au 13 vendémiaire. Barras, heureux de s'appuyer sur un général auquel ses victoires et surtout les préliminaires de la paix donnaient une grande influence, profita habilement du mécontentement de Bonaparte et l'amena à se prononcer contre la majorité des conseils. Dans une proclamation à son armée,

Bonaparte s'éleva contre les traîtres qui s'étaient glissés jusque dans les conseils de la République; dans un banquet il porta un toast à la réémigration des émigrés, à la destruction du club Clichy; il jura guerre implacable aux ennemis de la République et de cette Constitution de l'an III, qu'il devait déchirer de la pointe de son épée deux ans plus tard. Barras chercha et trouva un autre auxiliaire dans le général Hoche, également républicain et tout disposé à jouer un rôle politique; il l'invita à mettre ses troupes à la disposition du Directoire, et immédiatement Hoche envoya plusieurs milliers d'hommes à la Ferté-Aleps, à une distance de Paris moindre que ne le prescrivait la Constitution. La majorité des conseils s'émut, ses membres se réunirent chez Tronçon-Ducoudray; mais ils ne surent prendre aucune décision, et Pichegru, si brillant sur le champ de bataille, se montra fort irrésolu. Cependant Hoche n'avait pas continué sa marche sur Paris, et sur les observations des conseils, il avait retiré ses troupes; il avait agi ainsi sur les ordres des directeurs, qui, après avoir demandé son concours, s'effrayaient d'un tel auxiliaire; ils redoutaient son ambition. Ils préféraient

s'adresser à Bonaparte qui était plus loin et dont ils n'avaient pas deviné l'ambition démesurée. Celui-ci leur envoya un de ses lieutenants, Augereau, auquel la victoire de Castiglione avait fait une certaine réputation ; ancien maître d'armes, Augereau était brutal et trop inintelligent pour songer à jouer un rôle politique ; ardent républicain et dépourvu de scrupules, il se trouvait tout disposé pour remplir la mission qu'on lui destinait. Dès son arrivée le club des clichyens fut fermé, ainsi que d'autres clubs, mais ceux-ci pour la forme, on n'en voulait qu'au premier dont quelques membres furent maltraités. Le 7 fructidor, La Revellière remplaça Carnot comme président du Directoire ; il prononça un violent discours contre les supôts du fanatisme et de l'aristocratie, lorsque Bernadotte lui remit en grande pompe les drapeaux conquis par l'armée d'Italie. Pour gagner les sympathies populaires, les directeurs avaient donné un grand éclat à cette cérémonie. Du reste, Barras aimait l'apparat. La majorité des conseils délibérait toujours, mais ne faisait rien ; les directeurs la prévinrent. Le 18 fructidor (4 septembre 1797), deux directeurs et cent-quatre-vingt députés furent arrêtés et pros-

crits ; le Corps législatif fut attaqué ; l'adjudant général Ramel fit loyalement son devoir et s'efforça de protéger les conseils dont la garde lui avait été confiée ; mais Augereau accourut et se porta contre Ramel à des violences indignes, lui arrachant les insignes de son grade et le menaçant même de le faire fusiller. Ramel paya sa fidélité à son devoir de la déportation. Parmi les royalistes ainsi arrêtés étaient le directeur Barthélemy, Carnot avait pu s'échapper, Pichegru, Barbé-Marbois, Tronçon-Ducoudray, Lafon-Ladebat, Camille Jordan, Imbert-Colomès, etc. Le député Sottin disait le lendemain à Barthélemy : « La dose était forte, mais elle a bien pris et le peuple a avalé la pilule. » Que pouvait faire le peuple sans chef contre les troupes d'Augereau. Les deux conseils mutilés approuvaient les mesures prises ; Lamarque présidait les Anciens, Roger-Ducos les Cinq-Cents. Les députés furent proscrits ; des décrets furent rendus contre les émigrés et contre les prêtres réfractaires ; les opérations des assemblées primaires, communales et électorales de quarante-huit départements furent annulées, les journaux royalistes furent supprimés, les autres furent baillonnés et mis pendant un an sous la

surveillance de la police ; la garde nationale fut suspendue ; toutes ces mesures furent prises sur un rapport de Boulay (de la Meurthe), futur comte de l'empire, qui rappelait, sauf une certaine élégance qu'il n'avait pas, les rapports de Barrère aux plus mauvais jours de la Terreur. En racontant le coup d'État, on ne peut s'empêcher de se rappeler que les révolutionnaires, qui s'indignent toujours des coups d'État dirigés contre eux comme celui du 18 brumaire, approuvent fort les coups d'État qui leur sont favorables. Seulement le coup d'État du 18 fructidor présentait un danger qui n'aurait pas échappé à Barras et à ses collègues, s'ils avaient été prévoyants ; il s'était fait grâce à l'armée et par un général, Augereau ; un moment devait venir où quelque autre général répéterait le coup d'État, mais à son profit.

Quinze jours après le 18 fructidor, Hoche mourait ; on accusa le Directoire de l'avoir empoisonné, parce qu'il devenait redoutable, et l'accusation trouva créance, tellement les membres du pouvoir exécutif avaient bonne réputation. Quelque temps avant sa mort, Hoche avait été appelé au commandement d'une expédition destinée à l'Irlande, où un soulèvement

avait eu lieu ; la tempête dispersa les bâtimens de l'escadre française. Le Directoire fit faire à Hoche de pompeuses funérailles entièrement païennes ; c'était un moyen de protester contre l'accusation dont il était l'objet. Le président du Directoire, La Revellière, dit que « la Constitution de l'an III devait être l'arche sainte » ; le moment était bien choisi pour parler ainsi : on venait de la violer.

Merlin (de Douai), l'auteur de la fameuse loi des suspects, remplaça Barthélemy, et François (de Neufchâteau), auteur d'une proposition contre le clergé à la législative, Carnot. Merlin avait une certaine réputation comme jurisconsulte ; mais ni l'un ni l'autre ne fortifiaient le Directoire. Moreau, en apprenant ce qui s'était passé, eut la faiblesse de livrer la correspondance de Pichegru, relative à des négociations pour le rétablissement de la royauté. C'était trop tard : il aurait dû ou la livrer dès qu'il l'avait eue, ou la garder lorsque Pichegru était proscrit. Général habile, Moreau manquait de caractère.

De nouvelles négociations avec l'Angleterre s'ouvrirent à Lille ; le négociateur anglais était lord Malmesbury ; le négociateur français, Ma-

ret; comme la première fois, elles échouèrent. Pendant ce temps-là, le général Bonaparte négociait à Udine avec le comte de Cobentzel; le traité de Campo-Formio, qui intervint, fut signé le 17 octobre 1797. Comme il l'avait déjà fait plusieurs fois, le général passa outre aux instructions de Barras qui n'osa pas se plaindre. Ce traité différait peu des bases posées dans les préliminaires de Léoben : la France acquérait la Belgique, la Lombardie autrichienne, les îles Ioniennes; l'Autriche, l'Istrie, la Dalmatie, Venise et une portion de ses États; la liberté était rendue à La Fayette; la République cisalpine était reconnue et la Valteline y était réunie. Le Directoire ne fut pas satisfait; il aurait voulu plus de républiques; mais la paix était accueillie avec enthousiasme à Paris et les directeurs se gardèrent bien de laisser percer leur mécontentement que cependant Bonaparte sut deviner. A son arrivée à Paris, le 5 décembre, — il n'était pas pressé, — le général descendit à son hôtel, dans la rue Chanteraine, qui prit le nom de rue de la Victoire. Le 10, une grande fête fut donnée en son honneur, Talleyrand prononça un grand discours, dans lequel pour prouver que Bonaparte n'avait aucune ambition, il parla

de son goût pour les poésies d'Ossian ; il fallait solliciter le général pour le tirer de sa studieuse retraite, mais on avait besoin de lui, et, ajoutait l'orateur, « la France entière sera libre, peut-être lui ne le sera jamais. Telle est sa destinée. » Talleyrand et Bonaparte durent avoir de la peine à conserver leur sérieux. Celui-ci parla également, et il fit un grand éloge des gouvernements représentatifs pour lesquels, de tout temps, il a professé le plus profond mépris.

CHAPITRE III.

Joseph Bonaparte à Rome. — Tentative et mort de Duphot. — Expédition de Berthier. — République romaine. — Départ du Pape. — Son voyage en France. — Sa mort. — République parthénopéenne. — République Suisse. — Les cantons catholiques. — Congrès de Rastadt. — Rupture des négociations. — Assassinat des plénipotentiaires français. — Défaites des armées françaises. — Souwarow — Le conclave à Venise. — Pie VII. — Victoire de Zurich et de Casticum. — Coup d'État du 30 prairial.

Le Directoire avait désapprouvé le traité de Campo-Formio, pourtant avantageux à la France qui avait besoin de la paix : il rêvait mieux et, débarrassé de Bonaparte, qui était parti pour l'Égypte, il se lança dans des aventures dangereuses.

Un des actes de Bonaparte que le Directoire avait le plus désapprouvés, c'était le traité de Tolentino; les membres du Directoire, depuis la déportation de Barthélemy, étaient atteints d'une véritable monomanie anticatholique ; ils voulaient absolument frapper le pape. Pie VI montrait beaucoup de bonne volonté, mais l'ambassadeur Joseph Bonaparte, avait pour in-

struction de multiplier les exigences et en même temps de provoquer un mouvement républicain qui fournirait au Directoire l'occasion de prendre parti pour une république sœur. C'était un singulier rôle pour un ambassadeur; Joseph Bonaparte le remplissait en conscience, et son palais était le rendez-vous des conspirateurs. Le 28 décembre, le général Duphot, de passage à Rome, sortit de l'ambassade française en uniforme, à la tête d'une bande d'émeutiers. La police accourut pour rétablir l'ordre; elle fut accueillie à coups de pierre, des coups de feu furent même tirés sur elle : elle riposta et Duphot tomba mortellement frappé. Il l'avait certes mérité, et cependant le gouvernement pontifical fit immédiatement des excuses. Mais Joseph Bonaparte, suivant ses instructions, ne voulut pas laisser échapper cette occasion; il refusa les excuses et fit au Directoire un rapport mensonger où les faits étaient complètement dénaturés. A la lecture de ce rapport, les deux conseils, épurés, éclatèrent en imprécations contre le « tyran de Rome », « le chef infâme de l'exécrable race sacerdotale », et Berthier reçut l'ordre de marcher sur Rome. Soldat, Berthier obéit, mais il écrivait

au général Bonaparte : « Je veux sortir des révolutions... Je me battrai comme soldat tant que la patrie aura des ennemis à combattre, mais je ne veux pas me mêler de la politique révolutionnaire. » Le 25 février 1798, il entra à Rome; c'était l'anniversaire de l'exaltation du Pape; la république fut proclamée et un directoire fut nommé à l'instar de la République française. Les troupes commirent d'odieux pillages, que Berthier essaya vainement d'empêcher. Le Directoire avait placé comme agent, à côté de Berthier, le calviniste Haller, qui voulut forcer le Pape à lui remettre l'anneau du pêcheur et essaya même de l'enlever de force; d'autre part, le général Cervoni voulut imposer à Pie VI la cocarde tricolore, qu'il refusa. Le 20 février, Haller décida que le Pape se mettrait immédiatement en route; Sa Sainteté ne put emmener qu'un prélat, monseigneur Caracciolo, et un secrétaire, l'abbé Marotto, ancien jésuite. « Vous sentez-vous la force de venir avec nous au Calvaire, lui dit Pie VI. — Très-Saint-Père, répondit-il, me voici prêt à suivre les pas et la destinée du Vicaire de Jésus-Christ et de mon souverain. » Pie VI passa trois mois à Sienne; puis il habita le château de San-

Cassiano, près de Florence ; il y reçut la visite du roi dépouillé de Sardaigne, Charles-Emmanuel de Savoie et de sa femme, la vénérable Marie-Clotilde de France, sœur de Louis XVI ; le duc de Toscane perdit ses États à la suite de l'hospitalité qu'il donnait au Pape. Mais la haine du Directoire n'était pas satisfaite ; Pie VI dut venir en France. Partout il rencontra, de la part des populations, l'accueil le plus respectueux ; à Grenoble, les jeunes filles allèrent en procession à sa rencontre ; dans l'hôtel fort simple où le Pape avait été logé, les servantes changeaient chaque jour, et Pie VI sut que les dames de la ville se succédaient, tenant à honneur de le servir. Il arriva à Valence le 14 juillet ; le 13 août, la foule était sous ses fenêtres, foule bruyante, mais sympathique, il se présenta en disant : « *Ecce homo*, » puis il donna sa bénédiction. Quelques jours après, il mourait prisonnier et le Directoire triomphant annonçait que le dernier des soi-disant papes venait de mourir. Les victoires de l'armée russe sur nos armées devaient démentir cette prédiction et permettre d'élire le successeur de Pie VI, Pie VII, qui allait négocier le Concordat avec le général Bonaparte.

Il faut revenir à Rome; Berthier avait laissé à Masséna un commandement qui lui répugnait; celui-ci ne resta pas longtemps; les plaintes des officiers et des soldats l'obligèrent à partir; il fut remplacé par Championnet. Après Rome, vint le tour de Naples. Le Directoire provoqua la guerre et Championnet reçut l'ordre d'achever la conquête de l'Italie; il n'avait pas assez de troupes et apprenant que le général autrichien Mack, qui commandait les troupes napolitaines, marchait contre lui, il évacua Rome : les deux armées se rencontrèrent au moment où on s'y attendait le moins : les Napolitains beaucoup plus nombreux, lâchèrent pied; Championnet poursuivant ses succès, marcha sur Naples où il fonda la république parthénopéenne; il fut remplacé par Macdonald; on lui reprochait de n'être pas allé assez vite.

Enfin une autre république fut fondée en Suisse. Les Suisses avaient une république fédérale, on leur imposa la république unitaire avec un directoire; le général Brune, qui commandait l'expédition, avait amusé les Suisses par des négociations jusqu'au dernier moment. Les cantons protestants, les plus grands et les plus riches, se défendirent peu; le plus grand exploit

des soldats de Berne, fut le massacre du général d'Erlach; les cantons catholiques, au contraire, opposèrent une vaillante résistance.

La fondation de ces républiques était une double faute : elle compromettait la paix qui n'était pas solide, et elle obligeait la France à disperser ses troupes pour défendre les gouvernements qu'elle avait imposés. Au moment où se fondait la république de Naples, les trois plénipotentiaires français Bonnier, Roberjot et Jean Debry, discutaient, au congrès de Rastadt, les conditions de la paix avec les plénipotentiaires de l'Autriche, de la Russie et des petits États allemands; les négociations étaient difficiles; les envahissements du Directoire n'étaient pas de nature à les faciliter et l'on finit par déclarer aux plénipotentiaires français qu'il était inutile de négocier davantage, que la paix ne pouvait se faire et qu'ils n'avaient qu'à partir. Le lendemain les plénipotentiaires étaient massacrés par des hussards à quelques lieues de Rastadt; seul, Jean Debry échappait. Le gouvernement autrichien a toujours protesté qu'il était étranger à ce crime contre le droit des gens, et certains historiens ont accusé les directeurs, qui désiraient rendre la guerre inévitable.

Si tel avait été le désir du Directoire, il ne dut pas tarder à regretter la rupture des négociations ; cette nouvelle campagne qui commençait dans de mauvaises conditions, à cause de la dispersion de nos troupes, ne fut pas heureuse ; les Autrichiens et les Russes, leurs alliés, firent éprouver plusieurs défaites aux armées françaises. En Italie, Souvarow battit successivement Schérer, Moreau, Macdonald qui dut évacuer Naples et Rome, et Joubert qui fut tué à Novi ; toute l'Italie était perdue pour nous, sauf la rivière de Gênes, énergiquement défendue par Masséna. Les succès de Souvarow, un schismatique, permirent au conclave de se réunir à Venise et d'élire le cardinal Chiaramonti, qui prit le nom de Pie VII. Sur deux points seulement les armées françaises furent victorieuses, en Suisse où Masséna battit les Autrichiens et les Russes à Zurich, et en Hollande où Brune battit à Castricum les Anglais qu'il obligea à se rembarquer. Malgré ces deux victoires, on avait dû abandonner la plupart des pays conquis, et le territoire français était même menacé, lorsque le général Bonaparte arriva d'Égypte.

Pendant cette campagne toute l'histoire in-

térieure se résume dans un nouveau coup d'État ; Sieyès avait consenti à faire partie du Directoire en remplacement de Rewbell. De concert avec Barras, il se débarrassa de ses trois collègues, Treilhard, Merlin et La Revellière et les remplaça par Roger-Ducos, Gohier et Moulins. Ce dernier était général, mais il n'avait pas une notoriété suffisante pour donner au Directoire la considération et la force qui lui manquaient.

CHAPITRE IV.

Expédition d'Égypte. — Prise de Malte. — Débarquement en Égypte. — Prise d'Alexandrie. — Bataille des Pyramides. — Destruction de la flotte française. — Expédition de Syrie. — Échec devant Saint-Jean-d'Acre. — Bataille d'Aboukir. — Retour de Bonaparte. — Kléber. — Capitulation. — Arrivée de Bonaparte à Paris. — Projets de Sieyès et de Barras. — Transfert des conseils à Saint-Cloud. — Arrestation de Coghier et de Moulins. — 19 brumaire. — Le conseil des Cinq-Cents.

A son retour d'Italie, le général Bonaparte voyant l'insuccès de l'expédition contre l'Irlande, proposa au Directoire d'attaquer l'Angleterre en Orient et de s'emparer de l'Égypte. L'idée fut immédiatement accueillie; elle éloignait un général que ses succès avaient rendu dangereux. Bonaparte s'occupa immédiatement de préparer son expédition; il fallait faire promptement et secrètement. On mettait à sa disposition une escadre de 13 vaisseaux, 6 frégates, bricks et flûtes, et 400 bâtimens de transport; l'escadre était commandée par l'amiral Brueys, ayant sous ses ordres Villeneuve, Decrès et Duchayla. Les corps de débarquement étaient composés de vieilles troupes.

Bonaparte emmenait avec lui les généraux Berthier, Caffarelli, Dommartin, Desaix, Kléber, Menou, Regnier, Lanusse, et un certain nombre de savants qui devaient former l'institut d'Égypte et étudier le pays. Le départ eut lieu de Toulon le 19 mai 1798. Malgré le secret gardé et la célérité apportée aux préparatifs, les Anglais avaient eu connaissance de l'armement, mais ils ignoraient sa destination. L'amiral Nelson, qui croisait dans la Méditerranée, avait été prévenue de redoubler de vigilance. L'escadre arriva en vue de Malte dans les premiers jours de juin ; Bonaparte s'était ménagé des intelligences, et le 12, le grand-maître de Hompesch lui livrait une ville imprenable.

Le 1^{er} juillet, la flotte arrivait heureusement en vue d'Alexandrie, échappant à Nelson qui était venu la chercher sur les côtes de Provence. Le débarquement eut lieu immédiatement, et le lendemain Alexandrie ouvrait ses portes. Bonaparte publia une proclamation dans laquelle, pour ménager les Musulmans, il déclarait qu'il venait faire la guerre seulement aux Mamelucks, et se donnait comme le représentant du sultan. Les Mamelucks constituaient un corps de cavaliers qui se recrutait par des

jeunes esclaves ; ils avaient pour chef Ibrahim bey et Mourad bey. Vaillants soldats ils croyaient avoir facilement raison des fantasmes français ; ils furent vite dé trompés, et dans leur étonnement, ils croyaient que les soldats étaient attachés par des chaînes de fer et avaient baptisé Bonaparte le père du feu. La victoire des Pyramides, le 21 juillet, livra aux Français le Caire et tout le nord de l'Égypte ; la joie du triomphe fut diminuée par la destruction de la flotte française à Aboukir. Après avoir réprimé une révolte au Caire et avoir chargé Desaix, le sultan juste, de poursuivre la lutte contre Mourad, Bonaparte fit une expédition en Syrie ; la possession de cette province est indispensable pour couvrir l'Égypte. *Les débuts furent heureux*, la ville de Jaffa fut prise, les Turcs furent battus, mais Saint-Jean-d'Acre résista et il fallut se retirer. A peine de retour en Égypte, Bonaparte apprit le débarquement à Aboukir d'une armée turque ; il s'y rendit en toute hâte et la détruisit.

Les désastreuses nouvelles qui arrivaient de France le décidèrent à y revenir ; il disait à Menou qu'il chasserait les avocats, prendrait le pouvoir et enverrait des secours pour consolider l'occupation : des trois choses, deux

ont été faites. Il s'embarqua le 24 août sur le *Muiron* et arriva heureusement à Saint-Raphaël, le 9 octobre 1799. Il laissait le commandement à Kléber qui, d'abord découragé, retrouva toute son énergie devant le danger et battit les Turcs à Héliopolis; mais il fut assassiné par un fanatique et ses successeurs durent capituler.

Sic'yès songeait depuis longtemps à en finir avec cette constitution de l'an III qui ne se soutenait que par des coups d'État. Il lui fallait pour cela un général; il avait pensé à Hoche, qui était mort, à Joubert, tué à Novi, et à Moreau, mais ce dernier manquait de la décision nécessaire. En apprenant l'arrivée de Bonaparte, il s'écria : « La patrie est sauvée ! » Des conférences eurent lieu entre le général et le directeur, pendant que Barras négociait avec un intrépide agent royaliste, Fauche-Borel, le retour de Louis XVIII. Le ministre de la police, Fouché, qui connaissait les deux négociations, restait neutre en apparence, mais en réalité favorisait Bonaparte, sans doute parce qu'il lui voyait plus de chance de succès, et puis régicide, il devait être peu favorable à une restauration.

Le plan suivant fut arrêté : la représentation nationale serait transportée à Saint-Cloud sous

prétexte de la mettre à l'abri des dangers que présentait Paris ; Bonaparte serait chargé de la protéger. Quant au directoire, Sieyès et Roger-Ducos donneraient leur démission ; on achèterait celle de Barras ; Gohier et Moulins seraient mis dans l'impossibilité d'agir ; trois consuls seraient nommés et les deux conseils seraient suspendus. En exécution de ce plan, le 18 brumaire, sur la proposition du président Carnot qui était gagné, le transfert du Corps législatif à Saint-Cloud fut voté, et sa garde fut confiée à Bonaparte. La plupart des généraux étaient dans le secret. Bonaparte se rendit chez les deux directeurs, Gohier et Moulins, leur adressa de vifs reproches sur l'état où ils avaient mis la France, si belle deux ans auparavant, et les fit garder à vue. Le lendemain, 9 novembre, les deux conseils tinrent séance à Saint-Cloud ; Bonaparte se rendit d'abord au conseil des Anciens, qu'on supposait plus facile ; il rappela les nombreux coups d'État qui avaient été faits en violation de la Constitution de l'an III ; il vit que de ce côté, il n'aurait aucune difficulté. Aux Cinq-Cents ce fut plus difficile ; Bonaparte, lorsqu'il parut, fut accueilli par les cris : « A bas Cromwell, à bas le tyran ; hors la loi. »

Les députés l'entourèrent; on dit même que quelques-uns tirèrent un poignard et l'en menaçèrent. Il était impossible au général de se faire entendre et la situation devenait critique, lorsque quelques grenadiers pénétrèrent dans la salle et l'entraînèrent au dehors. « Ils m'ont mis hors la loi, dit-il encore tout ému à Sieyès. — Eh bien! mettez-les hors la salle! » Ce qui fut dit fut fait. Lucien Bonaparte, président des Cinq-Cents, harangua les soldats qui entrèrent dans la salle, la baïonnette croisée; les Cinq-Cents disparurent. Quelques-uns se réunirent dans la soirée, et décrétèrent tout ce qu'on voulut; les anciens approuvèrent. La Constitution de l'an III était finie.

APPENDICE

Le consulat. — Son caractère réparateur. — Délivrance de la France à l'intérieur. — Campagne d'Italie. — Marengo. — Campagne d'Allemagne. — Hohenlieden. — Traité de Lunéville. — Paix d'Amiens. — Rétablissement de l'ordre à l'intérieur. — Réorganisation de l'administration. — Code civil. — Abrogation des lois contre les émigrés. — Concordat.

Ceci n'est pas une histoire du consulat, mais un court appendice sur le consulat, appendice suffisant pour expliquer comment le 18 brumaire a été la fin, plus apparente que réelle, de la Révolution et non un simple coup d'État comme le 9 thermidor ou le 18 fructidor.

On s'attendait à la fin du directoire; le consulat fut accepté; les trois consuls furent Bonaparte, Sieyès et Roger-Ducos; en réalité, Bonaparte était le maître. Sieyès se retira après l'insuccès de la Constitution qu'il avait rédigée, et fut suivi par Roger-Ducos; Cambacérès devint deuxième consul, et Lebrun troisième.

Délivrer la France menacée à l'extérieur, rétablir l'ordre à l'intérieur, tel était la double

mission qu'avait à remplir le premier consul. Masséna se soutenait avec peine dans la rivière de Gênes, Suchet était attaqué sur le Var; il fallait agir promptement. Deux armées furent formées, l'une ouvertement, sur le Rhin, l'autre secrètement au pied des Alpes. Moreau avait le commandement de la première, il devait marcher sur Vienne par le bassin du Danube. La seconde, dont le premier consul se réservait le commandement, devait franchir les Alpes et descendre en Italie sur les derrières de Mélas qui attaquait Masséna et Suchet. Le plan réussit dans son ensemble; l'armée d'Italie franchit heureusement les Alpes, et la bataille de Marengo lui livra l'Italie; Moreau de son côté, vainqueur à Hohenlinden, menaçait Vienne. L'Autriche se décida à la paix qui fut signée à Lunéville, le 9 février 1801. Quelques mois après, la paix était signée à Amiens avec l'Angleterre; la France perdait quelques colonies, les Anglais acceptaient son acquisition de la rive gauche du Rhin. D'autres traités furent conclus avec tous les États de l'Europe. Cette paix générale fut accueillie avec enthousiasme dans toute la France. Elle devait malheureusement peu durer.

Il était peut-être encore plus difficile de rétablir l'ordre à l'intérieur que de faire la paix même avec l'Angleterre. Le premier consul l'essaya résolument; l'administration fut réorganisée; les finances furent dirigées par des hommes compétents; la rédaction du code civil fut commencée; mais les deux mesures réparatrices par excellence furent le rappel des émigrés et surtout le rétablissement du culte catholique par le Concordat. Les lois contre les émigrés frappaient 145,000 personnes, dont 80,000 nobles; le premier consul les fit abroger par un sénatus-consulte; il dut pour cela imposer sa volonté. Le Concordat dut également être imposé aux révolutionnaires qui peuplaient le conseil d'État, le sénat et le tribunat. Le premier consul le fit. En rendant ainsi à la France, malgré son entourage, le libre exercice de sa foi religieuse, il faisait plus pour réparer les maux causés par la Révolution que par les traités les plus avantageux et par les réformes administratives les plus heureuses. On doit regretter seulement que par l'addition des articles organiques, contre lesquels protesta le légat du Pape, il ait amoindri son œuvre sans aucune utilité pour son pouvoir.

Le consulat dura peu; d'abord décenn devint consulat à vie à la suite d'un attel contre la vie du premier consul; une conspira tion amena la création de l'empire, avec leur disparurent les dernières *formes* républica conservées jusqu'à-là. Le restaurateur du ca catholique en France demanda au Pape venir le sacrer; Pie VII y consentit, et Nap léon I^{er} put se dire empereur des Français p la grâce de Dieu.

FIN.